

Dernières nouvelles

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DEMANDE A M. BARRE D'ETUDIER
UN SYSTÈME DE PROTECTION
DE LA PETITE ÉPARGNE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algerie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m.;
Allemagne, 1 DM; Autriche, 10 sch.; Belgique,
12 fr.; Canada, 5 \$; Danemark, 3 kr.;
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,
18 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.;
Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,70 kr.; Pays-Bas,
1 fl.; Portugal, 120 esc.; Saoud, 2,25 r.;
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 14
S. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-22 Paris
Tél. Paris 26 69072
Tél. : 246-72-23

Le parti indépendantiste a gagné les élections au Québec

Le fait français

Depuis la création de la Confédération en 1867, le fait français est resté une anomalie constitutionnelle qui donne au Canada son caractère original et sa permanence fragile. Que le Québec rompe un jour les liens qui l'unissent aux autres provinces et au gouvernement fédéral, et le pays tout entier risque de se démanteler.

Pour le Québec, le défi n'est pas moins grave. Le chemin est long qui va du Mouvement des patriotes à l'indépendantisme sage de M. René Lévesque, en passant par le coup de folie du Front de libération du Québec, qui provoqua en 1970 l'assassinat d'un ministre et des menaces de guerre en temps de paix. Les gouvernements n'ont pas manqué qui se sont appuyés sur le nationalisme, l'autonomisme, l'affirmation de l'identité canadienne française. Mais jusqu'à présent, pas un seul parti n'a fait de l'indépendance sa raison d'être.

A certains égards, le cadre fédéral autorisait les audaces de la « révolution tranquille » du début des années 60 et de l'explosion culturelle et artistique de la fin de la décennie. Les Québécois pouvaient s'adonner à leur quête de l'authenticité pendant que l'ensemble canadien assurait l'intendance. Si lui faut demain se prendre lui-même en charge, notamment dans le domaine économique, le Québec cédera-t-il au même militantisme ? M. Lévesque et ses amis ont promis d'organiser, dans deux ans peut-être, un référendum sur l'indépendance. D'ici là, sous un gouvernement séparatiste, les Québécois auront pris la mesure concrète de l'entreprise.

On peut s'attendre à des échanges d'arguments et de contre-arguments chez un peuple qui a le sens du verbe et l'imagination fertile, mais qui sait aussi compter. Sans doute peut-on faire confiance à la modération et à l'objectivité de M. Lévesque pour rendre possible et viable l'attachement de ce phénomène singulier, l'accession à l'indépendance d'une société moderne en plein continent nord-américain.

Dans l'immédiat, le parti québécois doit s'acquiescer d'un mandat sans équivoque. Il lui faut s'emparer de bonne gestion avant de songer à changer l'histoire. L'administration Bourassa laisse un déficit budgétaire considérable, des impôts très élevés, une dette publique excessive. L'économie pléthorique et le processus de délocalisation et d'externalisation des partenaires sociaux est à peu près rompu. Le parti québécois devra donc s'efforcer de tenir ses promesses de réformes et de remise en ordre. Sa tâche ne sera pas facile : on lui demande de se montrer à la fois économiste et réaliste, d'entretenir la flamme de l'idéal, de ne brasser personne sans subir pour autant l'impact du pouvoir. Les méconnaissances qui ont traversé le gouvernement libéral peuvent demain se retourner contre le vainqueur d'aujourd'hui.

Le rôle du gouvernement fédéral peut être considérable dans la période qui s'ouvre. Il a les moyens de multiplier les obstacles devant le prochain gouvernement du Québec. Il pourrait même, à force de harcèlements et de confrontations, le paralyser au point de provoquer sous peu de nouvelles élections. Mais il peut aussi, s'il le veut, l'aider à inventer une conception nouvelle de souveraineté et d'associations, et si elle n'était assée, une formule comme celle de l'indépendance dans l'interdépendance.

UNE SEMAINE AVEC L'AQUITAINE

Dans la série de suppléments que « le Monde » publie durant cette semaine sur la région Aquitaine, le thème d'aujourd'hui est l'agriculture avec, en particulier, le dossier du vin.

(Lire pages 19 à 27.)

- M. Bourassa et de nombreux ministres sont battus
- Un référendum pourrait avoir lieu dans les deux ans

Le parti québécois (P.Q., indépendantiste) de M. René Lévesque a remporté les élections à l'Assemblée nationale du Québec, lundi 15 novembre, en obtenant environ 41 % des suffrages exprimés, selon les résultats parvenus mardi en fin de matinée. Le P.Q. disposera de 70 sièges à l'Assemblée (qui en compte 110) contre 6 en 1973. M. Lévesque sera donc le premier ministre de la province.

Le parti libéral québécois de M. Robert Bourassa, au pouvoir depuis 1970, essuie une sévère défaite (M. Bourassa lui-même et une dizaine de ministres n'ont pas été réélus). Avec 33 % des voix, il n'a plus que 27 sièges (contre 102 en 1973). L'Union nationale de M. Rodrigue Biron fait une remarquable percée : elle obtient 19 % des suffrages et 11 sièges.

Montréal. — Moins d'une heure et demi après la fermeture des bureaux de vote, la chaîne nationale de radio-télévision Radio-Canada affirmait, à partir de projections tirées des résultats partiels, que le parti québécois (P.Q.) formerait le prochain cabinet, en s'appuyant sur une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Cela donne la mesure de la vague de fond, dont l'ampleur a emporté le gouvernement libéral du premier ministre, M. Bourassa, qui avait en cent deux députés sur cent dix aux dernières élections législatives en 1973. Le pre-

De notre correspondant

mier ministre a lui-même été battu ainsi qu'une dizaine de membres de son gouvernement. Le parti québécois a enlevé soixante-cinq sièges sur une centaine, vingt-sept et l'Union nationale onze. Le ralliement des créditistes et le parti national populaire ont chacun un député. Les résultats de trois circonscriptions où le parti libéral était très serré, devront faire l'objet d'un nouveau comptage des bulletins.

M. Bourassa a rapidement reconnu sa défaite. Il a rendu en quelques mots, avec beaucoup de dignité, hommage à son adversaire. « Nous vivons, a-t-il dit pour expliquer son échec, dans une société de plus en plus polarisée, où il est de plus en plus difficile de conserver une position de juste milieu. » Il a lancé un appel aux milieux d'affaires pour qu'ils aient devant l'événement « une réaction réfléchie ».

ALAIN-MARIE CARRON.

(Lire la suite page 2.)

La victoire des « nègres blancs »

par ANDRÉ FONTAINE

« Nous sommes venus il y a trois cents ans et nous sommes restés... autour de nous des étrangers sont venus, qu'il nous plaît d'appeler les barbares... ils ont pris presque tout le pouvoir... ils ont acquis presque tout l'argent... mais au pays du Québec rien n'a changé. Rien ne changera parce que nous sommes un témoin. De nous-mêmes et de nos destinées nous nous sommes compris clairement ce devoir-là : persister, nous maintenir. » Il y a quelque soixante ans, la publication dans le *Temps de Marie Chappellaine*, rappelait — on serait tenté de dire révéla — aux Français, soudain dans la survie en Amérique du Nord, au milieu de ces « arpentés de neige » abandonnés d'un cœur léger par Louis XIV et Voltaire, d'un rameau de leur souche. Rameau aux proportions bien modestes certes, en comparaison de la puissance naissante des Etats-Unis ou de l'embourgeoisement de l'Amérique latine, mais appelé par la vitalité de sa foi et de ses rogers à une belle renaissance.

D'autres, dont on a moins retenu les noms, l'avaient précédé, mais c'est à Jacques Cartier (1491-1557) que l'histoire officielle fait remonter l'établissement français en Amérique du Nord, dans ce Canada qu'il nomma ainsi d'un mot indien signifiant « village ». Les successeurs de François I^{er} ne s'intéressaient guère à ces terres lointaines, et il fallut Champlain, qui fonda Québec en 1608, et la détermination de Richelieu.

Cette époque est celle d'une rapide et considérable extension. De hardis explorateurs s'avancèrent jusqu'au golfe du Mexique, créant cette Louisiane, au territoire dix fois plus étendu que l'Etat qui porte aujourd'hui ce nom, que Napoléon rendra pour une brève période de pain aux Etats-Unis.

Il a fallu longtemps pour en arriver là. Après une tentative

d'anglicisation, la Grande-Bretagne accepta en 1761 de diviser sa colonie en un haut et un bas Canada, les frontières de ce dernier correspondant à peu près au Québec actuel. La Chambre des députés se choisit, un président d'origine française, et les états francophones se virent reconnaître le droit de présenter dans leur langue les projets de loi.

(Lire la suite page 3.)

Les redressements fiscaux opérés depuis 1964 sur le groupe Dassault dépasseraient 500 millions de francs

M. Jacques Estèbe, directeur général adjoint du groupe aéronautique Dassault-Breguet, a déclaré, lors d'une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise, que les exercices financiers de cette société de 1964 à 1975 ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15 novembre par le Monde, le total des redressements, compte tenu de ces derniers contrôles, dépasserait largement le demi-milliard de francs. A 1975, ont subi des contrôles fiscaux aboutissant à des redressements de l'ordre de 300 millions de francs. Une nouvelle vérification portant, comme la loi autorise l'administration à le faire, sur les quatre derniers exercices fiscaux 1972-1975 et sur l'ensemble des sociétés du groupe, serait en cours avec des moyens exceptionnels. Selon une source autorisée, consultée lundi 15

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Le succès du parti indépendantiste

(Suite de la première page.)

Lorsque M. René Lévesque est arrivé à la permanence du parti québécois, dont il est le chef, il a été accueilli par une foule en délire. Il a rencontré les électeurs et les militants de son parti en leur confiant, sous un tonnerre d'applaudissements : « Je n'ai jamais pensé que je pourrais être aussi fier d'être Québécois que ce soir. » Faisant écho aux propos d'un orateur qui l'avait précédé et qui avait affirmé que « depuis cent ans la nation québécoise attendait ce moment », il a rappelé que la victoire du parti indépendantiste avait été

acquise « en une dizaine d'années seulement ».

Le futur premier ministre du Québec a tenté de rassurer la population de la province et le reste du Canada en indiquant à quel point il était conscient de l'« énorme responsabilité » qui était désormais la sienne et celle de son parti. Il a renouvelé ce qu'il a appelé « l'engagement central pris au cours de cette campagne » de ne réaliser l'indépendance que lorsque « une société adulte et confiante en elle-même l'aura approuvée par une majorité claire et démocratique, par référendum, comme nous l'avons promis ». « Plus que jamais, a-t-il conclu, il faut faire du Québec le patrie de tous les Québécois qui l'habitent et qui l'aiment ».

Le gouvernement fédéral prêt à coopérer

Quelques minutes plus tard, le premier ministre du Canada, M. Trudeau, reconnaissait la victoire d'un parti qui a pourtant pour but d'organiser la sécession d'une des dix provinces canadiennes. Soulignant que cette élection s'était déroulée dans le respect des règles démocratiques, il a déclaré que le gouvernement fédéral était disposé à collaborer avec le futur gouvernement du Québec pour autant que celui-ci respecte la Constitution. Le parti québécois, a-t-il affirmé, « a reçu mandat de gouverner la province et non pas de tenter de la séparer du reste du pays ». « Les Québécois », a estimé M. Trudeau, continueront de rejeter le séparatisme parce qu'ils continuent de croire que leur destinée se joue toujours dans un Canada indivisible.

Dans les milieux sympathisants du parti québécois, on admet aussi que le vote du 15 novembre n'est pas indépendantiste. Les sondages, qui révélaient la semaine dernière la montée du P.Q. dans l'opinion, indiquent que 58 % des personnes interrogées restaient hostiles à la séparation du Québec du reste du Canada. Aux élections de 1960, l'idée d'indépendance n'était que d'un tiers défendue par personne ; en 1966, plusieurs candidats prônaient le séparatisme, mais recueillaient un peu moins de 9 % des voix ; en 1970, le parti québécois en recueillait 23 %, puis 30 % en 1973. Il en a cette fois-ci environ 40 %, mais le fait qu'il est devenu depuis 1973 l'opposition officielle dans le parlement britannique a fait converger sur lui le vote de nombreux mécontents et, à l'heure d'une mission qu'il était pas sa première raison d'être.

En outre, comme les deux autres partis qui se situent à sa droite recueillent pour le parti libéral environ 33 % des voix, et pour l'Union nationale près de 20 %, le Rassemblement créditiste, un parti franchement réactionnaire, 5 %, on est forcé de constater que le plus grand nombre des Québécois ont élu un vote sûr, vous permettant d'aider la France.

les coudées franches aux amis de M. Lévesque, s'ils veulent tenir compte de l'état de l'opinion.

Le mécontentement est sans doute la première explication du scrutin de lundi : 28 % seulement des personnes interrogées par les organismes d'enquête se déclarent satisfaites du gouvernement libéral. L'ensemble de la population reprochait au gouvernement Bourassa son attitude indécise à l'égard des syndicats et des conflits sociaux, le parfum de corruption et de favoritisme qui régnait dans son entourage. Les 20 % d'électeurs potentiels représentés par les Québécois d'origine anglaise et les Néo-Canadiens ont servi de catalyseur. En protestant contre la politique linguistique du gouvernement, ils ont contraint celui-ci à la défensive et lui ont fait rater sa campagne. Quand il a voulu en toute hâte annoncer une réforme de la loi 100, qui régit la répartition des écoles entre l'enseignement anglophone et francophone, son geste a paru dicté par l'opportunisme et a eu un effet contraire. Dans le même temps, la situation économique s'annonçait difficile pour 1977 dans une province où à tous les coups un taux de chômage élevé. A un titre ou à un autre, chacun a trouvé ses raisons de dire « non » à un gouvernement en place depuis six ans, à un premier ministre qui a toujours manqué de « charisme » ou même du sens du contact humain.

Le parti québécois progresse régulièrement et a encore gagné des voix. L'Union nationale, qui renouveau miraculeusement cette année après avoir pratiquement disparu, a fait involontairement le lit du parti québécois. Elle a pris corps auprès des libéraux et les suffrages qu'elle recueille ont provoqué sans doute l'échec de plus d'un candidat libéral manquant de peu sa réélection. M. Bourassa avait choisi son heure pour provoquer des élections qu'il aurait pu tenir un an plus tard. Il apparaît aujourd'hui comme le premier artisan de la déroute.

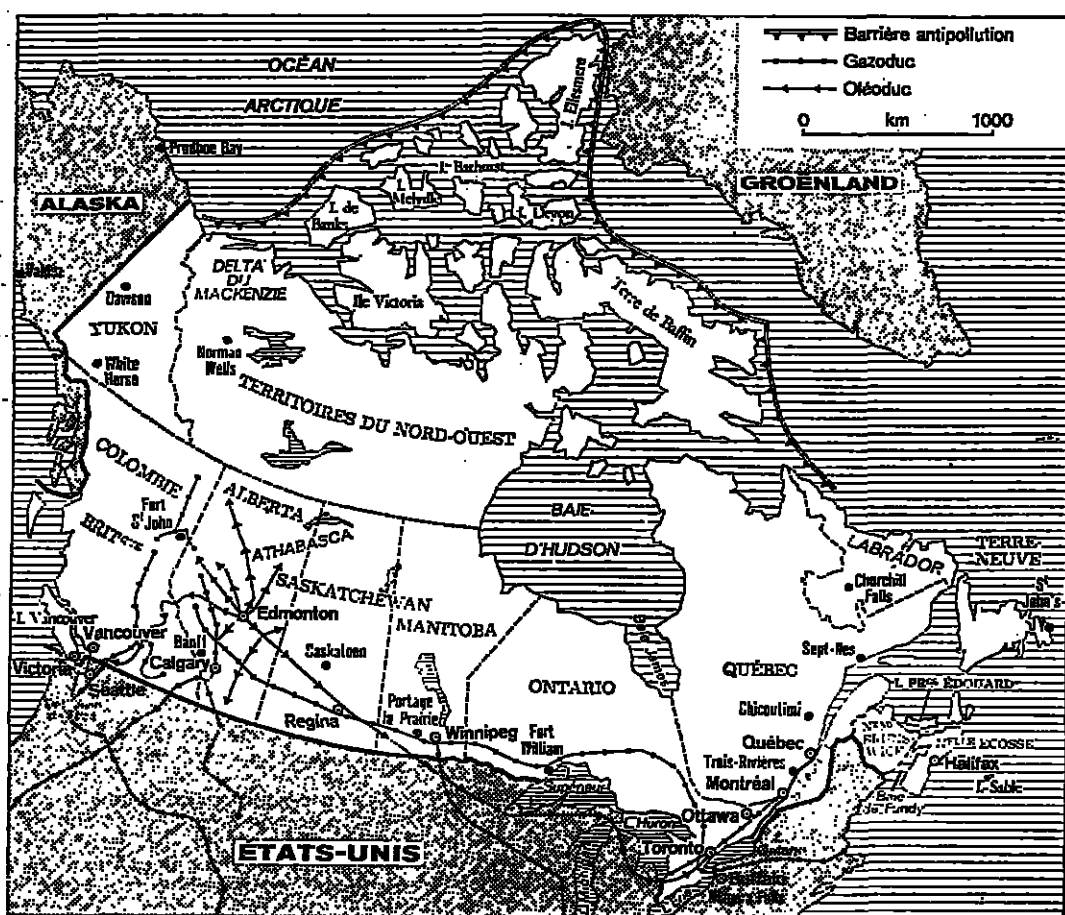
ALAIN-MARIE CARRON.

LES SCRUTINS DE 1973 A 1976

TABLEAU (1)	1976			1973		
	Nombre de voix obtenues	% voix	Sièges	Nombre de voix obtenues	% voix	Sièges
Parti libéral québécois	997 735	33	27	1 623 794	55	162
Parti québécois	1 228 295	41	67	397 869	30	6
Union nationale	559 265	19	11	146 269	6	0 (2)
Rassemblement créditiste	149 483	5	1	234 766	18	2
Autres partis	62 967	2	1	9 590	0,2	0

(1) Les chiffres de 1976 portent sur 87 % des bureaux de vote (résultats connus mardi en fin de matinée).
(2) L'Union nationale a obtenu un siège en août 1975 à l'occasion d'une élection partielle.

UN « FINISTÈRE » CANADIEN



Le Québec, qui est en quelque sorte un « finistère » canadien, est la plus ancienne, la plus étendue et la plus peuplée des dix provinces canadiennes. Avec 336 400 milles carrés, il représente une superficie 3 fois supérieure à celle de la France et 7,2 fois celle de la Grande-Bretagne. Avec 6 millions d'habitants (23 millions pour l'ensemble du Canada) la province est peu peuplée ; en outre, 54 % de la population est concentrée à Montréal et dans la plaine de la Saint-Lawrence. Les Québécois francophones, dont l'importance relative a légèrement augmenté entre 1951 et 1961, représentent environ 80,7 % de la population ; les anglophones, 19 %.

L'économie de la province, largement dominée par le secteur secondaire, est à la fois puissante et fragile. Le chômage constitue toujours le problème n° 1 du Québec. La forêt qui couvre la moitié du territoire a fait naître l'une des plus puissantes industries de l'Amérique : celle de la pâte à papier. Son importance dépasse de loin toutes les autres, aussi bien en ce qui concerne la valeur ajoutée que l'emploi. L'agriculture n'emploie plus que 8 % de la population. Quant aux industries (métallurgie, chimie, pétrole, etc.), elles tendent à s'installer de plus en plus dans les plaines de l'Ouest canadien, roches autochtones à l'agriculture.

Le Québec, qui est encore au deuxième rang des provinces quant à la puissance économique totale, n'occupe que le cinquième rang en ce qui concerne le revenu par habitant.

Les principaux partis québécois

● PARTI LIBÉRAL

Le Parti libéral du Québec a été créé en 1955. Il se veut entièrement indépendant du Parti libéral fédéral qui dirige le premier ministre canadien, M. Trudeau, mais partage son idéologie. Il s'agit d'un néo-libéralisme qui cherche à s'adapter aux conditions de l'époque moderne et n'a plus grand-chose à voir avec l'école de pensée qui, dès l'union des deux Canadas en 1840, disputait au parti conservateur le pouvoir. Comme il est fréquent dans les partis nord-américains, la doctrine du Parti libéral du Québec est fluctuante et dépend beaucoup de l'homme qui se trouve à sa tête. Il remplace aussi le Parti conservateur, qui, très puissant dans l'ensemble du Canada, n'est jamais parvenu à s'implanter vraiment dans la province.

Le premier ministre, M. Bourassa, à sa tête depuis 1970, lui a donné une image technocratique. En 1960, en revanche, sous la direction de M. Lesage, le parti libéral québécois avait un programme nationaliste et plutôt de gauche pour l'époque. M. René Lévesque, aujourd'hui président du parti québécois (P.Q., indépendantiste), a milité dans ses rangs (il a été notamment député et ministre sous l'étiquette libérale) jusqu'à ce que ses positions personnelles l'amènent à donner sa démission. Le parti libéral du Québec est, depuis, redevenu résolument fédéraliste.

● PARTI QUÉBÉCOIS

Le parti québécois a vu le jour en 1968 sous l'égide de M. Lévesque, lorsque le mouvement Souveraineté-Association, que celui-ci avait créé en 1967, fusionna avec un autre mouvement, le Rassemblement national, pour devenir un parti politique. Le nouveau parti absorba par la suite d'autres courants autonomistes, notamment le Rassemblement pour l'indépendance nationale. D'inspiration social-démocrate, le parti québécois est la seule formation à avoir élaboré au fur et à mesure de ses différents congrès un programme détaillé, adopté après de longues

discussions par la base. Il se propose de créer une structure d'économie mixte — l'Etat aurait le contrôle de certains secteurs clés (notamment les institutions financières) — et de favoriser le développement du secteur coopératif.

Le Parti québécois avait présenté en 1973 un « budget de l'an » dont la crédibilité avait été contestée. Il était cependant l'œuvre d'une équipe compétente : ce parti compte en effet un nombre important d'économistes et d'administrateurs depuis par le régime libéral, et beaucoup de professionnels. Il était jusqu'à présent surtout implanté au milieu urbain. Il est le seul à rendre publique ses sources de financement, principalement constituées de dons individuels.

L'option fondamentale du Parti québécois demeure l'accession à l'indépendance de la province. Son programme prévoit que cette question sera réglée après son arrivée au pouvoir par référendum. Une fois souveraineté, la province conclurait avec le reste du Canada plusieurs accords d'association semblables à ceux qui existent entre les pays du Marché commun européen.

● UNION NATIONALE

Fondée en 1936 par M. Duplessis, l'Union nationale remplaça rapidement au Québec le parti conservateur fédéral. Elle s'attacha à la défense des milieux ruraux et des élites traditionnelles de la province. Elle occupa le pouvoir de 1936 à 1939, puis de 1944 à 1960. La mort de M. Duplessis, puis, peu de temps après, celle de son successeur, aggravèrent la faiblesse d'un parti usé par le pouvoir, souvent rétrograde et corrompu, et ouvrirent la voie aux libéraux. L'Union nationale revint au pouvoir en 1966, dirigée par M. Daniel Johnson. Les bonnes relations de celui-ci avec le général de Gaulle redonnèrent pour un temps le blason du parti. En 1970, cependant, l'Union nationale, conduite par M. Jean-Jacques Bertrand, fut à nouveau battue par les libéraux. — A.-M.C.

Scrutin majoritaire à un tour et inégalités électorales

Le Canada et le Québec ont adopté le scrutin majoritaire à un tour qui est en vigueur en Angleterre. Dans ce mode de scrutin, où prévaut l'idée de représentation territoriale, les cent dix députés élus à l'Assemblée provinciale représentent chacun une circonscription électoralement appelée « comté » au Québec. L'élection s'effectuant à la majorité simple, les candidats évincés peuvent totaliser ensemble plus de voix que le candidat heureux et un grand nombre de députés sont élus avec moins de 50 % des suffrages exprimés. Aux élections québécoises de 1970, soixante-dix députés avaient été élus de cette façon (trente-trois en 1973). Quand le phénomène se produit sur une grande échelle, le parti qui emporte la majorité des sièges est appelé à former le gouvernement, peut n'avoir qu'une majorité simple ou « pluralité » — des suffrages.

La nature du scrutin défavorise les partis qui, tout en ayant beaucoup de sympathisants dans les diverses circonscriptions, ne réussissent à obtenir la majorité que dans un très petit nombre d'entre elles. Les suffrages dispersés sont des suffrages perdus et les scrutins engendrent une sous-représentation des partis manquant d'assises locales ou régionales. Au Québec, en 1944 et en 1966, l'Union nationale a succédé ainsi au parti libéral, tout en ayant recueilli moins de suffrages que lui. En 1973, avec 16,5 % des voix, le parti libéral a emporté 92,7 % des sièges. Son adversaire immédiat, le parti québécois, ne recueillait que 5,5 % des sièges avec 30,3 % des suffrages.

Le découpage de la carte électorale accentue encore ces inégalités. Depuis 1971, le Québec a été doté d'une commission permanente, indépendante des partis, chargée de réviser la carte électorale après chaque élection législative. La dernière refonte de la carte date de 1971 et a corrigé un nombre d'irrégularités. La plupart des circonscriptions devraient aujourd'hui se situer dans une marge de 25 % par rapport à un chiffre moyen d'électeurs fixé à trente-deux mille. Un « comté » peut donc avoir entre vingt-quatre mille et quarante mille électeurs. La circonscription la moins peuplée respecte l'électeur des îles de la Madeleine, avec huit mille deux cent vingt-quatre électeurs inscrits. La plus peuplée est la circonscription de Talon, soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf électeurs, où M. René Lévesque, chef du P.Q., a été élu.

Le découpage inégal des circonscriptions électorales favorise généralement les régions rurales moins peuplées et accentue les effets mécaniques du mode de scrutin. C'est ce qui s'est produit le plus souvent au Québec depuis 1867.

Le parti qui emporte la majorité des sièges est le plus souvent celui qui est le plus populaire dans les circonscriptions où l'électorat est sur-représenté. C'est-à-dire en dehors de l'agglomération montréalaise (plus de deux millions d'habitants). Aux élections de 1973, le parti libéral avait fait élire un député au parti québécois près de dix fois plus de voix pour faire élire un de ses candidats. Le Parti du rassemblement créditiste, avec 145 050 voix, avait eu deux sièges, l'Union nationale, avec 145 564 voix, n'en avait eu aucun. — A.-M.C.

De la « révolution tranquille » à la victoire de M. Lévesque

1^{er} SEPTEMBRE 1959. — Mort de Maurice Duplessis, chef du parti conservateur (Union nationale), premier ministre du Québec depuis quinze ans.
22 JUIN 1960. — Victoire du Parti libéral provincial — alors de tendance nationaliste — au Québec. Sous le nom de « Révolution tranquille », le nouveau premier ministre de la province, Jean Lesage, lance une politique d'émancipation.
3 OCTOBRE 1961. — Le général de Gaulle reçoit Jean Lesage en visite officielle. Le Québec ouvre à Paris une délégation générale.
8 AVRIL 1963. — Le Parti libéral fédéral s'oppose aux élections. Lester Pearson devient premier ministre du Canada et le restera après avoir perdu en 1963 la majorité absolue.
15 JANVIER 1964. — Le général de Gaulle reçoit M. Pearson en visite officielle. Tout en soulignant la « solidarité particulière et naturelle » des Français avec les Québécois, il déclare qu'il n'y a rien là qui puisse contrarier les « meilleures relations franco-canadiennes ».
1^{er} JANVIER 1965. — Le gouvernement français reconnaît officiellement la délégitimation du Québec à Paris.
3 JUIN 1966. — L'Union nationale, reformée, gagne les élections au Québec. Daniel Johnson, nationaliste, devient premier ministre et lance la formule « Égalité ou indépendance ».
17-22 MAI 1967. — Daniel Johnson en visite officielle en France.
22-26 JUILLET. — Invité par le gouvernement fédéral et par celui du Québec (à l'occasion de l'Exposition de Montréal), le général de Gaulle termine, le 24 juillet, à Montréal, son discours par ses fameux « Vive le Québec libre ! » A la suite d'une protestation du gouvernement canadien, il annule la visite qu'il devait faire à Ottawa.
22 AVRIL 1968. — A Ottawa, M. Pearson cède la place au Montréalais Pierre Elliott Trudeau, qui veut instaurer le « bilinguisme » dans tout le Canada. Aux élections du 23 juin 1968, il obtient la majorité absolue.
OCTOBRE 1968. — Le Parti québécois (nationaliste) de M. René Lévesque, ancien ministre de M. Lesage, absorbe les petites formations séparatistes.
26 SEPTEMBRE 1968. — Daniel Johnson meurt subitement, à la veille d'une nouvelle visite officielle en France. M. Jean-Jacques Bertrand lui succède.
8 JUILLET 1969. — Le français devient langue officielle dans toutes les institutions fédérales canadiennes.
30 AVRIL 1970. — Le Parti libéral, ayant à sa tête M. Bourassa, gagne les élections au Québec sur le thème du maintien de la fédération canadienne.
OCTOBRE - DÉCEMBRE 1970. — M. James Cross, chef de la mission commerciale britannique à Montréal, puis Pierre Laporte, ministre québécois de la main-d'œuvre, sont enlevés par le Front de libération du Québec le 17 octobre. Pierre Laporte est retrouvé assassiné. M. James Cross est libéré sain et sauf le 3 décembre. Le F.L.Q. est alors hors la loi. Les naviseurs de Pierre Laporte sont arrêtés le 27 décembre.
23 JUIN 1971. — Le gouvernement de M. Bourassa rejette comme insuffisant un projet de réforme de la Fédération canadienne.
30 OCTOBRE 1972. — M. Trudeau perd la majorité absolue aux élections fédérales. Il reste à la tête d'un gouvernement minoritaire.
28 OCTOBRE 1973. — M. Bourassa renforce sa majorité aux élections provinciales.
MAI 1974. — Le gouvernement de M. Bourassa fait adopter la loi 22 « instituant le français comme seule langue officielle au Québec ».
21-23 OCTOBRE 1974. — Visite officielle en France — la première depuis dix ans — du premier ministre canadien, M. Trudeau.
2-5 DÉCEMBRE 1974. — Visite officielle en France du premier ministre québécois, M. Bourassa.
18 OCTOBRE 1976. — M. Bourassa décide de provoquer des élections

صلى الله عليه وسلم

AU QUÉBEC

— PORTRAITS —

M. RENÉ LEVESQUE

Du nationalisme à l'indépendantisme

Au début des années 30, un petit bonhomme que l'on habitait en costume de marin les jours de photo-souvenir courrait les chemins et les plages de Gaspésie, un de ces bouts du monde comme le Québec en connaît plusieurs. Il écoutait son père lui raconter l'histoire de la Gou-gou, l'ogresse géante de l'île Bonaventure, et du Hollandais volant, dont le vaisseau fantôme visite chaque année le cap d'Espoir. Il nageait fêlé dans la baie Chaleur, se baignait à la sortie de l'école de sa petite ville de New-Carlisle contre ses camarades anglophones. Il parlait couramment l'anglais et n'imaginait pas alors ce que pouvait être une ville francophone comme Québec.

René Levesque avait la passion de la lecture qu'il nourrissait dans l'abondante bibliothèque paternelle. Son père était un avocat aisé qui partageait ses loisirs entre la lecture et l'écoute de sa radio, une rareté pour l'époque. Au collège, le jeune Levesque découvre le plaisir d'écrire et commence sa carrière de journaliste dans un magazine d'écoliers. Il suivra jusqu'à l'université des études classiques sous la houlette des Jésuites. Il est fantasque, porté à s'absenter sans motif, et à appeler un chat un chat. Il fait des études de droit en faculté, mais ne passera pas ses examens. Il a hérité de son père le goût de la radio et travaille déjà de temps à autre, pour se faire de l'argent de poche, dans une station locale.

La guerre en Europe et en Corée

En 1943, M. René Levesque a vingt et un ans. Il décide d'éviter la conscription éventuelle... on se jette à la base dans la guerre. Il s'engage à l'Office d'information de guerre (O.I.G.) du Canada. Après un examen de passage devant Pierre Lacombe, on le retrouve quelques semaines plus tard à Londres, sous les bombardements, journaliste attaché à la section radiophonique francophone de l'American Broadcasting Station in Europe (A.B.S.E.). Il part bientôt « sur le terrain » et se trouve être le témoin de certains des grands événements de l'époque. Il est l'un des premiers à pénétrer dans le camp de concentration de Dachau. Il s'entretient au château d'Iter, en Autriche, séparément, car ils ne se parlent plus, avec Daladier et Paul Reynaud.

M. ROBERT BOURASSA

Profil d'un vaincu

Il est plus que mince, très. Ses mains paraissent trop fragiles, son visage sans attrait. M. Bourassa est un homme peu aimé, peu estimé, peu craint. Il n'en a cure, car il ne semble vivre que pour la politique, et dans ce domaine, jusqu'au 15 novembre, personne n'était encore parvenu à le battre. On a dit qu'il a mené cette campagne à sa fantaisie, sans écouter ses conseillers. Bien des députés de son parti, engagés malgré eux dans une lutte difficile, paraissent lui en garder rancune. On a dressé la liste de ses erreurs tactiques et détonné, une nouvelle fois, sa prétendue indécision, ses atermoiements, l'atmosphère de corruption qui flotte autour de certains de ses proches. Peu lui importe. Détenteur du pouvoir, et jouant quitte ou double, il a fait le pari de le conserver jusqu'en 1980. Il l'a perdu.

Né le 14 juillet 1933, M. Bourassa devient à trente-sept ans

naud. En Italie, il observe la foule déchaînée autour du cadavre pendu de Mussolini. Rentré chez lui, il est engagé par la chaîne nationale Radio-Canada et « couvre », en 1951, la guerre de Corée, ce qui est pour lui le début de la célébrité. De 1956 à 1959, il est l'animateur d'une émission très suivie « Point de mire », qui s'apparente à « Cinq colonnes à la une ».

Radio-Canada connaît, en 1960, une très longue grève à laquelle René Levesque prend une part active. L'incompréhension manifestée par le gouvernement fédéral provoque chez lui une prise de conscience politique. Il reconstruit, avec ses amis du moment, le Québec sur les débris de l'Union nationale, vieux parti qui a trop régné et trop vécu, et qui a maintenu le pays dans ce que l'on a appelé la « grande noirceur ». Ses amis, ce sont MM. Gérard Pelletier, aujourd'hui ambassadeur du Canada en France, Jean Marchand, battu lundi après avoir été longtemps ministre du gouvernement fédéral, Pierre-Elliott Trudeau, aujourd'hui premier ministre du Canada, et... M. Robert Bourassa, jusqu'à lundi premier ministre du Québec.

« Des élites et des rois nègres »

Le parti libéral paraît à ces jeunes fous un vieux parti, mais le seul capable de faire échec à l'Union nationale. Le premier d'entre eux, M. Levesque, fera le saut dans la politique active. M. Jean Lesage est devenu, en 1958, chef du parti libéral. Le slogan de cette formation est alors : « Être libéral, c'est être socialement juste. » Et M. Levesque dira de son programme qu'il était à l'époque « formidablement en avance ». Le candidat libéral René Levesque sera élu en 1960 et deviendra, de suite, une vedette du parti et du nouveau gouvernement, dans lequel il reçoit la portefeuille des travaux publics et des ressources hydrauliques. Il prend ensuite la direction du nouveau ministère des richesses naturelles, prépare et obtient la nationalisation de l'électricité. Avec lui et le slogan : « Maitriser chez nous », les libéraux sont élus en 1962. M. René Levesque continue d'exercer une influence déterminante sur la politique du gouvernement. Il est favorable, en particulier, à un rôle accru de l'État. Cette orientation se traduit par un

certain nombre de décisions importantes dans le domaine économique et social. Pendant les derniers mois du gouvernement Lesage, M. Levesque est ministre de la famille et du bien-être social.

En juin 1966, les libéraux perdent le pouvoir au profit de l'Union nationale. L'équipe qui avait lancé la « révolution tranquille » se retrouve dans l'opposition. M. René Levesque est, d'une certaine façon, heureux d'être à nouveau libre de ses mouvements. En lui-même, la maturation qui devait le mener du nationalisme à l'indépendantisme se poursuit. Il est désormais persuadé que le Québec est « une société sous-développée, sous-instruite, coloniale, manquant de richesse et de fierté, paradoxalement bien nourrie et confortée, mais mise par ses élites et ses rois nègres dans une médiocrité totale qui pourrait lui être mortelle ». En octobre 1967, il quitte le parti libéral pour fonder le mouvement Souveraineté-Association, qui absorbe un peu plus tard les autres groupements séparatistes et se transforme en octobre 1968 en parti québécois, avec M. Levesque pour président.

De congrès en congrès, le P.Q. précise son projet indépendantiste, son orientation social-démocrate. Son programme et son chef sont opposés à la violence, comme le montre leur réaction au moment de l'enlèvement du ministre Laporte par le Front de libération du Québec, en 1970. Deux fois, en 1970 et 1973, M. Levesque est candidat de son parti, mais il est chaque fois battu, de peu. Une défaite, le 15 novembre 1976, l'aurait vraisemblablement contraint à laisser la direction du parti à quelqu'un de plus jeune.

Mais cette fois, selon ses propres termes, ses concitoyens « n'ont pas eu peur des changements nécessaires ». Ce petit homme bouillant, d'une étonnante vitalité, qui parle avec des mots simples et par images, a discipliné son aspect extérieur comme il a « raisonné » son projet indépendantiste. Il s'abstient depuis quelques années de ponctuer ses discours de jurons et s'est résigné cet automne à porter un costume neutre. L'indépendance reste le but à atteindre, mais par étapes, par la persuasion. Le journaliste à l'apparence brochant, le militant politique d'une persévérance inébranlable, visionnaire et pragmatique, est devenu premier ministre. — A.-M. C.

La victoire des « nègres blancs »

(Suite de la première page.)

Ils se trouveront suffisamment satisfaits de leur sort pour se battre loyalement aux côtés des Anglais contre les Américains qui leur proposaient pourtant l'émancipation.

Bientôt, les Britanniques proclament l'union des deux Canadas, qui avait pour effet de fonder la minorité francophone dans un ensemble anglophone. C'est en vain que Papineau avait déclenché en 1837 une révolte armée pour faire échec à ce projet. En 1840 cependant, Londres accepte, au moins en théorie, l'égalité de deux langues officielles. Et, en 1867, « l'acte de l'Amérique britannique du Nord », toujours en vigueur, transforme le Canada en une « confédération », en réalité une fédération fortement centralisée, avec des dispositions précises sur la répartition des pouvoirs entre la capitale et les provinces. Le Québec est l'une de ces provinces, mais il possède un poids spécifique suffisant pour donner à la confédération, en un siècle, trois premiers ministres assurés d'une belle longévité politique : Wilfrid Laurier (au pouvoir de 1896 à 1911), Louis Saint-Laurent (1948-1957) et Pierre-Elliott Trudeau (en fonctions depuis 1968).

La mort du Québec de papa

De ces trois personnalités Trudeau est certainement la plus ambitieuse, puisqu'il a voulu le premier faire une nation de ce Canada qui n'était guère, jusqu'alors, que la juxtaposition de deux nations. C'est qu'il a compris que le Québec de papa était mort, et qu'il fallait lui substituer autre chose.

Le Québec de papa, c'était, fondamentalement, une province, solidement tenue en laisse par le pouvoir économique des « maudits Anglais » de Montréal et par le pouvoir religieux d'une Église catholique toute puissante. Le long règne du premier ministre Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale, symbolisait leur bonne entente. Mais, contre ce régime obscurantiste et corrompu, se mobilisèrent les jeunes intellectuels de Cité Libre, l'Esprit du Québec, au premier rang desquels Trudeau, son actuel ambassadeur à Paris, Gérard Pelletier, Marc Lalonde, etc. La grève des ouvriers de l'amiante, qu'ils soutinrent à fond, apporta la première brèche

dans la bastille conservatrice. Après la mort de Duplessis, en 1960, les libéraux viennent au pouvoir, et lorsque l'Union nationale le reprend, en juin 1966, c'est un parti transformé, déterminé à arracher la province à son arriération culturelle et économique, qui lance avec Jean Lesage et Daniel Johnson la « révolution tranquille ».

Dès cette époque, l'idée d'indépendance est en route. En 1960, de Gaulle, en visite officielle au Canada, n'avait recueilli à Québec et à Montréal que de maigres applaudissements. Une grande partie de la part d'une population, dont l'esprit était plus proche, dans l'ensemble, du régime de Vichy que de la France libre. Mais lorsqu'il revient, en 1967, c'est une marche triomphale qui par le « chemin du Roi », le conduit jusqu'au balcon de l'hôtel de ville de Montréal d'où il lance son fameux « Vice le Québec libre ! » au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

Beaucoup de ceux qui se scandalisent de ce qu'ils considèrent comme une inadmissible intrusion dans les affaires intérieures d'un pays souverain reconnaissent aujourd'hui que ce geste délibéré, qui porta les relations franco-canadiennes au bord de la rupture, a considérablement contribué à la promotion de la cause québécoise. Pierre-Elliott Trudeau a eu beau prendre le contrepiéd des thèses gaullistes, soutenir que seul le Canada uni est capable de résister à la pression de « l'éléphant américain », que « c'est seulement dans le cadre fédéral que leur langue (des Québécois), leur culture, leurs institutions, leurs traditions les plus sacrées et leur niveau de vie peuvent échapper aux assauts de l'extérieur et aux conflits intérieurs » il n'aurait certainement pas pu s'installer au pouvoir, à la tête de sa « mafia québécoise », si les anglophones n'avaient pas compris que le moment était venu de faire une part plus large à leurs concitoyens de langue française.

Bien que la plus grande partie de son électoral ait été fournie par les francophones, Trudeau n'a cependant pas réussi à les mobiliser en sa faveur. Ce n'est pas seulement parce qu'on lui reproche souvent la brutalité avec laquelle il a réagi, en 1970, à l'enlèvement et à l'assassinat par les séparatistes du Front de libération du Québec du ministre Laporte. C'est surtout parce que, pour la grande majorité des habi-

itants de la « belle province » au draprau fleurdelisé, la nation, c'est le Québec et non le Canada. L'Assemblée nationale, c'est celle du Québec et non les Communes d'Ottawa.

Aussi bien les difficultés n'ont-elles jamais beaucoup cessé entre un Trudeau obstiné dans son rêve de construire une nation canadienne bilingue, plus centraliste en fin de compte que fédéraliste, et les successifs gouvernements du Québec, y compris celui de M. Bourassa, attachés à développer dans tous les domaines le particularisme provincial. La constante montée du Parti québécois, devenu depuis 1973 l'opposition officielle à Québec, ne pouvait laisser aucune illusion aux dirigeants fédéraux à ce sujet. C'est d'ailleurs un trait frappant de notre époque que l'échec successif de tant de projets tendant à dépasser l'horizon national. A la logique pourtant impressionnante du proverbe selon lequel l'union fait la force répond la constance avec laquelle charbonnier veut être maître chez soi. On le mesure de Chypre au Liban, de l'Écosse au Kurdistan, de l'Irlande au Pays basque et jusque chez les innombrables allogènes de l'Union soviétique.

L'avenir seul dira ce que deviendra le Québec après la victoire du parti indépendantiste, et avec lui de ces « nègres blancs » que les Québécois ont eu si souvent conscience d'être par rapport à la domination des « maudits Anglais ». Il faudra faire le départ de ce qui, dans le scrutin du 15 novembre, relève du mécontentement « conjoncturel » et de l'aspiration à une souveraineté pleine et entière. Le P.Q. a mis de l'eau dans son vin au cours de ces dernières années. Autrement il ne l'aurait pas emporté. Et la majorité des Québécois paraît toujours hostile à l'indépendance. Il paraît donc peu probable que le Canada ait à subir l'amputation pure et simple de sa partie québécoise, ce qui le viderait à l'absorption, à plus ou moins brève échéance, par les États-Unis, quitte pour les francophones des autres provinces à disparaître dans l'ensemble anglophone. En revanche, on ne voit pas quel miracle pourrait demeurer en vie l'ambition de Pierre-Elliott Trudeau de bâtir au nord de l'Amérique la première nation harmonieusement bilingue de l'histoire.

ANDRÉ FONTAINE.

En exclusivité pour "LA PRESSE ECONOMIQUE" GALBRAITH juge CARTER.

La Presse Economique

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES	
1. L'ÉCONOMIE	Après une année de croissance modérée, l'économie américaine se maintient à un rythme soutenu.
2. L'INDUSTRIE	Les industries manufacturières continuent de progresser, malgré une certaine baisse de la production d'acier.
3. LES MARCHÉS	Les marchés financiers restent calmes, avec une légère baisse des cours de la bourse.
4. LES MONNAIES	Le dollar se maintient à un niveau élevé, malgré une certaine pression à la baisse.
5. LES ÉCHANGES	Les échanges commerciaux continuent de progresser, malgré une certaine baisse de l'exportation.
6. LES INVESTISSEMENTS	Les investissements continuent de progresser, malgré une certaine baisse de l'investissement public.
7. LES EMPLOIS	Le chômage reste à un niveau élevé, malgré une certaine baisse du taux de chômage.
8. LES SALAIRES	Les salaires continuent de progresser, malgré une certaine baisse du taux de croissance.
9. LES PRIX	Les prix continuent de progresser, malgré une certaine baisse du taux d'inflation.
10. LES DÉPENSES	Les dépenses continuent de progresser, malgré une certaine baisse du taux de croissance.

Jimmy CARTER a été élu par les américains les moins satisfaits du fonctionnement actuel du système capitaliste.

Tout au long de sa campagne, CARTER a pris des engagements formels pour y apporter des améliorations.

La PRESSE ECONOMIQUE a demandé à J.K. GALBRAITH, l'un des économistes les plus lucides de notre temps de mesurer les chances de succès de CARTER dans cette entreprise.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE vous donne le point de vue d'une personnalité sur l'événement marquant de la semaine.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE vous apporte tous les éléments qui vous permettent d'anticiper efficacement sur l'actualité économique : notes de conjoncture en clair, renseignements confidentiels sur la vie des affaires, la carrière des dirigeants, la création de nouveaux marchés, rubriques spéciales consacrées aux produits nouveaux, informations de dernière heure.

Chaque semaine LA PRESSE ECONOMIQUE sélectionne les articles les plus intéressants parus dans les meilleurs journaux économiques américains, anglais, allemands, russes, japonais.

LA PRESSE ECONOMIQUE est diffusée exclusivement par abonnement.

Bon pour un essai sans engagement ultérieur

☐ Je désire recevoir LA PRESSE ECONOMIQUE pendant trois mois chaque semaine soit 13 numéros au prix de 80 F au lieu du prix normal de 120 F.

Je reste entièrement libre de m'abonner ou non à l'issue de cet essai.

☐ Je préfère que vous me fassiez seulement parvenir à titre de spécimen le numéro de cette semaine de LA PRESSE ECONOMIQUE avec la déclaration de GALBRAITH.

Nom _____

Adresse _____

Bulletin à découper et à renvoyer à LA PRESSE ECONOMIQUE, 9, rue d'Aboukir 75002 PARIS.

M. CARTER NE PENSE PAS QUE LE TAUX DE CHOMAGE SERA RAPIDEMENT RÉDUIT

Plains (A.F.P. A.P.). — M. Carter a tenu le lundi 15 novembre sa seconde conférence de presse depuis son élection. Il a déclaré qu'il souhaitait que M. Burns, président de la Réserve fédérale, conserve ses fonctions jusqu'en 1978. Il compte travailler en bonne intelligence avec lui. M. Burns avait récemment souligné les dangers inflationnistes des méthodes traditionnelles de

relance de l'économie, notamment les réductions d'impôts et l'augmentation des dépenses publiques. M. Carter s'est montré plus réservé sur les projets de relance économique de son administration qu'au cours de sa campagne. Il semble moins assuré de réduire à bref délai le taux de chômage (7,3 % actuellement), qu'il enten-

dait ramener par paliers à 4 ou 4,5 % d'ici 1980, impliquant qu'il devrait descendre d'un ou deux points dans les mois à venir.

M. Carter n'a annoncé qu'une nomination, celle du porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, responsable de relations avec la presse de l'ancien gouverneur de Georgie depuis 1970, occupera ce poste.

Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

Aller et retour Paris-New York en classe économie et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal: c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1^{er} novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-auto.

Rien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous préférez, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyagez à bord d'un vol régulier de la TWA; jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA: demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 82.11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.



TWA 101 avenue des Champs-Élysées 75008 Paris
Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs:

Nom: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Mon Agent de Voyages est: _____

N°1 sur l'Atlantique.

TWA

TWA: la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

Tout l'habillement de l'homme en prêt-à-porter

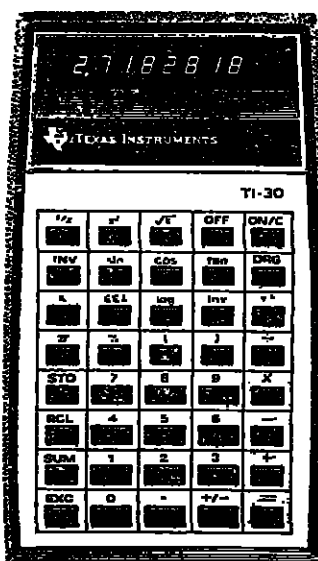
Grandes Tailles

jusqu'à 60... FORTS, GRANDS, TRAPUS, MINCES et tous les autres...

Barnett

Chemisier Habilleur
19, av. Victor-Hugo 16^e

Noël est là.



175 F TTC UN AN DE GARANTIE

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

La Boursière Bâtiment A - R.N. 186 - 92350 Le Plessis-Robinson - Tél. 630.23.43

La TI-30

- Calculatrice scientifique de poche
- Affichage à 8 chiffres ou 5 + 2 chiffres pour l'exposant
- Notation algébrique directe à 15 niveaux de parenthèses
- Mémoire \times , $1/x$, \sqrt{x} , y^x , $\sqrt[n]{x}$, fonctions trigonométriques, logarithmiques et inverses, degrés/radians/grades, constante automatique, pourcentage
- Fonctionne sur pile de 9V; commutateur électronique
- Option: Accumulateurs rechargeables, chargeur/adaptateur

Galeries Lafayette
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

DIPLOMATIE

Au premier jour de sa visite à Belgrade

M. Brejnev affirme que l'Union soviétique n'a pas l'intention d'« avaler » la Yougoslavie

De notre correspondant

Belgrade. — La Yougoslavie n'est pas un « pays misérable » et l'URSS n'est pas un « camp terrible, sanguinaire et agressif » qui se prépare à la dépeçer et à l'annexer. C'est en ces termes que M. Brejnev s'est adressé au président Tito pour l'assurer des bonnes intentions de Moscou. Répondant au toast que le chef de l'État yougoslave venait de prononcer au dîner offert lundi soir 15 novembre en son honneur, et faisant allusion aux « intentions les plus absurdes » selon lesquelles l'URSS aurait l'intention d'annexer la Yougoslavie, M. Brejnev a accusé l'Occident de vouloir de cette manière « jeter une ombre sur les bons rapports soviéto-yougoslaves ».

Il a ajouté: « Je ne sais pas si dans cette intention il y a plus d'incompréhension des principes ou si elle est dictée par les rapports entre les États socialistes, que de conviction cynique que l'opinion publique n'aurait pas à accepter l'importation quel qu'elle soit de la guerre mondiale, jouée « en son honneur » dans la lutte contre le fascisme ».

M. Brejnev est le premier dirigeant étranger à avoir été reçu conformément au nouveau protocole imposé par ses médecins au président. Le chef de l'État n'est pas allé à l'aéroport pour l'accueillir.

PAUL YANKOVITCH.

Une conférence socialiste méditerranéenne se tiendra du 26 au 28 novembre à Barcelone, sous l'égide de l'Union internationale des partis socialistes (U.I.P.S.). Elle sera présidée par le secrétaire général de l'U.I.P.S., le président Tito. Le président yougoslave a laissé entendre qu'il s'agissait très probablement d'une conférence avec M. Carter. « Le dirigeant soviétique, a-t-il dit, sera de retour de cette manière aux réunions en cours. En ce qui nous concerne, nous n'avons demandé aucune protection et nous n'avons pas besoin de protection ».

Les toasts de lundi reflètent quelques-unes des divergences soviéto-yougoslaves. Le président Tito et M. Brejnev se sont félicités des progrès réalisés dans les rapports entre les deux pays. Mais alors que M. Brejnev parlait de la solidarité des pays socialistes, utilisant le terme « internationalisme », sans toutefois lui ajouter l'épithète « prolétarien », le président Tito traitait sur un pied d'égalité les pays non alignés et

EUROPE

Italie

RADIO-VATICAN PLAIDE POUR LE PARDON EN FAVEUR DE L'ANCIEN SS KAPPLER

(De notre correspondant.)

Rome. — De fortes pressions sont exercées sur le gouvernement italien pour qu'il empêche la mise en liberté de l'ancien SS Herbert Kappler, décidé le 13 novembre par le tribunal militaire de Rome (le Monde du 16 novembre). L'hôpital du Sella, où se trouve l'accusé du massacre des Juifs d'Ardeatine, a été « occupé » pendant toute la journée de lundi par des manifestants israéliens, tandis qu'une délégation de parents des victimes se rendait à la chambre des députés. Selon certaines informations, le cas de Kappler serait réexaminé le 16 décembre par la Cour suprême.

Parmi les nouvelles réactions, on enregistre un commentaire de Radio-Vatican qui a posé, lundi, la question suivante: « Est-il juste d'accorder le pardon à celui qui n'en a pas eu? » La réponse de Radio-Vatican est positive, bien que « la conscience civile se soit sentie blessée et outragée », car la maltraitance en prison de Kappler « était comme la condamnation persistante de l'idéologie infâme » qu'il représentait.

On ne peut contester l'humanité de la norme qui conçoit la libération du détenu repenti après au moins vingt-huit années de détention », a affirmé le commentateur. Il a remarqué d'autre part: « Plus que de condamnation symbolique, peut-être a-t-on besoin aujourd'hui de généreuse magnanimité. » — R.S.

LA FIN DU SÉJOUR DU PREMIER MINISTRE EN ÉGYPTE

La France adaptera son économie à une nouvelle augmentation du prix du pétrole

a déclaré M. Raymond Barre

De notre envoyé spécial

Le Caire. — M. Barre a regagné Paris lundi soir 15 novembre après un voyage de trois jours en Égypte. Le premier ministre, qui avait été l'hôte à déjeuner du président Sadate, a invité M. Mamdouh Salem, premier ministre égyptien, à venir en France.

M. Barre, avant de quitter l'Égypte, a donné une conférence de presse à l'aéroport d'Héliopolis. Il a insisté sur la convergence de vues entre les deux pays sur les problèmes du Proche-Orient. Il n'a rien voulu révéler de son entretien avec M. Sadate. Mais, interrogé sur l'éventuelle augmentation du prix du pétrole, le premier ministre a semblé considérer celle-ci comme inévitable, et il s'est montré résigné à en accepter les conséquences. « Si les pays producteurs augmentent encore leurs prix, a-t-il déclaré, la France fera face, c'est-à-dire qu'elle s'efforcera d'organiser son économie pour financer les importations de pétrole nécessaires à son développement. Pour le reste, j'espère que ce problème sera traité dans un esprit de compréhension réciproque. » Il demeure dans une prudente expectative en évoquant les intentions américaines. « M. Carter n'ayant pas encore de politique bien définie », il a formulé l'espoir que « la politique des États-Unis continuera d'être soucieuse de la paix et du développement de l'économie mondiale ».

M. Barre s'est, en revanche, félicité des accords économiques conclus pendant son séjour. Il a précisé à propos du traité de commerce et du développement par l'Égypte. (Ainsi un crédit de 100 millions s'ajoutera aux 100 millions accordés lors du voyage de M. Giscard d'Estaing il y a un an.)

ANDRÉ PASSERON.

LE COMMUNIQUÉ CONJOINT

Le communiqué conjoint signé par MM. Barre et Sadate, premier ministre égyptien, concerne les points suivants:

- PROCHE-ORIENT: « Les deux parties ont réaffirmé leur conviction qu'il est nécessaire de parvenir à un règlement global, juste et durable (qui) devrait être fondé sur l'occupation par Israël de tous les territoires occupés depuis 1967 et le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie indépendante. (...) Ce règlement devrait être assorti de garanties internationales appropriées auxquelles la France serait prête à participer. »
- LIBAN: « Également attachées au maintien de l'unité, de l'indépendance et de l'intégrité du Liban, les deux parties se sont félicitées de l'instauration d'un cessez-le-feu à l'issue des « sommets » de Riyad et du Caire, au succès desquels le président Sadate a apporté une importante contribution. Elles ont formulé le souhait que les décisions prises lors de ces réunions permettent au président Elias Serré d'exercer pleinement son autorité et de rétablir une vie normale dans son pays et ouvrent la voie à l'indispensable réconciliation entre les parties concernées par la crise libanaise. Les deux parties, égyptiennes et françaises, se sont déclarées prêtes à apporter leur appui à tout effort de nature à faciliter la réalisation de ces objectifs. »
- COOPÉRATION: « Le gouvernement égyptien a confirmé son accord avec la priorité au traité de commerce et de développement entre les deux pays. » « Il est apparu que la coopération franco-égyptienne pourrait s'étendre à de nombreux secteurs prioritaires comme celui des véhicules industriels, des télécommunications et de l'industrie du bâtiment et du génie civil, des transports ferroviaires, maritimes et aériens, de l'agriculture et des industries agro-alimentaires ainsi que de l'énergie. » « Dans le secteur de la production de pneumatiques la volonté d'établir une coopération entre les firmes françaises et égyptiennes concernées a été confirmée. » « Les deux délégations ont rappelé le choix fait par l'Égypte du procédé de télévision en couleurs SECAM. Elles ont marqué leur volonté de développer leur coopération dans les domaines de l'équipement de la radio et de la télévision égyptiennes, ainsi qu'en ce qui concerne la production et la diffusion. » « Un accord a aussi été conclu pour la réalisation du tunnel du Désert. »

M. Callaghan adresse un avertissement aux pays producteurs de pétrole

De notre correspondant

Londres. — Le premier ministre britannique vient de mettre les pays producteurs de pétrole en garde contre une nouvelle hausse de leurs prix. M. Callaghan parlait lundi soir 15 novembre au banquet annuel du lord-maire de Londres. A propos des affaires intérieures, M. Callaghan a non seulement réaffirmé que la lutte contre l'inflation doit rester l'objectif numéro un, mais que la modernisation de l'industrie britannique doit passer « avant même les objectifs sociaux » du gouvernement travailliste. En ce qui concerne le pétrole, M. Callaghan a fait état de la situation particulière de la Grande-Bretagne. Selon des pays européens, elle pourra, dès l'an prochain, couvrir le tiers de ses besoins avec la production de la mer du Nord. En 1980, elle deviendra exportatrice.

Affirmant que les Britanniques peuvent ainsi parler du problème pétrolier « avec une certaine objectivité », le premier ministre a adressé un avertissement aux représentants des pays producteurs, qui doivent se réveiller le mois prochain. Il juge qu'une nouvelle hausse du coût des carburants ne saurait que ralentir la reprise économique et de relancer l'inflation générale.

Le premier ministre a enfin parlé en termes élogieux du président Giscard d'Estaing et du chancelier Schmidt. L'Europe est-t-elle, peut-être, réjouie d'avoir de tels leaders. — J.W.

LES CONTINUATEURS DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

le premier film sur la Révolution culturelle

TCHOUEN-MIAO

(Jeune pousse printanière, née au printemps)

- Comment j'ai vécu le séisme, par M. Monge.
- En Chine lors de la mort de Président Mao, par G. Andrieu.
- Sur la situation actuelle en Chine, par H. Marchisio.

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
32, rue Maréchal-Bischoff, 75014 PARIS, 753-67-45.

JEUDI 18 NOVEMBRE

20 H. 30

MUTUALITÉ

24, rue Saint-Victor Paris (5^e)

M^{re} Maubert-Mutualité

Entrée: 7 F

صوتنا في العمل

DIPLOMATIE

Aux Nations unies

Les États-Unis opposent un nouveau veto à l'admission du Vietnam

De notre correspondant

Nations unies (New York). — Le Conseil de sécurité, en raison d'un nouveau veto américain, n'a pas accepté, lundi 15 novembre, la demande d'admission du Vietnam que la France paraissait. Pour justifier son veto, le délégué américain, M. Scranton, a invoqué le refus de Hanoi de fournir les précisions souhaitées par le gouvernement américain concernant les militaires disparus pendant la guerre. Il a déclaré : « Si les Vietnamiens démontrent leur volonté de s'acquitter de leurs responsabilités au sujet des Américains portés disparus, les États-Unis seront disposés à revoir leur position. »

Le délégué de la France a déclaré que « la France estime par principe qu'il n'existe pas de raison durable de laisser en dehors des Nations unies un État souverain déclarant respecter la charte ». Il a ajouté, avant le vote : « Nous aurions quelque difficulté à comprendre qu'un grand pays, avec lequel la France a des liens d'amitié et d'alliance particulièrement étroits, devienne pri-

sonnier d'une conception dans laquelle un unique problème de contentieux conduit à une série de conséquences excessives par rapport à leur cause. » La diplomatie française était visiblement embarrassée en raison du rôle que le gouvernement américain lui a fait jouer dans cette affaire : M. Kissinger avait, en effet, suggéré le mois dernier, à M. de Gaulle, d'inviter les Vietnamiens à surseoir à leur demande d'admission jusqu'à leur demande d'admission. Cette démarche pouvait permettre de penser qu'après les élections M. Ford se sentirait plus à l'aise pour ne pas s'opposer à l'entrée du Vietnam aux Nations unies (en faveur de laquelle cent deux pays se sont prononcés au cours d'un débat à l'Assemblée générale).

M. Dinh Ba Thi, observateur du Vietnam, a affirmé, après le vote, que « la demande américaine était déraisonnable ». Il a rappelé que pendant la deuxième guerre mondiale six mille soldats américains avaient disparu, et qu'il était très difficile de retrouver les corps des pilotes tombés dans la jungle ou dans la mer. Les Vietnamiens porteront la question de leur admission devant l'Assemblée générale, avant la fin de la présente session, mais l'Assemblée ne peut passer outre au veto d'un membre permanent du Conseil.

LOUIS WIZNITZER.

APRÈS AVOIR OCCUPÉ BEYROUTH

Les « casques verts » syriens progressent vers Tripoli

De notre correspondant

Beirut. — Depuis que les « casques verts » syriens ont pris le contrôle de Beyrouth, le grand silence des lendemains de bataille. Les canons se sont tus. Les combattants en armes ont disparu des rues. Soldats et chars syriens sont dans toutes les rues principales. Chacun sait que les armes, qui, en dix-neuf mois, ont fait vingt-cinq à trente mille morts dans la capitale et sa banlieue et de dix à quinze mille en province, ne peuvent plus, dans l'immédiat, se déchaîner à nouveau.

La ville est entourée et « quadrillée ». Sous couvert de la force arabe de dissuasion, huit mille à onze mille soldats syriens (il n'a pas été communiqué de chiffre) ont investi les deux secteurs de Beyrouth. Ce vaste déploiement n'a pratiquement rencontré aucune opposition, et les troupes syriennes, à titre d'avertissement, ont riposté avec violence dès qu'elles ont essuyé un tir — cela s'est produit deux fois. Elles ont eu, dans ces deux incidents et sur des champs de mines dans le centre de la ville, un mort et cinq blessés.

Les éléments armés se sont retirés des rues, particulièrement les Palestiniens, qui ont démantelé leurs dernières permanences en ville et sont rentrés dans le grand camp de Sabra-Chatila, suivis et entourés de tous côtés par les troupes syriennes, qui procèdent au contrôle des axes routiers, notamment ceux menant à l'aéroport.

Les passages d'un secteur à l'autre de la ville peuvent s'effectuer sans danger, et en principe par plusieurs voies de communications, mais ils demeurent limités, et la place du Musée continue pratiquement à être le seul point de passage utilisé.

Partant de Beyrouth, les troupes ont commencé à investir le Chouf. Elles ont progressé dans la zone tenue par la droite chrétienne, jusqu'à mi-chemin de Tripoli, atteignant Amchit et y occupant les émetteurs de Radio-Liban. Il est prévu qu'elles poussent jusqu'à Kaïmoun, à 10 kilomètres de Tripoli. La dernière phase du déploiement interviendra cette ville et le nord du pays, ainsi que le sud, particulièrement la zone frontalière avec Israël.

Ce mardi matin, Beyrouth est déjà plus animée dans la mesure où la population — à l'exception de la moitié du million d'habitants qui y vivent — sait qu'elle n'a plus à craindre les bombardements. Les soldats syriens ont pour consigne d'être aimables. Ils répètent : « Nous sommes là pour assurer votre sécurité. »

Des déclarations favorables à l'entrée des troupes syriennes à Beyrouth sont enregistrées de tous côtés, tant de la part des dirigeants traditionnels, MM. Saïb Salama, Fakiheddine Solh et Rachid Solh, que de la droite chrétienne, M. Pierre Gemayel a souligné : « Sans l'initiative syrienne, les troubles auraient été encore plus longs. Ce sont des troupes amies et non d'invasion. Dans tous les cas, elles sont préférables à l'occupation palestinienne imposée au Liban depuis cinq ans. » M. Camille Chamoun a affirmé de son côté : « Il ne faut pas s'inquiéter. D'ailleurs les Syriens ne resteront pas en nombre dans notre secteur, et le gros de leurs troupes ne fera qu'y passer. »

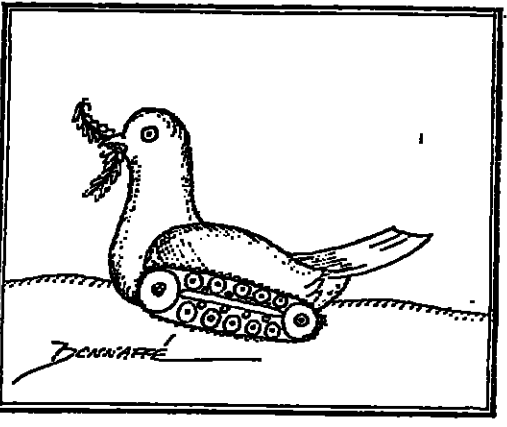
Les palestino-progressistes se sont abstenus de commentaires, mais ils avaient donné publiquement leur acquiescement par la

voie de M. Joumblatt, et leur coopération sur le terrain en témoigne.

La principale objection a été formulée par le dirigeant libéral chrétien, M. Eddé, qui nous a déclaré : « Je maintiens mes réserves à l'égard de l'entrée des troupes syriennes, même sous couvert arabe, car je connais de longue date les visées territoriales de la Syrie sur le Liban. Les tracts distribués par ces troupes parlent d'ailleurs de la province arabe libanaise. Même s'il est évident que toute la population libanaise est satisfaite de la fin des combats, et cela est compréhensible, le fait est que le Front libanais représenté par MM. Frangie, Chamoun, Gemayel et le Père Kassis, qui refusait la présence palestinienne sur le sol libanais, se retrouve avec plusieurs autorités arabes, sans compter que les Palestiniens violent consacrés leurs présence, leurs droits et privilèges. Je ne pense pas que la Syrie, qui par le truchement de la Saïba, a d'abord détruit le Liban, se transforme en protectrice de notre pays sans obtenir en échange un bénéfice majeur. Le Liban se trouve placé sous mandat syrien. »

Depuis la fin du mandat français, en 1943, c'est la première fois que des troupes étrangères contrôlent le Liban. Un corps d'armée américain a débarqué, en 1958, pendant la première guerre civile, à la suite du coup d'État qui avait renversé la monarchie en Irak, le 14 juillet 1958, mais il ne s'était pas déployé à travers le pays. Qui plus est, il s'agit cette fois de troupes arabes que l'autorité libanaise, en particulier les hommes politiques chrétiens, avait toujours, et en toutes circonstances, refusé d'admettre sur le territoire national.

LUCIEN GEORGE.



L'armée de la paix entre à Beyrouth. (Dessin de DONNAFFÉ.)

YASHICA, ZEISS et PORSCHE
vous invitent à découvrir le

CONTAX

RTS

dans le numéro 40 de "Zoom"
et le numéro 109 de "Photo".

décembre 1976 : le dernier volume paraît

la Grande Encyclopédie Larousse

l'encyclopédie des générations montantes

- Un nouveau type d'encyclopédie, capable non seulement de rassembler et d'expliquer mais aussi de coordonner la multitude de faits et d'éléments qui font de notre époque un monde si singulier, et parfois si déconcertant.
- Une encyclopédie cohérente, qui couvre tous les domaines de la connaissance, toutes les époques, tous les pays, avec un remarquable souci d'équilibre et de réponse aux problèmes actuels.
- ... et mieux qu'à jour, rendant compte des derniers développements dans tous les secteurs significatifs, elle éclaire aussi les étapes à venir.

LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
20 volumes à reliure de luxe (24 x 30 cm)
d'environ 600 pages chacun,
8.000 articles-dossiers,
pres de 15.000 illustrations en couleurs;
+ un 21^e volume d'index.

RIEN NE REMPLACE
UN SIÈCLE D'EXPÉRIENCE

Pour en savoir plus sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE, adressez-vous à votre libraire, ou remplissez ce bon.

A renvoyer à : LA LIBRAIRIE LAROUSSE, rue du Montparnasse 75280 PARIS Cedex 06

Gratuitement et sans engagement de ma part, je désire :

- examiner votre magnifique documentation illustrée en couleurs sur LA GRANDE ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE
- connaître les facilités de paiement offertes à tout souscripteur de l'ouvrage.

NOM PRÉNOM
PROFESSION ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Valable pour la France métropolitaine, la Belgique et la Suisse romande.

LA PLAGNE

son combiné olympien

575 F

par personne

SPÉCIAL SKI NOËL - JOUR DE L'AN

Deux forfaits exclusifs :

STUDIO + FORFAIT SKI
(remontées mécaniques illimitées)

GARDERIE D'ENFANTS
neige garantie par contrat

★ NOËL : du 17 Décembre au 25 Décembre
9 jours pour le prix de 7

★ JOUR DE L'AN : du 26 Décembre au 1^{er} Janvier

MAISON DE LA PLAGNE POINT-SHOW VOYAGES
65, Champ Elysées, PARIS. Tél. : 256-30-50
ou à votre agence de voyages habituelle

Lumoprint

Les photocopieurs
solides, fiables, rentables.

3 qualités allemandes.

LX 4 : l'un des modèles de la gamme Lumoprint, 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.21.91

LE CONSEIL EUROPÉEN

★

Energie : la danse sur le volcan

★

Les communistes au Parlement européen

★

L'austérité en Italie et en Angleterre

★

Dans le numéro de novembre de

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon

61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

NOM _____

RUE _____

VILLE _____

L'ÉVÉNEMENT

LES INSTITUTIONS ALGÉRIENNES

« **N**OUS sommes à la veille de grandes transformations radicales où la légitimité révolutionnaire sera couronnée par la légitimité constitutionnelle », a déclaré le président Boumedienne à propos de l'édification institutionnelle en cours de mise en place. Ces transformations qui « réaliseront la complémentarité organique entre l'Etat et la révolution » sont le référendum sur la Constitution du 19 novembre, l'élection du président de la République en décembre, celle de l'Assemblée populaire nationale en janvier 1977, la préparation du deuxième congrès du F.L.N. au cours de l'année et sa convocation avant le 19 juin 1978.

Les institutions mises en place au lendemain de l'indépendance ont médiocrement fonctionné. Les unes, comme l'Assemblée nationale et la Constitution de 1963, trop marquées par l'héritage de la vieille démocratie bourgeoise française, ne correspondaient pas aux réalités d'un jeune Etat révolutionnaire du tiers-monde. Les autres ont reflété les contradictions d'une société bouleversée par la guerre et l'impuissance d'un

pays qui n'avait pas eu le temps de se reprendre et de s'organiser. Ainsi le parti était-il déchiré par des querelles de personnes et de tendances; le premier congrès du F.L.N. en 1964 donnait naissance à la charte d'Alger, qui affirmait les options socialistes de l'Algérie, alors que les bases matérielles et les hommes faisaient défaut pour l'appliquer.

Le régime issu du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965 a laissé en sommeil les institutions qui l'étaient et a mis les autres entre parenthèses. Le F.L.N. est resté nominativement la source du pouvoir mais a délégué ses responsabilités au Conseil de la révolution, qui est devenu l'instance suprême du pays. Expliquant qu'il fallait construire la pyramide par le bas, le régime a mis successivement en place les assemblées populaires communales, les assemblées populaires de wilayas, la gestion socialiste des entreprises et a lancé la triple révolution industrielle, agricole et culturelle.

L'élaboration de la charte nationale, adoptée

le 27 juin dernier, ouvre une nouvelle phase. Elle a trois objectifs : donner au régime la légitimité institutionnelle que d'aucuns lui contestent; équilibrer la répartition des pouvoirs; restituer à un parti renoué la fonction dont il ne s'est acquitté qu'épisodiquement. Logiquement, il aurait fallu commencer par le congrès. Sa préparation paraissant complexe et délicate, le pouvoir a préféré inverser l'ordre des facteurs. Première application de la charte, dont elle est la traduction juridique, la Constitution devient donc la « clé de voûte de l'édifice institutionnel ». A partir d'une trame fournie par M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur d'Algérie en France, elle a été élaborée par un comité de rédaction composé de MM. Abdelghani, Abdessalam, Bencherif, Benmhamoud, Banyahia, Boulefikha, Taleb Ibrahim, discutée par le Conseil de la révolution et le conseil des ministres, puis approuvée par la conférence des cadres de la nation avant d'être soumise au peuple.

Compte tenu des obligations qu'imposent le

choix d'un parti unique et l'édification d'un jeune Etat, la Constitution de 1976 cherche à concilier les exigences de la démocratie et celles de la révolution, tout en évitant les risques de conflits contenus dans celle de 1963. Le pouvoir exécutif est dévolu au président, qui confie l'Etat et le parti, le pouvoir législatif à l'Assemblée populaire nationale, le pouvoir judiciaire à la magistrature et le pouvoir politique au F.L.N. Alors que précédemment les ministres étaient en quelque sorte les « Maitres Jacques » du régime, le prochain gouvernement devra comprendre des « ministres gestionnaires », tandis que le parti assumerait désormais le travail de réflexion et d'animation. Vaste entreprise : elle suppose que le F.L.N. récupère une partie des meilleurs militants passés au service de l'Etat, épure les médiocres et les arrivistes, sache s'attacher les jeunes. Les dirigeants affirment que cela est prévu. Ils rappellent aussi que le travail en cours, y compris la Constitution peut être amendé et amélioré.

P. R.

La nouvelle loi fondamentale réaffirme la prééminence du parti unique

Le préambule de la Constitution de 1976 rappelle que l'Algérie doit son indépendance à une guerre de libération « qui restera dans l'histoire comme une des plus grandes épopées ayant marqué la résurrection des peuples du tiers-monde » et affirme, plus nettement que dans le texte de 1963, les options socialistes du pays. Elle souligne que les institutions mises en place depuis le 19 juin 1965 visent à « transformer les idées progressistes de la révolution en réalisations concrètes, marquant la vie quotidienne, et à faire évoluer ainsi par la dynamique de la pensée et de l'action, le contenu de la révolution populaire vers l'engagement définitif du socialisme ».

Le titre 1, « Des principes fondamentaux d'organisation de la société

algérienne », résumé juridique de la charte nationale, est divisé en sept chapitres.

Le premier, « De la République », précise que l'Etat « est socialiste », que « l'islam est la religion de l'Etat et l'arabe la langue nationale et officielle ». La suite affirme que « la souveraineté nationale appartient au peuple » et que la charte est « la source fondamentale de la politique de la nation et des lois », la source de référence idéologique et l'instrument « pour toute interprétation de la Constitution ».

Le chapitre 2, « Du socialisme », souligne que cette « option inévitable est la seule voie capable de parachever l'indépendance nationale ». Il indique toutefois que « la propriété individuelle des biens à usage personnel ou familial est garantie » et que « la propriété privée non exploiteuse fait partie de la nouvelle organisation sociale ».

Le chapitre 3, « De l'Etat », affirme que celui-ci est « au service exclusif du peuple » et que ceux qui détiennent des responsabilités doivent vivre « uniquement de leur salaire » et non s'adonner « ni directement ni par personne interposée à aucune activité lucrative ».

Le chapitre suivant, « Des libertés fondamentales et des droits de l'homme et du citoyen », précise que ces libertés et ces droits sont « garantis ». En outre, « toute discrimination fondée sur les préjugés de sexe, de race ou de métier est prosaïte ». Les articles 45 à 50 stipulent que la loi ne peut être rétroactive, que « toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité », que l'erreur judiciaire entraîne réparation de l'Etat, que ce dernier garantit l'inviolabilité du domicile, de la vie privée et celle de la personne, ce qui revient à interdire la torture. L'Etat garantit aussi le secret de la correspondance, « la liberté de conscience et d'opinion » (art. 53), « la liberté de création intellectuelle, artistique et scientifique » (art. 54), « les libertés d'expression et de réunion » (art. 55).

L'Etat garantit aussi nombre de droits, en particulier le droit syndical, le droit au travail, à la protection, à la sécurité, à la santé, au repos, à l'instruction, etc. (articles 59 à 67). Il garantit aussi le droit de sortie du territoire dans le cadre de la loi, qui, il est vrai, comporte des restrictions. En outre, l'article 73 déclare que « la loi fixe les conditions de déchéance des droits et libertés fondamentaux » de quiconque en fait usage « en vue de porter atteinte à la Constitution, aux intérêts essentiels de la collectivité nationale, à l'unité du peuple et du territoire national, à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat et à la révolution socialiste ».

Le chapitre 5, « Des devoirs du citoyen », représente une innovation par son inspiration. L'article 76 prévoit que « la loi sanctionne le devoir des parents dans l'éducation et la protection de leurs enfants ainsi que

le devoir des enfants dans l'aide et l'assistance à leurs parents ». Les auteurs du texte expliquent qu'ils ont voulu ainsi préserver les bonnes traditions — ce qui est une manière d'enracinement — tout en luttant contre les tendances modernes à l'individualisme et à l'égoïsme. Les textes concernant la protection des étrangers, « conformément aux traditions d'hospitalité du peuple algérien », ont été rédigés dans le même esprit.

Les deux derniers chapitres, « De l'armée nationale populaire » et « Des principes de politique étrangère », résumant la charte.

L'organisation du pouvoir

Le titre 2, « Du pouvoir et de son organisation », va de l'article 94 à l'article 198 et est divisé en six chapitres.

Le premier, « De la fonction politique », rappelle que « le système institutionnel algérien repose sur le principe du parti unique » (art. 94) et souligne que le F.L.N. « est la force d'avant-garde, de direction et d'organisation du peuple en vue de l'édification du socialisme » (art. 97). En outre, « les organes du parti et ceux de l'Etat agissent dans des cadres séparés et avec des moyens différents pour atteindre les mêmes objectifs » (art. 101). Toutefois, « les fonctions déterminantes de responsabilité au niveau de l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (art. 102).

Le chapitre 2, « De la fonction exécutive », fixe les attributions du président de la République qui doit être algérien d'origine, musulman, âgé de quarante ans révolus et être élu au suffrage universel direct et secret. Son mandat est de six ans, renouvelable. L'article 111 qui énumère ses pouvoirs précise entre autres qu'il « incarne l'unité de direction politique » (art. 101). Toutefois, « les fonctions déterminantes de responsabilité au niveau de l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (art. 102).

Le chapitre 3, « De la fonction législative », définit les attributions de l'A.P.N., qui élabore et vote la loi. Ses membres sont élus au suffrage universel direct et secret « sur proposition de la direction du parti ». Le député bénéficie de l'immunité parlementaire (art. 127). L'A.P.N. « siège en deux sessions ordinaires par an, chacune d'une durée maximale de trois mois », alors que les commissions sont permanentes. L'initiative des lois appartient conjointement au président de la République et à l'Assemblée. Celle-ci peut légiférer dans tous les domaines à l'exception de la défense nationale (art. 151). « Dans les périodes d'inter-sessions de l'A.P.N. le président de la République peut légiférer par ordonnance », il soumet ses textes à l'Assemblée à la première session qui suit.

Le chef de l'Etat peut dissoudre la Chambre ou décider des élections anticipées, « l'instance dirigeante du parti et le gouvernement étant réunis » (art. 163).

Les chapitres 4 et 5 traitent « de la fonction judiciaire » et « de la fonction de contrôle ». Les attributions de la Cour suprême (1) sont accrues, et diverses mesures sont prévues pour assurer le respect de

l'article 172 : « Le juge n'obéit qu'à la loi ». Après avoir défini les différents niveaux de contrôle, cette fonction est « un élément essentiel du processus révolutionnaire », la Constitution prévoit la création d'une Cour des comptes chargée du contrôle a posteriori de toutes les dépenses publiques de l'Etat, du parti, des collectivités locales et régionales et des entreprises socialistes de toute nature.

Enfin, le chapitre 6, « De la fonction constituante », précise les modalités des révisions constitutionnelles en spécifiant six domaines qui ne peuvent être affectés en aucun cas : la forme républicaine du gouvernement, la religion de l'Etat, l'option socialiste, les libertés fondamentales de l'homme et du citoyen, le principe du suffrage universel direct et secret, l'intégrité territoriale (art. 195).

Le principal intérêt du titre 3 « Dispositions diverses » est l'article 198, qui prévoit sans le spécifier expressément la disparition du Conseil de la révolution quand le congrès du parti aura été réuni. Il déclare en effet : « L'entrée en vigueur de la Constitution n'affecte pas les pouvoirs des organes existants tant que les institutions correspondantes prévues par la Constitution n'auront pas été mises en place ».

(1) Et non « la création » comme une erreur de transmission nous l'a fait croire (le Monde du 9 novembre). Cette cour existe en effet depuis l'indépendance.

QUATRE CHARTES

Depuis le déclenchement de la révolution armée le 1^{er} novembre 1964, l'histoire du Front de libération nationale (F.L.N.) a été jalonnée par quatre grands textes d'orientation : la Charte de la Soummam, adoptée en août 1965, en pleine guerre, a affirmé la primauté du politique sur le militaire et de l'intérieur sur l'extérieur. Son principal rédacteur a été Abane Ramdane, qui devait être ensuite assassiné dans des conditions qui n'ont pas été éclaircies.

Le programme de Tripoli, adopté en juin 1969, a constitué le premier travail d'élaboration théorique. Il a été rédigé en quelques jours par Mostefa Lacheraf, Ridha Malek, Mohamed Harbi et M. Benyahia. Il dénonce « l'indigence idéologique » du F.L.N. — La charte d'Alger, votée par le congrès du F.L.N. en mars 1964, qui fait explicitement référence au « socialisme scientifique ». MM. Mohamed Harbi et M. Benyahia, ont pris une grande part à sa rédaction.

— La charte nationale, adoptée après un large débat populaire à l'issue du référendum du 27 juin 1976.

La composition actuelle du Conseil de la révolution...

Selon la liste lue par Radio-Alger le 5 juillet 1965, le Conseil de la révolution comprenait à l'origine vingt-six membres.

Onze sont encore en fonctions :

M. HOUARI BOUMEDIENE, président.
Colonel ABDALLAH BELBOUCHET, commandant de région militaire.
M. MOHAMED BEN AHMED, dit ABDELGHANI, ministre de l'Intérieur.
Colonel AHMED BENCHERIF, commandant de la gendarmerie.
Colonel CHADLI BENJEDDID, commandant de région militaire.
Colonel OTEMAN BEN HADDOU (gravement malade).
M. ABDELALIZ BOUTEFILKA, ministre des affaires étrangères.
M. OMERIF BELKACEM, écarté en 1975 du gouvernement, où il était ministre d'Etat.
M. AHMED DRAIA, directeur de la Sécurité.
M. MOHAMED TAYEB LAREI, ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire.
Colonel MOHAMED SALAH YAHYAOU, commandant l'Académie interarmes de Cherchel.

Cinq sont morts :
SAID ARID, commandant de région militaire, décédé en décembre 1967.
AHMED BOUDJENANE, dit ABBA, membre de l'état-major général (1968).
AHMED MEDDEGI, ministre de l'Intérieur (décembre 1974).
MOHAMED OU EL HADI, de son vrai nom MOHAMED AERKI, membre du secrétariat exécutif du parti (1965-1967), décédé en 1972.
MOULAY ABDELKADER, dit CHABOU, secrétaire général du ministère de la défense, décédé en 1975.

Sept se sont retirés :
Colonel ABDERRAHMANE BENSALAM, membre de l'état-major général.
M. SALEH BOUENIDER, dit SAOUED EL ARAB, membre du secrétariat exécutif du parti jusqu'en 1967.
M. YOUSSEF KHATTIB, dit colonel HASSAN, membre du secrétariat exécutif du parti jusqu'en 1967.
M. AHMED MAHSA, ministre de l'Agriculture en 1965, exclu en 1968.
M. MANDJILI, ancien premier vice-président de l'Assemblée nationale.
M. SAID MOHAMMEDI, ancien membre de l'état-major.
M. SALAH SOUBI, ancien commandant de région militaire.
M. BACHIR BOUMAZA, ministre de l'Economie puis de l'Information en 1965, exclu en 1968.
M. AHMED KAID, responsable du parti jusqu'en 1973.
M. TAYEB ZERRI, chef de l'état-major général de 1965 à 1967, exclu à la suite d'une tentative de coup d'Etat.

...et celle du conseil des ministres

Président et ministre de la défense : M. Houari Boumedienne (*), depuis le 10 juillet 1965.
Ministre d'Etat chargé des transports : M. Rabah Elit (*), 10 juillet 1965.
Affaires étrangères : M. Abdelaziz Boumedienne (*), 10 juillet 1965.
Agriculture et réforme agricole : M. Tayeb Lareï, 7 mars 1968.
Anciens moudjahidines (anciens combattants) : M. Mahmoud Guemmes, 21 juillet 1970.
Commerce : M. Layaichi Yaker, 9 juin 1969.
Enseignement original et affaires religieuses : M. Mouloud Kessim, 6 juin 1970.
Enseignements primaire et secondaire : M. Abdelkrim Benmhamoud, 21 juillet 1970.
Enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Mohamed Seddik Benyahia, 21 juillet 1970.
Finances : M. Abdelmalek Terzam, février 1976.
Industrie et énergie : M. Belaid Abdessalam (*), 10 juillet 1965.
Information et culture : M. Ahmed Taleb Ibrahim (*), 21 juillet 1970.
Intérieur : M. Mohamed ben Ahmed, dit Abdelghani, 22 décembre 1974.
Jeunesse et sports : M. Abdelhal Fadel, 21 juillet 1970.
Justice : M. Boualem Benhamouda (*), 21 juillet 1970.
Postes et télécommunications : M. Saïd Ali Messaoudine, 18 décembre 1972.
Santé publique : M. Omar Boujelal, 6 juin 1970.
Tourisme : M. Abdelaziz Maoul (*), 10 juillet 1965.
Travail et affaires sociales : M. Mohamed Saïd Mazoud, 7 mars 1968.
Travaux publics : M. Abdelkader Zaïbek (*), 21 juillet 1970.
Secrétaires d'Etat :
— Au Plan : M. Kamel Abdallah-Khodja, 21 juillet 1970 ;
— A l'hydraulique : M. Abdallah Artacou, 21 juillet 1970.
(* Font partie sans interruption des gouvernements issus du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965.

1965-1976 : LES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT

1965

19 JUIN. — Un conseil de la révolution présidé par le colonel Boumedienne prend la direction de l'Etat.

10 JUILLET. — Formation d'un nouveau gouvernement. Le colonel Boumedienne cumule les fonctions de président du Conseil de la révolution, de chef du gouvernement et de ministre de la défense.

28 OCTOBRE. — Le Conseil de la révolution adopte une charte communale.

1967

18 JANVIER. — Promulgation du code communal. « La commune est la collectivité territoriale, politique et administrative, économique, sociale et culturelle de base ».

5 FÉVRIER. — Election des premières assemblées populaires communales (A.P.C.).

10 DÉCEMBRE. — Le président Boumedienne annonce la réorganisation du F.L.N. et une sévère épuration.

1969

25 MARS. — Adoption de la charte de la wilaya (département).

25 MAI. — Election des assemblées populaires de wilayas (A.P.W.).

24 OCTOBRE. — Institution du conseil supérieur de la magistrature.

1971

14 FÉVRIER. — Elections pour le renouvellement des A.P.C.

24 FÉVRIER. — Nationalisation des alcools, du gaz naturel, de 51 % des avoirs des sociétés pétrolières françaises.

8 NOVEMBRE. — Le président Boumedienne signe l'ordonnance sur la réforme agraire.

16 NOVEMBRE. — Ordonnance sur la gestion socialiste des entreprises.

1972

28 DÉCEMBRE. — M. Kaid Ahmed est déchargé de ses fonctions de responsable de l'appareil du F.L.N.

1973

28 DÉCEMBRE. — Le président Boumedienne signe l'ordonnance instituant la médecine gratuite.

5 JUILLET. — Ordonnance portant abrogation de la loi du 31 décembre 1962, qui reconduisait jusqu'à nouvel ordre la législation française en vigueur. Cette ordonnance doit prendre effet le 5 juillet 1973.

1974

2 JUIN. — Renouvellement des A.P.W.

18 DÉCEMBRE. — Décès de M. Ahmed Medeghri, ministre de l'Intérieur.

30 DÉCEMBRE. — Nomination au ministère de l'Intérieur du colonel Mohamed ben Ahmed.

1975

30 MARS. — Elections pour le renouvellement des assemblées populaires communales (A.P.C.).

1976

14 MAI. — Le président Boumedienne signe une ordonnance abaissant de dix-neuf ans à dix-huit ans l'âge électoral.

27 JUIN. — Adoption de la charte nationale par 98,5 % des suffrages exprimés.

19 NOVEMBRE. — Référendum constitutionnel.

BIBLIOGRAPHIE

- L'Algérie politique, institutions et régime, par Jean Léon et Jean-Claude Vatin. Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1975, 498 pages, 311 pages, 95 F.
- L'Algérie politique, histoire et société, par Jean-Claude Vatin. Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1974, 311 pages, 95 F.
- Algérie, naissance d'une société nouvelle : la charte nationale du peuple algérien, présentée par R. Lambotte. Editions sociales, Paris 1976, 352 pages, 20 F.
- La Révolution algérienne et le droit, par Mohamed Benjaoui, Association internationale de juristes démocrates, Bruxelles, 1962, 262 pages.

Page établie par Paul Balta et Daniel Junqua

LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlèvez vos lunettes, montrez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou mini-flexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

صلى الله عليه وسلم

Chine

PROVOQUANT UN INCIDENT DIPLOMATIQUE

M. Li Hsien-nien exclut tout « simulacre de détente avec Moscou »

De notre correspondant

Pékin. — Les relations sino-soviétiques sont apparues sous un jour bien sombre, lundi 15 novembre. Le vice-premier ministre, M. Li Hsien-nien, qui prenait la parole au banquet offert en l'honneur du président de la République centrafricaine, le maréchal Bokassa, a prononcé contre l'U.R.S.S. les paroles les plus sévères que l'on ait entendues en public, en Chine, depuis la mort de Mao Tse-tung. Très vite, l'ambassadeur soviétique, M. Tolstikov, suivi par les représentants des pays membres du pacte de Varsovie (à l'exception de la Roumanie), ainsi que par les ambassadeurs de Cuba et de Mongolie, a jugé nécessaire de quitter la salle. M. Li Hsien-nien parlait alors de « la superpuissance qui étend partout ses griffes » et qui, « ayant fait aboutir momentanément son expansion en Angola, cherche par mille et un moyens à placer ses sinistres tentacules sur l'Afrique australe ». Après le départ de l'ambassadeur,

il ajouta que la « superpuissance » en question « s'est complètement discréditée et se trouve dans un isolement extrême, révélateur mieux encore de sa nature vulnérable de l'ère de papier ».

Le vice-premier ministre a rejeté formellement, dans les termes les plus nets, toute idée d'amélioration des rapports avec Moscou, en opposant une fin de non recevoir à tous les signaux venus d'U.R.S.S. et qui ont pu être interprétés comme annonciateurs d'un rapprochement.

« La social impérialisme », déclara-t-il, « tout en continuant de coloniser la Chine et de la menacer, ne cesse de créer un simulacre de détente dans les relations, dans le dessein d'empêcher la différence de principe entre le marxisme et le révisionnisme : il est même allé jusqu'à demander avec insolence à notre pays de

changer de politique ; c'est peine perdue, c'est rêver tout éveillé. » M. Li Hsien-nien a estimé que son pays, continuant à appliquer la ligne définie par le président Mao en politique étrangère, renforcera son union « avec les partis et organisations marxistes-léninistes authentiques du monde », avec tous les pays « victimes de la mainmise et des vexations de l'impérialisme et du social impérialisme ».

On ne pouvait être plus net, et l'incident diplomatique délibérément provoqué par le vice-premier ministre chinois venait encore renforcer la vigueur de ses propos.

Le président centrafricain parut d'autant moins affecté par ces événements que rien ne lui semblait apparemment excessif pour complaire à ses hôtes et que, après avoir dénoncé le néo-colonialisme, le néo-impérialisme et l'hégémonisme, il ajouta à cette liste des adversaires de la Chine la formule encore inédite de « social-impérialisme compradore ».

Pour faire bonne mesure, et après avoir évoqué les « nombreux accords de coopération » qu'il compte conclure avec ses hôtes, M. Bokassa éprouva encore le besoin d'exprimer au président Hsu Kuo-feng — qui n'honorait pas le banquet de sa présence — ses félicitations pour « l'éclatant succès » remporté sur « la clique des renégats contre-révolutionnaires, révisionnistes éhontés que vous êtes convenus d'appeler ici bande des quatre ».

ALAIN JACOB.

APRÈS LE NOUVEAU TREMBLEMENT DE TERRE

Les autorités ne paraissent pas éprouver d'inquiétudes sérieuses

Encore une fois, la terre a violemment tremblé dans la région de Tang-Chan et de Tientsin ravagée par le séisme catastrophique du 28 juillet. Mais, selon l'A.F.P. qui reproduit des informations publiées ce 18 novembre par l'agence japonaise Kyodo, elle-même se référant à des sources chinoises de Pékin, les dégâts provoqués par le séisme de lundi ont été « réduits au minimum » dans la région de Tang-Chan, car une alerte y avait été lancée la veille. Selon ces sources, les habitants de cette région industrielle, située à 180 kilomètres au sud-est de la capitale, avaient été prévenus qu'une réplique pouvait atteindre 5 degrés de magnitude (échelle de Richter) devant se produire dans les jours suivants. Kyodo ajoute que les prévisions avaient sous-estimé le séisme puisqu'un porte-parole chinois a indiqué que la secousse du 15 novembre avait atteint la magnitude de 6,9.

De notre correspondant

Pékin. — La situation était tout à fait normale ce mardi matin 16 novembre à Pékin. Le tremblement de terre de lundi soir ne paraît avoir causé aucun dégât majeur. Les sismologues précisent qu'il s'agit encore d'une « réplique » du séisme du 28 juillet. La magnitude de la secousse d'hier a atteint 6,9 et l'épicentre était situé dans la même région que celui du tremblement de terre de fin juillet, c'est-à-dire dans les environs de Tang-Chan, ville industrielle et centre minier situé à 180 kilomètres au sud-est de Pékin.

Aucune information n'a été donnée sur les nouveaux dommages subis par cette ville ainsi que par celle de Tientsin, dont les habitants vivent maintenant sous des abris provisoires depuis trois mois et demi. A Pékin même, la secousse, qui s'est produite à 21 h. 53, a été ressentie avec violence. Il est assez impressionnant de sentir sous ses pieds les planchers d'un grand immeuble agités pendant plusieurs secondes de

soubresauts verticaux assez forts pour que quelques objets se renversent et que les suspensions se balancent au plafond.

La réaction des habitants de Pékin a été d'autant plus rapide que la population est, depuis cet été, extrêmement sensibilisée aux tremblements de terre et que le bruit courait, depuis quelques semaines, qu'une nouvelle secousse était possible d'ici la fin de l'année. Il n'y a eu aucune panique, mais une bonne partie des habitants de la capitale sont descendus dans la rue. Quelques instants plus tard, des petits groupes étaient installés sur les trottoirs, mais ne montrant aucun signe d'effroi.

Le froid très vif a cependant conduit pas mal de gens à rentrer chez eux dans le courant de la nuit, aucune consigne n'ayant apparemment été donnée à la population d'évacuer les immeubles, comme cela avait le cas en juillet. Les autorités ne paraissent pas éprouver d'inquiétudes sérieuses : les gigantesques travaux de terrassement entrepris place Tian-an-Men pour la construction du mausolée de Mao, et qui se poursuivent jour et nuit, n'ont pas même été interrompus par la secousse. Une heure plus tard, en tout cas, les énormes excavatrices continuaient à la lumière des projecteurs, à creuser des tranchées profondes de plusieurs mètres.

L'émotion a été assez vive chez les étrangers résidant à Pékin, qui gardent le souvenir — souvent amplifié par des récits de seconde main — des secousses du 28 juillet. Bon nombre des membres du personnel diplomatique se sont réfugiés dans leurs ambassades. Tard dans la nuit, des chargements de valises et de couvertures se poursuivaient dans les voitures. Les principaux hôtels où résident des étrangers n'ont cependant pas été évacués.

A. J.

L'A.F.P. A BATTU DE VITESSE LES ONDES SISMQUES

Le tremblement de terre du 15 novembre a commencé à 15 h. 53 (heure de Paris). Le flash de l'Agence France-Presse, en provenance de Pékin, a été transmis par Paris à 15 h. 11. Il a donc battu de près de quatre minutes les ondes sismiques. Cette-ci s'est, en effet, commencée à s'inscrire sur les sismogrammes du laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique qu'à 15 h. 4 min. 45 sec. Il est vrai que les ondes « P » (les plus rapides, donc les premières à arriver) ne se propagent qu'à 8 ou 9 kilomètres à la seconde, alors que les signaux électriques qui transmettent par fil les ordres aux téléscripteurs se propagent à une vitesse proche de celle de la lumière, soit 300 000 kilomètres à la seconde.

Vietnam

Une manifestation artistique pour le Vietnam. — L'Union générale des Vietnamiens en France (16, rue du Petit-Musc, 75004 Paris) organise une manifestation artistique pour le Vietnam au Palais de la Mutualité (22, rue Saint-Victor), mercredi 17 novembre, à partir de 18 heures : des artistes (Mme Dien Phung Thi, M. Le Ba Dang, etc.) exposeront leurs œuvres ; une pièce sera jouée ; deux concerts de musique traditionnelle et de musique contemporaine auront lieu à partir de 21 h. 30.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

CINQ PERSONNES ont été tuées le lundi 15 novembre, lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre à La Plata, au sud de Buenos-Aires, annonce la police argentine. — (A.F.P.)

Espagne

M. SUAREZ, CHEF DU GOUVERNEMENT, se rendra très prochainement à Lisbonne pour rencontrer M. Soares, affirme l'agence Anop, citant l'ambassadeur d'Espagne au Portugal. — (A.F.P.)

Rhodésie

LA GRANDE-BRETAGNE a proposé, lundi 15 novembre, aux participants à la conférence de Genève une formule de compromis sur la date de l'indépendance. Cette-ci intervient au plus tard dans un délai de quinze mois, à condition, toutefois, que le processus y conduisant soit élaboré et accepté par l'ensemble des parties et convenablement appliqué pendant la période de transition. — (A.F.P., Reuter.)

Togo

D'IMPORTANTES MANIFESTATIONS se déroulent depuis dimanche 14 novembre au Togo pour demander au général Eyadéma de rester en fonction après la déclaration par laquelle il envisageait un éventuel retour des civils au pouvoir (le Monde du 16 novembre).

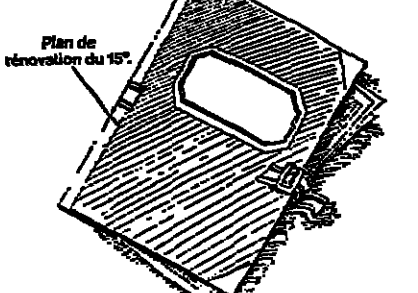
500F DE PLUS LE M²?

15^e Avenue : un programme qui n'est pas plus cher par hasard.

QUAND on parle de « bonnes affaires » en immobilier, la plupart des gens restent perplexes.

Pourtant, elles existent encore, car en dehors du rendement locatif immédiat, le capital constitué peut augmenter de façon très importante dans certains quartiers.

C'était le cas de Neuilly vers les années cinquante, du Marais plus récemment, du XV^e aujourd'hui. Il suffit d'aller consulter les plans d'aménagement à l'Hôtel-de-Ville pour constater que cet accroissement, privilégié entre tous, sera considérablement renforcé dans les années à venir.



Des lors, le meilleur placement consiste à investir dans une construction de très haute qualité, à l'abri du temps, afin de ne pas perdre en entretien et réparations ce que l'on gagne en plus-value.

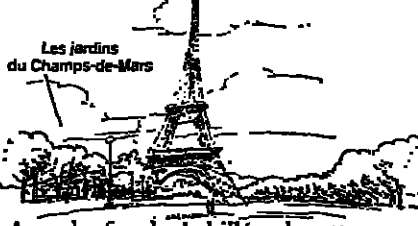
Ce genre de programme, dont les appartements par définition coûtent cher, est assez rare dans le XV^e arr.

Il en existe toutefois un au 46/62 de la rue Cambroune dont le prix de vente un peu supérieur à celui de ses voisins est, tous comptes faits, son meilleur argument de vente.

Le raisonnement financier tout autant que l'originalité de la construction méritent qu'on s'y attarde.

POUR qui arrive à pied, venant des jardins du Champ de Mars ou de l'Ecole Militaire, il est difficile au premier coup d'oeil de se faire une idée précise de ces quatre immeubles qui composeront le programme.

Côté rue, c'est moderne et même assez original, mais sans agressivité.



Avec des façades habillées de cette fameuse pierre de l'Yonne aux teintes feutrées, à laquelle se mêle le vert profond de la quartzite de Norvège, c'est plutôt du genre cosu. Rien de surprenant en cela, il faut l'admettre, quand on songe à la proximité immédiate du VII^e.

Le choc, le coup de foudre si vous préférez, se produit à l'intérieur, au fur et à mesure que l'on découvre ce luxe et cette qualité qui dominent partout... jusqu'à cette vue qui s'ouvre devant les terrasses de l'autre façade sur un espace dégagé de plus de cent mètres de profondeur — sans la moindre rue.

Ce n'est pas tous les jours que l'on découvre dans un immeuble un tel souci de perfection : aussi présent dans la conception même des appartements que dans chaque détail de construction.

La partie réception, entrée, séjour et salle à manger, avec un équipement sanitaire indépendant et un vestiaire pour les invités, est bien séparée de la partie privée des chambres. Dans ces immeubles, personne ne dérange personne... silence.

L'isolation phonique est particulièrement soignée. Entre votre plafond et la moquette de l'appartement supérieur, 18 cm de béton, une chape flottante en ciment épaisse de 4 cm posée sur 2 cm d'un isolant laineux.

La voisine du dessus peut faire tomber ses casseroles sur les tomettes de sa cuisine, le choc sera absorbé. Pas plus que vous ne serez dérangés par les robinetteries ou les ascenseurs. Des doubles vitrages, du molleton sous les tissus, des portes palières fermant sur des joints de caoutchouc... la paix règne en ces murs.

Conséquence et complément de cette isolation phonique :

l'équilibre thermique. Chaque appartement, isolé aussi bien de l'extérieur que des voisins, est équipé d'un chauffage électrique individuel modulable d'une pièce à l'autre.

C'est là encore un exemple parmi d'autres illustrant l'esprit dans lequel a été conçu ce programme : des installations onéreuses au niveau de la construction, mais économes à l'usage et à l'entretien, et qui restent à l'abri des dégradations courantes.



QU'au dire de la partie décoration, du choix des moquettes, des tentures, des carrelages qui remplacent sur les vastes terrasses privées le traditionnel béton ; que penser de ces mille détails qui flattent le regard ? Ils sont sans doute mieux étudiés qu'ailleurs. Mais ne vaut-il pas mieux les juger sur place.

Investir dans les immeubles de ce programme un peu plus chers que ceux qui se rangent parmi leurs concurrents, c'est finalement investir dans l'avenir.

Les années pourront passer, ici rien ne s'altère, rien ne changera. Rien si ce n'est le prix du mètre carré dans le quartier en raison de tous les aménagements projetés par la ville de Paris.

A commencer par l'élargissement de la rue Cambroune qui, avec ses rangées d'arbres pourrait s'appeler, pourquoi pas, l'Avenue Cambroune.

Parfois, il est bon d'avoir du flair.

Bureau de vente et appartement modèle ouvert tous les jours de 14 à 19 h. Samedi et dimanche de 10 à 19 h. 44, 52 rue Cambroune

Du studio au 5 pièces et duplex.



15^e AVENUE

Renseignements et ventes GEFIC ALM 98.98 ou 567.68.73 Réalisation Lemaire-Uric

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



LA CARTE "STAND-BY" 50 % DE RÉDUCTION

Jeune étudiant, avec une carte «stand-by» qui ne vous coûte que 100 F par an, vous pouvez vous embarquer avec une réduction de 50 % sur n'importe lequel de nos vols, pour toutes destinations France continentale, sans réservation et dans la limite des places disponibles.

Air Inter aide les étudiants à voyager.

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS Tél. : 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RÉTOUR DANS LA DEMI-JOURNÉE

Parmi les nombreux vols qui desservent régulièrement les 30 escales d'Air Inter, 18 relient tous les jours (en semaine) PARIS à BORDEAUX dans les deux sens, permettant l'aller-retour dans la demi-journée.

PARIS ↔ BORDEAUX 18 liaisons quotidiennes (départ Orly Ouest ou Roissy-Charles de Gaulle)

Air Inter favorise vos déplacements d'affaires

Renseignements, réservation : AIR INTER PARIS 539.25.25 et toutes Agences de Voyages.

AIR INTER

publicité

à propos de l'amiante

L'amiante est un matériau naturel. C'est un minéral indispensable, mais il peut aussi être dangereux comme peuvent l'être :

- le gaz carbonique de l'air,
- le sel de la mer,
- la plupart des produits chimiques indispensables à la vie de l'homme,
- le feu qui lui permet de s'alimenter et de se réchauffer.

Les dangers présentés par l'amiante sont essentiellement liés à sa mise en œuvre et concernent en premier lieu les ouvriers qui le travaillent.

Les professionnels de l'amiante vous ont dit ici-même, la semaine dernière, les décisions qu'ils ont prises à cet égard.

Mais en ce qui vous concerne, vous-même et votre vie de tous les jours...

... voici les réponses aux questions que vous vous posez

1 qu'est-ce que l'amiante ?

C'est un produit naturel : une fibre minérale faite de silicate, très répandue dans la nature (près du quart de l'écorce terrestre est constitué de silicates cristallins). Une trentaine de ceux-ci se présente à l'état fibreux et est connue sous le nom générique d'amiante.

Ces fibres sont présentes partout : dans la terre, l'eau et l'air, depuis que le monde existe. L'homme les emploie depuis des millénaires.

Il y a plusieurs variétés d'amiante exploitées industriellement. Les principaux pays producteurs sont : l'U.R.S.S., le Canada, l'Afrique du Sud et l'Italie.

2 où y en a-t-il chez moi ?

Il peut y en avoir dans plusieurs endroits, à l'état pur ou mélangé à d'autres matériaux.

A cause de son formidable pouvoir isolant et de son incombustibilité totale, vous le trouverez le plus souvent près des sources de chaleur :

- plaques isolantes pour fer à repasser, joints de porte de four, isolation des fours, grille-pain, appareils de chauffage électrique ou à gaz, gants de protection, etc.

Chaque fois que, dans ces emplois, l'amiante est isolé par une plaque de protection ou la carrosserie d'un appareil ou encore enrobé dans un autre produit (ciment, bakélite, matière plastique, textile, caoutchouc, etc.), il ne peut vous poser aucun problème.

Vous le trouverez encore près de vous :

- sur les toits en amiante-ciment,
- dans certaines canalisations,
- dans certains revêtements muraux,
- dans certains objets moulés (pots, jardinières, vasques, etc.).

Dans ces emplois, l'amiante est complètement emprisonné dans du ciment et généralement en très faible quantité (1/8° d'amiante pour 7/8° de ciment) ; il ne présente, par conséquent, aucun danger puisqu'il ne saurait en sortir en quantités appréciables.

3 où y en a-t-il autour de moi ?

Dans votre voiture, les garnitures de vos freins sont à base d'amiante : on ne peut pas les faire autrement sous peine de diminuer l'efficacité du freinage.

Il y a lieu d'observer :

- qu'à l'occasion du freinage un échauffement important se produit qui convertit l'amiante de surface en « forstérite », matière non fibreuse, inerte et inoffensive. De sorte que la poussière d'usure des garnitures contient moins de 1 % d'amiante.
- que, par contre, au démontage des garnitures usagées, le garagiste nettoie souvent les freins par un « coup de soufflette ». Il ne faut pas procéder ainsi : un chiffon humide ou un aspirateur enlève la poussière sans la projeter dans l'air ambiant.
- que des analyses d'atmosphère dans les grandes villes (empoussiérée gravement par mille sources de pollution) ne révèlent que des proportions infimes de fibres d'amiante : 100 000 fois moins que dans les ateliers dont les systèmes de protection sont considérés comme satisfaisants.

4 y a-t-il un danger pour mon mari bricoleur ?

Non, à condition de prendre quelques simples précautions :

- Évitez de faire de la poussière d'amiante.
- Évitez de respirer de la poussière d'amiante.

Chez vous :

a) Mouillez votre ouvrage si vous pensez être susceptible de faire beaucoup de poussière : de la poussière mouillée ne s'envole pas et n'est pas inhalée. Ramassez et entermez cette poussière dans un sac hermétique avant de le jeter.

b) Travaillez dans un lieu bien aéré, dehors si possible, quand vous sciez, forez ou limez.

c) Utilisez si possible une scie ou un foret à main : ils produisent moins de poussière que des appareils électriques.

d) Remplacez des isolants usés ou qui s'effritent : joints de porte de four, isolants de plaques chauffantes, supports de fer à repasser, etc.

e) Découpez et renvoyez le bon figurant au bas de cette information. Vous recevrez la brochure éditée par les professionnels de l'amiante pour vous conseiller sur la bonne manière d'utiliser l'amiante ou les produits à base d'amiante.

5 si j'habite (ou travaille) dans un immeuble comportant de l'amiante, suis-je en danger ?

Non, soyons calmes. Si votre immeuble a été construit dans de bonnes conditions, vous êtes, au contraire, plus en sécurité. Les immeubles modernes à charpente métallique seraient dangereux en cas d'incendie, si l'amiante ne s'opposait à la perte de la résistance mécanique de la charpente.

Si les travaux ont été mal exécutés, comme cela a pu être le cas dans le passé, il faut recouvrir la couche d'amiante d'un produit qui la fixe définitivement, et qui exclut la dispersion des fibres dans l'atmosphère.

Si vous avez un doute, questionnez votre propriétaire, le gérant ou l'architecte ou si vous le préférez, écrivez-nous en nous donnant le nom et l'adresse de l'une de ces 3 personnes et surtout : n'oubliez pas que l'amiante — en évitant la déformation des charpentes en cas d'incendie — sauve des milliers de vies chaque année. Si l'amiante avait été utilisé au CES Paileron, les choses se seraient sans doute passées différemment.

6 et dans le vin, on nous dit qu'il peut donner le cancer ?

NON.

1° La preuve est faite que les filtres d'amiante utilisés dans la filtration des liquides alimentaires... retiennent parfaitement les fibres d'amiante. Résultat : comme l'amiante est présent partout (en quantité infinitésimale), il y en a moins dans les vins filtrés sur amiante que dans les autres.

2° Même si on trouve « 40 millions de fibres » dans un litre de vin, ce qui paraît énorme, sachez que cela ne représente que 40 nanogrammes (0,000 000 04 g) et qu'il faudrait 68 ans à un homme buvant un litre par jour pour absorber 1 milligramme d'amiante ! Il aurait d'ailleurs, dans le même temps, absorbé 2 200 kg d'alcool pur, ce qui est sûrement plus dangereux.

3° On trouve des concentrations de fibres du même ordre dans l'eau de source, avant ou après distribution réalisée — ou non — par des tuyaux en amiante-ciment.

4° Les plus hautes autorités, l'Organisation Mondiale de la Santé et le Centre International de Recherche sur le Cancer notamment, s'accordent à dire qu'on ne peut pas parler d'un risque que l'amiante, dans l'eau ou les autres boissons, ferait courir à la population.

que conclure ?

Comme dans bien des cas, les hommes se trouvent — en ce qui concerne l'amiante — confrontés avec la nécessité d'utiliser des produits qui peuvent être dangereux mais qui sont néanmoins indispensables.

Ainsi, par exemple, des médicaments qui ne sont efficaces que s'ils sont actifs, par conséquent qui peuvent être dangereux si on les emploie sans discernement.

Ainsi des rayons X qui peuvent être cancérogènes mais qui sauvent des milliers de vies chaque année. Depuis qu'il est sur terre, l'homme vit avec des poisons. La nature en est pleine. Et pourtant l'espérance de vie n'a jamais cessé d'augmenter, les hommes sont de plus en plus nombreux et disposent du confort le plus agréable et nécessaire.

L'homme des cavernes avait froid l'hiver. Le feu lui a permis de survivre. Mais que de problèmes lui a-t-il posés !

Il a dû les surmonter et c'est ce qui le distingue de l'animal.

Les problèmes posés par l'amiante ne sont rien, comparés aux immenses services qu'il vous rend chaque jour, sans même que vous le sachiez. Ces problèmes sont et seront surmontés.

apprenons à vivre avec l'amiante

La Chambre Syndicale de l'Amiante.
Le Syndicat de l'Amiante-Ciment.

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure « VIVRE AVEC L'AMIANTE », à l'adresse suivante :

M./Mme/Mlle (*) _____ (NOM et PRENOM en lettres d'imprimerie S.V.P.)
N° _____ Av./Rue/Bd (*) _____ (*) Rayer les mentions inutiles
Localité _____
CODE POSTAL _____
Profession (facultatif) _____
A remplir lisiblement, découper et adresser sous enveloppe affranchie à : C.S.A., 10, rue de la Pépinière, 75008 PARIS

L'EXAMEN DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Fonction publique : 4 milliards pour la formation professionnelle

Lundi 15 novembre, sous la présidence de M. Le Douarec (U.D.R.), l'Assemblée nationale examine les crédits de la fonction publique et de la formation professionnelle.

Pour M. PARTRAT (réf.), rapporteur spécial (fonction publique), « les aléas de la conjoncture économique ne doivent pas remettre en cause la poursuite de la politique contractuelle dont la valeur comme instrument de gestion efficace du service public a été suffisamment démontrée pour en sauvegarder l'inspiration ». Il condamne par ailleurs « toute tentative de politisation du comportement des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ».

M. BOUVARD (réf.) rapporteur pour avis (fonction publique) présente un bilan « positif » de la politique contractuelle menée depuis mai 1968 : « Il n'y a, précise-t-il, pratiquement plus d'agents publics gagnant moins de 2 000 F par mois ». A son avis, l'adhésion des fonctionnaires au plan de lutte contre l'inflation sera plus facilement obtenue si le gouvernement opère une remise en ordre générale du système des rémunérations. Il indique avoir vainement tenté de percer le « mystère des rémunérations annexes qui reste l'un des secrets les mieux gardés de France ».

Pour M. RIBADEAU DUMAS (U.D.R.), rapporteur spécial (formation professionnelle), « l'effort indispensable est poursuivi ». Pour M. JUQUIN (P.C.), rapporteur pour avis, « ce budget de soutien traduit une volonté de liquider en fait les principaux acquis de la loi du 16 juillet 1971 ».

M. FOYER (U.D.R.), président de la commission des lois, rappelle alors que, selon la tradition, un rapporteur désavoué par sa commission se démet de ses fonctions. M. GISSINGER (U.D.R.) dénonce « la partialité du rapporteur ».

MONNAIES ET MÉDAILLES

L'Assemblée nationale a adopté lundi 15 novembre le budget annexé des monnaies et médailles. M. Combrisson (P.C.) indique dans son rapport que le programme de frappe des monnaies françaises, qui portait en 1975 sur 532 millions de pièces et en 1976 sur 637 millions, passe pour 1977 à 820 millions.

M. Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, indique que le gouvernement a décidé de la fabrication d'un contingent supplémentaire de 3 millions de pièces de 50 F (7 millions au total), afin d'en permettre une distribution plus large aux personnes âgées.

L'Assemblée a également adopté le budget de l'imprimerie nationale (M. Lamps, P.C., rapporteur spécial).

leur ». M. LIGOT, secrétaire d'Etat à la fonction publique, regrette, pour sa part, dans son discours, que M. Juquin « n'ait rapporté que son opinion personnelle et non celle de la majorité de sa commission ».

Après avoir affirmé que toutes les dispositions de l'accord salarial de 1976 seront honorées, M. Ligot déclare : « Pour 1977, le gouvernement poursuivra la politique contractuelle à laquelle il tient fermement en retenant les orientations suivantes : le pouvoir d'achat des fonctionnaires sera maintenu ; si les résultats de la lutte contre l'inflation le permettent, une amélioration pourra être accordée à la fin de 1977 ; priorité sera donnée aux rémunérations les plus basses. Quant aux négociations, elles seront engagées le moment venu, en tenant compte des exigences du programme de lutte contre l'inflation qui a une priorité absolue ».

Pour ce qui est de la situation des agents non titulaires de l'Etat, il déclare : « Un système de contrôle du recrutement des auxiliaires a été institué afin d'éviter leur multiplication abusive, mais il faut se garder de trop d'illusions : la continuité du service public impose toujours le recours à des auxiliaires. D'où la mise en place d'un nouveau dispositif de protection sociale des auxiliaires et des contractuels. Un décret, prochainement publié, qui répliquera les conditions de licenciement de ces agents. » Il souligne ensuite les progrès constants au sein de la fonction publique de l'institution du travail à mi-temps : les demandes agréées sont passées de 8 765 en 1972 à 11 780 en 1973, une étonnante majorité (83 % en 1973) étant motivée par l'obligation d'élever un ou plusieurs enfants.

M. Ligot en vient à la politique gouvernementale en matière de formation professionnelle d'apprentissage et de coopération. Il déclare : « Quelles que soient les critiques adressées au système mis en place depuis quelques années, on ne peut nier son ampleur ni sa cohérence. » Il en dresse un rapide bilan : maintien de l'effort des entreprises (1,83 million de stagiaires dont 62 % d'ouvriers et d'employés) et de celui de l'Etat : en 1975 2,5 millions de personnes ont bénéficié d'actions de formation professionnelle, soit plus de 15 % de la population active.

M. Ligot poursuit : « Après cinq ans d'application, il paraît indispensable de procéder rapidement à une clarification du système, particulièrement en ce qui concerne les règles régissant l'apprentissage et la rémunération des stagiaires. Cette simplification doit s'accompagner d'une action importante d'information pratique. »

M. Ligot précise ensuite que les actions envisagées privilégieront : 1) l'aide à l'emploi ; d'une part, l'aide à l'insertion des jeunes ; d'autre part, l'insertion des jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui ont bénéficié en 1976 d'actions spécifiques. Quarante mille contrats emploi-formation ont été signés. En 1977, les régions accentueront leurs efforts et un effort important sera fait pour rendre l'apprentissage plus attractif ; d'autre part, la réinsertion professionnelle des chômeurs ;

2) La promotion sociale : le gouvernement a décidé récemment de restructurer et de rénover l'ensemble des cours de promotion sociale. « Au total, conclut M. Ligot, c'est environ 4 milliards de francs qui seront affectés en 1977 à la politique de formation professionnelle, ce qui représente un doublement en cinq ans ».

Dans la discussion générale, M. HAUSBERG (réf., Haut-Rhin) évoque la situation des retraités et des veuves. Pour M. RENNARD (P.C., Alsace), « la politique contractuelle aboutit à une détérioration du pouvoir d'achat et le gouvernement s'engage dans une politique autoritaire des revenus ». Il estime que si les règles du secret professionnel doivent être maintenues « les notions de discrimination professionnelle et d'obligation de réserve sont incompatibles avec une démocratisation de la fonction publique ».

Pour M. DESPREZ (R.I., Hauts-de-Seine), augmenter dans les circonstances présentes la participation des entreprises aggraverait dangereusement leurs difficultés. Pour M. FRECHET (P.S., Hérault), « la politique contractuelle n'est plus qu'une corolle, car la négociation n'est plus libre. Il estime qu'il faut en finir avec le scandale des non-titulaires » et annonce que son groupe ne votera pas ce budget.

M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) observe que de 1973 à 1975 près de 9 millions de salariés ont bénéficié d'un stage, soit presque un français sur cinq. « Quel pays pourra résister à accomplir un tel effort pour ses salariés ? », demande-t-il. Pour M. LE MEUR (P.C., Alsace), « le gouvernement tente de camoufler le chômage et détourne pour ce faire les fonds normalement affectés à la formation professionnelle en utilisant 75 % d'entre eux à des actions essentiellement dirigées vers les demandeurs d'emploi ».

Selon M. FONTAINE (non-inscrit), la Réunion, « les grandes décisions sont prises dans le secret des bureaux sans participation de ceux qui sont responsables de leur mise en œuvre ». M. MATRECHES-BLANC (P.S., Savoie) regrette la disparition du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle.

Répondant aux orateurs, M. LIGOT conteste l'existence d'une campagne de dénigrement des fonctionnaires. « Parler de chasse aux sorcières est très excessif », dans bien d'autres pays, même démocratiques, les fonctionnaires observent-ils, sont soumis à des obligations bien plus contraignantes que chez nous. Il précise également que la création d'un institut régional d'administration à Montpellier est à l'étude.

M. LE DOUAREC indique que l'adoption des crédits de la fonction publique et de la formation professionnelle interviendrait ultérieurement dans la discussion budgétaire.

Travail et Sécurité sociale : plus d'un million de chômeurs précise M. Beullac

L'Assemblée aborde ensuite l'examen des crédits du travail et de la Sécurité sociale.

M. PRELAUT (P.C.), rapporteur spécial de la commission des finances pour le travail, estime que « ce budget est plus tenu du chômage que celui du travail », car il n'agit pas contre le phénomène du million de chômeurs français, mais tente simplement d'en atténuer les conséquences. M. PRELAUT (U.D.R.), rapporteur spécial de la commission des finances pour la Sécurité sociale, se félicite que le plafond de la retraite mutuelle ait été porté à 1 800 francs, mais souhaite qu'il soit élevé jusqu'à 2 000 francs « pour tenir compte de l'érosion monétaire ».

Il relève, d'autre part, que « le déficit de la Sécurité sociale pour 1977 ne représente que 5 % des ressources de cet organisme » et que, en conséquence, « il ne faut pas dramatiser ». Pour M. SIMON-LORIERE (U.D.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le travail et l'emploi, « le système actuel d'indemnisation du chômage, total et complexe, est très coûteux ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ». M. IBENE (app. P.C., Guadeloupe) désire savoir « si le gouvernement se décidera à réparer le grand dommage causé par la dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

compte de l'érosion monétaire ». Il relève, d'autre part, que « le déficit de la Sécurité sociale pour 1977 ne représente que 5 % des ressources de cet organisme » et que, en conséquence, « il ne faut pas dramatiser ». Pour M. SIMON-LORIERE (U.D.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le travail et l'emploi, « le système actuel d'indemnisation du chômage, total et complexe, est très coûteux ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

à la réparation et de la prévention. M. BOUVARD (réformateur, Morbihan) plaide en faveur des jeunes victimes du chômage. Il souhaite notamment l'allègement des charges sociales des P.M.E. Suggestion reprise par M. GRUSSEMEYER (U.D.R., Bas-Rhin), qui évoque notamment la situation des veuves civiles.

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

M. FRANÇOIS BILLOUX (P.C., Bouches-du-Rhône) constate : « La dégradation permanente de la Sécurité sociale, que le patronat et la droite n'ont jamais acceptée et n'ont eu de cesse de démanteler ».

M. BAYARD (R.I., Loire) évoque la situation des handicapés : « qui ne veulent pas être assistés ». Pour M. CHEVREMENT (P.S., Belfort), « le ministre du travail est essentiellement un ministre brancardier ; mais alors que le nombre de victimes augmente, celui des brancards stagne ».

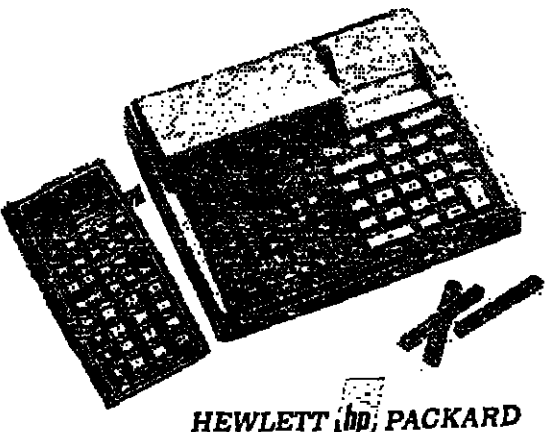
Bénéficiez de l'expérience d'un conseiller économique japonais. Partez avec nous.

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service. Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japon Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique



Chez Unidess, découvrez le nouveau calculateur de poche programmable HP-67, ainsi que sa version à imprimante, le HP-97. Et tous les calculateurs Hewlett-Packard en démonstration et vente sur stock.

unidess
tables à dessiner **Unic**
164 avenue du Général-de-Gaulle, Neuilly.
Tél. 747 46-00.
108 boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.
Tél. 905 69-80.

vient de paraître

LE PRELEVEMENT CONJONCTUREL
N° 4308 10,50 F

LES TRANSFERTS ETAT-INDUSTRIE EN FRANCE ET DANS LES PAYS OCCIDENTAUX
N° 4303 10,50 F

Notes et Etudes Documentaires
maisons de presse, librairies et
LA DOCUMENTATION
FRANCOISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

LES VISIONS DESCENDENT DANS LA RUE.



Manteaux vison pleines peaux à partir de

5.950,

Modèle photographié :
vison pleines peaux pastel à 7900 f

Galerias Lafayette

Hausmann, Montparnasse, Belle-épine

mettez la chance
dans votre poche avec
un
billet
de la

loterie nationale

TRANCHE
DE LA LECTURE
GROS LOT 1.500.000 F
TIRAGE LE 17 NOVEMBRE

Prix du billet : 44 F

Prix de 10/10 : 5 F



POLITIQUE

AVANT LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

Quatre « duels » dimanche prochain

Quatre « duels » opposeront, dimanche 21 novembre, pour le deuxième tour des élections législatives partielles, les candidats de la majorité à ceux de la gauche. Seront face à face : dans l'Ailier, M. Gabriel Péronnet (trad.)

et M. Charles Mardilly (P.C.F.) ; dans la Gironde, M. Aymar Achille-Fould (gauche réf.) et M. Raymond Julien (trad. de gauche) ; dans le Rhône, M. Gérard Ducray (R.I.) et M. André Poulissou (P.S.) ; dans les Yvelines, M. Bernard Destremat (R.I.) et M. Jean Cuguen (P.C.F.).

SELON L'ÉLYSÉE

Le premier ministre ne prendra pas la tête d'un rassemblement des formations non gaullistes de la majorité

Les résultats des élections législatives partielles ont confirmé le président de la République dans l'idée que les formations de la majorité, autres que l'U.D.R., ont besoin d'être mieux « structurées », afin d'offrir aux Français des perspectives plus claires et des moyens d'action plus solides. Les électeurs centristes, note-t-on à l'Élysée, ne savent plus très bien où aller, les républicains indépendants eux-mêmes marquent le pas : les succès de l'U.D.R., conclut-on, indiquent la voie à suivre.

Pour le chef de l'État, qui l'a confié à plusieurs visiteurs, le mouvement gaulliste aujourd'hui réorganisé, représente environ 20 % de la majorité. Il convient de stabiliser de la même façon les quelque 30 % restants autour d'une organisation nouvelle. Il ne s'agit pas, ajoute-t-on, de faire « concurrence » à M. Chirac, mais de rendre possible une « simulation » entre les partis qui constituent le président de la République.

La forme de cette organisation n'est pas encore fixée, précise-t-on à l'Élysée, où l'on juge « prématurée » toute hypothèse sur la création d'un nouveau parti et, plus encore, sur la désignation de tel ou tel « leader ». M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de la présidence, disait même lundi : « J'ai vu pas connaissance d'un tel projet ».

On fait toutefois observer, dans l'entourage du chef de l'État, que M. Raymond Barre, chef d'une majorité parlementaire qui comprend l'U.D.R. aussi bien que ses partenaires, ne saurait prendre la tête d'un mouvement constitué en dehors du parti gaulliste. Il faut donc attendre, déclare-t-on, à voir d'autres personnalités animer le rassemblement.

Celui-ci résultera-t-il d'une fusion des formations non gaullistes ? On ne se dissimule pas à l'Élysée que les centristes et les radicaux ne sont pas favorables à une telle solution. M. Giscard d'Estaing qui a interrogé sur ce sujet, au cours de récents déjeuners, les responsables de ces partis, a enregistré des réponses pour le moins réservées. La seule certitude affichée par l'Élysée est que, même si M. Michel Poniatowski est empêché par sa fonction ministérielle de redevenir l'animateur politique qu'il fut, les républicains indépendants, sous l'impulsion des ministres les plus proches du président de la République, devront être le fer de lance du mouvement, comme l'U.D.R. est celui du rassemblement lancé par M. Chirac. Tel est le sens de la mission d'explication que M. Giscard d'Estaing a confiée notamment aux responsables des clubs Perspectives et Réalités après la publication de Démocratie française.

L'étiquette « majorité présidentielle », dont se réclame le premier ministre, la place-t-elle au-dessus des partis ? Sera-t-elle agitée à « coordonner » les deux rassemblements majoritaires sans se marquer plus particulièrement auprès de l'un ou de l'autre ? C'est assurément l'idée que le chef de l'État veut accréder. A cette fin, M. Barre — ainsi qu'on le souligne avec insistance à l'Élysée — est convoqué, mercredi 17 novembre, au déjeuner offert par le président de la République aux ministres et secrétaires

d'État U.D.R., comme il l'a été aux précédents déjeuners qui ont réuni successivement les membres du gouvernement porteurs des autres étiquettes majoritaires.

Cependant, le parallélisme est largement fictif. Il tient au fait que M. Chirac n'est pas invité à la table présidentielle.

THOMAS FERENCZI.

L'U.D.R. exalte sa « force mobilisatrice »

Le secrétaire général de l'U.D.R. a publié lundi 15 novembre un communiqué pour se féliciter des succès de MM. Chirac et Thirié et souligner « la force mobilisatrice » de l'U.D.R. Elle voit dans ces résultats une justification supplémentaire du projet de rassemblement lancé par l'ancien premier ministre. En affirmant que l'électorat est « actuellement désorienté », l'U.D.R. semble viser les autres formations de la majorité ; en soulignant les progrès du parti socialiste, elle confirme qu'elle considère celui-ci comme son adversaire privilégié.

Le comité de l'U.D.R. indique : « Ces élections traduisent, outre la qualité et le travail personnels des deux candidats, la force mobilisatrice de l'U.D.R. et prouvent sa capacité de susciter le vaste rassemblement populaire auquel vont appeler ses proches assistants extraordinaires ».

« Le pourcentage élevé d'abstentions », dit le communiqué, « caractérise particulièrement ces élections qui ne sont pas ressenties comme un choix national, mais aussi à l'attente d'un électoral actuellement désorienté : c'est confirmé par la participation électorale au contraire élevée dans la circonscription de Jacques Chirac ».

« La progression du parti socialiste », ajoute-t-on, « est due au comportement d'un électoral juif centriste d'opposition qui manifeste son humeur dans les élections partielles mais reste fondamentalement hostile au programme commun et le prouve dans les élections générales. Il faut également noter que les gains socialistes sont la conséquence de progrès déjà constatés et non pas un nouveau dopage en avant ».

« Au total, la majorité qui soutient le gouvernement a bien résisté à une épreuve traditionnelle difficile pour les partis au pouvoir. On notera de surcroît que celle-ci a été engagée dans des conditions peu favorables, puisque la lutte contre l'inflation est actuellement dans la phase des sacrifices et que son efficacité ne sera heureusement ressentie que dans quelques mois. Pour le deuxième tour, qui verra un affrontement sans équivoque entre les candidats de notre société de liberté et ceux du programme commun, l'U.D.R. appelle toutes les Françaises et tous les Français à refuser la société bureaucratique et collectiviste et à se mobiliser pour assurer le succès des hommes investis par l'ensemble des formations de la majorité gouvernementale ».

Le bureau politique du P.C.F. a analysé, lundi 15 novembre, les résultats des élections législatives partielles. Les dirigeants communistes constatent que « ces élections se sont déroulées dans des circonscriptions choisies par le pouvoir », et estiment qu'une pression considérable est exercée sur l'électorat au moyen des grands organes d'information, essentiellement les télévisions et les radios ».

La déclaration du P.C.F. ajoute : « Le bureau politique relève que, sous la pression de l'adversaire, dans les circonscriptions où notre parti est moins implanté, des élections et des électeurs perdent de vue cette nécessité d'assurer, dans le cadre du progrès général de la gauche, le progrès du parti communiste pour aller vers les changements auxquels ils aspirent. Dans cette situation, comme les y a invités la dernière session du comité central, les communistes s'attachent à mettre en œuvre, avec toujours plus d'initiative et de ténacité, la politique définie par le XXII^e congrès ».

De son côté, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé aux présidents de la première et de la seconde chaîne de télévision une lettre dans laquelle il explique pourquoi il a refusé dimanche de faire sur leurs antennes une déclaration de quatre-vingt-deux secondes au sujet des résultats des élections partielles. « Je ne vous offrirai pas, en acceptant de faire une déclaration d'une durée dérisoire, l'alibi dont vous avez trop évidemment besoin », écrit-il. « Non, nous ne laisserons pas la télévision bâillonner les travailleurs ».

« L'HUMANITÉ » ANALYSE L'OUVRAGE DE HEDRICK SMITH SUR « LES RUSSSES »

Francis Cohen, directeur de la Nouvelle Critique, analyse dans l'Humanité du 16 novembre l'ouvrage de Hedrick Smith, Les Russes : la vie de tous les jours en Union soviétique, publié aux éditions Belfond et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 30 avril dernier. L'ancien chef du bureau du New York Times à Moscou brosse dans ce livre un tableau sans complaisance de la vie des Soviétiques. Dans l'Humanité, Francis Cohen écrit :

« Il y a peu d'erreurs grossières dans ce livre et beaucoup d'observations pénétrantes, instructives, dans bien des cas, font réellement comprendre des aspects de la vie quotidienne, et aussi de la mentalité soviétique. (...) »

« Si la vie quotidienne est faite seulement de ces difficultés, de ces manques, de ces ennuis, de cette corruption, de cette économie paralysée et de ces privations, de cette omniprésente police et de cet infantisme intellectuel, sur quoi Smith s'attarde longuement, d'où viennent ces progrès constants, cet attachement généralisé au régime, cette fierté de s'être hissé au premier rang des nations qu'il signale lui-même au passage ? (...) »

« Enfermé dans son américanisme, Smith passe à côté de choses essentielles. (...) Il ne s'aperçoit pas du ton protecteur et condescendant avec lequel il parle des « Russes » d'un bout à l'autre du volume. »

OUTRE-MER

M. STIRN SE RENDRA À DJIBOUTI DU 20 AU 23 NOVEMBRE

M. Stirn, secrétaire d'État chargé des DOM-TOM, se rendra à Djibouti du 20 au 23 novembre. Il aura plusieurs entretiens avec les responsables locaux du Territoire français des Afars et des Issas. L'annonce de ce voyage intervient après que M. Abdallah Mohamed Kamil, président du conseil de gouvernement du T.F.A.I., ait dit lundi 15 novembre, à l'issue d'un entretien avec M. Giscard d'Estaing, que l'indépendance de Djibouti pourrait intervenir avant le 1^{er} juillet 1977 (nos dernières éditions du 16 novembre).

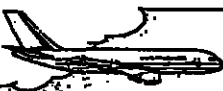
A propos de l'attitude des pays voisins du T.F.A.I. — Somalie et Éthiopie — M. Kamil a déclaré : « Ils ont dit, dans le passé, qu'ils n'avaient pas de revendications à caractère historique sur notre pays. Je constate leur prise de position et leur demande de prendre des engagements pour respecter notre intégrité territoriale. Je leur demande aussi de ne pas s'immiscer dans nos affaires intérieures ».

« Le gouvernement somalien a indiqué qu'il serait le premier à reconnaître l'indépendance du T.F.A.I. Il m'est difficile, dans l'état actuel des choses, de le taxer de visées annexionnistes. » M. Kamil a noté que l'Éthiopie est « un voisin avec lequel nous voulons garder des liens très étroits ».



Bangkok: 3200 F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE



Hong-Kong: 3850 F
(8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE



Hong-Kong/Bangkok: 4150 F
(séjour combiné de 8 jours, chambre et petit déjeuner)

Jet tours
AIR FRANCE

سكيات الامل

DÉFENSE

Dans la presse hebdomadaire

Une armée pour quoi faire ?

Dimanche 7 novembre, le comité directeur du parti socialiste, se livrant à un examen des questions relatives à la défense, en était arrivé à estimer que la gauche au pouvoir devrait tenir compte du fait nucléaire. Le lendemain, M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, avait annoncé à l'Assemblée nationale, que 1 526 millions de francs étaient décaissés en faveur des investissements, pour l'Etat au profit de la défense et l'esquisse d'une nouvelle attitude de la gauche vis-à-vis de la force de frappe, la question du service militaire fait l'objet des commentaires de la presse hebdomadaire.

Sous le titre « Quand le parti socialiste dit « oui » à la force nucléaire », Anne Seville estime, dans LUTTE OUVRIÈRE, trotskiste, que « plus les échéances électorales approchent, plus la gauche met de l'eau dans ses déclarations et multiplie les pages de bonne volonté vis-à-vis de la bourgeoisie ».

Elle ajoute : « Au-delà des appels au pied et des clins d'œil à la bourgeoisie, les déclarations du P.S. et du P.C. signifient encore autre chose : que la gauche renonce par avance au seul point sur lequel elle aurait pu mener une politique réellement anti-inflationniste en réduisant le budget de l'armée. Elles signifient qu'elle est prête à mener, si elle vient au pouvoir, la même politique d'armement que l'actuel gouvernement. Une politique qui jette la fortune des grosses entreprises... sur le dos des travailleurs. »

Dominique de Montvalon propose dans LE POINT une explication à ce qu'il appelle le « virage socialiste ». « D'abord, écrit-il, le travail méthodique accompli en France-légers depuis quatre ans par les cent soixante membres de la commission de la défense du P.S., qu'enfin Charles Hernu. Ensuite, les distances de plus en plus grandes prises peu à peu par le nouveau parti socialiste avec l'admission très prononcée dont la S.F.I.O. faisait pratiquement un credo. Enfin, une brutale prise de conscience de nombreux militants socialistes devant les événements successifs de Grèce, du Chili, du Portugal : impossible de « faire l'impasse » sur l'armée ! »

L'hebdomadaire du P.S.U., TRIBUNE SOCIALISTE, assure que « le ralliement des socialistes à la bombe française constitue simplement une facilité tactique ». Alain Joxe écrit : « En acceptant ce qui apparaît aujourd'hui comme le conformisme militaire, [le P.S.] renonce à terme à un changement de la nature de classe de l'institution. Ce n'est pas sur le plan militaire que nous avons critiqué le Programme commun. Ce n'est pas non plus là qu'il se trouve déçu par l'évolution économique et militaire. Au contraire, il était plutôt en avance sur son temps. » Et il conclut :

« Nous ne pensons pas qu'un ralliement au nucléaire permettrait, comme certains le croient, de réduire à zéro le danger d'une armée néo-classique antipopulaire, en renfermant le corps des officiers dans le ghetto doré du nucléaire, car ce n'est déjà plus

possible. Nous déplorons que le conformisme nucléaire du P.S. — et peut-être du P.C. — contribue à obscurcir ce débat essentiel, mais nous pouvons être certains qu'il va réapparaître prochainement au premier plan. Entre-temps, nous n'avons rien à retrancher à notre position hostile à l'armement nucléaire. »

Raymond Bourguin, dans VALEURS ACTUELLES, affirme qu'« une colonie nationale commence par l'argent ». Selon lui, le gouvernement, « pour avoir une vraie politique de défense », se doit d'augmenter le budget militaire de la France, quitte à majorer les impôts directs, « car, écrit-il, la prospérité de l'Europe occidentale en fait une proie, d'autant plus tentante pour l'Union soviétique que celle-ci réussit dans le domaine militaire et échoue dans la production des objets de consommation civile. Entre le riche déseigné et le pauvre surarmé, l'équilibre ne peut pas durer ».

La plus nombreuse après l'U.R.S.S. les U.S.A. et la Chine

Dans LA VIE, hebdomadaire chrétien d'actualité, Jean-Philippe Caudron interroge : « La France peut-elle entretenir une armée nombreuse, la plus nombreuse après l'U.R.S.S., les U.S.A. et la Chine, et disposer d'une force nucléaire qui mobilise sans cesse des crédits nouveaux pour se moderniser et être crédible ? »

« En fait, le gouvernement, note-t-il, refuse d'ouvrir le débat et de trancher. Il a choisi une autre politique. Il diminue les effectifs, en accordant de plus en plus d'exemptions, de dispenses, de réformes. »

Le débat bien amorcé sur la question du service militaire est, certes, loin d'être clos, mais une définition précise des objectifs d'une politique de défense est indispensable avant de le trancher.

A. Ch.

BIBLIOGRAPHIE

« UN SIÈCLE D'ARMEMENT MONDIAL » de Jean Huon

Ce livre. Un siècle d'armement mondial, est le premier tome d'une série de quatre volumes qui seront publiés successivement. Jean Huon, chercheur à l'Institut de la Défense nationale, a consacré sa thèse à établir une documentation sur l'armement militaire des cent dernières années. L'auteur a consulté ou visité des collections, des administrations civiles et militaires, des musées, des centres d'archives et de documentation, des fabricants d'armes et de munitions, des armées, des collections publiques. Ces contacts et ces visites lui ont fourni la matière des fiches techniques qui servent de base aux quatre volumes.

Le premier tome comporte l'évolution des armes à feu des origines à 1850, l'étude historique et technique des principaux mécanismes des armes modernes, l'analyse détaillée des armes militaires réglementaires utilisées dans dix-sept pays du monde depuis l'introduction des cartouches métalliques. Pour initiés et amateurs. — M.F.

* Édition Grépin-Leblond, tome I, 272 pages, 110 tableaux, 300 illustrations, 152 F.

< La dissuasion, pour la France ne peut être que nationale >

déclare M. Yvon Bourges à l'I.H.E.D.N.

« Le risque nucléaire ne se partage pas et la dissuasion, pour la France, ne peut être que nationale », a déclaré, lundi matin 15 novembre, M. Yvon Bourges, ministre de la Défense, aux journalistes, civils et militaires, de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.).

« Mais il y a complémentarité entre forces classiques et forces nucléaires. Les opposer serait se méprendre », a ajouté M. Bourges. « La politique militaire de la France s'inscrit selon trois axes principaux : 1) La défense de l'Europe occidentale dont on ne saurait séparer les approches septentrionales et méridionales, tant terrestres que maritimes ; 2) Le respect de nos engagements hors d'Europe, qu'il s'agisse, ce qui va de soi, de terres françaises ou d'engagements contractuels ; 3) La sauvegarde des intérêts français dans le monde, et plus précisément, le long de celles des routes de mer, qui sont pour nous d'importance vitale. »

« Il est essentiel, a déclaré M. Bourges, de ne pas s'en remettre, dans cette affaire de la défense, qui est de ne ou de mort, à un allié qui demeure évidemment maître de modifier, selon les circonstances et ses intérêts du moment, ses conceptions et ses objectifs. » Nos forces terrestres, maritimes et aériennes, doivent avoir une capacité de combat suffisante pour protéger les approches de notre territoire et forcer l'adversaire, en haussant le coût de son agresse-

ment, à décaler ses intentions et à se placer sans ambiguïté sous la menace de notre riposte stratégique. »

Citant à plusieurs reprises le nom du général de Gaulle, et après avoir rappelé que « le premier objet de la défense est de sauvegarder l'indépendance nationale », M. Bourges a ajouté : « Dans un monde en proie à la violence, comme le montrent attentats, prises d'otages, guerres civiles, guerres locales entre puissances à intérêts limités, mais souvent fomentées ou entretenues de l'extérieur, il n'est pas déraisonnable de penser qu'une intervention limitée peut s'avérer nécessaire à la demande d'associés, voire, cela s'est déjà vu, de l'Organisation des Nations unies. Il va de soi que les trois armées sont concernées par ces hypothèses. »

Concluant ses propos par quelques indications sur les effectifs militaires, M. Bourges a tenu à préciser : « On dit que nous devons réduire à la conception anachronique des gros bataillons. Or, voici les chiffres : l'armée de terre compte 350 000 hommes ; la marine, 69 000, et l'armée de l'air, 105 000, soit un total de 524 000 hommes, alors que la seule armée de terre en comptait en 1902, à la fin de la guerre d'Algérie, quelque 600 000 hommes. Ces effectifs globaux seront d'ailleurs ramenés vers 1990 à 445 000 hommes », conclut le ministre de la Défense.

Oubliez l'inflation, la déflation et la stagflation.

Canaries : 8 jours demi-pension, 1380 F.	
Maroc : 8 jours demi-pension, 1440 F.	
Sénégal : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 1990 F.	
Mexique : 8 jours chambre et petit déjeuner, 2990 F.	
Antilles : 8 jours chambre et petit déjeuner, à partir de 3000 F.	
Bangkok : 9 jours chambre et petit déjeuner, 3100 F.	
Bali : 10 jours chambre et petit déjeuner, 4380 F.	

Jet tours AIR FRANCE

Demandez les catalogues Jet Tours à votre Agent de voyages ou dans les agences Air France.

Ne les jetez plus.

Vous nous apportez 2 vieilles cravates, nous vous déduisons 5 f sur l'achat d'une nouvelle, exemple :
prix de la cravate neuve : 25 f
reprise de 2 vieilles cravates - 5 f
net à payer : 20 f

Et pour une vieille ceinture, une vieille écharpe ou un vieux parapluie, nous vous déduisons 5 f sur l'achat de l'article neuf correspondant.

Festival des accessoires au Galfa Club jusqu'au 24 décembre.

Galerias Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

ÉDUCATION JEUNESSE

L'U.E.R. de droit de Malakoff dispose d'un enseignant pour dix étudiants

Tandis que les premiers cours commencent à la nouvelle unité d'enseignement et de recherche juridique de Malakoff (Haute-de-Seine), la section permanente du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche a examiné, lundi 15 novembre, les dispositions présentées par l'administration pour transférer à cette U.E.R. treize professeurs, quatre maîtres de conférences, sept maîtres-assistants, qui veulent quitter l'université Paris-X Nanterre, ainsi que seize assistants qui, la semaine dernière, avaient demandé à se joindre à eux.

Les propositions de l'administration ont été adoptées de justesse, par treize voix contre douze et deux bulletins blancs. Ce transfert a fait l'objet de plusieurs critiques, et pas seulement de la part des représentants des organisations d'enseignants de gauche : les postes n'ont pas été répartis entre Nanterre et Malakoff, selon des critères nationaux, en fonction des effectifs d'étudiants. D'autre part, la liste des postes vacants ouverts dans cette dernière U.E.R. n'ayant pas été publiée, d'autres candidatures ont été impossibles. Ce sont en substance les arguments qu'avancent les syndicats FEN et C.F.D.T. de Paris-V et de Paris-X ; arguments repris par d'autres membres du CNESE.

Selon les chiffres fournis par l'administration, la nouvelle U.E.R. comptait, au 22 octobre, quatre cent vingt-quatre étudiants de premier cycle et vingt-quatre de deuxième cycle. Deux cent cinquante autres étudiants ont retiré des dossiers d'inscription, mais n'ont pas encore répondu aux convocations. Au total, et sans tenir compte de ces deux cent cinquante inscriptions qui ne sont pas encore confirmées, l'U.E.R. de Malakoff dispose environ d'un enseignant pour dix étudiants. L'U.E.R. de Nanterre en accueillait, à la même date, trois mille cinq cent dix, le nombre d'inscriptions ayant diminué de quatre cent cinquante en première année, mais augmenté de trois cents pour les suivantes. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 décembre, à Malakoff.

Rentrée dans les plâtres

On remarque d'abord les deux vigiles : ils gardent la petite porte de jardin qui marque l'entrée de la nouvelle annexe de l'université Paris-V-René-Descartes, les anciens locaux de l'école supérieure d'électricité, 10, rue Pierre-Larousse, à Malakoff (Haute-de-Seine), à deux pas du boulevard périphérique. Le bâtiment, massif, d'une architecture froide, qui porte encore sur sa façade la marque de la Société des électriciens de France, abrite aujourd'hui les psychologues de Paris-V, chassés de l'ancienne Ecole centrale, et les transfuges de Nanterre, trente-quatre professeurs et maîtres-assistants, et quelques centaines d'étudiants qui ont quitté l'université de Paris-Nanterre pour fonder une nouvelle unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit.

des échelles à tous les étages, les plâtres apparents par endroits.

La dernière-née des U.E.R. parisiennes aura eu décidément une naissance mouvementée. Supélec avait quitté un bâtiment usagé, mal adapté à l'animation universitaire. Les nouveaux occupants, les juristes et les psychologues, ne bénéficient que de rapides restaurations et du minimum de sécurité. La bibliothèque sera ouverte dans une semaine. « Dans un premier temps, elle contiendra les différents manuels », dit encore M. Hilaire.

Et pendant que les appareils prennent leur première lecture, que les enseignants font le tour du propriétaire, les étudiants participent à l'improvisation générale dans ce qui deviendra le secrétariat de l'U.E.R. : « Vous avez déjà un dossier ? — Non, je ne suis pas encore inscrit. — Alors, remplissez cela... »

L'U.E.R. de droit de Malakoff espère trouver l'apaisement dans quelques jours. Tous les étudiants de l'U.E.R. de droit de Nanterre n'ont pas encore achevé leur deuxième session d'examen. Dans la dernière « fac de droit », on compte bien sur leur arrivée. — Ph. Bg.

● Grève à l'école Decroly. — La majorité des enseignants de l'école Decroly, à Saint-Mandé (Val-de-Marne), sont en grève. Des parents d'élèves se sont associés au mouvement depuis le lundi 15 novembre. Ils protestent contre le déplacement, pour des raisons budgétaires, d'une enseignante qui travaillait depuis sept ans dans l'établissement. L'école Decroly est un établissement public qui accueille les enfants de la maternelle jusqu'à la classe de troisième. L'une de ses originalités réside dans le travail d'équipe des enseignants tant pour la gestion que pour les activités pédagogiques. Selon les grévistes, le déplacement de cette enseignante compromet cet aspect de leur travail. Une assemblée générale devait avoir lieu mardi soir 16 novembre.

● M. Félix Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte-d'Ivoire, est nommé docteur honoris causa de l'université de Paris-V, par arrêté du secrétaire d'Etat aux universités, publié au Journal officiel du 16 novembre. Le même arrêté approuve les nominations de docteurs honoris causa du docteur E. Mahler, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (à Toulouse-I) ; de M. Alfred Pletscher, directeur du groupe de recherche de Roche-Bâle (à Paris-V) ; de M. Morris Janowitz, président du département de sociologie de l'université de Chicago (à Toulouse-I) ; de M. Joseph Warner, professeur à l'université de Washington (à Nancy-II) et de M. André Massé, premier président du Conseil d'Etat de Belgique (à Lille-II).

● Démission du professeur Hervé Fitch, doyen de la faculté de médecine de Brest. — Cette démission, parvenue le 15 novembre à M. Julien Guérin, président de l'université de Bretagne occidentale, fait suite au refus du conseil de cette université de modifier les statuts de la faculté de médecine pour permettre à son doyen d'être réélu indéfiniment, comme peuvent l'être les doyens des autres facultés de Brest. Le règlement interne de l'université de Bretagne occidentale prévoit qu'un changement de statut ne peut intervenir qu'à la majorité des deux tiers des soixante-trois membres du conseil. Sur les cinquante-six votants, il y a eu trente-trois « oui », dix-huit « non » et cinq bulletins blancs. — (Corresp.)

LA JOC VEUT ÊTRE UNE ORGANISATION OUVRIÈRE ET UN MOUVEMENT D'ÉGLISE

(De notre corresp. régional.)

Lyon. — Affirmer le rôle de l'Eglise dans la jeunesse ouvrière et intensifier ses actions pour être perçue simultanément comme une véritable « organisation ouvrière », tels sont les traits essentiels sous lesquels veut paraître la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Ces caractéristiques ont été précisées au cours du cinquante-deuxième conseil national du mouvement, dont les travaux ont réuni à Lyon, pendant le dernier week-end, trois cent cinquante délégués.

Le précédent conseil national de la JOC, en 1974, avait tracé les grandes lignes d'une stratégie nouvelle. Il s'agissait de développer la présence de l'organisation chez les apprentis, les chômeurs, les handicapés, les immigrés, etc., par la multiplication des « conseils d'action ». Le bilan paraît positif, surtout parmi les apprentis, pour lesquels deux rassemblements nationaux — le dernier à Paris, les 19 et 20 juin 1976 — ont été organisés.

Le conseil national de 1976 a permis de vérifier que la voie dans laquelle s'est engagée la JOC satisfait ses adhérents. L'adoption à l'unanimité — après quelques modifications de forme — du long rapport d'orientation présenté au nom de l'équipe nationale en a apporté la preuve. S'ils espèrent un vote de confiance, les dirigeants de la JOC ne s'attendaient pas à ce résultat, étant donné la diversité des engagements politiques ou syndicaux des « jocistes ».

La JOC souhaite rester pour les jeunes de la classe ouvrière le « chemin privilégié pour parvenir à Jésus-Christ ». Pour obtenir la libération de l'homme, annoncée par le Christ, à travers l'avènement d'une société plus juste, fraternelle et humaine, le jeune salarié doit s'engager dans un mouvement lié à la classe ouvrière. « Nous devons favoriser l'éducation des jeunes de la classe ouvrière, explique le rapport d'orientation. Ce qui ne signifie pas que la JOC doit proposer un « projet de société ». La foi ne peut être mise au niveau d'une idéologie. »

Contre le plan Barre et la réforme Haby

La défense de l'emploi est au centre des luttes. La JOC a appelé les jeunes travailleurs, qui forment plus de la moitié des chômeurs, à manifester les 7 et 23 octobre dernier. Le plan Barre est un coup porté aux travailleurs, a-t-elle souligné, et à la jeunesse ouvrière en particulier. La JOC a dénoncé la réduction du pouvoir d'achat. De la même manière, elle mène le combat contre « les réformes Haby et Saurier-Séité (qui visent à élargir le plus grand nombre possible de la classe ouvrière du droit à la formation) » et contre « la sous-qualification des jeunes engendrée par le profit immédiat ». La JOC s'est enfin prononcée contre l'accélération des cadences sur les lieux de production et l'insécurité du travail. Un programme que les quatre-vingt-dix mille adhérents de la JOC — dont vingt-cinq mille militants — sont appelés à mener à bien en intensifiant leur action, surtout dans les quatre grandes agglomérations urbaines : Paris, Lyon, Marseille et Lille, où vit le quart de la jeunesse ouvrière française.

BERNARD ELIE.

● Douze inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs seront recrutés dans la région parisienne pendant le premier trimestre 1977. Clôture des inscriptions le 3 décembre 1976.

★ Renseignements au 273-01-42 ou au 556-90-52.

Pour suivre la radio des cours d'André de la BBC A L'ECOUTE DE LONDRES Textes et explications en français Abonnement 12 francs par an, F.40 Spécimen gratuit sur demande à EDITIONS-DISQUES BSCFM 8, rue de Berni - 75008 PARIS

belfond

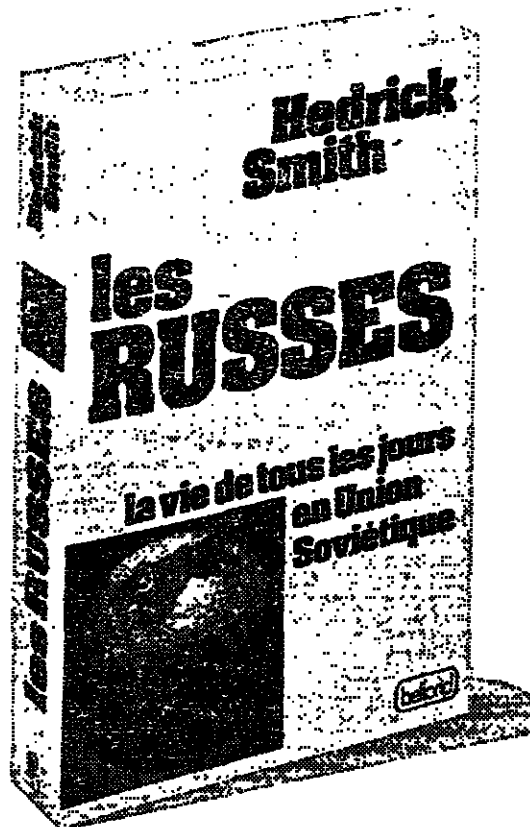
APRÈS

"LES RUSSES"

de HEDRICK SMITH

La vie de tous les jours en UNION SOVIÉTIQUE

depuis 6 mois sur les listes des "best-sellers"



Pierre Belfond présente :

"7 ANS À CUBA"

38 MOIS DANS LES PRISONS DE FIDEL CASTRO

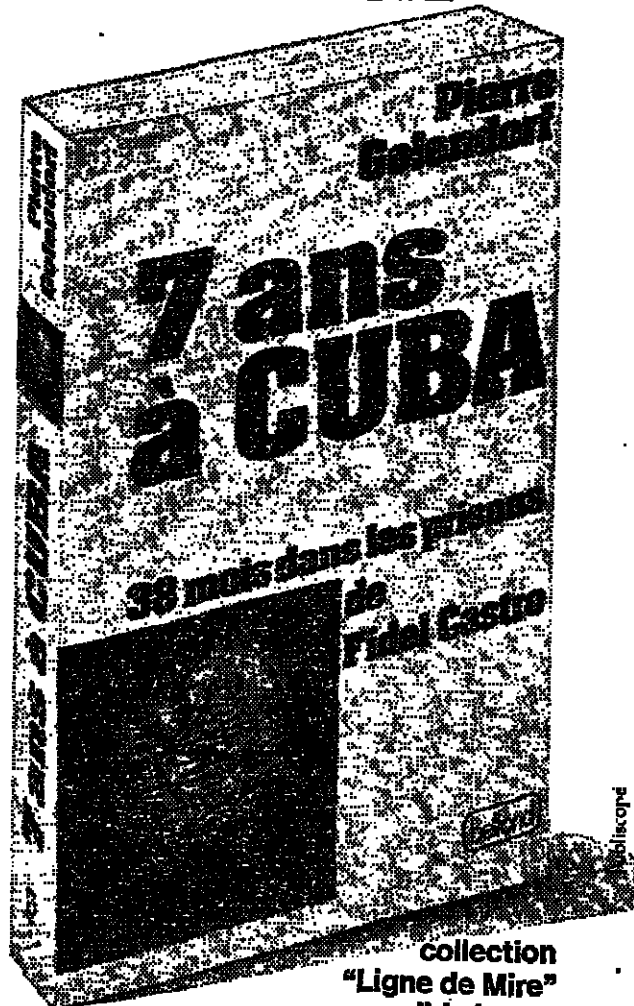
par PIERRE GOLENDORF

Photographe, membre du Parti Communiste français, installé à Cuba, marié à une Cubaine, Pierre Golendorf est arrêté en septembre 1971 par la police de Fidel Castro.

Accusé, sans la moindre preuve, d'être un agent de la C.I.A., interrogé pendant six mois jour et nuit, Pierre Golendorf est jugé et condamné à dix ans de prison.

Libéré après plus de trois années d'internement, il raconte et la Révolution Cubaine, à laquelle il a conservé toute sa foi, et le "Goulag Tropical" qui l'a marqué dans son âme et dans sa chair.

Un témoignage véritablement exceptionnel.



collection "Ligne de Mire" dirigée par André Bercoff.

belfond

A TOUS CEUX QUI NE VEULENT PAS COPIER AU-DESSUS DE LEURS MOYENS

FAXIL de Gestetner

Documentez-vous dès maintenant : prenez contact avec Gestetner, service 202, 71 rue Camille Groult 94400 VITRY - Tél. 680.47.85

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

Le Monde

DE LA MÉDECINE

POUVOIR MÉDICAL ET POUVOIR POLITIQUE

« Ces malades qui nous gouvernent »

de Pierre Accoce et du Dr Pierre Rentschick

FÉVRIER 1945 : le sort du monde va se jouer à Yalta, où Staline, au sommet de sa forme, attend Churchill et le président des États-Unis. Lorsque l'avion de Roosevelt s'arrête sur l'aérodrome de Saki, un garde du corps apparaît, portant dans ses bras un être diaphane, le teint gris, la voix assurée, les traits tirés « comme indifférent à ce qui l'entourait ».

Un être, écrit plus tard son médecin, arrivé au stade terminal d'une maladie qui avait entraîné déjà une insuffisance cardiaque puis, en août 1944, un infarctus du myocarde.

Derrière Roosevelt, porté sur une civière, surgit son émissaire grise, Harry Hopkins, maître de la diplomatie américaine. Depuis dix ans, il souffre d'un saucer digestif qui devait l'empêcher dix mois après Yalta, deux mois après son président.

Atténué de longue date, outre les séquelles de poliomyélite qui le paralysaient d'une sclérose articulaire et d'une grave hypertension, l'état intellectuel de Roosevelt était « le caractère, à cet instant crucial pour l'avenir des hommes, par des somnolences, des pertes de mémoire, une absence de coordination de la pensée, des modifications de l'humeur, une extrême irascibilité, comme le signale Lord Moran, médecin de Churchill, dès 1943 ?

C'est le même Lord Moran qui, en 1941, cache soigneusement la crise d'angoisse de poitrine qui terrasse à Washington le maître de la Grande-Bretagne, et qui ne dit rien non plus lorsque se multiplient à partir de 1947 les petites hémorragies ou thromboses cérébrales laissant Churchill tantôt privé de l'usage de la parole et tantôt paralysé.

Ce qui n'empêche pas le plus illustre des Anglais d'endosser pour la seconde fois, en 1951, à soixante-seize ans, les responsabilités de premier ministre et de montrer aux Britanniques au président Eisenhower son élocution péleuse, ses défaillances de mémoire et un état de débâcle qu'il devenait impossible de cacher. État qui entraîne enfin, à quatre-vingt ans passés, sa démission, à laquelle il survécut d'ailleurs jusqu'à quatre-vingt-neuf ans.

Désigné en 1940 par le gouvernement britannique pour être attaché à la personne du premier ministre, Lord Moran publie, après la mort de son célèbre pa-

La syphilis et la défaite de 1940

Lorsque les armées allemandes déboulèrent en 1940 sur les Ardennes, le maître suprême de l'armée française n'a, depuis la déclaration de guerre, « rien fait, rien prévu, rien compris ». Le général Gamelin était-il, comme d'aucuns le disent, « venu aux Allemands » ? Non, mais victime d'une syphilis contractée en 1939, presque impossible à traiter avant l'avènement des antibiotiques, et qui exerça dès lors ses ravages en dépit des traitements d'arsenic, de bismuth ou d'impaludation (provocation d'une fièvre élevée par inoculation de la malaria) conduits par les médecins du Val-de-Grâce.

Mussolini souffrait-il du même mal, comme l'affirment Pierre Accoce et le Dr Rentschick, dans le livre qu'ils consacrent aux maladies des grands de ce monde ?

Les racontars ou les impressions de seconde main sur lesquels ils fondent leur analyse de « l'hystérie exhibitionniste » du duc sont trop flous pour être crédibles.

Les évocations d'une « syphilis schizophrénique » chez Salazar, d'une « psychonévrose obsessionnelle » chez Nixon, de la prétendue possibilité d'un « syndrome de Marx » chez le général de Gaulle, d'une « psychose marino-dépressive » chez Krouchtchev et de la « maladie d'Alzheimer » (déliement du cerveau par atrophie vasculaire multiple) chez presque tous les chefs d'État, contrastent de même par leur légèreté et la faiblesse des arguments sur lesquels elles reposent avec les quelques analyses solidement charpentées que contient l'ouvrage et auxquelles il est mieux valu se tenir.

Plus gênantes encore sont les contre-vérités manifestes, dues à d'extrêmes extrapolations basées sur des informations inexistantes ou insuffisantes. Tel est le cas de la prétendue maladie d'Addison de John Kennedy, et tel est aussi le cas pour le chapitre traitant concernant le président Pompidou.

Pompidou et la fabulation

Laisser entendre que le traitement — la cortisone — auquel fut soumis le président n'est pas étranger à sa mort ; suggérer que d'autres méthodes, pour lesquelles il eût fallu, nous dit-on, consulter un Suédois, Waldenström, eussent été plus appropriées ; ignorer, par conséquent, que la plus forte statistique mondiale concernant cette maladie ne se trouve pas chez le Suédois en question mais à l'hôpital Saint-Louis de Paris ; tout cela, qui induit gravement le public en erreur, démontre une ignorance complète des faits, des circonstances, et de la nature même de la maladie présidentielle.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
(Lire la suite page 16.)

DIAGNOSTIC, POLLUTION, ÉCONOMIE

Du bon usage des rayons X

Depuis la découverte des rayons X par Roentgen en 1895, les examens radiologiques à visée diagnostique ont augmenté progressivement en nombre et en qualité. Les malades et les médecins se félicitent de leur amélioration qualitative ; les pouvoirs publics s'inquiètent de leur augmentation numérique. Ces raisons ont motivé l'inscription de ce problème au programme des Journées

nationales de radiologie qui se déroulent actuellement à Paris et où une séance entière est consacrée à l'optimisation de la pratique radiologique - ce mardi 16 novembre.

Quatre thèmes - l'aspect positif de la radiologie diagnostique, l'hygiène et l'optimisation des techniques, le coût de la radiologie, les perspectives d'avenir -

par le professeur JEAN TAVERNIER (*)

correctement effectué. Un autre exemple : toute femme devant subir un examen radiologique irradiant préférentiellement la zone génitale devrait bénéficier de cet examen, sans en cas d'urgence, bien entendu, dans les dix premiers jours de son cycle, ceci afin d'éviter l'irradiation possible d'une grossesse ignorée. C'est en effet dans les premiers jours après la fécondation que le matériel chromosomique de l'embryon est le plus sensible aux radiations. De plus, il est recommandé en toutes circonstances d'éviter toute irradiation inutile du bassin féminin car les ovaires sont porteurs d'un stock ovarien pré-déterminé et toute nouvelle dose a un effet cumulatif.

Cette protection du malade mais

surtout du désir des malades de bénéficier uniquement des examens utiles et nécessaires, nombre de ceux-ci étant longs, pénibles et quelquefois psychologiquement agressifs. La limitation des examens inutiles passe donc par des indications correctement posées par le médecin demandeur mais également par une prise de conscience du radiologiste qui discute de la justification de l'examen et éventuellement peut le refuser si ce dernier est jugé inutile ou dangereux. A Bordeaux, par exemple, a été réalisé entre un service de radiologie et un service d'exploitation par les radio-isotopes, un département interdisciplinaire de radiations qui établit une hiérarchisation, une stratégie de demande d'exa-

sont traités sous la direction des professeurs Laugier (Paris), Laval-Jeanet (Paris), Pinet (Lyon), Sauvegrain (Paris) et Tavernier. Ce dernier, radiologue au C.H.R. de Bordeaux, montre ici l'évolution, voire la révolution, de ces techniques qui coûtent cher et ne sont pas toujours employées, mais dont nul ne peut nier l'intérêt scientifique.

M. A.-R.

Cette méthode fut pour des raisons technologiques appliquée d'abord aux problèmes crâniens, mais par la suite elle fut étendue à l'ensemble du corps humain et on fabrique maintenant en Angleterre et aux États-Unis des « body-scanners » (tomodensitomètres destinés à l'examen du corps entier).

Des rumeurs plus ou moins bien intentionnées, visant à freiner l'introduction de ce dernier type d'appareil, font état de « stade expérimental », de « mise au point de prototypes » ; en fait quatre cents cas abdominaux ont été déjà étudiés à la Mayo Clinic de Rochester, deux cent soixante-quinze cas à l'Institut Mallinckrodt de Saint-Louis, avec une fiabilité de localisation de 95 % pour les masses hépatiques et de 85 % pour les masses pancréatiques.

Économiquement, le problème se complique. L'appareil coûte cher, il peut être irradiant si son utilisation n'est pas correctement planifiée, il peut augmenter les dépenses de santé si son apport se fait en plus des examens classiques au lieu de se faire à la place de certains d'entre eux ; ce sont là les principales craintes exprimées par les économistes. Cependant les chiffres parlent en sa faveur : Evens d'une part et Baker d'autre part notent depuis son utilisation dans leurs services aux États-Unis une baisse de 65 % des endophtalmographies gazeuses et de 34 % des artériographies cérébrales (en France, ces examens ont un prix de revient très lourd, celui de l'examen tomodensitométrique lui sera inférieur en lui-même et par l'économie de jours d'hospitalisation). Avec des constatations semblables, Wotzmann, à Toronto, après les économies annuelles d'une unité « brain scanner » bien utilisée à 2 millions de dollars ; enfin Ter-Pogossian affirme que l'appareil est amortissable en un an.

Politiquement, le problème se complique encore plus. La France, par comparaison avec les autres pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, est sous-équipée en matière de tomodensitomètres : actuellement 0,1 par million d'habitants en France, 1,5 par million d'habitants aux États-Unis. La norme française prévue est d'un tomodensitomètre par million d'habitants, mais si l'implantation des quarante-cinq tomodensitomètres à venir se fait au rythme lent qui a béré l'installation des sept appareils que nous possédons, il est à craindre que la radiologie française ne s'endorme ; en trois ans, quatre-vingt-cinq publications sur ce sujet ont paru dans les deux grandes revues américaines de radiologie, dix-huit dans les deux revues britanniques, quinze dans le journal belge de radiologie, quatre seulement (dont deux sont belges) dans les deux revues françaises similaires !

La nécessité d'un acte radiologique bien prescrit, bien exécuté (peu irradiant) et bien interprété nécessite sa meilleure connaissance par les futurs médecins, donc un enseignement plus important dans nos facultés et dans nos hôpitaux. C'est dans ces conditions que la radiologie pourra, en sachant minimiser ses risques, se développer et encore progresser.

(1) Le Monde des 16 octobre 1974, 5 février, 17 septembre 1975.

LES DIX COMMANDEMENTS DU RADIOLOGISTE

- 1) Dans tout examen utiliserez l'irradiation parcimonieusement.
- 2) Toute l'information recueillirez et l'examinerez attentivement.
- 3) La scopolamine supprimez chez les enfants principalement.
- 4) L'amplificateur de luminosité réduira la dose de radiologie, mais pas tellement.
- 5) La plus grande importance accorderez à la réduction du champ.
- 6) Les pelvis examinerez avec prudence et discernement.
- 7) Au début du cycle radiographierez la femme enceinte potentiellement.
- 8) Le scrotum tu protégeras avec du plomb évidemment.
- 9) Clinicien toujours tu seras en menant tes rayonnements.
- 10) La politique professionnelle encouragera l'amélioration de l'équipement.

(Selon le professeur Alain Laugier, extrait du Concours médical, n° 28, février 1976.)

aussi du médecin ne peut être efficacement réalisée que si le dispensaire de radiations a subi une formation théorique adaptée, ou nous savons qu'actuellement 40 % environ des examens radiologiques sont pratiqués par des médecins non radiologistes (correspondant à 30 % des actes cotés « Z »).

L'augmentation des dépenses médicales est le lot commun de toutes les nations. Le total des dépenses de santé s'est élevé en France approximativement à 65 milliards pour l'année 1975, soit 7,7 % du revenu national brut. L'accroissement des actes médicaux est de 15 % par an, les dépenses d'hospitalisation françaises ont triplé dans les cinq dernières années. Le coût des examens radiologiques a été multiplié par trois dans les six dernières années, cette augmentation s'inscrit donc normalement dans la courbe de croissance générale des dépenses de santé. Il est cependant nécessaire de faire des économies ; elles pourraient être réalisées sur le nombre souvent trop important de films pratiqués pour un examen et surtout sur les indications de certains examens. Vouloir à tout prix constituer un dossier complet, par simple perfectionnisme, alors que le diagnostic de la maladie en cause est déjà posé, relève d'une attitude répréhensible qui ne tient compte ni des difficultés économiques actuelles ni d'une évolution positive de la radiologie, ni

moins, ceci afin d'éviter les prescriptions abusives.

Certes nous devons limiter l'irradiation, freiner la consommation, mais nous devons aussi considérer l'extraordinaire importance de la spécialité radiologique dans le diagnostic médical. L'apport bénéfique des examens radiologiques se fait dans toutes les branches de la médecine : pneumologie, cardiologie, gastro-entérologie, néphrologie, pédiatrie, etc. Mais notre spécialité n'est pas figée, elle évolue actuellement très rapidement. Une révolution technologique a commencé fin 1972 avec les publications d'un physicien britannique, Hounsfield, qui a mis au point un appareil de radiologie appréciant quantitativement et non plus qualitativement la différence d'absorption des rayons X par les différents tissus de l'organisme : le « scanner » plus connu en France sous le nom de tomodensitomètre (1). Il existe à ce sujet un problème médical, économique et politique.

Médicalement, même en se gardant d'un optimisme inconsidéré, on peut déjà apprécier la valeur de cette technique nouvelle : dans deux numéros récents de l'« American Journal of Roentgenology », Evens apprécie globalement la fiabilité du « brain scanner » (tomodensitomètre réservé à l'examen du crâne) à 90 %, Davis et Tavernier, après trois ans d'expérience, apprécient cette fiabilité à 96 % pour les tumeurs cérébrales, 75 % pour les ramollissements cérébraux, 100 % pour les hématomas intra-cérébraux.

Des chiffres

Dans le secteur privé, 70,6 % des « Z » sont produits par des électro-radiologistes, les 29,4 % restants étant par les dentistes (8,3 %), les gastro-entérologues (5,7 %), les cardiologues (1,7 %), les rhumatologues (1,1 %), les pneumologues (0,4 %), les autres spécialistes et généralistes (9,2 %).

La consommation radiologique varie :

- SELON L'ÂGE : la tranche d'âge qui consomme le plus est celle des personnes de cinquante à soixante ans (une séance tous les deux ans) ; elle représente 9 % de la population et 28 % des examens ;
- SELON LE SEXE : les femmes consomment 28 % d'actes radiologiques de plus que les hommes, mais on sait par ailleurs qu'elles reçoivent de façon globale plus de soins ambulatoires et sont moins souvent

hospitalisées (exception faite des mastectomies).

- SELON LA CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE : ce sont les ressortissants au régime agricole qui consomment le moins, et les salariés du régime général le plus ;

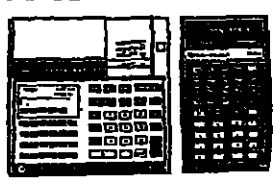
- SELON LES REGIONS : la consommation radiologique nationale moyenne calculée en « Z » est de 3,55. Quatre régions sur 21 seulement dépassent cette moyenne : Provence-Côte d'Azur, 14,67 ; région pacifique, 12,28 ; Midi-Pyrénées, 9,21 ; Languedoc-Roussillon, 9,21. La département le plus fort consommateur est celui des Bouches-du-Rhône (17), le plus faible étant celui des Vosges (3,7) ; l'écart maximum entre les départements (1 à 15 en 1975) semble être en voie de réduction. Au total, la consommation radiologique présente, de 1959 à

1975, croît en volume par personne, un taux d'accroissement nettement supérieur à l'ensemble des soins médicaux (8,2 pour la radiologie, contre 6,9 pour l'ensemble), venant juste derrière les analyses de laboratoire (12,1).

Selon Mme Simone Sandier et M. Robert Faure (division d'économie médicale, du CREDOC), qui présentent ces chiffres aux Journées de radiologie, un facteur fondamental de cet accroissement réside dans l'automatisation technique des matériels, qui permettent maintenant à la fois une beaucoup plus grande facilité d'emploi et une meilleure sécurité à l'égard de la pollution radioactive.

Seule l'étude de l'évolution du pare radiologique pourrait permettre d'établir une liaison précise entre la consommation et la production, mais il faudrait pour cela que soit recensé le pare radiologique et que les informations concernant leur évolution ne demeurent pas confidentielles. — M. A.-R.

Texas-Inst. ou Hewlett-Packard?



Rockwell, Commodore ou ?

Duriez saït

quelle calculatrice vous ira. Si vous êtes profane et cherchez une bonne petite calculatrice à opérations fiable et durable, c'est chez Duriez que vous la trouverez. Si vous êtes un scientifique éméché de vous tromper pas de marque ni de modèle. Beaucoup de machines sont résistantes (log., expo., racines, Nombres, et puissance x, y, z, hyp., trigonométrie). Mais il faut demander conseil aux spécialistes de Duriez. Si vous êtes chef comptable, Duriez vous offre en dessous les meilleures machines imprimantes, aléatoires, sûres, avec mise en pages automatique sur mesure. Duriez : 132, bd Saint-Germain, 14, 75006 Paris, ouvert, sauf lundi, de 9 h. à 19 h.

MÉDECINS-CONSEILS DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Temps plein - Sécurité d'emploi - Retraite des cadres de la Mutualité sociale agricole

Concours sur épreuves le 12 janvier 1977, ouvert à tous médecins âgés de moins de 50 ans. Adresser les candidatures avant le 10 décembre 1976 au Ministère de l'Agriculture - Direction des Affaires Sociales - Bureau DAS 12 - 78, rue de Varenne, 75006 PARIS. Pour tous renseignements complémentaires, se mettre en rapport avec l'Union des Cadres Médicaux de la Mutualité Agricole - Département Médical - 8-10, rue d'Assas, 75006 PARIS CEDEX 06.

par ailleurs, soulignent l'existence d'un important problème de santé publique qui concerne à la fois les normes de sécurité dans les hôpitaux publics et privés, la formation des chirurgiens et les limites de leur responsabilité, la fonction des anesthésiologistes dont le rôle a été trop longtemps minimisé et dont les techniques d'anesthésie dite locale permettent malheureusement de se passer.

Les progrès considérables de la lutte contre la douleur ont apporté au public un incomparable bien-être. Une médecine dénuée de tout risque, un progrès ne comportant aucun revers, relèvent de l'utopie, et la multiplication insensée des procès intentés au corps médical n'a pas servi la cause de la médecine d'outre-Atlantique. Néanmoins, un effort entrepris par la collectivité tout entière peut réduire les risques liés à ces progrès peut et doit être exigé, et il importe que chacun, public compris, y participe.

normalement contractés. C'est un peu l'analogie d'une pompe qui débiterait sur une lance d'arrosage assurant une pression d'une atmosphère dans les tuyaux. Si on branche dix lances d'arrosage, la pression restante sera très faible et le débit dans chacune presque nul. Le débit restant est celui d'une seule lance.

Un opéré en fin de neuroleptanalgesie peut être parfaitement calme, parfaitement conscient tout en ne sécrétant aucune urine et donc en n'éliminant pas ses drogues. Si bien que plusieurs heures après l'intervention on le

Fas même des suggestions sur une vérification périodique d'aptitudes, qui s'imposerait cependant au même titre que pour les responsables de l'enseignement, pour ceux de l'armée, ou pour les

vrage n'est, cependant, pas d'ordre strictement médical : les trois quarts des délabrements évqués reivent en effet non de la maladie mais du vieillissement. Quelle qu'ait été l'exceptionnelle vigueur ou longévité d'hommes comme Churchill, Salazar, Franco, Adenauer, de Gaulle, Ples XII ou Mao Tse-toung, la sénescence (baptisée un peu rapidement « maladie d'Alzoures ») faisait chez eux son œuvre inéluctable, comme elle la fait chez tous ceux que frappe, pour ce motif et pour les postes de responsabilité, l'utile coupéret de la retraite.

l'une des opérations les plus immédiatement rentables consisterait en... la diffusion et la perfectionnement des moyens thérapeutiques existants !

Mais la chimiothérapie n'est pas, loin de là, la seule arme perfectible dont disposent les oncologues et c'est l'application d'une radiothérapie spécifique et appropriée qui a bouleversé le pronostic des cancers de la prostate.

Le professeur Israël rejoint donc les conclusions américaines, et il a raison d'attirer l'attention, par un plaidoyer enthousiaste, symptomatique, mais excessif, sur le besoin international de diffusion des connaissances et de perfectionnement continu des médecins.

Mais, emporté par sa flamme, il a le tort de présenter, de cette chimiothérapie à laquelle il s'est consacré si fructueusement, une image idéologique qui ne saurait correspondre aux réalités.

Le médecin anesthésiste, le clinicien, qui assistait à l'intervention, et le docteur Tessier tentent vainement la réanimation. A midi, la jeune fille est transférée au service de réanimation du centre hospitalier universitaire de Bordeaux. Le 21 octobre, elle n'y avait toujours pas repris connaissance et son décès était enregistré. Selon les camarades de chambre de la jeune opérée, aucune visite n'a été effectuée à son chevet entre le 21 octobre et le 22 octobre. Le 22 octobre, le père de la jeune opératrice et celui du fils opératoire ont été admis à l'hôpital, mais l'absence a été donnée, une heure après, par la fille de salle. Le directeur de la clinique prétend au contraire qu'il y en a eu deux à son chevet, le 22 octobre, et qu'après avoir vu, le cahier de notes ayant mystérieusement disparu.

pour cette dernière... jusqu'au moment où devaient disparaître tous ses effets et où la jeune femme repartir, seule, à l'hôtel. Mais, exaspée de toutes ses humiliations physiques ou l'entière conscience du retour à la normalité : que son rôle ne s'arrêterait donc pas à la porte franchie de la salle d'opération mais continuait pour un temps jusqu'en la chambre opératoire jusqu'à ce qu'une sécurité totale soit trouvée.

Consentent que le chirurgien ne peut se dire conscient de l'être en personne, peut effectuer cette surveillance de chevet, le tribunal a rappelé qu'il dispose pour l'assurer, sous sa responsabilité, du personnel hospitalier que la

Les plus grands progrès enregistrés ces dernières années par la chimiothérapie sont dus à des essais menés avec la plus grande prudence, et la plus grande rigueur, comme le souligne d'ailleurs le professeur Mathé.

Dr E. L.

* *Le cancer aujourd'hui*, par le Dr Lucien Israël. Edit. Grasset. 1959 p., 42 F.

* *Pour les médecins : Cancérologie à l'usage des praticiens ou de l'étudiant*, par G. Mathé et Albert Cartier. Expansion scientifique, 1958 p., 310 F.

* *Immunothérapie active des cancers, immunoprévention et immunosuppression*, par Georges Mathé. Expansion scientifique, 1960 F.

صَدَقَ عَنْ الرَّحْمَنِ

ET POUVOIR POLITIQUE

POINT DE VUE

Des liaisons incertaines, une science aléatoire

par le professeur JEAN-CHARLES SOURNIA (*)

De nombreuses études ont été faites sur les maladies des grands de ce monde, anciens et modernes, et, périodiquement, on fait frémir les nations au récit des épreuves qu'elles ont subies à cause du mauvais état de santé de leurs dirigeants. Les narrations laissent supposer que l'histoire ait été différente si le prince eût été vigoureux, et de ces leçons on tire des conclusions pratiques empêchant le retour de si tristes circonstances, comme si le bonheur des peuples reposait sur la santé de leurs rois. Ces interprétations et ces perspectives méritent d'être examinées d'un œil médical.

Devant les anecdotes lugubres, sanglantes ou défilantes mises au compte du dirigeant malade, on ne peut qu'être frappé par la patience avec laquelle le peuple, parfois bien informé, a supporté pendant des années cette déchéance. La passivité peut s'expliquer par la résignation devant la fatalité de la maladie qui nous atteindra tous un jour, le respect du père, le souci de ne pas changer d'idole. Il faut aussi tenir compte de l'admiration (spontanée ou entretenue) envers le chef puis- qu'il est le chef, et l'on en juge par quelques titres qu'on lui décernait récemment dans certains pays : le Rédempteur, le Bienfaiteur, le Grand Timonier, le Génial Père des peuples, etc. La nation non seulement accepte l'extravagance du chef, mais elle y participe : faut-il le soigner en son entier ?

L'attitude de l'entourage du prince est plus facile à comprendre. Familiers ou politiques ne sont pas toujours lucides. Quand ils le sont, ils ne voient pas forcément la gravité réelle du mal ni ses inconvénients pour le pays. Ils ont peur du vide, ou ils obéissent à la consigne du silence qui leur est imposée, ou ils ne veulent pas perdre les avantages que leur vaut la situation présente. Mais c'est aussi dans l'entourage des malades que naissent les conspirations : la mise sous tutelle, le détournement, l'assassinat des princes

funestes, ont rarement résulté de vastes exaspérations populaires, plus souvent des complots de quelques personnes intéressées.

Le comportement du gouvernant atteint dans sa personne est beaucoup plus facile à comprendre, mais, médicalement, plusieurs cas doivent être distingués.

Les maladies du corps ont toutes une répercussion psychique, qui varie selon le tempérament du sujet, l'organe malade et l'infirmité qui en découle, le caractère plus ou moins douloureux de l'affection, etc. Le responsable d'un pays ne cesse pas d'être homme, et n'est pas forcément lucide sur son propre état. Encore faut-il qu'il ait été avisé de l'affection dont il est atteint, surtout si elle est mortelle : la vérité lui est due car s'il n'est pas capable de l'assumer, il ne l'est pas de gérer la vie de ses concitoyens. En tout cas, un homme atteint dans sa chair n'a plus la même clarté d'esprit et ne voit plus l'avenir comme auparavant.

Les maladies psychiatriques des princes ont encore plus inquiétantes pour les sujets, car l'altération du jugement, l'impossibilité ou le caprice des décisions en cas de crise, l'incohérence du comportement, peuvent mener un peuple à la ruine.

La vieillesse n'est pas une maladie en soi, et ses méfaits s'observent à des âges variables : on connaît des quinquagénaires séniles, et de grands vieillards d'une remarquable alacrité d'esprit. Mais un homme âgé ne voit ni le présent ni l'avenir du même œil qu'un citoyen plus jeune ; peu à peu, les perspectives d'ensemble lui échappent alors que les détails irritants prennent une importance démesurée. Dans sa mémoire, les faits récents s'estompent au profit des lointains. En outre, il ne se voit pas vieillir, et même sans adopter un rôle messianique, il se considère indispensable au pays. Il a toujours des tâches à terminer, il n'a pas encore de successeur, à son départ prématuré succéderait le chaos, etc. Ces traits de caractère propres aux

viellards s'observent partout dans la vie courante.

Si l'on en croit ces portraits, un individu serait donc incapable d'exercer des responsabilités s'il est le moins du monde atteint dans sa chair ou dans son esprit, ou s'il est vieux. Il serait urgent de parler de ces éventualités !

La médecine guidant la démocratie ?

La solution la plus simple consisterait à fixer une limite à l'exercice des fonctions importantes : on éviterait ainsi les méfaits de la sénilité cérébrale. Mais tous les vieillards ne sont pas gâteux. Chacun de nous en connaît qui sont d'excellents meneurs d'hommes et des gestionnaires prévoyants. Clemenceau et Churchill ont été des chefs efficaces pour leur pays en guerre malgré leur grand âge. En fixant une limite d'âge forcément arbitraire, on risque de se priver d'hommes utiles ; d'ailleurs, les électeurs ne semblent pas avoir de répugnance profonde pour la caducité, puisque, dans les dernières décennies, des peuples avisés ont appelé ou maintenu à leur tête des septuagénaires ou des octogénaires.

Une autre proposition voudrait confier à la médecine la sélection et la surveillance des gouvernants. Avant l'entrée en fonctions, et ensuite à intervalles réguliers, ils seraient soumis à des examens qui les déclareraient aptes ou inaptes aux fonctions. Voyons d'un peu plus près le fonctionnement de l'institution.

Dans notre pays démocratique, où la présidence est due à l'élection, l'examen devrait avoir lieu avant elle, c'est-à-dire que tous les candidats seraient examinés. Mais la même règle devrait s'appliquer au choix du premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, qui suppléent, en cas de besoin, le président de la République, ainsi qu'aux grands commis chargés des

rouages de l'Etat, aux chefs des armées, etc.

L'examen médical comporterait des données physiques, mais on peut satisfaire tous les tests possibles et mourir le lendemain, toutes les maladies n'affectent pas également l'intelligence, et une constitution athlétique ne prouve pas l'aptitude aux affaires ; quels diagnostics ou quels degrés de la maladie décideraient de l'incapacité ? Car les malades ne sont pas tous perturbés ni incapables. Quant à l'examen psychiatrique, où passera la frontière entre le simple travers caractériel, l'ambition légitime qui entraîne les réussites de carrière, les différents degrés de paranoïa, la névrose que l'on peut déceler en chacun de nous, l'inquiétude, qui peut devenir dépression grave ? Les psychiatres ont fait jusqu'ici trop peu d'efforts pour rendre objective leur discipline, leurs expertises judiciaires font trop la preuve de leurs louables incertitudes pour qu'on leur confie un verdict national !

Enfin, comment seront choisis ce ou ces médecins investis du pouvoir de destitution ? Leur nombre ne garantira pas leur compétence : ils étaient cinq à laisser mourir Gambetta d'une banale appendicite aiguë qu'une intervention aurait guérie. Et personne ne pourra davantage garantir leur impartialité, quelle que soit l'autorité qui les aura désignés : certes, dans l'exercice habituel de sa profession, le médecin oublie ses croyances religieuses et politiques, sa nation, sa race, mais agira-t-il toujours ainsi quand l'enjeu d'une nation sera lié à sa décision ? On peut imaginer un coup d'Etat par médecin interposé !

Une très large information du peuple sur l'état de santé du prince, même si leurs destins sont associés, ne résoudra pas ces incertitudes. Le secret total est inapte : la récente et douloureuse aventure de la France en est la preuve, puisqu'elle avait son président malade depuis plusieurs

années, et qu'on lui a appris en quelques jours les diagnostics dérisoires de grippe et d'hémorroïdes, puis la mort ; ce fut incohérent et sinistre. Informer le public au jour le jour des maux des princes serait aussi ridicule ; les supputations, les pronostics, les combinaisons, les paniques iraient bon train et nuiraient à l'efficacité du chef et à la marche des institutions. Aussi longtemps qu'il est le patron, il doit tout savoir de son état, en tirer toutes les conséquences et dire à la nation ce qu'il juge opportun.

Ne médicalisons pas la politique

Finalement, les liaisons que l'on a voulu établir entre les infortunes des peuples et les maladies de leurs

gouvernants sont intellectuellement intéressantes, mais incertaines. L'histoire ne démontre pas que les princes réputés sains aient fait moins d'erreurs que les malades ou les vieillards.

L'appréciation catastrophique a posteriori de l'âge ou de la maladie occupant le trône n'est pas justifiée, car elle repose sur une distinction manichéenne et naïve de la santé et de la maladie, du bon sens et de la déraison que les médecins départagent difficilement, et elle attribue à la médecine une sûreté des diagnostics et des pronostics qu'elle n'a pas encore. La science médicale est trop aléatoire, les médecins sont trop humains pour qu'aux trois pouvoirs politiques chers à Montesquieu s'ajoute le pouvoir médical.

* Médecin-conseil national à la Caisse nationale d'assurance-maladie.



SAMARITAINE DE LUXE

27 Boulevard des Capucines PARIS - Tél. 261.57.25

MERCREDI 17 JEUDI 18 VENDREDI 19

SAMEDI 20 NOV.

4 JOURNEES EXCEPTIONNELLES

SOLD ET OCCASIONS

DANS TOUS LES RAYONS



Green Water, vif et vert comme un plongeur dans l'océan.

Une ligne complète de produits pour homme : eau de toilette, after shave, produits de toilette.

JACQUES FATH - PARIS

RADIO-TÉLÉVISION

VU

ENTRÉE DE CLOWNS

Nul, cette partie de ping-pong littéraire arbitré, lundi soir, par Philippe Bouvard. On le croyait débarrassé de ses tics, de ses manies : ragots, ruses, racontars. On pensait qu'en jetant de « l'huile sur le feu », c'est le titre de sa nouvelle émission, il serait capable de faire ériger des arguments, des idées contradictoires, et d'alimenter les grands débats de ce temps. Cela a été parfois le cas d'ailleurs. Ainsi a-t-on discuté avec véhémence, à sa table, de la peine de mort et de la condition pénitentiaire. Ce n'était pas une entrée de cirque, bien sûr, c'était un face à face documentaire. Les adversaires pouvaient dans leurs dossiers des chiffres, des faits de nature à éclairer le public.

Il y avait aussi beaucoup de choses à dire sur les prix littéraires, des choses dont on parle souvent dans la presse écrite, mais qu'on confie rarement au son-tam de l'écran. C'était l'occasion de mettre les pieds dans le plat, pour une fois, et de les agiter un peu. Nous avons été un certain nombre, en effet, à

nous étonner en apprenant, dès samedi, par le journal d'Antenne 2, que tel éditeur, le Seuil, avait toutes les chances de rattraper le Goncourt. Et l'on attendait de MM. Roger Peyrefitte et Jean-Edem Hallier qu'ils ouvrent un peu nos lucarnes et nous donnent un aperçu sur ce qui se passe vraiment chez Drouant.

C'était trop espérer. Ils étaient tous deux d'accord pour condamner des pratiques évoquées en quelques mots vagues, rapides. Ce n'était donc pas sur ce terrain qu'allait se situer le duel attendu, mais sur la piste savonneuse, réservée dans le rond du projecteur par M. Loyal au clown blanc et à l'Auguste de soirée.

« Vous avez écrit deux ou trois bons livres, il y a vingt-deux ans, et depuis plus rien », lançait M. Hallier à son partenaire, lequel chahutait d'en rire, un rire flûté, grêle et maniéré. Est-il drôle, le vilain gendarme, est-il insolent !

Emoustillé, le bon petit diable

fâchait tous ses pétards, du coup. Cela faisait des étincelles : fausse valeur que M. Peyrefitte, plus aucun talent. Il représentait avec M. Bouvard ce que le parisianisme offre de plus banal. Allons, messieurs, soyons sérieux, soyons méchants », rétorquait le maître de céans, visiblement enchanté par le tour pétillant que prenait la conversation. Et d'ajouter ce chef Jean-Edem de cabotage et d'hypocrisie : il se penchait, la lame à l'œil, devant les caméras, sur la misère humaine et puis s'empresait de demander à la ronde s'il avait été bien.

Bien, hélas ! non, ils ne l'étaient ni les uns ni les autres. Ils étaient exécrables. Faussement réjouis ici, faussement indignés là, ils faisaient, pure ruse, leur numéro avant d'aller souper ensemble et boire, n'en doutons pas, à la santé de quelques centaines de milliers de gogos qui avaient suivi, match nul, ce combat de coqs sur fond de publicité personnelle et rétro-proque.

CLAUDE SARRAUTE.

Préavis de grève à T.D.F. et chez les artistes Un programme minimum pourrait être appliqué ce mardi

Un préavis de grève de vingt-quatre heures a été déposé par le syndicat C.F.D.T. de Télédiffusion de France pour s'opposer notamment au nouveau système de notations-classement du personnel.

En conséquence, le programme minimum suivant pourrait être diffusé à la télévision (des coupures risquant de perturber les émissions de la radio nationale) :

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 20, Actualités régionales ; 19 h. 45, Eh bien ! raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30, Film : « Quel des brumes » ; 22 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

19 h. 20, Actualités régionales ; 19 h. 45, La caméra invisible ; 20 h. Journal ; 20 h. 30, Film : « Schéhérazade », de W. Reisch (1970), avec J.-P. Aumont, Y. de Carlo, Y. Arden et Ch. Kulman ; 22 h. 15, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

Programme prévu.

Les artistes et interprètes travaillant pour la télévision (sociétés nationales, S.F.P. et productions indépendantes) seront en grève à partir du jeudi 18 novembre, pour six jours reconductibles, à l'appel du S.F.A. (C.G.T.) et de l'USDA (Union syndicale des artistes auto-

nomes). Ces syndicats souhaitent obtenir la signature d'une convention collective déterminant les conditions d'utilisation secondaire des travaux enregistrés (rediffusions et cassettes) et garantissant un volume minimum de production.

D'autre part, un arrêt de travail de vingt-quatre heures a eu lieu le lundi 15 novembre à la station de FR 3 Bretagne-Pays de Loire, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J. Ceux-ci protestent « contre les atteintes portées au droit de grève » : le 4 novembre dernier, en effet, la direction de Paris a décidé de diffuser sur l'ensemble de la région un magazine réalisé à Rennes alors que la station des Pays de Loire avait annoncé un programme minimum en raison d'un arrêt de travail des techniciens. Les syndicats dénoncent cette forme de réquisition qui, selon eux, vise à dissimuler les conflits du travail propres à chaque station.

MARDI 16 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30 Hommage à Jean Gabin, film : « Quel des brumes », de M. Carné (1938), avec J. Gabin, M. Morgan, M. Simon, P. Brasseur, R. Le Vigan. (N.)

22 h. 30, Musique : « Concerto pour violon en mi majeur », de J.-S. Bach, et « Concerto grosso opus 8 en ré mineur », de Corelli, par l'Orchestre national, dir. et sol. E. Krivine ; 23 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

Rasoir Philips Super 12

20 h. 30, Les dossiers de l'écran... Film : « M. Smith au Sénat », de F. Capra (1939), avec

J. Stewart, J. Arthur, Cl. Rains, Ed. Arnold, G. Kilbuck. (N.)

Vers 22 h. débat : La démocratie parlementaire (voir tribunes et débats) ; 23 h. 30, Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Westerns, films policiers, aventures (cycle Tarzan) : « Tarzan trouve un fils », de R. Thorpe (1938), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Sheffield, L. Hunter. (N.)

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, Dialogues franco-allemands : les relations franco-allemandes depuis 1945. Avec C. Schmidt et M. Schumann ; 21 h. 25, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec Raymond Queneau (7) ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct de l'Auditorium 104... Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction G. Amy, avec R. Flinck, mezzo-soprano ; « Symphonie en sol mineur » (Mozart) ; « Kinderoper » (Mahler) ; « Hyperion » ; « Amériques » (Varèse) ;

MERCREDI 17 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 30 et 11 h., Émissions pédagogiques ; 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu avec à 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 20 h. 30, Téléfilm : Tous les jours de la vie, scén. F. Verry et M. Frydland, réalisation M. Frydland avec V. Silver, H. Virlojeux ; 22 h., Émission sociologique : Les sondages, de J. Mousseau, réal. B. Guillou ; 23 h., Journal.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Un an de cinéma) ; 20 h. 30, Football : France-Eire ; 22 h. 15, Magazine d'actualité : C'est à dire (voir tribunes et débats) ; 23 h. 45, Magazine : Pour adultes, de F. Chalais (la torture) ;

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Cinéma 18 : « Au bout du compte », de G. Chouhach, avec M. Garrel, R. Rochette ; 22 h. 30, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, La musique et les hommes : Musique et arts plastiques, avec F. Migroli ; 22 h. 30 (R.), Entretiens avec Raymond Queneau (8) ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du Théâtre des Champs-Élysées... Orchestre national, dir. J. Loughran, avec le pianiste G. Giffman ; « Concerto n° 20 en ré mineur pour piano et orchestre » (Mozart), Symphonie n° 4 « Rémotique » (Bruckner) ; 23 h., Pierre Mercure ; 0 h. 5, Musique néo-méditerranéenne ; 0 h. 30, Sardaigne.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 16 NOVEMBRE

— M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sceaux, est l'un des invités du débat « Les problèmes des collectivités locales », sur Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— MM. Alain Pôher, président du Sénat ; Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale ; Gaston Defferre (P.S.) ; Robert Ballanger (P.C.) ; Robert Bouët, ministre chargé des relations avec le Parlement, participent au débat des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, vers 22 heures (sous réserves).

MERCREDI 17 NOVEMBRE

— M. René Lenôir, secrétaire d'État à l'action sociale, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach sur France-Inter, à 13 heures.

— MM. Gérard Durey (R.I.) et André Poullison (P.S.), candidats aux élections législatives partielles dans le Rhône, débattent sur Radio-Monte-Carlo, à 13 h. 15.

— M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire » qui reçoit également M. Moshe Dayan, ancien ministre de la défense israélien, sur Antenne 2, à 23 h. 15.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES ET LE VII^e PLAN

• NORD-PAS-DE-CALAIS : les élus demandent une « rallonge » de 35 %

De notre correspondant

Lille. — Le long débat ouvert dans le Nord-Pas-de-Calais à propos de la préparation du VII^e Plan a trouvé sa conclusion, le lundi 15 novembre, lors de la réunion plénière du conseil régional. Deux documents étaient présentés aux élus : d'une part, les propositions du préfet, M. André Chadeau, « plan cohérent et réaliste, dans le cadre d'un effort financier raisonnable » ; d'autre part, le rapport de la région, beaucoup plus ambitieux, établi à la suite des trois réunions d'arrondissement et des « états généraux ».

Alors que les propositions préfectorales sont globalement évaluées à 17 milliards 500 millions de francs (téléphone et logement exceptés), celles des élus atteignent près de 24 milliards de francs. La différence est de 35 % ! On a tout de même souligné que les documents n'étaient pas contradictoires mais complémentaires, les prévisions du préfet étant reprises dans le plan voté par le conseil.

Pour M. Pierre Mauroy (P.S.), président du conseil régional : « La région est à la croisée des chemins. Il faut choisir ou bien la voie du déclin accentué, si le gouvernement ne fait rien ; ou bien la voie de la croissance, si elle est soutenue par des mesures appropriées, ou bien la voie du redressement qui sera, de toute façon,

celle de l'effort et d'une contribution nationale exceptionnelle ». Les élus, affirmant que les prévisions, établies en fonction des objectifs nationaux, ne peuvent en aucun cas répondre à la gravité de la crise qui secoue la région, et moins encore assurer le « rattrapage » des décennies passées.

Les élus de la majorité présidentielle, les minoritaires, qui ont rejeté le rapport, pensent au contraire, qu'il convient de poursuivre l'effort de développement déjà amorcé, par exemple dans l'automobile.

Sur bien des chapitres cependant, on a constaté une convergence entre les analyses du préfet et celles des élus. On affirme, par exemple, des deux côtés, la nécessité de créer vingt mille emplois chaque année pour freiner l'exode des jeunes et des actifs. M. Chadeau, lui aussi, plaide pour faire comprendre à Paris que la crise n'est grave que parce que la région n'aurait pas eu des conséquences désastreuses si quelques remèdes n'y étaient pas apportés d'urgence.

La résolution finale adressée au gouvernement : « une mise en garde solennelle et une demande de réponse » qui, de toute évidence, ne semble pas contenue dans le VII^e Plan tel qu'il a été conçu au niveau national.

GEORGES SUEUR.

• MIDI-PYRÉNÉES : le préfet juge « inacceptable » le plan du conseil

De notre correspondant régional

Toulouse. — À l'ouverture de la session du conseil régional de Midi-Pyrénées, un vit incident a opposé, le lundi 15 novembre, M. Tony Roche, préfet de région, à M. Alain Savary, président de l'assemblée régionale, député socialiste de la Haute-Garonne. Évoquant le plan de développement préparé par le conseil régional, et qui prévoit la création avant 1980 de cent mille emplois nouveaux, le préfet a déclaré :

« Ce plan s'écarte de nos règles et de notre rationalité. Il suppose comme remède à la difficile situation économique actuelle, l'insurrection en France d'un autre régime ». M. Tony Roche a ajouté qu'il considérait le plan de développement régional comme inacceptable car toutes les propositions du gouvernement sont systématiquement critiquées. « La création de cent mille emplois est une aberration », a-t-il affirmé.

M. Alain Savary a immédiatement rétorqué : « Le vocabulaire du préfet équivaut à une déclaration de guerre ». — L. P.

A PROPOS DE...

Les résultats des élections législatives partielles

Les écologistes dans l'arène

Parmi les candidats aux sept élections législatives partielles qui viennent de se dérouler figuraient deux « écologistes ». L'un, M. Brice Lalonde, se présentant dans le cinquième arrondissement de Paris, a obtenu 1 510 voix et 6,57 % des suffrages ; l'autre, M. André Hantout, qui tentait sa chance dans les Yvelines, a obtenu 856 voix et 3,21 % des suffrages. Résultats modestes mais significatifs.

C'est désormais une habitude. Au lendemain de chaque scrutin, les écologistes, comme les partis traditionnels, font leur compte. Depuis trois ans, ils n'ont pas laissé passer une seule compétition électorale sans faire, au moins, acte de présence. Aux législatives de 1973, deux candidats seulement (dans l'Ain et la Haute-Rhin) s'étaient risqués dans l'arène, ils n'avaient obtenu que 100 voix. Lors des présidentielles de 1974, c'est l'agronome René Dumont qui porta les couleurs du mouvement. A la surprise générale, il obtint 337 000 voix. Enhardi par ce score, une vingtaine de candidats se sont mis sur les rangs pour les cantonales d'avril 1976. Ils n'ont pas réussi à se faire élire, mais, en ralliant de 5 à 25 % des suffrages, selon les cantons, ils ont devancé bien des notables traditionnels. Cette fois encore les candidats ne sont pas passés, mais ils arrivent l'un en quatrième position sur quinze candidats (à Paris), l'autre à la sixième place sur onze partants (dans les Yvelines).

Il semble donc que, chemin faisant, les thèmes de l'écologie politique trouvent une audience grandissante auprès des électeurs. Exiger une croissance radicalement différente, une gestion de nos ressources conforme aux lois de la nature, un respect absolu du cadre de vie et des milieux naturels ne passe plus pour tarabou. Le message écologique est entendu. La nouvelle société qu'il propose paraît de moins en moins utopique. Telle est la première leçon de ces scrutins successifs.

La seconde concerne les groupements, les comités, les associations qui soutiennent les candidats. Malgré leurs moyens dérisoires, ils sortent chaque fois un peu plus aguerris de ces campagnes harassantes. Non seulement ils se font connaître, mais ils recrutent des militants. Loin de se laisser gâter par les formations plus anciennes, ils paraissent, au contraire, se durcir au combat.

Car — et c'est la troisième leçon de ces compétitions électorales — les autres candidats sont de plus en plus nombreux à se draper de vert. Par conviction ou par opportunisme, peu importe. Le rôle des hommes politiques n'est-il pas de récupérer les idées et les revendications qui agitent les citoyens ? Cependant, il ne semble pas que cette récupération soit payante. Les partis arrivent si tard dans la bataille que leurs discours éveillent le plus grand scepticisme. Les électeurs souhaitent des hommes nouveaux, des militants ayant fait la preuve de leurs convictions et de leur dévouement. Non des professionnels peintsurlurés de vert.

De ces trois leçons les associations en tirent une quatrième : elles sont plus que jamais décidées à monter en première ligne lors des élections municipales de mars 1977. Le terrain leur sera plus favorable que dans l'importe quel autre scrutin. Des maires sont à portée de main des écologistes. A Paris, les associations présenteront des listes dans tous les arrondissements. Dans la région parisienne, les défenseurs de l'environnement figureront dans un grand nombre de listes. En Alsace, on comptera deux à trois cents candidats au poste de conseiller municipal ; et des milliers d'autres à travers la France.

C'est bien sur le cadre de vie que se jouent, en partie, les municipales de 1977. En attendant les législatives de 1978.

seulement ils se font connaître, mais ils recrutent des militants. Loin de se laisser gâter par les formations plus anciennes, ils paraissent, au contraire, se durcir au combat.

Car — et c'est la troisième leçon de ces compétitions électorales — les autres candidats sont de plus en plus nombreux à se draper de vert. Par conviction ou par opportunisme, peu importe. Le rôle des hommes politiques n'est-il pas de récupérer les idées et les revendications qui agitent les citoyens ? Cependant, il ne semble pas que cette récupération soit payante. Les partis arrivent si tard dans la bataille que leurs discours éveillent le plus grand scepticisme. Les électeurs souhaitent des hommes nouveaux, des militants ayant fait la preuve de leurs convictions et de leur dévouement. Non des professionnels peintsurlurés de vert.

De ces trois leçons les associations en tirent une quatrième : elles sont plus que jamais décidées à monter en première ligne lors des élections municipales de mars 1977. Le terrain leur sera plus favorable que dans l'importe quel autre scrutin. Des maires sont à portée de main des écologistes. A Paris, les associations présenteront des listes dans tous les arrondissements. Dans la région parisienne, les défenseurs de l'environnement figureront dans un grand nombre de listes. En Alsace, on comptera deux à trois cents candidats au poste de conseiller municipal ; et des milliers d'autres à travers la France.

C'est bien sur le cadre de vie que se jouent, en partie, les municipales de 1977. En attendant les législatives de 1978.

MARC AMBROISE-RENDU.

TRANSPORTS

M. FOURCADE AUX ARMATEURS : achetez français.

« J'attends de l'armement qu'il fasse la démonstration pratique de sa solidarité avec la construction navale française », a déclaré, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, lundi 15 novembre, à Dunkerque, à l'occasion du baptême du Roussseau, troisième et dernier d'une série de cargos que la Compagnie générale maritime lance sur la ligne Nouvelle-Calédonie - Nouvelles Hébrides.

« Le gouvernement », a indiqué M. Fourcade, a l'intention de porter la plus grande attention à la profonde communauté d'intérêt qui unit l'armement et la construction navale. « Les armements français ont toujours connu une très grande liberté de choix de leurs fournisseurs et je souhaite qu'ils la conservent ; car je ne crois pas qu'il soit de leur intérêt à long terme de n'avoir plus à choisir qu'entre les différents chantiers japonais, ou d'autres étrangers, sur lesquels, de toute façon, les pouvoirs publics français n'auraient jamais prises. » — (Corresp.)

« CONCORDE »

AUX ÉTATS-UNIS : OUI JUSQU'EN SEPTEMBRE 1977

Concorde pourra continuer à desservir l'aéroport de Washington jusqu'au mois de septembre 1977, à titre d'essai, a décidé lundi 15 novembre la Cour suprême des États-Unis. La Cour a, en effet, refusé d'examiner un recours visant à faire annuler la décision du secrétaire d'État aux transports, M. William Coleman, qui avait autorisé ces vols, à partir du 24 mai dernier, pour une période probatoire de seize mois.

Opel City

SADRA
1, rue du 1^{er} Mai
21, Les Glaciers
PALAISEAU, Tél. 920576R.

Essayez la location-couleur :

LOCATEL 758 12 00

Le spécialiste de la location TV depuis 14 ans

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Halles
PARIS-IX
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

150 000 000

Points chauds

le vin

Petits jaloux

● Ils rêvent d'inscrire en grosses lettres la mention « bordelais » sur leurs étiquettes. Ces petits vins du Sud-Ouest ont pourtant leur mérite

ILS ont un nom, ils voudraient en porter un autre. Ils s'appellent, par exemple, Bergerac, Monbazillac, côtes-de-saunac, côtes-de-buzet, côtes-de-duras, côtes-de-montravel, montravel, rosette ou pécharmant. Ils rêvent d'inscrire en grosses lettres la mention « bordelais » sur leurs étiquettes. Tous ces petits vins du Sud-Ouest, qui sont-ils ? Des enfants naturels, non reconnus du

vignoble girondin ? Les cousins germains des saint-émilion et sauternes ? Ils ressemblent beaucoup au bordelais. Beaucoup trop même pour que le négoce régional ait pu résister dans le passé à la tentation de s'en servir, surtout comme d'un produit de fraude et de substitution. Les voici pourtant aujourd'hui repartant de l'avant en quête d'identité et d'originalité grâce à l'action exemplaire

de coopératives de producteurs. Les côtes-de-buzet par exemple. C'est un peu le châteaufort-rotchschid du pauvre. Un vin anonyme, quasi inexistait, en 1955, et qui maintenant est presque vendu au prix d'un médioc. Tout cela, parce que voilà des lustres ces messieurs de Rothschild se brouillaient avec leur maître de chai de châteaufort, un jeune ingénieur frais émoulu de l'école de viticulture de Montpellier, appelé M. Mermillod, lequel se jura de prendre sa revanche en faisant du côtes-de-buzet un vin égal aux plus grands.

C'était en 1953. Cette année-là, des viticulteurs du Lot-et-Garonne créent une coopérative et embauchent M. Mermillod pour la diriger. Celui-ci impose aussitôt une politique de qualité. L'homme ne manque pas d'arguments à l'appui de ses exigences. Les côtes-de-buzet, bien exposés et d'une nature géologique favorable, peuvent donner de bonnes bouteilles à condition qu'ils soient replantés avec des cépages sélectionnés. Seulement replanter coûte cher, réclame du travail, bouleverse les usages locaux. Les vignerons vont rechigner. M. Mermillod — c'est son astuce — met alors au point un système d'incitations et de contraintes qui valent les récentes, d'autant plus aisément que la coopérative, faite de négociants concurrents, monopolise l'appellation Buzet.

De fortes primes seront versées aux coopérateurs apportant une vendange provenant des plants recommandés. Le but est d'avoir sur les 27 communes formant le terroir de Buzet le

même enracinement qu'à Bordeaux : merlot, cabernet, sauvignon, cabernet franc, malbec.

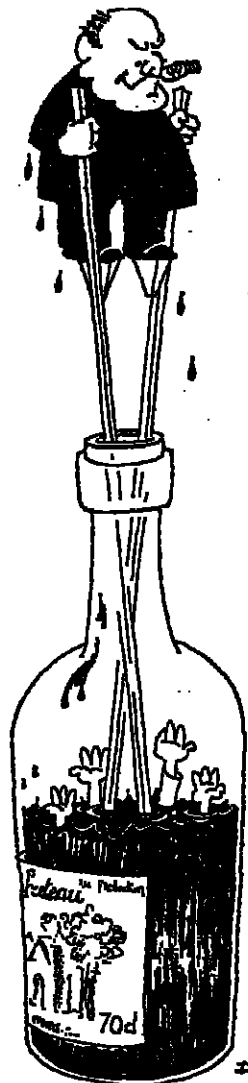
Toutefois, où trouver le financement de ces primes ? M. Mermillod crée dans toute la région un réseau de livraisons à domicile des vins de table ordinaires, que produit encore la coopérative. De la sorte, il vend ceux-ci à meilleur prix. Et si le gain réalisé est reversé par un système de péréquation aux viticulteurs engagés dans la politique de qualité, le gros rouge fait le lit du côtes-de-buzet.

En 1955, sur une récolte de 12 000 hectolitres, la coopérative n'en produisait que 1 000 de bonne valeur, classé à cette époque en V.D.Q.S. (1). Cette année, sur 60 000 hectolitres, elle a vendagé 26 000 hectolitres d'appellation d'origine contrôlée (A.O.C.), dénomination à laquelle les pouvoirs publics lui ont donné en 1973 le droit de recourir. Voici le côtes-de-buzet parmi les bons vins de France. Les côtes-de-buzet souffrent de n'avoir pas de passé. Les vins de la Dordogne, au contraire, supportent le handicap d'une mauvaise réputation. Bergerac, monbazillac, saunac, toutes ces appellations riment encore avec vins blancs. Vins blancs moelleux ou liquoreux, de surcroît. Les aphrodisiaques de nos tendres grands-mères, les adjuvants des ouvriers du Front populaire. Bergerac, monbazillac, ça sent son 1936 de derrière les fagots.

Il a fallu, après 1960, convertir la production du Bergerac, lorsqu'il apparaît que les vins blancs de l'Aquitaine n'avaient guère d'avenir. Tâche de longue haleine comme toutes les entreprises touchant à cette plante pérenne qu'est la vigne. Le mérite des coopératives de la Dordogne, groupées au sein d'une union appelée Unidor, est de s'y être attelées.

Faire du Bergerac un vin rouge, la solution s'imposait.

(1) Vin délimité de qualité supérieure.



(Dessin de CHENEZ.)

Encore fallait-il pour ce produit nouveau trouver un créneau sur un marché encombré. Qu'est-ce donc le Bergerac rouge ? Un vin issu des mêmes cépages que le bordelais et tiré de terroirs un peu moins propices. Un vin pas très original en somme, auquel il n'était pas facile de faire une place entre les gros baillifons des petits bordelais, des côtes-du-Rhône et des V.D.Q.S. du Languedoc-Roussillon.

L'organisation Unidor eut l'habileté de croire, plus vite que d'autres, au développement des ventes de vins fins dans les grandes surfaces. Elle put leur fournir un rouge de qualité suivie, disponible en grande quantité et offert à un prix de vente inférieur de 10 à 15 % aux bordelais concurrents.

La production de Bergerac rouge atteint aujourd'hui la quantité de 100 000 hectolitres. L'objectif à dix ans est de doubler ce chiffre. Cela fera autant de vins blancs en moins à brader : car de ces Bergerac et monbazillac moelleux de l'avant-guerre, il s'en produit encore plus de 150 000 hectolitres. Diable, que deviennent ces vins dont personne ne veut plus, malgré les efforts d'amélioration accomplis par les producteurs ? Et qui les boit ?

Il faudrait, dit-on, déclasser en vins ordinaires comme beaucoup de bordelais blancs d'ailleurs, et partir vers l'Allemagne en raison de l'intérêt que leur porteraient des spéculateurs habiles à user et à abuser des subtilités de la législation européenne sur les montants compensatoires. Encore un mystère du vin, encore un trafic.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

BAYONNE

CARTE D'IDENTITE REGIONALE

AU COEUR DES ECHANGES

Nom : BAYONNE

Née : au V^e Siècle

Domicile : AQUITAINE

Taille :
- 8^e Port de France (2500000 T)
- 1 Aéroport international.

Signes particuliers :

- Croisement géographique des axes Nord-Sud (Paris-Bordeaux-Espagne) et Est-Ouest (Bilbao, Saint-Sébastien, Bayonne, Pau, Tarbes, Toulouse, Méditerranée). Ces deux axes seront empruntés par les autoroutes A 63 et A 64 faisant ainsi de Bayonne un grand carrefour autoroutier.
- Trafic Paris quotidien ou bi-quotidien en saison (1 h 15)
- Liaisons avec Toulouse, Lyon, Londres, Madrid.
- S.N.C.F. : 2 trains rapides Paris-Espagne par jour.

Dr Grenet

Aquitaine pays de qualité

Fait en Novembre 1976 par la
VILLE DE BAYONNE

Les bons Bordeaux des 1^{ères} Côtes

Dès la sortie de Bordeaux, sur la rive droite, tout au long de la Garonne : une curieuse faïence ! C'est là que j'ai découvert les vignobles des Premières Côtes de Bordeaux Rouge.

Plusieurs centaines de petits propriétaires y font tout simplement du très bon vin.

Je l'ai goûté jeune, un peu frais et remplissant la bouche d'un bon goût de raisin.

Je l'ai dégusté vieux, plein de bouquet et ayant remarquablement profité des années.

Mon seul souhait : que vous découvriez ces mêmes joies.

Ph. B.

AMEL, Château Peconnet, QUINAC, 33360 LATRESNE
CATHALA, TABANAC, 33550 LANGOIRAN
CAUBOU-ARRIVET, Château Genisson, ST GERMAIN DES GRAVES, 33480 ST MACAIRE
CAVE COOPÉRATIVE DE QUINAC, 33360 LATRESNE
DALLEAS, "Le Branc", RIONS, 33410 CADILLAC
ESTANSAN Ch, Domaine de Castagnon, QUINAC, 33360 LATRESNE
FOURES, Château Haut-Brignon, CENAC, 33380 LATRESNE
GAVINI, Montjon-le-Gravier, STE EULALIE, 33560 CARBON BLANC
GUILLOT, Domaine de Boutellier, YVRAC, 33370 TRESSIES
GUILLOT de SUDURAU, Château Jourdan, RIONS, 33410 CADILLAC
LAMBERT, Château de Peyrat, CAPIAN, 33550 LANGOIRAN
MOYSSON, Château Baran, CAPIAN, 33550 LANGOIRAN
DE SONNEVILLE, Château La Tour Gueyraud, STE EULALIE, 33560 CARBON BLANC
VERDIER, Château Brethous, CAMBLANES, 33360 LATRESNE
VIOLET, Château Barreyre, 33550 LANGOIRAN
Renseignements complémentaires : Syndicat des Premières Côtes de Bordeaux Rouge, MAIRIE DE QUINAC-VILLAGE, 33360 LATRESNE

Vertus de l'institut

● Les professionnels qui pensaient savoir faire

le vin par tradition ont compris que les techniciens sortis de l'institut d'œnologie allaient leur permettre de gagner de l'argent...

L'INSTITUT comprend deux services distincts : d'une part, une unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.), dirigée par M. Pascal Ribèreau-Gayon ; d'autre part la station elle-même, qui emploie des chercheurs de l'institut national de la recherche agronomique (INRA) et du personnel universitaire sous contrat, mais surtout un important service de la répression des fraudes, dépendant du ministère de l'Agriculture et dirigé par M. Pierre Sudraud. Au total, soixante-six personnes (dont trente enseignants et chercheurs, dix-neuf techniciens, dix-sept personnels administratifs et de service) se répartissent par moitié entre les deux sections. Mais celles-ci se recoupent : des recherches sont faites sur des produits variés que le lait, les conserves d'origine végétale, le café, les confiseries, les engrais, les boissons (bière et cidre exceptés), et, bien sûr, le vin, qui représente la part majeure de l'activité. La compétence du service s'étend généralement à une douzaine de départements, mais, pour les produits notamment, à l'ensemble du territoire national. La plupart des analyses sont faites sur des produits prélevés par sondages, une petite partie effectuée à la suite de dénonciations. Selon son directeur, le pourcentage d'échantillons non conformes est à peu près constant : environ 15 %. Dans le cas du vin, c'est la chaptalisation (addition de sucre), très réglementée, qui occasionne le plus de contrôles.

Mais l'enseignement de base doit normalement conduire au diplôme national d'œnologie (créé en 1955), qui couronne deux années d'études après le baccalauréat (ou une année pour les titulaires d'une licence, d'une maîtrise ou d'un titre d'ingénieur). L'institut compte cinquante étudiants de première année et soixante-dix en seconde, dont une quinzaine d'étrangers. Il prépare d'autre part à un certificat de maîtrise et, depuis l'an dernier, à un doctorat de troisième cycle « d'œnologie et ampélogie ».

● Le service de répression des fraudes examine chaque année, dans des laboratoires spécialisés, environ quatre mille échantillons prélevés par des inspecteurs. Il s'agit de contrôler la conformité aux règlements de produits variés que le lait, les conserves d'origine végétale, le café, les confiseries, les engrais, les boissons (bière et cidre exceptés), et, bien sûr, le vin, qui représente la part majeure de l'activité. La compétence du service s'étend généralement à une douzaine de départements, mais, pour les produits notamment, à l'ensemble du territoire national. La plupart des analyses sont faites sur des produits prélevés par sondages, une petite partie effectuée à la suite de dénonciations. Selon son directeur, le pourcentage d'échantillons non conformes est à peu près constant : environ 15 %. Dans le cas du vin, c'est la chaptalisation (addition de sucre), très réglementée, qui occasionne le plus de contrôles.

● La recherche. — Elle touche tous les stades de la fabrication et de la conservation du vin. Quelques exemples : c'est à l'institut qu'on a découvert la notion de fermentation malolactique, détruisant les hypothèses de Pasteur. M. P. Ribèreau-Gayon a, pour sa part, pu mettre en évidence la différence de nature entre les cépages nobles et les hybrides (ce qui a permis, par la suite, de mettre un frein à une concurrence jugée déloyale).

Par ses découvertes, l'institut a influencé toute une technologie : en formant des professionnels, il a favorisé la création d'emplois : « Le diplôme a vu le jour dans l'indifférence », commente M. Ribèreau-Gayon. Mais les professionnels qui pensaient savoir faire le vin par tradition ont compris que les techniciens sortis de l'institut allaient leur permettre de gagner de l'argent... »

YVES AGNès.

“Ne vous levez plus à 5 h
pour aller voir votre banquier à Paris”.

La Société Générale a une nouvelle capitale:
Bordeaux.

Après Lyon (et avant Marseille) la Société Générale vient de créer à Bordeaux une Délégation Régionale, représentant la Direction générale de la banque dans la région de programme. A ce titre, elle coordonne les 9 succursales de la Société Générale en Aquitaine. Ainsi, un très grand nombre d'opérations est désormais autorisé à l'échelon bordelais sans recours aux instances parisiennes.

Le Directeur délégué dispose d'une équipe de collaborateurs spécialisés dans différents domaines de l'activité bancaire : le financement des investissements industriels et commerciaux, le préfinancement et le financement des opérations de commerce international, ainsi que la rémunération de l'épargne et des disponibilités des sociétés, ainsi que la rémunération de l'épargne et des disponibilités des sociétés.

Il ne sera donc plus nécessaire de prendre le premier avion du matin pour monter des opérations financières délicates aussi bien dans le domaine du commerce extérieur que dans celui des investissements.

Une délégation régionale : Bordeaux.

9 succursales :

Bordeaux (Intendance-Georges V)-Arcachon-Agen
Bayonne-Dax-Libourne-Pau-Périgueux.
80 agences.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Pour la Société Générale, votre intérêt est capital.
Délégation Aquitaine : 30 Cours de l'Intendance, Bordeaux. Tél. (56) 90.91.74

© HAVAS Aquitaine

Points chauds

Le vin

Bordeaux nouveaux

(Suite de la page 19.)

Avant de boire, gardons de légèreté, il vous faudra encore apprendre à vous extasier sur la bouche, la robe, la jambe, à chasser la charpente, la grâce, à rendre l'épanouissement du vin. Car, pour savoir boire à Bordeaux, il faut savoir parler. Les amateurs vont parfois recueillir les commentaires des grands prêtres de l'œnologie comme on allait écouter les sermons de Bossuet.

Vous n'êtes pas éduité, pas savant ? Ces dîners fastueux où le Tout-Bordeaux se grise les bouteilles les plus rares, ces envolées oratoires qui vous conforment les quartiers de noblesse d'un sauternes scintillant puis d'un pomerol majestueux, ces maisons de critiques gastronomiques pique-assiettes sur l'art de la manière de les goûter vous assent des doutes ? Avez-vous moine en tête ces sordides affaires qui ont fait tant et tant de mal à la réputation du bordelais ? Seriez-vous hérétique jusqu'à affirmer que de petits corbiers valent bien de prétentieux châteaux ? Le gérant de Labourg nous a assuré, entre un gloria et un lauréat 84, qu'en dégustation aveugle il arrive à des propriétés de recaler leurs propres cuvées, que l'étiquette fait le produit à 80 %, que des vins californiens, sud-africains et italiens peuvent rivaliser avec les plus grands ? Vous estimez que les plaisirs du bordelais sont trop chers pour le commun ?

Décidément, vous êtes ingrat. Dites, il n'est plus de mise de faire des repas arrosés par cinq ou six vins. Mais qui, de nos jours, ne peut dépenser 50 F pour marquer une fête d'un cru classé ? Vous manquez également de tact. Rappeliez-vous la suite de quelques-uns revient à appuyer machinalement sur le rôle un hépatite. Pour autant, c'est un malade est désolé, quel, vous en doutez ? C'est que vous avez de Bordeaux une image déshabillée : Bordeaux une mangé. Beaucoup. Vraiment.

Tout faire passer

D'abord pour ce qui est de la qualité. Revenons les histoires et chapitalisation. Ici — dit-on — uniquement, — le sucre sert à corriger les écarts de la nature. Pas à fabriquer des degrés. La preuve : le vin se rend au tonneau (800 litres) et non au degré-hectolitre. Les problèmes de qualité sont avant tout liés au rendement. En Gironde comme ailleurs, on a été tenté de faire passer le vin. Mais on est revenu à des pratiques plus sages. Finalement, le décalassement en cascade qui permettait de « tout faire passer ». Désormais, le viticulteur doit fixer pour chaque parcelle l'appellation produite, donc le rendement maximum autorisé ; le surplus doit partir à la chaudière. Bien sûr, le

viticulteur peut répartir sa production a posteriori, puisqu'il n'y a pas de cadastre viticole des châteaux. En se donnant la peine de faire une règle de trois, il peut aboutir à un résultat qui n'est pas très différent du décalassement en cascade. Toutefois, le mécanisme ne lui permet plus d'augmenter indéfiniment ses rendements. Et il y a désormais les épreuves de dégustation qui conduisent chaque année à éliminer les vins ayant mal vieilli. Parfois jusqu'à 10 %. Est-on assez sévère ? Quelqu'un vous a dit néanmoins que le « système » revient à appliquer à toute la production de la Gironde les méthodes des grands crus ; que c'est déraisonnable, car les terroirs et les pratiques œnologiques ne sont pas adaptés ; qu'il serait préférable de faire avec les crus bourgeois ou paysans des « assemblages » — en clair des mélanges — pour composer un produit plus régulier, comme les Champenois. Est-ce Bruno Prats ? C'est un jeune homme « très avisé » qui gère un ample domaine familial, six châteaux, dont un deuxième cru classé, qu'il a choisis de vendre lui-même directement. Il a sans doute raison.

Chartronophobie

Si vous passez à Châteauneuf, Pierre Tari vous expliquera qu'il y a une valse infernale des étiquettes, qu'on berne l'amateur en lui offrant des deuxièmes vins « mis en bouteille au château X », des vins se dissimulant sous les patronymes nobles de « châteaux Y et Z ». Il vous assurera que la politique du « bon petit châteauneuf » — on en a recensé quelque trois mille qui n'ont dans les appellations génériques aucune originalité propre — doit faire place à une distribution sous marque recoupant grosso modo les cinq sous-régions de production : Médoc et Graves, Blayais et première côte de Bordeaux, Saint-Émilion et Fronsac pour les rouges ; Entre-deux-Mers, Sauternes et Barsac pour les blancs. Le président des vins d'appellations contrôlées, Paul Glotin, précisera que ces réformes sont en route, qu'on y verra plus clair lorsque l'I.N.A.O. se sera prononcé. D'ailleurs, passez à Châteauneuf-Loudenne, en Médoc ! Vous verrez comment un négociant britannique, Gilbey, qui est implanté dans le vignoble depuis un siècle, a entrepris ce type d'opération. Il distribue sous marque du saint-émilion, du médoc et du bordelais générique. L'opinion s'est répandue à Bordeaux qu'il faudrait généraliser ce type d'action commerciale. Tout le monde n'en est pas encore là. Pour l'instant, quelques hommes essaient de redonner au vignoble des mœurs économiques.

normales. Pourquoi ? Jusqu'à ces derniers mois, Bordeaux a vécu dans la spéculation. Et il a failli en mourir d'étouffement. On a dû vous conter, à ce propos, des histoires effarantes, mais authentiques.

Un propriétaire a fait une affaire avec un négociant ; celui-ci lui demande de rapporter que la vente a porté sur plus de tonnes qu'en réalité, et à un prix plus élevé, dans l'espoir de pousser ses concurrents à acheter plus et plus cher pour ne pas manquer. Un châteauneuf « lorgnait » chez ses voisins et concurrents pour connaître les clients en visite, qu'il invitait ensuite pour leur proposer des rabais. Bref, les négociants ne pensaient qu'à acheter au plus bas, les producteurs ne cherchaient qu'à tirer un bon « coup de fusil ». Puis un jour la machine s'est emballée.

La récolte de 1972, pourtant de qualité médiocre, est devenue comme de l'or liquide. Tout était bon, tout était cher. On se disputait le moindre tonneau du plus simple des bordelais génériques à près de 4 000 F. Un an avant, il n'en valait pas 2 000. Quant aux grands crus, leurs prix triplèrent, quadruplèrent. Qu'est-ce qui a provoqué cette flambée des cours ?

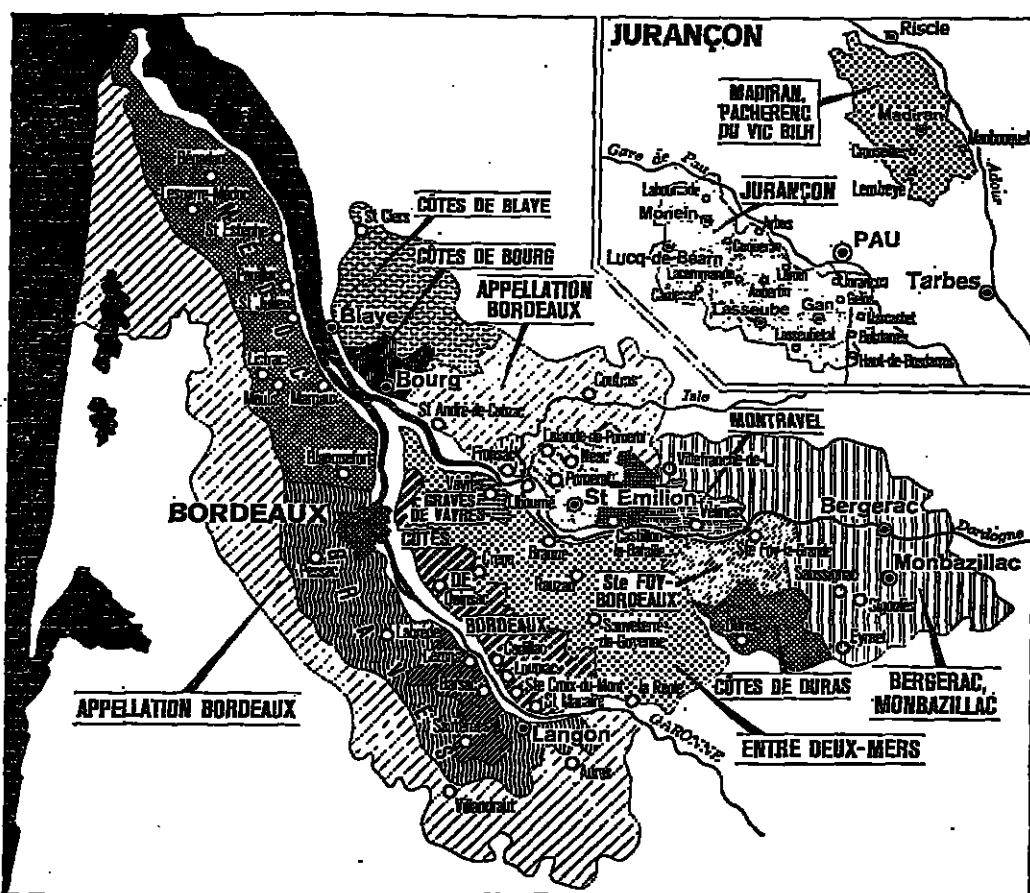
Le négoce bordelais a « tout mis sur la table » des acheteurs américains, anglais ou suisses qui auraient raillé d'importer quoi d'important quel prix, pour spéculer. C'est voir la paille et oublier la poutre. Car les firmes de négoce, trop éprises, trop routinières, sont incapables de fournir de grosses quantités. Qu'une maison des Charentes a acheté 30 000 hectolitres, et aussitôt les prix flambent. Tout ce petit monde ne pouvait réaliser au moindre vent de folie. Quelques mois après l'envolée des cours, les châteauneufs de la famille Cruse et du courtier Bert sont révélés. Effarouchés par le scandale, les émissaires étrangers se sont retirés discrètement. Les cours se sont effondrés. Les négociants étaient pour la plupart au bord de la faillite. Les viticulteurs, qui traitaient par courtier interposé — « Monsieur Z », — piquaient une nouvelle crise aiguë de « chartronophobie ».

Bête noire

« Bordeaux payait le salaire du péché », a écrit un journaliste fin connaisseur des affaires viticoles. Le temps de l'absolution est-il arrivé ? Les vieux cœques qui présidaient aux destinées du C.I.V.B. (Comité interprofessionnel des vins de Bordeaux) — ce dinosaure impotent, — trop occupés de politique, d'ambitions et d'intérêts personnels, se sont effacés. Une nouvelle équipe a été mise en place l'été dernier. Pour la première fois, un négociant a été élu président, allié au député, Jean-Paul Janffret, de la maison Dourthe. Si vous le rencontrez, il vous indiquera quels efforts ont été faits pour que les producteurs acceptent de se rassembler à la même table que les négociants afin de tenter, dans le cadre d'une organisation économique interprofessionnelle, de moraliser les transactions. Finalement, un « contrat » a été conclu, en octobre dernier, pour que les opérations du négoce se fassent dans une fourchette de 2 000 à 3 500 francs pour les bordelais génériques, de 3 100 à 7 500 francs pour les médocs et les graves.

Un tel accord était impensable il y a quelques mois. C'est dire le chemin parcouru. On vous assurera que c'est grâce à l'action personnelle de Jean-Paul Janffret. Y a-t-il des sceptiques ? D'aucuns pensent que le président secoue un arbre, mais pas la forêt. D'autres ajoutent que le mécanisme ne fonctionnera pas parce qu'il ne concerne que le bas de la gamme des vins de Bordeaux. On ne peut empêcher les gens de douter. Vous verrez bien dans quelques années. Mais, on vous l'a déjà dit : Bordeaux change. Certes, certes, le passé n'est pas effacé d'un trait de plume. Le « Tout-Bordeaux » continue de cancaner, de s'étreindre pour mieux s'étouffer, de marier ses neveux et nièces, d'ignorer avec superbe les viticulteurs sans grade, de méconnaître le travail des coopératives. Pourtant, l'économie viticole repart sur des bases plus saines. Voyez : la consommation est relancée en France, les exportations dépassent désormais un million d'hectolitres en volume et 700 millions de francs en valeur, les États-Unis sont redevenus le premier client, les cours ont presque doublé en douze mois. N'est-ce pas une belle reprise ?

Ah ! si les restaurateurs pratiquaient des prix plus intéressants, s'ils renouaient à faire la triple ou quadruple enlûte, vous verriez comme les consommateurs se précipiteraient plus encore sur les grands bordelais !



Vous craignez pourtant que les vieux démons n'aient pas été définitivement exorcisés, qu'ils se cachent sous d'autres formes. Bordeaux ne verse dans son vieux trébuchet spéculatif ? Pensez-vous que l'économie viticole régionale soit réellement en mesure de se le permettre ? Bien sûr, le marché des rouges est assaini. Toutefois, pour les blancs, c'est toujours la crise. Et on ne voit pas comment elle se terminera si le problème girondin n'est pas réglé de pair avec celui des Charentes à cognac « par qui tout le mal arrive ».

On vous parlera des blancs comme pour d'autres vignobles de petite renommée, de surproduction structurelle, d'arrachage et de reconversion obligés. Le drame est que cette crise interminable des vins blancs affecte surtout les petits vigneron de l'Entre-deux-Mers. Ils se dépeignent désormais comme les parents pauvres, les laissés-pour-compte de Bordeaux. Et vous les

sont déjà taillé une place de choix en prenant le contrôle de maisons comme Barton et Guetier, Delor, Eschenauer et De Lutz, regardant avec convoitise ce négoce en déroute. Voyez, ce « pauvre » Bernard Gineux qui, après avoir voulu révolutionner l'organisation des marchés, n'a d'autre solution, pour sauver son affaire, que vendre, ou plutôt essayer de vendre, châteauneuf-margaux, l'un des plus prestigieux crus du Médoc.

A propos des grands châteaux, les propriétaires vous diront d'ailleurs qu'ils sont écrasés par les charges d'exploitation : les barriques neuves pour loger chaque vendange, les chais qui gardent au moins les quatre dernières récoltes, les « gens » qui font le travail du vin, les agios qu'il faut payer aux banques, les frais de représentation qui sont indispensables... tout revient cher, très cher.

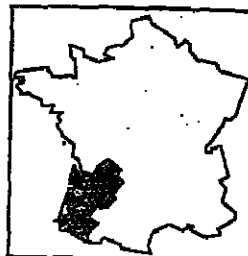
A. G.

Région Aquitaine:

Notre terre fait de bons produits... Le monde entier en demande.

A première vue, l'Aquitaine évoquerait plutôt un immense vignoble. De Saint-Émilion à Jurançon. De Bergerac aux Coteaux de l'Armagnac. Qu'on ne s'y trompe pas, l'Aquitaine est aussi le plus grand potager et le plus grand verger de France. Légumes des Landes et du Marmandais, fruits de l'Agenais et de la Dordogne. L'Aquitaine, avec le département des Landes est également le premier producteur français de maïs. Enfin, l'abondance des cultures et les conditions naturelles favorisent l'élevage : des bovins et des ovins dans les Pyrénées et le Lot-et-Garonne, des oies et des porcs dans le Lot-et-Garonne, en Dordogne, et dans les Landes. Tous ces produits, nés de la terre et du Soleil, l'Aquitaine les disperse généreusement à tous ceux qui, en France et dans le monde entier, lui font le plaisir d'aimer son jardin.

Aquitaine, le pays de qualité



ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

S.A.E GUY FARGAMEL

GRUPMENT INDUSTRIAL ET NAVAL

28-30, rue Chantecrit
33300 BORDEAUX

TEL 33 60 08
33 60 47
33 60 50

CABLES ACIERS français et anglais
dans toutes leurs transformations.

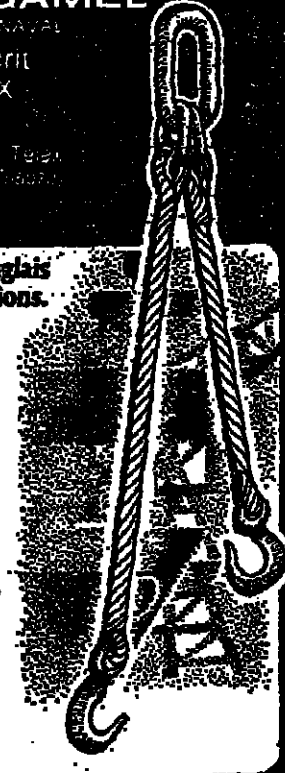
ELINGUES épissées
manchonnées

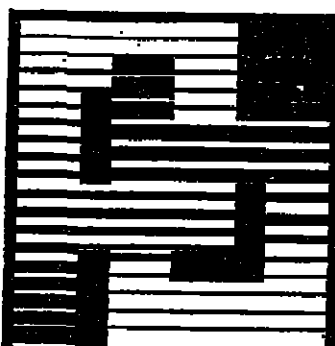
CORDAGES synthétique,
naturel...

POULES cordage,
acier

ACCESSOIRES DE LEVAGE
manilles, serre-cables,
tire-cables, coses, tendeurs,
boîte à coins, ridours,
anneaux, crocs, chaînes
Fabrication, acier allié.

FILETS PROTECTION
PALONNIERS
ACCORAGES





Banque de Paris et des Pays-Bas

dans le Sud-Ouest
au service des entreprises
et des particuliers

Bordeaux
succursale :
50, cours du Chapeau-Rouge
44.80.05

Toulouse
succursale :
24, rue de Metz
52.64.92

agence Saint-Jérôme
6, rue Saint-Jérôme
23.37.07

Points chauds

le vin

Châteaux en Amérique

● *Le bordelais plaît au goût des Américains. Notre correspondant à New-York nous dit : lorsqu'ils achètent du vin français, ils achètent aussi une romance !*

Le recul enregistré par les vins de Bordeaux sur le marché américain en raison des scandales en 1970 est aujourd'hui largement comblé, et l'engouement traditionnel des Américains pour le bordelais a été indéniablement, depuis deux ans, un facteur de la nette reprise de la vente de ce dernier. Il est vrai, cependant, que le désenchantement manifeste enregistré en 1970 et au cours des années suivantes, aux États-Unis, résultait moins des scandales que de la hausse vertigineuse des prix.

« L'optimisme impétueux des marketistes américains était venu se greffer alors sur la respectabilité des exportateurs français », nous dit un importateur français particulièrement bien placé, et d'ajouter : « On pensait que jamais les Américains ne cesseraient d'acheter leurs bordaux et qu'aucun prix ne les ferait reculer. » La récession aidant, les Américains, n'ayant plus les moyens de payer ces prix inabordablement pour la bourse moyenne et estimant — à la suite des scandales — qu'ils avaient été « abus », se rabattirent sur les vins californiens. Aujourd'hui, au contraire, les consommateurs bénéficient, en ce qui concerne les bordaux, de prix tellement intéressants qu'un importateur a pu nous dire qu'« ils permettaient à ces vins d'être réexportés en France et vendus là-bas avec profit ».

Le bordelais a été depuis très longtemps le vin français préféré des Américains. D'abord, en raison des excellentes campagnes publicitaires qui ont propagé son image de marque, et l'ont ancrée dans l'esprit des Américains. Ces derniers achètent aussi un rêve, une romance, une idée lorsqu'ils achètent du vin, et particulièrement du vin français. Par ailleurs, le bordelais plaît au goût américain. Il permet de s'y reconnaître plus facilement. Il se garde mieux dans les appartements. Et c'est ici qu'entre en jeu une modification du goût américain, résultant elle-même d'un changement de style de vie. La clientèle américaine est de moins en moins orientée vers les vieux millésimes et de plus en plus vers les vins qui vieillissent rapidement.

Grandes caves

La tendance est, non pas à la piquette ni aux grands crus, mais à des vins comme « grande marque » (3,75 dollars) et « monton-cadet » (3,90). Ces vins, produits soigneusement, ne sont jamais exécrables, mais n'atteignent pas non plus des cimes de raffinement. Comme le vêtement et l'éducation, la cuisine se standardise de plus en plus dans les sociétés monvantes. La nouvelle génération (de vingt à trente-cinq ans) préfère les vins légers, qu'on garde peu de temps, qu'on boit au cours d'un dîner à la maison ou d'une petite réception. Elle préfère les vins un peu fruités aux vins majestueux.

Sur les 334 988 hectolitres de vins (y compris les mousses) français vendus aux États-Unis, 85 331 hectolitres étaient des bordaux. Au cours des six premiers mois de 1976, 64 878 hectolitres de vins de Bordeaux ont pris le chemin de l'Amérique. C'est-à-dire qu'on a enregistré d'une année à l'autre une hausse d'environ 60 % des ventes.

Les vins de Bordeaux continuent à tenir une place privilégiée dans les grandes caves américaines. Arthur Cohen, le romancier qui possède mille deux cents bouteilles dans sa cave, à New-York, est particulièrement fier de ses crus de 1958, 1969 et 1981 et préfère les beychevelles, les calon-segur, les nenin et les figeac. L'éditeur Arthur Knop, qui hérite sa cave de son grand-père (il passe pour être l'un des hommes les plus civilisés de New-York), estime que les laffite-rothschild, les margaux, les haut-brion de 1945 et 1959, que les cheval-blanc de 1949, les la tache de 1949 sont les joyaux de sa couronne. Un autre éditeur (la revue économique Forbes), Malcolm Forbes, dont la cave contient deux mille cinq cents bouteilles, ne dédaigne pas les bourgogne, mais s'enorgueillit particulièrement de bordaux tels que ses

margaux 1949, 1962, 1964, 1966 et 1967, ses laffite-rothschild 1947, 1955 et 1967, ses haut-brion allant de 1929 à 1967. Il aime les margaux plus que tout et leur a réservé une niche spéciale (quarante bouteilles achetées au cours d'une vente aux enchères à Londres) dans sa cave. William Zeskindorf, multimillionnaire (roi de l'immobilier), possède l'une des plus fameuses caves américaines.

Les vins de Bordeaux (petrus 1961, margaux 1955, laffite-rothschild) y occupent une place de choix. Dans la cave, également célèbre, de Lee et Pilar Turner, à New-York, on trouve des chateaux-neuillou, ranson-segla, la lagune, latour-pomerol, par dizaines. Mais ces caves, bien sûr, sont des vestiges d'un autre âge et deviennent de plus en plus rares.

Ce qui est sûr, c'est que les Américains sont encouragés à découvrir les vertus du vin par les voyages qu'ils font à l'étranger et toute une littérature. Presque tous les grands journaux — le New York Times, le Washington Star, le San Francisco Chronicle, le Chicago Tribune, etc. — publient chaque semaine des articles consacrés au vin. Une douzaine de livres paraissent chaque année sur le même sujet. On compte plusieurs revues telles que *Vintage*, entièrement consacrées au vin.

LOUIS WIZNITZER.

En toute liberté

Quelle qualité ?

par PAUL GLOTIN (*)

COMME on le sait les vins de Bordeaux émergent d'une crise très grave, véritable désastre économique sans doute sans précédent dans leur histoire. Pendant les quatre longues années de sa durée, les viticulteurs et leur organisation professionnelle, refusant de céder au découragement, malgré les coups du sort successifs qui frappaient l'économie viticole régionale se sont attachés à préparer les bases d'une nouvelle organisation de cette dernière.

Malgré surtout, Bordeaux, chef de file pour le prestige et la qualité de ses vins, veut préserver et renforcer cette image justifiée durant des siècles. Certes les réglementations communautaires et nationales ont fixé, au cours des temps, et avec un soin parfois taillonné, des normes aussi précises que complexes concernant l'étiquetage.

Un point spécifique aux vins de Bordeaux resta cependant à régler afin de compléter la garantie dite « d'authenticité » au consommateur : il s'agit de la règle d'utilisation du mot *château* sur les étiquettes.

D'abord utilisé par les grands crus, « château », au cours des temps est devenu étroitement associé à un synonyme de « bordelais » aux yeux de nombreux consommateurs. Ce terme, à l'évidence, désigne la propriété viticole et qualifie naturellement les vins qui en sont issus.

Il est donc indispensable que l'usage de ce terme soit réservé aux vins mis en bouteilles à Bordeaux par les exploitants viticoles et sous la signature du responsable. C'est la garantie d'authenticité.

Cette dernière et la « vente directe » par les producteurs à laquelle elle s'apparente étroitement restent, il faut le souligner, parfaitement compatibles avec une expansion continue de la distribution des vins de Bordeaux par les circuits habituels.

En effet, et contrairement à ce qu'il serait trop facile d'objecter, elles ne viennent aucunement réduire les chances de la distribution classique. Le terme « château », avec la garantie d'authenticité qui l'accompagne justifie aux yeux de nombreux consommateurs, et la vente directe, son vecteur naturel, constituent un puissant stimulant du marché en général et contribuent fortement à son élargissement. Il est donc indiscutable que cet élargissement serve aussi la distribution habituelle.

(*) Président de la Fédération des syndicats des grands vins de Bordeaux à appellation contrôlée.

Quel prix ?

par PHILIPPE COTTIN (*)

QUI n'a formulé cette double interrogation depuis cinq ans concernant les vins de Bordeaux : quel prix, quelle qualité ? Appliquée aux vins, et singulièrement aux vins fins, la simplicité de cette situation s'enrichit des caprices de la nature, du génie créateur des hommes et des raffinements d'une culture et d'un savoir-faire.

Depuis des siècles, viticulteurs et négociants bordelais se sont partagés cette part du hasarde, de la liberté et du talent, cette part de l'homme, dans un produit qui a essaimé avec générosité sur les cinq continents.

Au début des années 70, cette communauté d'intérêt entre producteurs, négociants et consommateurs a volé en éclats. Les règles du jeu de la place de Bordeaux, l'importance et la variété de la production du vignoble, sa réputation et sa présence de rang mondial, ont été de faibles secours face à l'intervention inopinée des opérateurs étrangers à la place, décidés à intégrer pour un temps les vins de Bordeaux parmi les valeurs spéculatives contribuant à la gestion de leurs capitaux flottants. La flux comme le reflux firent la grande offe des vins de Bordeaux. Aujourd'hui, viticulteurs et négociants ont tiré les leçons de ces années noires, ils renouent d'ambition avec une solidarité de place et travaillent à la seule tâche réaliste : restaurer la vérité des prix et de la qualité, après l'anarchie provoquée au niveau de la consommation par le « coup de folie » et les comportements suicidaires qui l'ont suivi.

Si révolution il y a, elle est d'abord dans les esprits. Le principal bénéficiaire en sera le consommateur. A partir de prix stabilisés, l'amaçeur de vins de Bordeaux retrouvera, en effet, une hiérarchie naturelle des prix, suivant la qualité, le vieillissement, son engouement personnel pour telle ou telle appellation ou château. Maintenant que l'ordre est rétabli en Bordeaux, cela prendra sans doute encore plusieurs années à remettre de l'ordre hors de la maison, sur tous les marchés de consommation, traditionnels ou nouveaux des vins de Bordeaux.

Les négociants bordelais ont, certes, un passé prestigieux, leur espoir essentiel réside cependant dans l'opportunité offerte par la nouvelle organisation de marché de moderniser leur structure et leur gestion, de poursuivre plus loin des politiques commerciales modernes engagées bien avant la crise, de renouveler les bases et les moyens de la mission qualitative qu'ils assument en prolongement de la viticulture, au bénéfice des consommateurs français et étrangers.

(*) Directeur d'une maison de négoce.

Vieillir à Hambourg

● *Les protestants bordelais réfugiés au XVIII^e siècle dans les villes hanséatiques ont-ils introduit le vin rouge en Allemagne du Nord ?*

JUSQU'À l'année dernière a subsisté dans Hambourg, la capitale hanséatique, une « église réformée de Hambourg », maintenue par les descendants des huguenots français ou suisses où l'on célébrait encore des cultes en langue française et où l'on entretenait la tradition calviniste. M. Pierre Boué est l'un des « anciens » de cette église. Depuis dix générations sa famille est installée à Hambourg, mais elle est d'origine bordelaise. Plus exactement elle vient de Clairac dans le Lot-et-Garonne. A la fin du XVII^e siècle, elle s'était installée à Bordeaux, avant de fuir vers la Hollande, le Danemark puis Altona (aujourd'hui une banlieue de Hambourg) qui était alors danoise après la révocation de l'édit de Nantes. La famille Boué n'est pas une exception. Une cinquantaine de protestants de l'Aquitaine se sont « réfugiés » (c'est le nom

qu'ils se donnaient alors) dans les villes hanséatiques de Hambourg, Brême et Lübeck au début du XVIII^e siècle.

Malgré les vicissitudes de l'histoire ils restent très attachés à la terre de leurs ancêtres, et M. Boué regrette un peu que Hambourg soit jumelée avec Marseille et Bordeaux avec Munich. Il préférerait de beaucoup que ce soit l'inverse, afin de faire revivre les liens traditionnels commerciaux et historiques entre les deux ports. Il songe à organiser, avec l'aide du Musée de l'Aquitaine et du Musée historique de Hambourg, une exposition sur le passé commun des deux villes.

Les huguenots de Hambourg sont depuis des générations intégrés dans la vie politique — et surtout industrielle et commerciale — de la ville, mais ils n'oublient pas qu'un jour leurs ancêtres ont été déracinés.

Cent cinquante ans après l'« exil » on parlait français — comme dans tous les salons européens de l'époque, — mais on se mariait aussi entre « Français », et évidemment entre huguenots.

Ces protestants bordelais ont-ils introduit le vin rouge en Allemagne du Nord ? La renommée de la place de Brême pour les vins, remonte, dit-on, au XVII^e siècle, mais c'est à partir de l'émigration des huguenots que le commerce a vraiment pris son essor. La vente des vins à Amsterdam ou dans les villes hanséatiques, dont le produit n'était pas toujours « rapatrié », constituait un moyen pour les familles bordelaises de faire passer des capitaux à l'étranger.

En sens inverse, les négociants du Bordelais qui portaient aujourd'hui des noms à consonance

germanique sont souvent des descendants de jeunes Allemands qui, partis un jour comme compagnons vers l'Aquitaine, y rencontrèrent une riche héritière et y restèrent... Les grands importateurs de vins de Bordeaux en Allemagne se trouvent à Hambourg et surtout à Brême, puisque, il y a deux ou trois siècles, la voie maritime était le seul moyen de transporter les vins, mais aussi parce que le climat humide de ces villes — comme celui de Lübeck — est, paraît-il, très favorable à l'épanouissement des vins de Bordeaux. Certains marchands brémois ou hambourgeois s'installèrent aussi dans le Bordelais : jusqu'en 1918, la famille Segnitz, de Brême, possédait le château Chasse-Spleen, et la famille Lorenz-Meyer, de Hambourg, avait à Bordeaux le palais qui porte son nom, où Hölderlin fut précepteur.

Peut-être est-ce en raison de ses relations traditionnelles personnelles et oenologiques que l'université de Hambourg est jumelée avec celle de Bordeaux, bien que les échanges se heurtent à des difficultés financières croissantes.

DANIEL VERNET.

Une entreprise
ne fonctionne bien que quand
ses employés vivent heureux.

Venez à Bordeaux.
(La mer est à côté.)



COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX
SERVICE D'ACTION ÉCONOMIQUE - 20, COURS PASTEUR - 33076 BORDEAUX - TEL. 90.91.92

Un chômeur au prix d'un paysan ?

(Suite de la page 19.)

Bien que leur nombre ait diminué (— 33 % entre 1955 et 1970), plus rapidement que dans le reste de la France (— 33 %), la surface moyenne cultivée reste modeste : 13,4 hectares, contre 18,8 hectares pour l'ensemble du pays.

L'action sur les structures d'exploitation, qui a été engagée dans le cadre de la politique nationale amorcée en 1960, n'a pas permis de corriger ce déséquilibre : les dix mille quatre-vingt-dix agriculteurs, auxquels les trois SAFER (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) de la région ont rétrocédés des terres, n'ont pu, en moyenne, augmenter leur surface moyenne que de 6 hectares ; le remembrement, amorcé plus tard en Aquitaine que dans d'autres régions, ne portait à la fin 1974 que sur 11,4 % de la surface agricole (199 000 hectares) alors que le taux était de 27,4 % pour l'ensemble de la France. De surcroît le marché des terres agricoles est étreint. Quarante à cinquante mille hectares seulement changent de mains chaque année. Agriculteur et citadin se livrent une vive concurrence, notamment en Dordogne, en Lot-et-Garonne et dans les Pyrénées-Atlantiques, ce qui a provoqué des hausses des terrains supérieures à 30 % ces dernières années. Enfin, les aménagements hydrauliques, qui sont nécessaires à l'intensification des productions, portaient au total sur 150 000 hectares fin 1975. L'objectif du VI^e Plan était de deux fois supérieur.

Traditionnellement, les paysans de la région ont compensé les handicaps économiques que constituent les mauvaises structures d'exploitation en pratiquant ce que les technocrates appellent « des cultures à fort valeur ajoutée ». En clair, des animaux de basse-cour élevés au maïs, des « gras » d'oies et de canards, des poulets jaunes, du tabac, des prunes d'Ente, des fraises, des haricots, des asperges, des pommes de terre primeurs, des vins d'appellation, des noix... Cela a permis à la région d'atteindre un revenu brut à l'hectare des plus élevés de France : 1 610 F, contre une moyenne de 1 190 F en 1970.

Toutefois, la conjugaison de structures foncières étroites et d'une population relativement importante fait que le revenu par personne active dans la famille est inférieur de 35 % à la moyenne nationale : 19 750 F contre 30 000 F en 1975.

Les métayages

Des responsables professionnels de Lot-et-Garonne (Jean Baudouin) et des Landes (Bernard Laborde) réitèrent cette argumentation. Pour eux, la dégradation du revenu paysan aquitain tient à ce que les exploitations familiales n'ont pas été convenablement défendues par les organisations professionnelles nationales. Ils mettent essentiellement l'accent sur trois facteurs :

— Les marchés des fruits et légumes et du vin — qui représentent respectivement 920 millions et 1 200 millions de francs de recettes pour un chiffre d'affaires global de l'agriculture aquitaine de 6 205 millions F en 1975 — sont périodiquement secoués par des poussées spéculatives qui se retournent la plupart du temps contre les petits producteurs ;

— les charges de production ont quasiment doublé au cours des cinq dernières années, alors que la valeur de la production n'a progressé que de 58 % ;

— la géographie et le climat font que la région est souvent sinistrée. « C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les exploitants de la région n'ont pas intensifié l'élevage bovin », remarque également Louis Lauga, l'ancien président du C.N.J.A. (Jeunes Agriculteurs), actuellement à la tête des syndicats d'exploitants agricoles. A ces facteurs économiques défavorables s'ajoute une équation psychologique propre aux paysans aquitains. Plus que dans le reste de la France peut-être, l'attachement à l'exploitation familiale domine, comme en témoigne l'importance du faire-valoir direct et la subsistance du métayage. Or la forme ancestrale de ce type d'exploitation a été mise en cause en 1960 et en 1962 lors du vote des lois d'orientation agricole. C'est l'époque où le Girondin Joseph Courau, leader national de la Fédération des exploitants, tente d'entraver l'ascension de Michel Debatisse, aujourd'hui à la tête de la F.N.S.E.A., inspirateur de ces textes. C'est l'époque où le

MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux), qui vient de se créer pour marquer l'opposition de la petite paysannerie à l'« Europe verte », s'implante fortement dans les Landes, où il gagnera la chambre d'agriculture, dans les Pyrénées-Atlantiques, en Gironde et en Dordogne.

En clair, une forte partie de la paysannerie aquitaine s'est inscrite en faux contre l'orientation de la politique agricole du début de la V^e République. Un « comité d'Agén » a même été créé, sur le modèle du comité de Gouret. Or cette « résistance » est toujours présente. Cela n'a sans doute pas été pour plaire à Paris. Le montant des subventions par agriculteur a été moindre ces dernières années, pour l'Aquitaine que pour le Breton, l'Auvergnat ou le Charentais. Beaucoup de petits paysans de la région ne sont pas loin de penser qu'« on » veut délibérément les chasser de la terre.

Chasser les faibles

Dès lors, ne paraît-il pas douteux et paradoxal qu'un secteur vieillissant, disposant de structures médiocres, puisse être un des éléments moteurs du développement régional ? Quelles que soient les actions de relance entreprises, les jeunes ne se détournent-ils pas d'une activité qui paraît vouée à périr ? Ne vaudrait-il pas mieux envisager froidement la poursuite d'un exode massif qui permettrait aux plus dynamiques de se tailler des exploitations rentables ?

Une expérience amène à nuancer le propos : le bassin de l'Adour. Un triangle dont les sommets sont grosso modo Pau, Dax et Saint-Sever. Les jeunes ne partent plus. La coopération céréalière (CACBA) est puissante et avisée, l'élevage bovin dynamique. Ce n'est pas le fait du hasard. Depuis quelques années, le développement des infrastructures a été mené avec application. Les regroupements encouragés, l'organisation économique des producteurs améliorée, le tout sous l'impulsion de la Compagnie d'aménagement rural d'Aquitaine (CARAI).

Pourquoi ce qui est bon pour le bassin de l'Adour ne le serait-il pas pour l'ensemble de l'Aquitaine ? Partant de cette réflexion, les responsables professionnels ont battu la campagne pour faire admettre que « le rythme de l'exode agricole n'est pas inéluctable, il peut être plus ou moins important selon les politiques mises en œuvre... un développement agricole atténué suppose l'existence d'une agriculture diversifiée à fort rendement et forte valeur ajoutée ; il implique l'existence d'un grand nombre d'exploitations petites et moyennes, ainsi que le maintien de systèmes de production intensive... Il est souhaitable de freiner l'exode en facilitant notamment la reprise des exploitations par de jeunes agriculteurs... » Ces propos, répétés comme des incantations, ont été entendus. Le 29 septembre 1975, M. Chaban-Delmas lançait devant le conseil régional : « Il faut que nous installions un agriculteur par jour dans chaque département pendant les cinq années du VII^e Plan. » C'était gagné pour les représentants professionnels. L'agriculture allait s'inscrire « au premier rang des préoccupations régionales » avec l'emploi.

Encore fallait-il définir les moyens à mettre en œuvre pour concrétiser l'ambition. Ils ont été inscrits noir sur blanc dans le programme d'action prioritaire (PAP) régional. Quatre grandes lignes d'action ont été dégagées :

- 1) Redistribuer 55 000 hectares par l'intermédiaire des SAFER pour accroître la taille des exploitations ;
- 2) Stocker 10 millions de mètres cubes d'eau pour pouvoir irriguer 20 000 hectares supplémentaires tout en assainissant et drainant 35 000 hectares nouveaux ;
- 3) Donner aux exploitations d'élevage des productions légumières, fruitières et tabacoles des équipements modernes ;
- 4) Développer l'implantation des Groupements d'exploitation en commun (G.E.C.), ainsi que des Groupements fonciers agricoles (G.F.A.) et des coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.).

Au total, il en coûterait 11 750 000 F en dotations diverses pour l'installation des jeunes agriculteurs, 325 920 000 F en crédits de paiement pour la modernisation des appareils de production et les aménagements

hydrauliques. Deux fois plus que les dépenses engagées au cours du VI^e Plan. « Il y a peu de chances que cela soit jamais accepté à Paris », avoue-t-on dans les bureaux de l'administration régionale. Guère plus d'illusions du côté des organisations professionnelles.

Les espoirs nés lors de la préparation du VII^e Plan resteront-ils vains par manque de crédits ? L'agriculture, « chance pour la région », ne sera-t-elle qu'un thème de discours, qu'un thème de rapports voués à l'oubli ?

Certes, les projets d'intensification des productions peuvent prêter à la critique, notamment lorsqu'ils proposent le développement des productions fruitières, alors que les conjonctures régionale, nationale et internationale n'apparaissent pas très favorables pour les producteurs français au cours des prochaines années. D'autres réserves peuvent tenir au fait que la transformation sur place des productions régionales par un développement des industries alimentaires n'est pas forcément une orientation favorable aux agriculteurs dans le contexte régional.

Reste que ce projet a le mérite de constituer un palliatif à la désertification rurale de la région à laquelle a conduit le laisser-faire passé. Des mises en œuvre dépend pour une très large part le succès du pari agricole aquitain. S'il ne voit pas le jour, les paysans manqueront pour le second fois le train du développement. Mais ce ne sera pas de leur faute.

ALAIN GIRAUDE.

Des champs à l'usine

LA DATAR, la préfecture de la région, la chambre d'agriculture, se lamentent : il n'y a pas assez d'industries agro-alimentaires en Aquitaine. Pensez : une région qui assure 6,3 % de la production agricole, mais qui n'arrive à faire que 2,6 % du chiffre d'affaires des industries agricoles !

Avec trente-trois mille emplois, un chiffre d'affaires global de 2,3 milliards, les experts estiment que l'alimentation est nettement sous-développée dans la région. De fait, les entre-

prises sont de petite taille, les deux tiers ont moins de cinquante salariés, réalisent moins de 10 millions de francs de chiffre d'affaires, font surtout de la transformation de produits. Quelle aubaine pour la région si le secteur se développait ! Valorisation des productions agricoles, créations d'emplois... Mais il semble que les industriels soient assez réticents. Ils ont franchement boudé un vaste projet de transformation de fruits. Alors, en attendant les bonnes volontés, l'administration finance des études...

HUBERT BARRAT.

Tabac à l'économie

● Le Lot-et-Garonne avec 16 000 tonnes par an demeure sans doute le premier département producteur de tabac de France

LES agriculteurs planteurs de tabac du Lot-et-Garonne n'ont jamais manifesté d'agressives inquiétudes devant les campagnes antitabac qui se succèdent depuis quelque temps. Des ronds de fumée, disent-ils, vite dissipés. Ils ne redoutent guère de devoir se convertir. Les besoins de leur acheteur privilégié, le SEITA, restent les mêmes, la consommation de tabac se maintient au total. Si les superficies plantées en tabac ont sensiblement diminué au cours des dernières années, ce n'est pas à cause de Mme Simone Veil. Le tabac a tout simplement perdu du terrain jusqu'en 1975 parce que d'autres productions comme la tomate de Marmande se sont révélées plus rentables.

Déclin provisoire et qui n'a pas duré plus longtemps que la chute des prix proposés aux planteurs. Les superficies qu'il occupe se sont accrues de 42 hectares en 1976 et, malgré des rendements moyens, le Lot-et-Garonne, avec une récolte de 16 000 tonnes, demeure sans doute le premier département producteur de tabac de France. Il faut dire que, tel comme ailleurs, il s'agit plus d'une petite production parmi d'autres.

La plupart des agriculteurs se sont véritablement spécialisés dans le tabac qui bien souvent est associé à une culture maraîchère ou à l'élevage. Parallèlement, le SEITA a beaucoup simplifié ses exigences ; la mécanisation, au moins partielle, de la récolte est devenue possible. Apparaissent aujourd'hui, notamment dans la vallée du Dropt, des schémas dits « économiques » qui ne demandent que des investissements peu élevés. A Gontaud-de-Nogaret, un jeune planteur très connu dans la région, Michel Pinasseau, cultive, avec son épouse, 4 hectares de tabac, ce qui correspond à cent quarante mille plants qu'il faut mettre en terre, traiter, récolter, effeuiller... Les machines dont il s'est équipé lui permettent de réduire de moitié environ ses temps de travail. La culture du

tabac exigeait trois mille heures de travail à l'hectare en 1960. Elle en demande moins mais encore beaucoup — ce qui justifie la principale revendication des planteurs : ils demandent un prix qui tienne compte de ces servitudes.

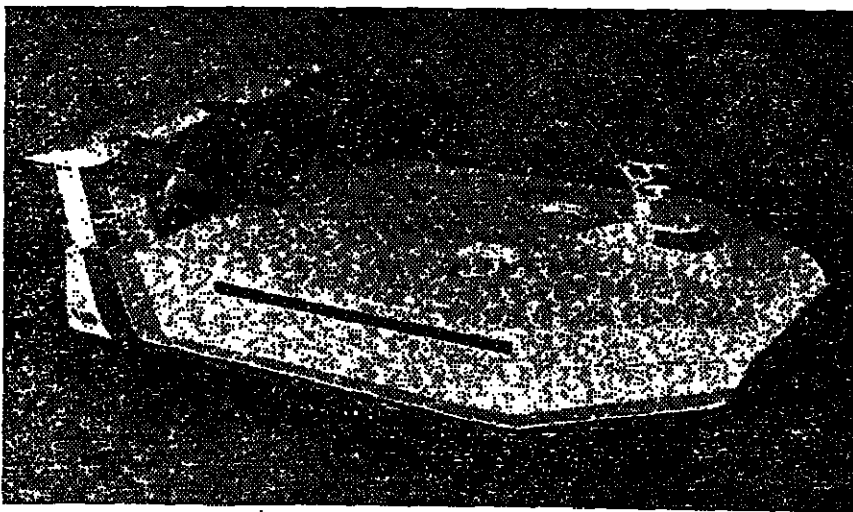
HUBERT BARRAT.

LE PLUS GROS AÉROGLISSEUR DU MONDE

LE NAVIPLANE N 500

Construit à Pauillac

SERA LE MEILLEUR CRU DU MÉDOC 1977



Le dernier des aéroglisseurs marins français de la SEDAM est né. Il transportera, en été 1977, sur la Manche, jusqu'à 400 passagers, 65 automobiles ou 4 autocars, selon le mode de chargement choisi. Avec ses 16 000 chevaux obtenus par 5 turbines, ses 50 mètres de long, 23 mètres de large et ses 250 tonnes de déplacement, le N 500 sera le plus gros engin du monde se déplaçant sur un coussin d'air.

Les passagers situés dans la partie centrale du pont supérieur, à 15 mètres au-dessus du niveau des vagues, pourront voir la mer et bénéficier d'un confort accru grâce au système de multiples souples. La vitesse de l'appareil atteindra 130 km/h, en moins de 200 secondes. Cet appareil, très compétitif par rapport aux modèles existants, est réalisé en léger entièrement soudé. Il est non polluant et peut être utilisé partout.

Constructeur : SEDAM

Usine à Pauillac. Siège Social : 80, avenue de la Grande-Armée - T

Belles de Bazas

● Il y a encore des éleveurs qui croient aux vertus de cette race rustique oubliée mais précieuse : la bazadaise

BONDE d'Aquitaine, gasconne, bazadaise sont les races bovines régionales. Des trois, seule la blonde d'Aquitaine, bonne productrice, paraît conserver un avenir. Les deux autres, plus rustiques, détrônées par le tracteur, n'ont cessé de régresser depuis la dernière guerre mondiale. La gasconne représente encore près de 1 % des 20 millions de bovins qui constituent, grosso modo, le cheptel français. En revanche, la bazadaise ne se compte plus qu'en milliers de têtes : 6 000 à 7 000 au mieux, quelque 2 000 inscrites au livre généalogique de la race, le *Herd Book*. « C'est du folklore », disent certains.

Taille moyenne, robe claire nuancée d'ocre, œil proéminent auréolé de rose et frangé de poils gris clair, muqueuse rose semée de taches brunes, les reins courts, horizontaux, larges, la culotte musclée, rebondie et tendue sur le jarret : on peut identifier facilement la bazadaise. Le nom lui vient de la cité girondine qui a été le berceau de la race : Bazas.

Ses mérites ont été loués par les spécialistes de l'élevage au siècle dernier, qui, outre son aptitude aux travaux de trait, lui reconnaissent de très bonnes qualités bouchères. Pourtant

aujourd'hui, les effectifs sont parmi les plus faibles des races bovines françaises : au mieux, trois cents à quatre cents élevages concernés ; six mille à sept mille bêtes de race pure. Elles se trouvent généralement dans des exploitations moyennes de polyculture, en bordure des forêts, qui en consacrent une dizaine au cheptel ouvrier-paysan qui gardent un couple de bêtes autrefois destinées au trait. Et quelques fanatiques en élèvent... ont une trentaine d'animaux de race pure, après de longs travaux de sélection.

Car il y a des éleveurs qui « croient » à la bazadaise : ils gommant un peu le insuffis. Ces de la production laitière et la relative lenteur de la croissance pour souligner les faci-

lités de vêlage, la rusticité, qui permet de faire brouter des pâturages pauvres et qui fait supporter les fortes chaleurs, les bons rendements en viande.

« Quelques expériences laissent entrevoir des possibilités intéressantes en ce qui concerne l'élevage en plein air, l'exploitation en sous-bois ou en alpage d'été, et la production de viande de boucherie en croisement avec des races laitières », notent les responsables du *Herd Book*. Mais une relance de la race ne peut s'appuyer que sur une sélection rigoureuse. Les éleveurs concernés ne sont pas assez nombreux pour en supporter le coût financier. Les pouvoirs publics ont paru disposés à intervenir. Un programme de conversion et d'amélioration de la race bazadaise a été élaboré : coût approximatif : 3,5 millions de francs.

Depuis, les encouragements publics sont restés essentiellement verbaux. Heureusement, l'intérêt des éleveurs pour la race semble se ranimer : on a noté une progression assez sensible des inscriptions ces derniers mois. — A. G.



les Sociétés
SHELL
de France

ACTIVITES PETROLIERES

- EXPLORATION
- PRODUCTION
- TRANSPORT
- MARITIME
- RAFFINAGE
- DISTRIBUTION
- DE TOUS LES PRODUITS
- PETROLIERS

ACTIVITES CHIMIQUES

- FABRICATION
- DISTRIBUTION DE
- PRODUITS CHIMIQUES

SHELL FRANÇAISE ■ 29, rue de Berli ■ PARIS VIII^e
SHELL CHIMIE ■ 27, rue de Berli ■ PARIS VIII^e

Pour tous renseignements :
TELEPHONE : 256.62.82

(PUBLICITÉ)

La Gironde.

Pays d'accueil.

la mesure

Pays de mesure où le midi n'est pas encore tout à fait lui-même et le nord ne l'est déjà plus, pays de mélange où les concepts rousins ont laissé la vigne et le vin tant apprécié des Anglais depuis l'époque de l'Union du Duché Aquitain à la Couronne d'Angleterre, la Gironde est un pays où il fait bon vivre.

Constatation banale s'il en est, mais qui d'autre peut vraiment rivaliser avec la conjugaison de ces richesses naturelles que sont la mer et ses nombreuses plages dorées, l'estuaire, le Bassin d'Arcachon, les lacs et les fleuves gorgés de cette eau salée qui caresse tous les continents, la forêt et ses immenses plans, gardiens jaloux de la lande, les coteaux ensoleillés porteurs des raisins les plus célèbres du monde? Qui peut s'écrouler de posséder à la fois un Montaigne tourné vers l'histoire et un Montesquieu à la recherche de la société idéale, un Mazarin enfin, tout imprégné et chargé d'un terroir au goût de résine et de vigne? C'est à la fois une bien lourde charge et une mission exaltante que les bénéficiaires d'un tel patrimoine collectif ont voulu confier à une majorité politique de gauche au sein du Conseil Général.

La nouvelle majorité du Conseil Général se prépare à assumer ses responsabilités dans les choix budgétaires qui lui seront proposés lors de l'établissement du premier budget primitif dont elle va avoir la charge, celui de 1977.

Pourtant n'est besoin d'intervenir les actions utiles entreprises dans le passé qui avaient d'ailleurs recueilli l'accord de la gauche, mais certaines politiques devront être améliorées comme celle des transports scolaires, d'autres priorités tels le soutien efficace aux travailleurs en lutte, le développement au niveau de l'emploi en milieu urbain et en zone semi-rurale, la défense de l'agriculture et la réalisation d'une politique politique village.

Il faut également mettre fin aux pouvoirs excessifs de la capitale qui pèse dans une étroite dépendance nos départements et nos communes. Que de retard pris, que de décisions inadéquates ont résulté d'un interminable aller-retour de millions de dépenses entre les grandes villes de province et Paris!

Apportant son aide au décollage économique, à l'équipement en biens collectifs, le Conseil Général de la Gironde doit faciliter et inciter à l'installation de nouveaux gironnais, en faisant de ce département où il fait bon vivre celui du bon accueil. La parole est d'importance : l'Assemblée Départementale est prête à la jouer et à la gagner.

Philippe Madrelle
Président du Conseil Général
Député de la Gironde
Vice-Président du Conseil Régional
Maire de Carcassonne



Tourisme en Gironde : Profitez de la diversité.

Avec 10.000 km², la Gironde est le plus grand département de France ; mais c'est aussi celui de la diversité sans heurt et de la douceur de vivre, dont le littoral et les vignobles fameux sont loin d'être les seuls atouts touristiques. Mais qui connaît les régions du Blayais, du Sauternais, du Médoc, du Bazadais, de l'Entre-Deux-Mers, du Libournais?

Vous y découvrirez le Gothique surprenant d'un souverain pontife bordelais qui régna en Avignon, ici le roman souvent admirable dont fourmillent les petits villages enfouis dans la campagne, ailleurs l'insolite d'une des plus grandes églises souterraines de France ou des cités médiévales pittoresques, des ruines féodales ou des châteaux de même époque étonnamment restaurés.

Vous parcourrez plus de 60 km de piste cyclable en forêt. Des sentiers pédestres de grandes randonnées ou de mini parcs, des circuits équestres, permettent d'autres formes de découvertes. Vous profiterez de l'aménagement de nattes nautiques tout au long de la Gironde, de la Dordogne ou de la Garonne, au fil de la Leyre, de l'Isle, du Ciron ou du Dropt où abondent vieux moulins,

souvent fortifiés, retenues d'eau, anciens petits ports, partout des sites insoupçonnables depuis la route.

Plus de 50.000 possibilités d'hébergement.

Camping, caravanning et villages de vacances offrent en Gironde plus de 50.000 lits, presque toujours dans des sites privilégiés, en forêt, au bord de lacs ou de rivières ou tout près des plages océanes.

Parmi ces sites privilégiés, figurent deux expériences-pilotes : Bombannes, cité de la voile dont nous parlons par ailleurs, et Hostens. A Hostens, dans le Parc Naturel des Landes de Gascogne, 500 hectares de parc de détente et un centre de loisirs ont été aménagés en 1970. Ce domaine comprend d'une part, village de vacances, terrain de camping et centre équestre, et d'autre part, aires de pique-nique, plages aménagées pour baignades, terrains de jeux, sentiers pédestres en forêt et au bord du lac et parcoures de pêche, permettant aux résidents de tirer tout bénéfice d'un séjour en pleine nature.

Voilà la Gironde, dans sa diversité, vous invitait à profiter de toutes ses ressources, à vous détendre.

Au fil de l'eau...



Plus de 8 km à certains endroits entre les deux rives de l'estuaire de la Gironde, le désenclavement du Médoc imposait un effort particulier du département en attendant un hypothétique pont enjambant l'estuaire. La règle départementale des passages d'eau avec ses quatre bacs et sa vedette, assure les liaisons entre les ports de Blaye et Lamarque d'une part et de la Pointe de Grave et de Royan (Charente Maritime) d'autre part. En outre, elle permet d'organiser à bord de ces bâtiments tant de croisières d'agrément que des séminaires ou des conférences tout en remontant la Gironde.

Tél. à Bordeaux : (56) 52.63.76
Tél. au Verdon : (56) 59.60.84
Tél. à Blaye : (56) 42.04.49

ADRESSES UTILES

— Maison du Tourisme :
12 cours du XXX Juillet.
Bordeaux - Tél. 44.28.41

— Bureau de recherches et d'accueil (B.R.A.) :
12 place de la Bourse.
Bordeaux. Tél. 52.61.95

— Rectorat de l'Académie de Bordeaux :
29 cours d'Albret.
Bordeaux. Tél. 50.92.65

Venez faire de la voile avec les champions.

Les champions français s'entraînent à Bombannes. C'est là où Serge Maury a préparé les Jeux Olympiques, c'est le berceau de la voile en France. Venez tirer des bords sur le plus grand lac de France : Carcassonne-Tourbi, que vous soyez débutant ou déjà un barreur confirmé.

En dehors des heures de voile, ou pour ceux qui n'en raffolent pas, vous bénéficierez d'installations qui font de Bombannes un complexe de loisirs exceptionnel :

— une vingtaine d'aires de jeux et de terrains de sport ;

— dix courts de tennis ;

— un parcours d'éducation physique ;

— une piscine olympique ;

— une école de ski nautique ;
— une bibliothèque et des salles d'activités nouvelles ou culturelles.

Sans oublier la plage de sable blanc des bords du lac et de l'océan qui n'est qu'à trois kilomètres. Pour vous y accueillir, que vous y séjourniez ou n'y passiez que quelques heures, des appartements à louer dans de petits immeubles dispersés au bord du lac, un centre U.C.P.A. pour accueillir les jeunes, des emplacements de camping et de caravanning, des aires de pique-nique et bien sûr, une garderie et un jardin d'enfants, pour vous permettre de profiter au mieux des activités sportives.

Réservez votre appartement :

— Location d'un appartement (4 à 6 personnes)

— Week-end : 105 F - Semaine : 550 F.

Pension complète : 40 à 65 F par jour et par personne.

Réductions de 10 à 15 % de septembre à juin.

Renseignements et réservations :

Base de Bombannes.

33121 Carcass. Tél. (56) 60.31.03

Base de BOMBANNES

Le conseil Général : construire l'avenir

Le département de la Gironde, 57 cantons groupant 543 communes et 1.061.500 habitants, a géré en 1976 un budget de 790 millions (contre 285 en 1970) qui lui a permis entre autre :

— de poursuivre l'équipement en biens collectifs dont il a la charge ou

— l'état et pouvant difficilement faire face à leurs charges ;

— d'aider les particuliers à construire et les jeunes agriculteurs à installer ;

— à lutter contre les inégalités par le biais de l'aide sociale.

Pour compléter l'effort de l'état et des autres collectivités, afin que vous puissiez mieux vivre ou vous installer en Gironde.

Le Conseil Général veille à l'équipement des voies de communications.

Il gère déjà 5.900 km de chemins départementaux et projette :

— la liaison modernisée Bordeaux -

— La liaison routière de la presqu'île d'Arles

— La mise à quatre voies de Bordeaux - St-Médard

— L'aménagement de la route St-André-de-Cubzac, Libourne, Bergerac

— Sa participation au réseau routier régional : Langon - Bazas - Mont-de-Marsan.

Dans le domaine scolaire et culturel le conseil général a réalisé 120 M. de travaux scolaires en trois ans, participé aux dépenses de ramassage scolaire, à l'entretien des écoles normales et à de nombreuses dépenses culturelles (Maison de la promotion sociale d'Arques, monuments historiques, équipements sportifs...).

En secteur rural l'amélioration de l'habitat, le renforcement du réseau d'électrification et surtout l'énorme effort consenti dans le

domaine de l'alimentation en eau potable (5 fois plus de personnes desservies en 1976 qu'en 1953), font de la Gironde un département où devenir acquiescent d'une "campagne" est chose tentante et de plus en plus vérifiée auprès de citadins pourtant sollicités par les villes côtières ou celles du Bassin d'Arcachon.

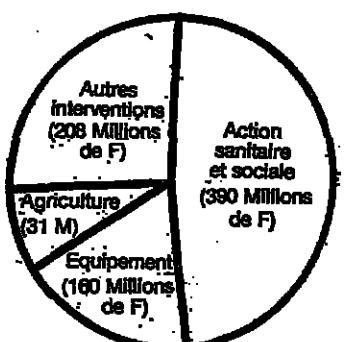
Pour lutter contre les inégalités et la mauvaise répartition des chances, le budget des dépenses d'aide sociale (380 M de francs) représente près de la moitié du budget général et concerne plus de 37.000 personnes. L'aide à l'enfance, aux infirmes, aux personnes âgées, l'aide médicale, l'hygiène et la protection sanitaire constituent les dépenses les plus importantes de ce budget qui comporte grandement l'effort de l'état et des communes.

Objectifs pour 1977

Les objectifs de 1977 et des années suivantes, sont raisonnables :

— ils décrivent dans la logique des événements et collent à la progression que l'on est en droit d'attendre d'une collectivité départementale chargée d'animer la vie de ses mandants tout en complétant par un réseau judiciaire les efforts consentis par un Etat

BUDGET 1976 :



encore trop centralisateur et par des communes trop sollicitées. Facteur de pondération, le département doit veiller à la juste répartition du produit de l'impôt dont il bénéficie. Certes, cette action serait facilitée si, aux côtés du préfet représentant du gouvernement, le département possédait en propre, un exécutif, fonction dévolue à l'heure actuelle au corps préfectoral. Maître de ses choix budgétaires et chargé de leur mise en œuvre, le Conseil général ou son émanation, la commission départementale, pourraient plus facilement adapter le cadre de vie des Gironnais tout en rendant encore plus attractive pour les autres membres de la communauté nationale, une région qui déjà est loin d'être sans attrait.

Groupes et congrès, nous avons préparé votre venue.

La Gironde est un pays d'accueil. Pour en faire une fois encore la preuve, nous avons créé une organisation, le GAVA (Groupement des Agences de Voyages d'Aquitaine) dont le but est de préparer les structures d'accueil des groupes et des congrès.

Le GAVA peut, à la fois, être un producteur de voyages ou le correspondant capable d'assister un organisateur extérieur, pour faciliter l'accueil touristique en Bordelais et en Aquitaine.

Ainsi, depuis deux ans, le GAVA a permis le déroulement d'une quinzaine de congrès, accueilli une centaine de groupes et programmé quelques 350 visites guidées ; grâce à lui, près de dix mille visiteurs ont ainsi découvert la région dans les meilleures conditions. En 1977, le GAVA proposera une gamme étendue de séjours, tant pour individuels que pour les groupes, sur des thèmes tels que "découvertes du vignoble de Bordeaux", "week-ends au festival" (Mai Musical de Bordeaux), "Vallée de la Dordogne", "Promenades gourmandes" en Aquitaine, etc...

Capable par vocation de travailler "à la carte", le GAVA est en mesure de proposer rapidement des programmes originaux adaptés aux possibilités financières de tout organisateur, aussi bien pour des groupes touristiques classiques que pour les congrès ou responsabilités de stimulation.

G.A.V.A.

l'accueil en Gironde, Maison du Tourisme
cours du XXX Juillet, Bordeaux. Tél. (56) 44.28.41

agence
6, rue S
23, rue S

صلى الله عليه وسلم

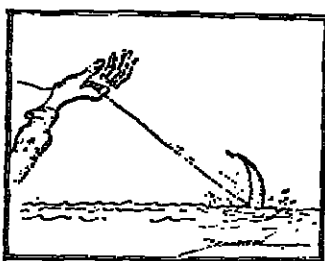
Verrous au large

(Suite de la page 19.)

« Nous aurions bien accepté que les Japonais viennent, mais à condition qu'ils se battent avec les mêmes armes que nous ; ils n'auraient qu'à pêcher à l'appât vivant. » Les palangres ont été coupées ; des plaintes ont été déposées.

Les Lusiens ont aussi protesté contre les Arcachonnais qui « descendent » dans le quartier de Bayonne, avec des chalutiers équipés de chaluts pélagiques — des chaluts sans panneau qui grattent le fond. « Après leur passage, il y avait des poissons morts ou abîmés. Nous sommes hostiles à ce type de pêche, nous préférons manger du pain pendant dix ans que du gâteau pendant une seule saison. »

Malgré toutes les précautions et toutes les surveillances, les pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz sont aujourd'hui en péril. Après la campagne de l'année écoulée, qui, en principe, représentait à elle seule 50 % des revenus des unités armées pour cette pêche, plusieurs pêcheurs ont déposé leur rôle. Le syndicat des marins a demandé au gouvernement une subvention. « Pourquoi les agriculteurs seraient-ils indemnisés et pas nous ? », s'interroge-t-on là-bas. L'an dernier, ils ont déversé quelques tonnes de thon sur les marchés de la mairie. En août, il y a eu des manifestations. On a vendu vingt mille billets de loterie au profit des pêcheurs les plus atteints. « Depuis le 1^{er} janvier, il y en a qui n'ont pas gagné 500 francs par mois », dit Gérard Mendiburu, secrétaire du syndicat des marins. Déjà certains ont envisagé une conversion. Un pêcheur organise pour les touristes des parties de pêche « à tout gré », mais dans l'ensemble les pêcheurs ne sont pas d'accord. Ils souhaitent une meilleure organisation du marché, une revalorisation de leurs productions et des aides. À l'investissement pour la flotte dont l'âge moyen est de dix-sept ans.



* Dessin de Bonnaill.

Avant l'industrialisation de la pêche, l'océan pouvait paraître inépuisable. Il en va différemment aujourd'hui. Les imprévus de l'exploitation rendent fragile l'industrie de la mer.

Des entreprises (industrielles et puissantes) de pêche en haute mer, comme les pêcheurs de Bordeaux-Bassens, sont elles-mêmes confrontées à de telles difficultés et sont dépendantes de conditions imprévisibles comme les migrations des espèces, ou comme l'évolution — combien rapide aujourd'hui ! — du droit de la mer. « Si on étend les zones de pêche à 200 milles, comme nous sommes en droit de le craindre », dit M. André Dezeure, P.-D. G. de Bordeaux-Bassens, nous ne savons plus où aller. » Huit bateaux congélateurs, des milliards sur les mers, qui partent pour des campagnes de quatre mois dans l'Arctique jusqu'à 82° de latitude nord. Malgré cet équipement moderne, le patron dans son bureau de Bordeaux reconnaît : « Quand on décide de telles campagnes, c'est encore une question de flair ! »

Malgré les transformations récentes l'imprévu joue donc un rôle considérable, aussi bien pour la flotte de Saint-Jean-de-Luz un peu vétuste et artisanale que pour les navires-usines les plus « sophistiqués ». Si les techniques nouvelles mises aujourd'hui à la disposition des pêcheurs permettent de gagner quelques centaines, il n'en reste pas moins que le poisson, ressource vivante qui court sous l'océan, ne sera jamais de la pêche une activité « tranquille ». Pour l'organisation des marchés comme pour la sécurité matérielle des hommes de la mer.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Ligne

directe

Le « Goncourt » sur les allées

● Les prix littéraires sont des événements nationaux, même dans la métropole aquitaine, où pourtant on lit peu.

L'AQUITAINE se souvient d'avoir vu naître au cours des siècles de nombreux écrivains qui devinrent vite des maîtres. Mais dans ces contrées — est-ce le climat doux et la nature accueillante qui invitent plutôt à la promenade ? — on lit peu. M. Léger, qui tient la belle librairie A l'écritoire d'or, explique : « Lorsqu'on fait des inventaires dans les bibliothèques des grandes familles de Bordeaux, on trouve des collections fort riches jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Et puis, un trou, pour revoir tout à la fin un Sagan ou un M. de La Fayette. »

On vient juste apprendre ici que Patrick Grainville a eu le Goncourt et que le Renaudot est allé à Michel Henry. Les grands libraires de Bordeaux refont leurs vitrines et regardent les piles. « J'ai eu la chance de pouvoir acheter une réserve de trois cent cinquante Grainville. Le fait qu'un professeur soit lauréat est une bonne chose, cela nous amène une clientèle d'étudiants, et d'universitaires, qui sont de bons consommateurs. Les prix des romans, 45 à 50 F, ne sont pas un obstacle », dit-on chez Mollet. Les prix. Pour contourner la difficulté du coût, inscrivent-ils à la bibliothèque municipale ? Organisée autour d'un établissement central dans un ancien couvent et de quatorze annexes dans les quartiers, la bibliothèque compte quatorze mille cinq cents lecteurs, qui chacun empruntent trente ouvrages en moyenne par an. Mais pour une métropole comme Bordeaux, ce n'est pas une très bonne performance. « On a ici traditionnellement plus de goût pour le théâtre, la lecture ou la musique », regrette le conservateur en chef Jacques Yvon et ses quatre adjoints. L'Alsace et le Nord paraissent plus studieux. En Aquitaine, Agen et surtout Pau ont fait des efforts significatifs.

tifs. Le département des Landes n'a pas de bibliothèques. M. Yvon avait demandé pour 1977 un budget en augmentation de 20 %. On lui a dit : « Ne dépassez pas 6,5 %. » Il ne pourra pas dépasser une trentaine de Grainville et un peu moins d'Henry. La ville de Tours, croit-on savoir, fera des acquisitions deux fois plus importantes. « Ce qui nous attriste le plus, c'est de ne pouvoir acheter, faute d'argent, tous les livres d'art et compléter les collections. » Quand une occasion se présente,

comment résister ? Bien sûr, on risque d'engloutir en quelques mois tout son budget. Mais l'acquisition par la bibliothèque municipale du manuscrit de l'Histoire véritable, de Montaigne, ne vaut-elle pas une petite rallonge ? Histoire, souvenirs, témoignages, livres, choses et gens, qui, par leur présence échangée, prouvent que l'existence des hommes est plus durable que leur vie. Vraiment, Mauriac

avait-il tout à fait raison d'écrire : « Ce que je redoute de la mort, c'est qu'elle est ce qui n'existe pas ? »

Les racines du passé, parfois le simple rétro, plongent aussi ces jours-ci sur l'esplanade des Quinconces, où se tient la Foire à la brocante. Un démarrage sur les chapeaux de roue. Un vendeur de meubles rustiques avoue : « Il y a du monde. Les gens ont de l'argent. Je n'ai jamais fait une foire comme Confort-Expo, qui vient de s'achever. Sur cent dossiers de vente, un seul avec crédit. » Chénets, poètes à chas-bon en fonte émaillée, vaisseliers, siphons, mailles de forban, abondent. « Je peux vous offrir aussi des objets authentiques du temps de la traite des Noirs », propose l'antiquaire. Déjà des rabais, sont affichés la paire de fauteuils Louis XVI, médaillon ou gendarme (imitation évidemment), est offerte pour 1 000 F.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Trois étoiles à Agen

● Le Lot-et-Garonne veut vendre son tourisme sous le label Aquitaine.

A en croire Stendhal, « c'est un pays aussi beau que l'Italie ». Les connaisseurs le disent : le nord du Lot-et-Garonne a un petit air de ressemblance avec la Toscane. Et pourtant, le plus grand nombre jugent ce département sans caractère.

« Nous n'avons pas grand-chose pour asseoir notre notoriété. Ni la mer, ni la montagne, ni la préhistoire », admet M. Louis Jamet, maire d'Aiguillon et président du comité départemental du tourisme qui s'est réuni à Agen le lundi 15 novembre pour « penser » la saison prochaine. Une conclusion : mieux vaut désormais vendre le Lot-et-Garonne sous le label Aquitaine. Les gens saisisent mieux l'offre qui leur est faite.

Rien d'autre que la campagne, toute simple. Aujourd'hui, il n'y en a que pour la Gironde, les Landes et les Pyrénées-Atlantiques. Le Lot-et-Garonne ne perd rien pour attendre. « Chassés par la pollution de la mer, les baigneurs reflueront bientôt vers l'intérieur », assure M. Jamet.

Il y a trente-six bénévoles — élus, hôteliers, transporteurs, membres d'associations diverses, représentants d'assemblées consulaires, etc. — qui cherchent à sauver de l'oubli le Lot-et-Garonne. « L'hiver, on réfléchit ; notre plan de bataille doit être prêt pour le 1^{er} février », note M. Jamet. Ce plan se résume tout simplement à l'édition de brochures, se plaint un professionnel. « Il y a un génie inimaginable de papier, car chaque commune — Aiguillon, Fumel, Nérac — veut avoir son propre dépliant. »

Le comité départemental aurait pu s'intéresser au développement du tourisme fluvial. C'était prendre trop de risques. Toujours est-il qu'une compagnie britannique, la Beaver Fleet, s'est saisie de l'idée en 1974. Elle exploite quarante house-boats sur le canal latéral de Bordeaux à Béziers. Deux mille « marins » ont ainsi croisé sur ses eaux la saison dernière. « C'est un bon filon. Nous accueillons en période estivale une soixantaine d'étrangers par se-

maine », souligne M. Pierre Esquirol, maire (républicain indépendant) d'Agen.

Le comité départemental du tourisme se défend de vivre replié sur lui-même. Au contraire, ses représentants ne cessent de travailler les marchés français et étrangers. Il n'est pas une foire d'Europe du Nord où le Lot-et-Garonne n'ait son stand. Au programme des prochains mois : Charleroi, Utrecht, Amsterdam, Essen, Birmingham, Lille... « En 1977, nous consacrerons aux Pays-Bas 10 000 francs de publicité », précise M. Jamet. « Beaucoup d'argent pour rien », affirment certains.

Et pendant ce temps-là, les canaux locaux empêchent de préparer le meilleur accueil à ceux que l'on a sollicités à l'autre bout de l'Europe. Ainsi existe-t-il dans le département deux syndicats de l'hôtellerie. Ils se voient des adhérents et s'emploient à empêcher l'installation de nouveaux venus. « Leur entente n'est pas totale, laisse-t-on entendre à la préfecture sous forme de litote, ce n'est pas très bon. » Le maire d'Agen a donné son accord à la construction d'un trois étoiles, mais veut tenir la nouvelle cachée jusqu'au lendemain des municipales.

JACQUES DE BARRIN.

De l'Institut d'Oenologie au Laboratoire de Physique Nucléaire, découvrez l'enseignement en Gironde.

Une large gamme de moyens de formation.

En dehors des lycées classiques et modernes et des lycées techniques répondant au besoin de formation de Bordeaux et de sa banlieue, plusieurs établissements jouent un rôle régional ou inter-régional : un lycée hôtelier très moderne, des sections de B.T.S. très diversifiées, d'importantes classes préparatoires aux Grandes Ecoles. Au niveau de la formation universitaire, les trois universités gironnaises et leurs deux I.U.T. accueillent près de 40.000 étudiants. Elles sont complétées par un dense système de grandes écoles et établissements relevant de divers Ministères : Institut d'Aménagement du territoire et de développement régional, Institut d'Économie de gestion, Institut d'Études Politiques, Ecole Nationale Supérieure de Radio-électricité, Ecole Nationale Supérieure de Chimie, Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers, Conservatoire des Arts et Métiers, mais aussi Conservatoire de Musique, Ecole des Beaux Arts, Ecole des Carrières Sociales, Ecole des Carrières de Santé, Ecole d'Architecture, Ecole Nationale de Magistralure, Ecole Supérieure de Commerce, Ecole Nationale des Ingénieurs des Travaux Agricoles. Ainsi, tant au niveau des Sciences de l'ingénieur, qu'à celui de l'Administration ou de la Gestion, et pour la formation des cadres moyens comme de celle des cadres supérieurs, la capitale régionale offre une large gamme de moyens de formation.



En ce qui concerne la formation permanente, l'existence d'une Association régionale pour l'éducation permanente en Aquitaine, d'une Association pour le développement de l'enseignement et de la recherche en Aquitaine et d'une Union régionale des Ingénieurs d'Aquitaine, assure avec le concours du C.N.A.M., une conjugaison efficace des efforts des Services Publics et des Entreprises privées pour l'organisation de la formation.

Un important potentiel de recherche.

Bordeaux dispose d'un très important potentiel de recherche et d'innovation scientifique. Quelques exemples montreront l'ampleur du champ couvert : L'Institut d'Oenologie (qui forme les techniciens locaux, mène une recherche active et a un large rayonnement international par l'accueil de stagiaires étrangers), l'Institut Pin, le Laboratoire des Corps Gras, contribuent à la mise en valeur des ressources naturelles locales comme aussi la Station Agronomique de la Grande Ferrade de l'I.N.R.A., la connaissance du milieu naturel est le domaine d'action de l'Institut de Géologie du Quaternaire et de la Préhistoire, de l'Institut de Géologie du Bassin d'Aquitaine, du Laboratoire d'Ecologie montagnarde de Gabas, de l'Institut de Biologie Marine.

Les Sciences Economiques et Humaines sont traitées par l'Institut des Sciences Humaines appliquées qui s'est spécialisée, avec le Professeur Sicard, dans la sociologie du développement et par l'Institut d'Études Régionales du Sud-Ouest. Les Sciences fondamentales disposent d'un Institut de recherches en Mathématiques (très actif dans la formation des enseignants), l'Observatoire astronomique de Floirac, le Centre Paul Pascal de Chimie du Solide, les Laboratoires de Physique Nucléaire et de Physique Théorique de Gradignan qui relèvent du C.N.R.S., l'Institut du Pin, le Laboratoire d'Essais des Métaux. Dans ces domaines, la recherche Universitaire est étroitement liée aux recherches poursuivies par le Laboratoire des Poudres et par des Laboratoires indus-

triels. Cette liaison est concrétisée par des contacts de recherche, des programmes communs, l'attribution de bourses de recherches crées par diverses entreprises industrielles ou techniques.

Le domaine médical, s'appuyant sur une Université médicale au très large rayonnement, participe à la recherche entre autres par son laboratoire de Biochimie, par son Institut de Recherches Chirurgicales Expérimentales et par son Unité d'Education Physique et Sportive.

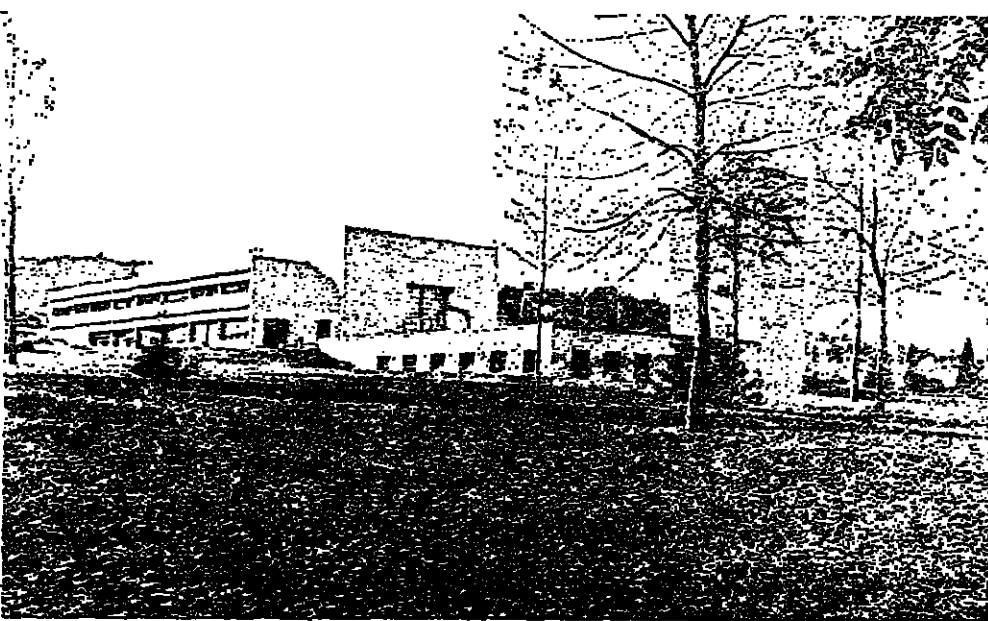
Un enseignement ouvert sur le monde.

Enfin Bordeaux n'a jamais renoncé à son rôle de porte ouverte sur le monde. L'existence d'un Centre d'Études Canadiennes, d'un Centre d'Études d'Afrique Noire, d'un Centre d'Études Géologiques et de Développement du territoire des Ats et des lacs correspond à certaines actions plus organisées et plus spécifiques. La présence à Bordeaux de l'Ecole Internationale relevant de l'Agence de Coopération culturelle et technique complète ce dispositif d'établissements spécialisés. Mais la plupart des autres centres de recherches ont aussi une action sur le plan extérieur, ainsi que des départements Universitaires, comme celui des Etudes hispaniques. De très nombreux accords de jumelage intéressent les trois Universités de Bordeaux.

Une place à part doit être faite au Centre d'Études de Géographie tropicale du C.N.R.S., qui accueille et forme des stagiaires étrangers, coordonne la recherche géographique tropicale et est chargé de l'élaboration d'Atlas régionaux.

Enfin l'Ecole de Santé Navale joue un rôle capital dans la formation des médecins français, mais aussi dans celle des médecins des pays africains et malgaches de tradition francophone.

La Gironde, siège de l'une des plus anciennes universités françaises, est ainsi à même de répondre à la double finalité de la formation des jeunes et de la préparation des Cadres.



... Tout près de Bordeaux, des zones industrielles à la campagne.

Depuis plus de 15 ans une politique active d'industrialisation a été menée en Gironde et les zones industrielles des villes moyennes résistent de la volonté des responsables régionaux d'éviter tout autant une concentration anarchique qu'un développement anarchique. Ces zones industrielles peuvent suivre leur situation recevoir divers types d'industries.

Hors de la Communauté Urbaine de Bordeaux, elles couvrent l'ensemble du département et sont situées à : Arcachon/La Teste - Audenge - Bazas - Belin-Bellet - Blaye - Cadillac-la-Bastille - Carbon-Blanc (en projet) - Cauter - Langon - Libourne - Pauillac - La Réole - Saint-André-de-Cubzac (en projet) - Saint-Loubès - Le Verdon. Certaines des localisations, comme Blaye et Pauillac, sont également des ports et Libourne un port fluvial.

Plusieurs de ces zones sont raccordées fer et il est important de savoir que les plus éloignées comme Bazas et La Réole ne se trouvent même pas à 100 km de la Métropole d'équilibre de la Gironde qui peut donc mettre à leur dispo-

sition tous ses services notamment un Aéroport International. Les prix des terrains présentés qui vont de 2 à 24 F le m² équipé les rendent extrêmement compétitifs. De plus, dans le cadre des Aides de l'Etat (Prime de Développement Régional), la plupart des industries désireuses de s'implanter sur ces zones peuvent recevoir une aide correspondant à :

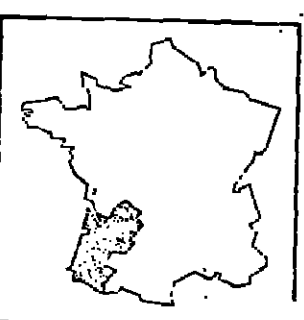
- 25.000 F par emploi permanent créé, en cas de création ;
- 20.000 F par emploi permanent créé, en cas d'extension, ceci pour un minimum d'investissement de 300.000 F avec création d'au moins 10 emplois (800.000 F et 30 emplois dans les agglomérations de plus de 15.000 habitants).

Une partie des zones citées bénéficie également de la Prime d'équipement hôtelier, de l'Aide spéciale rurale, de la Prime d'installation agricole, de la Prime d'installation artisanale et des allègements fiscaux.

Il est à noter que certaines autres villes, comme Lesparre, ne possèdent pas encore de zone industrielle mais peuvent cependant accueillir des petites industries ou des sociétés de services.

Les recensements effectués concernant les entreprises déjà implantées sur les zones de la région font ressortir que tous les types d'activités sont représentés à peu près partout sans qu'une branche ou une autre soit dominante et que, la taille des affaires en question va de 10 à 200 emplois, ce qui prouve bien que dans beaucoup de cas une étude approfondie doit permettre à pas mal d'entreprises de créer leur installation dans des zones où finalement il leur sera aussi aisé de travailler que dans de grandes métropoles.

Le Bureau de Recherches et d'Accueil a dressé un inventaire de tous les terrains disponibles signalés par les municipalités et est en mesure d'aider d'une façon efficace à l'aboutissement de tous les dossiers.



Aquitaine, le pays de qualité.

Dans les détours

de l'artisanat

Le soleil donne sur les vignes mordorées. « Saint-Emilion : zone d'appellation contrôlée », dit le panneau. Les vignes sont basses, plantées serrées — on compte cinq mille cinq cents pieds à l'hectare — et si soignées que leurs propriétaires font pousser entre les rangs des rosiers.

Des toits pâles à cheval sur deux collines : Saint-Emilion est une petite ville très ancienne. Un pan de donjon s'élève parmi les maisons. Dans le cloître gothique des Cordeliers, depuis quatre ans, pendant une semaine à l'automne, est organisée une exposition des artisans d'Aquitaine. Le but de la MIACA (Mission interministérielle pour l'aménagement de la Côte d'Aquitaine), un des responsables de la manifestation est de lier l'arrière-pays à l'aménagement de la côte et de créer parallèlement au « tourisme de soleil » un tourisme plus culturel. C'est donc sous le double signe de l'artisanat et

du tourisme que se déroulera cet itinéraire à travers trois départements : Dordogne, Lot-et-Garonne et Landes. Cap sur Bergerac. Sur la route nationale bien connue, salons, au passage, avec joie, Michel-de-Montaigne. Le village de l'écrivain porte son nom et dans sa tour, que l'on visite, on a conservé les selles de ses chevaux. A Mouleydier, après Bergerac, on se rapproche de la Dordogne, large et calme où se reflètent de gros bouquets d'arbres. Lalinde et les bords de la Couze sont jalonnés de petites mines de papier. Georges Duchêne fabrique le sien à la main au moulin de Larroque, ouvert au public, près de Couze-Saint-Front.

Eglises fortifiées et bastides. A Saint-Avit-Sénieur, un chemin de ronde court à l'intérieur de la nef. Les bastides, « basties » au treizième et au quatorzième siècle, étaient françaises ou anglaises. Villeneuve-sur-Lot, Monflanquin,

Villefranche-du-Périgord « marchaient » pour Alphonse de Poitiers. Beaumont, Lalinde, Monpazier brandissent la bannière d'Edouard I^{er} roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine. Toutes sont construites sur le même plan, les rues se coupant à angle droit pour faciliter la défense. Au cœur de la bastide, on trouve toujours la même place bordée d'arcades, que dans le pays on appelle les « cornières ». Avec ses maisons seigneuriales, percées de baies gothiques et sa longue halle, la place de Monpazier est de loin la plus belle. C'est là, sous les « cornières », s'ouvrent dans un magasin à volets de bois, ouvert de Pâques à octobre, que Renaud et Christine Basset présentent un artisanat végétal.

Leurs bougies sont décorées de fleurs séchées qu'ils cueillent dans leur jardin. A Villers, la « ville royale », sur la place de la halle, charmante avec son beffroi de tuiles, une galerie moderne au nom bien choisi : « le Soc ». Dans la vitrine, des abat-jour rustiques faits avec des spathe de maïs, des tentures légères tissées avec des fougères et des grès. « Nous sommes huit artisans qui travaillons la terre, la laine, le fer et le bois », expliquent Roger et Valentine Garrigue, qui ont créé « le Soc ». Les Garrigue sont tisserands. Leur dernière commande ? Le manteau d'un lama qui a ouvert un centre de méditation tibétaine au château de Chaban (Dordogne).

Sur la route de Villers à Monflanquin, un détour par Aiguapasses. Après Biran, formidable château où se sont succédé quatre générations de Gontaut-Biran, après Soulaure, à la sortie d'une forêt, voici Aiguapasses. Petite église en pierre grise, presque aveugle tant ses ouvertures sont étroites. Seule en face d'une grosse ferme.

Bertrand Lèbe, céramiste, habite Monflanquin mais expose à Paris. On peut voir devant une statue de lui devant le C.E.S. de Villeneuve-sur-Lot, sur la route de Fumel. Deux blocs de pierre, le professeur et l'élève, qui s'appellent « presque » l'un contre l'autre. Parce qu'ils sont amis de Bertrand Lèbe et potiers, Alsaku Suzuki et sa femme Gerda — un Japonais et une Autrichienne — sont venus s'installer à Frespech-la-Colline-Fralche. Alsaku, en japonais, veut dire « créateur d'indigo » ; aussi les vases et les plats de Suzuki ont-ils souvent un pan de ciel bleu sur un fond de grès mat. L'atelier-magasin de Frespech — drap blanc tendu sur un mur de pierre — est ouvert

au public. « Les gens, dit Gerda, cherchent le contact avec celui qui fait l'objet ».

A l'entrée de Galimass, en venant de la Croix-Blanche, il faut prendre la première à gauche. Au bout de 1800 mètres — le chemin est indiqué — on arrive chez Françoise et Jean-Etienne Soulié. Françoise est seule avec ses trois enfants, Eudes, Radegonde et Adrien. « La peinture sur soie nous permet de vivre, avoue-t-elle gentiment, mais nous préférons la marquerie pour le plaisir de créer ». Françoise et Jean-Etienne Soulié composent des tableaux abstraits ou des plateaux de tables. Ils font jouer les bois, les teintes et les textures. Bols de rose, citronnier, palissandre, loupe d'ormeau, bois du Brésil. Bols bruns, blancs, écarlates et parfois... verts.

Clermont-Dessons, malgré son nom, domine la plaine d'Agen, les arbres fruitiers et les vergers. Petit village bien mis en valeur par ses habitants. Eglise romane discrète, simplement décorée de chapiteaux à motif végétal et d'un cordon à trois rangs de billettes.

Les volets entrouverts des séchoirs à tabac laissent voir des liasses de feuilles jaunes. A Port-Sainte-Marie, on tourne à gauche vers Villane et Lavardac. A Lavardac, les premiers pins apparaissent. Le Lot-et-Garonne vous dit : « A bientôt ! »

Trois maisons dans une clairière, à côté de Roquefort (Landes). Une dizaine de voitures, au moins, sont arrêtées sous les arbres. Aujourd'hui, on tue le

canard gras et toute la famille est venue aider à plumer. Un peu plus loin, dans la prairie, une sculpture en terre cuite annonce que, des potiers habitant là, Erika et Benoit Montreuil-Lohoff ne souhaitent pas les visites. Mais leur poterie mérite d'être signalée. On pourra la voir à Chartres, chez Pénélope, du 15 au 22 décembre. Ce sont des grès pour la table ou des objets. Galeas, « champignons », grenades pleines et fendues, très belles.

De nouveau, les pins défilent. On ne voit plus, comme autrefois, la saignée rougeâtre et le bol attaché au tronc. « Oui, c'est vrai, le gommage est en train de disparaître », dit Jean Trucco-Chala, un des responsables de l'Eco-Musée de Marquèze. En 1920, la France produisait 175 millions de litres de gomme. En 1975, elle n'en produit plus que 12 709 000 litres, dont 8 000 000 litres pour le seul département des Landes. Il y avait 14 135 gommiers en 1942, ils ne sont plus que 1 320 en 1974. La disparition du gommage a des conséquences graves, voire dramatiques. Le bois qui n'est pas gommé perd de ses qualités. Qui plus est, les risques de propagation des incendies augmentent. Le gommier vit dans la forêt et la connaît. Il est sur place pour éteindre la moindre flamme qui naît. S'il disparaît, en cas d'incendie, ce seront 1 000 hectares qui brûleront d'un seul coup. « Qui pense les responsables de la région ? »

La forêt reprend. Elle s'éclaircit par endroits. Maisons basses et carrées des Landes sous les chênes. Des dindons se promènent. La route grise file tout droit entre les troncs noirs et les fougères.

FLORENCE BRETON.



en
AQUITAINE
du 22 au 27 novembre 1976

Jacques BAL - Pierre BOUTELLER - Louis BERIOT
Jean SAS - Louis BOZON - Anne GAILLARD
Bernard GOLAY - Lucien JEUNESSE
Jean-Pierre ELKABBACH - Jean-Claude MANGEOT
Pierre ALAIN - Jean-Michel DAMIAN - Jacques CHANCEL
Patrice BLANC-FRANCARD - François BONNEMAIN
Gilbert DENOYAN - Bernard SEGARRA - Emile TOULOUSE
Jean GIRARDOT - Hugues DUROCHER - Claude VILLERS
José ARTUR - Jean-Louis FOULQUIER - Jo DONA

ETABLISSEMENT PUBLIC REGIONAL AQUITAINE - COMITÉ D'EXPANSION AQUITAINE

Les curiosités

d'un gourmet

Poissonnades

B IEN sûr, en rivière, il y a les truites (lorsqu'il y en a encore en des eaux trop polluées pour être honnêtes). De toute façon, les restaurateurs n'ont pas le droit d'en servir, on le sait. Mais si vous avez de la chance, une authentique fario, sachez qu'en Périgord on vous la fera tout simplement au grill (à l'huile de noix) et, au Pays basque, à l'ail.

Venons-en aux migrants. En Gironde, vous rencontrerez l'aleste (braisée au vin blanc et à l'échalote) et surtout la lamproie, prise aux filets piégés du printemps. Elle a ses « fans », cuite à son sang et au vin rouge, avec les tronçons de poissons surrogatoires. Et n'allez pas dire ici, même pour le plaisir du mot, que vous lâchez volontiers lamproie pour l'omble. Ce serait mal vu ! Si l'on prend la lamproie dans la Gironde, la Dordogne et la Garonne, le saumon ne hante que l'Adour et les gaves du Sud-Ouest. Encore est-il assez rare et nombre de saumons de l'Adour des cartes restauratrices viennent d'Ecosse ou du Canada. Depuis quelques années, on le fume sur place. Cela a conduit André Daguin (Mapotel de France, à Auch), à le servir « à la Couronne » avec un verre d'armagnac blanc glacé. Mais l'armagnac, alors, n'a pas droit à son nom. Il faut dire la « blanche ». On l'a imité un peu partout. De même, on propose des brochettes de saumon en dés, pruneaux et lardons.

Enfin, l'anguille complète l'échantillonnage des « migrants ». Son frai (les civelles en pays de Loire) est ici baptisé « pibelles ». L'omelette basque aux pibelles est fort prisée.

Arrivons-en à l'esturgeon (le caviar, dont la chair est mésestimée à tort, car on peut en faire d'excellents rôtis braisés). Depuis la fin de l'autre guerre il donne ce caviar de Gironde qui, bien traité et frais, vaut largement tous les autres. Les animaux antédiluviens tend à disparaître et la production de caviar français, de quelque 4 tonnes en 1930, atteint aujourd'hui péniblement sa tonne et demie. A Paris, en saison, vous en trouvez notamment chez Prunier. Sur place, les meilleurs restaurants en savent proposer.

Directement de la mer à l'assiette, voici les soupes de poissons. Celle d'Arcachon avec ceux du bassin, liée aux jaunes d'œufs et enrichie d'une larve de vinaigre. Celle du Pays basque (tur), qui est une bouillabaisse aux poissons. Mais aussi la soupe biarrotte aux poivrons maigres, quelquefois simplement au marlu (colin).

Dans tous les ports, au temps de la marine à voile, les marins du Nord trouvaient, à l'échelle, le stockfish contre de la nourriture fraîche. C'est à Bordeaux qu'arrivèrent ainsi, avec les péniches de minerais, jusqu'à Dieppeville, ce qui allait donner l'estouffado. Les souvenirs de ces temps se retrouvent dans la morue biscaillonne, la morue pil-pil (pimentée), la morue à la gasconne. Et dans la cassoulet de morue, où celle-ci fait office de confit. A Paris, vous retrouverez ce cassoulet de morue aux cartes de l'Aquitaine (54, rue de Dantzig) et de la Bonne Table (119, bd Jean-Jaurès, à Clignancourt). Ce sont plats « de femme » !

L E bassin d'Arcachon fournit deux sortes d'huîtres à la table aquitaine : les gravettes, qui sont plates, c'est-à-dire de vraies huîtres (œuvres adultes) et qu'on aime envoyer déjà à son empereur, à Rome (chaque huître enfouie dans une boule de neige), et les noisettes, qui ne sont que des portugaises acclimatées là depuis plus d'un demi-siècle. Chaque 25 mars, on fête Notre-Dame d'Arcachon et l'on bénit la mer en souvenir d'une statue apportée par elle, vierge en albâtre de Nottingham du seizième siècle. Les huîtres se dégustent « à la bordelaise », c'est-à-dire accompagnées de crêpilles truffées cuites au vin blanc ou de petites saucisses pimentées grillées. Le blanc sec des Graves semble né pour accompagner ce plat. A Paris, on sert les huîtres ainsi au Châtelet (94, bd des Batignolles), et là seulement, je crois bien !

On l'a vu, l'expression « à la bordelaise » implique le vin blanc (ou rouge) et l'échalote. Ne vous étonnez point alors des moules à la bordelaise, des écrevisses à la bordelaise.

LA REYNIÈRE.

Le Crédit Agricole Mutuel et l'Aquitaine: un mariage d'ambition.

Caisses régionales de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne, des Pyrénées Atlantiques.

150 000 000

Le plus grand des 96

Un socialiste sur la rive droite

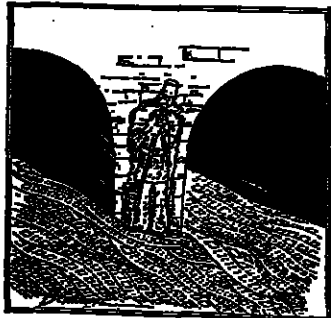
« C'est qu'ici nous sommes sur la rive droite, la rive de la fidélité. »
PIERRE CHERRUAU.



ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

AU FESTIVAL DE PARIS



Un Comencini inédit

On n'en avait jamais vu de découvrir Luigi Comencini (soixante et un ans), bien qu'il soit aujourd'hui, en France, après des années d'incompréhension, un réalisateur populaire et apprécié. Lorsque le Festival cinématographique international de Paris présente « Le Scopone scientifico », on s'aperçoit que cet inédit est une œuvre maîtresse.

Tourné en 1973, « Le Scopone scientifico » est un film à vedettes : Silvana Mangano et Alberto Sordi, Bettie Davis (manière sacrée hollywoodienne) et Joseph Cotten. Réalisé avec cette maîtrise classique du récit romanesque qui caractérise Comencini, c'est aussi un film qui s'adresse à un large public. Alors, on ne comprend vraiment pas pourquoi il n'a pas encore trouvé de distributeur en France, alors que des sous-produits du cinéma italien comme « Africa Express » et « Bluff » arrivent sur nos écrans, qui pourraient s'en passer.

Chronologiquement, « Le Scopone scientifico » se situe entre « Pinocchio » et « Un vrai crime d'amour ». Et s'y relie d'ailleurs parfaitement, le scénario de Rodolfo Sonego ayant apporté à Comencini un terrain pour le double thème de la fatalité sociale et de l'enfance affrontant la vie des adultes, qui marque tout son univers cinématographique. « Le Scopone scientifico » est une fable tragique — et réaliste — sur les rapports des pauvres et des riches avec l'argent. On ne peut pas supposer que ce sujet fasse peur à nos distributeurs.

Chaque année, depuis huit ans, une milliardaire américaine, vieille dame indigne au sourire faux, vient passer des vacances à Rome, dans une somptueuse villa proche d'un bidonville. Elle a la passion des cartes et fait venir chez elle, pour des parties de « scopone scientifico », jeu italien, un couple qui végète dans la misère de ce bidonville avec cinq enfants. La vieille dame met ses millions sur la table et le couple espère toujours gagner une fortune.

Il y a, bien sûr, le suspense du jeu, entretenu dans une atmosphère de fièvre. Mais ce qui compte pour Comencini, ce sont les liens qui unissent cette puissance sociale qu'est la richesse « signoria » au couple et à tous les pauvres du bidonville, passionnés par ces matches répétés comme s'il s'agissait, pour eux, de gagner par procuration. Paralysés des jambes et poussant l'acharnement jusqu'à frôler la mort, la vieille est, en fait, indestructible et vouée au gain (elle en a les moyens), tandis que ses partenaires, à vouloir jouer son jeu, se cognent éperdument au mythe du capitalisme et de la réussite individuelle. Semé de détails humoristiques et grotesques dans la tradition de la comédie italienne, le film est empreint d'une lucidité amère, d'une profonde sensibilité devant la misère et le « mauvais sort » des humains. Personnage typiquement comencinien, personnage essentiel, une adolescente boiteuse, fille du couple de joueurs, observe tout de ses yeux tristes et juge. Petit être marqué, elle a, pour sauver sa famille de l'empire de la vieille et de son argent, sa solution à elle qui est, d'une certaine manière, un « vrai crime d'amour ».

JACQUES SICLIER.

L'Association française de la critique de cinéma a décerné le prix Adèle H. à « Pinocchio », et le prix Léon-Moussinac à « Cris Cuervos », de Carlos Saura.

En raison du décès d'Alexandre Calder, l'exposition de ses œuvres récentes, prévue à la galerie Messag et le 21 novembre, est reportée au mercredi 1^{er} décembre.

Rouge comme le rêve

Journée crause avenue de Wagram, seul pour un film de Comencini inédit en France (lire ci-contre), et le second film de Michèle Rosier, « Mon cœur est rouge », après George qui, assez fraîchement accueilli à sa sortie à Paris, Michèle Rosier quitte le dix-neuvième siècle pour notre époque, pour d'autres femmes, pour Clara (Françoise Lebrun), une femme libre, qui travaille, aime, milite par son entêtement, son humour, sa parfaite décontraction, son art de tous jours faire front sans rien laisser paraître.

Dans la rue, elle recueille une jeune motocycliste (Hermine Kharagouz, cette merveilleuse comédienne dont il faudra un jour plus longuement parler), victime d'une chute, l'amène à l'hôpital : Clara, comme son metteur en scène Michèle Rosier, observe, décrypte, tient toujours un peu indifféremment sous son air. L'amour de Clara : un garçon rencontré dans la rue avec qui on fait de longs voyages en Belgique, l'amour, c'est drôle. La vie quotidienne, c'est drôle. Puis, aux dernières images, c'est la fête de fin d'année au pensionnat de jeunes femmes, à l'ombre des héroïnes en bikini ou en jupe de l'histoire et de l'art. Elles sortent venues d'un peu partout, il y a même Mal Zetterling, Anne Wiazemsky — Michèle Rosier avait organisé une party pour l'occasion — des tas de jeunes personnes jouent l'histoire, Marx, Nietzsche, un charmant Rimbaud.

Tout ça ne tient pas debout et nous touche d'autant plus fort : révérence bourgeoise qui rêve... de révolution.

En dehors du Comencini, la grande salle accueille un film d'art sur « la révolution » : « Expropriation », déjà ancien, de Mario Robles, natif de New-York, mi-péruvien, mi-cubain par sa famille. Robles reprend exactement le thème mais aussi des images du « Courage du peuple », de Jorge Sanjinés. Il cueille en contre-jour, à la Eisenstein, d'admirables visages d'indiens. En toute sincérité, il chante, par l'image raffinée, par la parole poétique, l'exploitation des indiens par les « gringos », pour découvrir à la dernière seconde « la lutte des classes ».

La décalage entre l'intention et l'esthétique puéril est tel qu'on a de la peine à rester dans son fauteuil. La « révolution », visiblement, est une idée rassurante.

LOUIS MARCURELLES.

Café-théâtres

PARTOUT DANS RENNES

Avec le Festival des arts traditionnels, le Festival international de café-théâtre continue désormais un temps fort de l'activité de la Maison de la culture de Rennes, dirigée par M. Charif Schamandar. La troisième édition a été élargie aux jeunes compagnies du théâtre en marche. Du 10 au 20 novembre le théâtre va au-devant des spectateurs : dans tel hypermarché, à la cafétéria de l'URSSAF, Pierrette Dupuy, qui a laissé dans la capitale bretonne le souvenir d'une extraordinaire Jaccouère, interprète son nouveau « woman-show », « At Cosu O'Clock », de G. Leauté. Hors services, psychodrame burlesque joué pour la première fois par Elle-Georges Berberby, fait le plein des cinquante places que peut contenir le petit bistrot des Falettières. Café-théâtre et théâtre de recherche éclatent aussi dans les communes rurales. Au café de Mélesse on refuse du monde pour le mime-chausson suisse Pénédict Gampert (« Conférence sur la silence et Garçon, l'addition »). Au Rheu, le Théâtre de l'Olivier, équipe de comédiens amateurs d'Alsace-Provence, fait le plein de la salle polyvalente du C.E.S. avec le Temps des cerises. Lundi 15 novembre, pour la seconde représentation à la maison de la culture de Je te le dis Jeanne, c'est pas une vie, la vie qu'on vit, par les Jeannes (Eva d'Arlan, Eliane et Martine Esort). Il a fallu changer de salle, celle prévue initialement risquant d'être littéralement envahie. « Le public a répondu à nos propositions au-delà de nos espérances », commente M. Gilles Fournel, animateur de la section théâtre de la maison de la culture. Les spectateurs sont bien sûr différents selon qu'il s'agit de théâtre d'avant-garde ou de café-théâtre. Il se répartissent cependant de façon à peu près égale entre les deux genres. Il existe incontestablement une faim de théâtre renouveau.

Certains ont cependant critiqué l'excès d'amateurisme de quelques-uns des vingt et un spectacles présentés, mais le Festival aura en tout cas mis l'accent sur le vide théâtral de l'Ouest.

DANIEL MORNET.

Rock

Linda Ronstadt

La musique rock a une pléiade de grandes chanteuses : Carly Simon, Joni Mitchell, Candi King, Judy Collins, Joan Baez, Mikiel, d'autres encore. A ce groupe prestigieux s'y ajoute maintenant Linda Ronstadt qui chante depuis dix ans mais qui collabore aujourd'hui avec Peter Asbar.

Linda Ronstadt est une jeune fille au visage un peu rond, née à Tucson, dans l'Arizona, mais vivante depuis longtemps en Californie où elle fonde d'ailleurs son premier groupe, le Stone Poneys. En 1971, dans le but d'enregistrer un album, elle constitue un orchestre composé entre autres de Glenn Frey et Don Henley qui côtoient eux-mêmes bientôt leur propre groupe (sous le nom d' Eagles, celui-ci connaît une grande carrière commerciale). C'est avec de nouveaux et bons musiciens, un groupe rock au parfum « country » prononcé qui se limite discrètement au rôle d'accompagnement que Linda Ronstadt s'est produite lundi soir au Théâtre des Champs-Élysées.

Ici, tout est coordonné en fonction d'une voix qui a la place privilégiée, qui est glorieuse, qui éme les moes avec un son en douceur, avec beaucoup de limpidité, avec la pureté des grands espaces et des rivières marines, avec un lyrisme qui n'est pas sans rappeler parfois celui de Simon et Garfunkel. Le répertoire de Linda Ronstadt est formé de ballades signées Neil Young, James Taylor, John David Souther, de chansons dont elle est parfois co-auteur. Un beau spectacle qui nous laisse dans la rue comme avec une sorte de déshanchement.

CLAUDE FLEOUTER.

Linda Ronstadt a publié un récent album, Prisoner in Disguise. (W.B.A. Philips/Musica).

Théâtre

« LA CHARRETTE », par les Comédiens émigrés de Grenoble

Les Comédiens émigrés de Grenoble ont joué la Charrette, et c'est peut-être la meilleure troupe que nous ayons vue au cours de ce festival. Ils ont joué à la M.C.C. de Boulogne-Billancourt, au Théâtre Mémorial de la réclame effrayantement littéraire la pièce, au Théâtre des Deux-Frères, et c'était là qu'il fallait les voir — quinze les travailleurs arabes aient été quasiment absents — dans une lumière qui respectait la poussière, les bouts de fils, les sacs en plastique, les cages, les cartons, les verres plés, les vieux papiers, les boîtes de conserve et les pelures en mille desquels se décomposait, accrochée à une charrette et en s'entre-déchirant, un père et ses deux fils.

On ne comprenait pas le texte, qui est en arabe, mais on voyait, on touchait le fond du drame qui se déroulait. On nageait dans les pelures et on ne pouvait pas s'en sortir ; quand ils mangeaient des croûtes de pain, on suivait une à une les miettes qui tombaient par terre ; quand ils se touchaient il y avait de la poussière qui sortait des vêtements, des bouts de laine qui s'échappaient des manches, une décomposition d'autant plus terrible qu'elle se faisait dans le rire, l'univers réréré à l'insolence et que transmettaient, avec une sorte de tendresse méchante, des bouffées d'espoir qui n'étaient dues qu'à la troupe.

La Charrette, inspiré d'une pièce tunisienne entièrement réécrite et adaptée par les Comédiens émigrés de Grenoble, raconte le drame de l'exode rural, du chômage et de la délinquance en pays maghrébin.

Un paysan, obligé de quitter la terre pour survivre, part avec ses deux fils, Hamad et Elmdia, en ville où se trouve Bouchab — un autre de ses fils — et sans doute aussi le bonheur du travail. Ils ne trouvent ni Bouchab ni travail, mais à trois, dans un affrontement dur, les deux fils tantôt soumis, tantôt ligés contre le père autoritaire et avengé, désœuvrés et avides, insolents, se détruisent, détruisent leur propre famille, le père mourra après que son fils ait été fusillé devant lui, Hamad et Elmdia décideront de partir. Ils seront les immigrés de demain.

Drame psychologique, sociologique, traité dans l'amertume et le désespoir, étonnamment interprété par Chakir Abdelham (Hamad), Mohamed Boumechra (Elmdia) et Didier Berrandane (le père). Les Comédiens émigrés de Grenoble sont des professionnels, tous ont travaillé au Théâtre populaire maghrébin de Grenoble, avant de fonder, il y a neuf mois, la troupe. Ils ont déjà joué à Rennes, à Roubaix et au Prin-temps des peuples présents chez Silvia Mondorf. Ils vivent en faisant « la plongée ».

Au Théâtre Mémorial, des militants algériens et marocains leur ont reproché de n'avoir aucune vision politique, de n'expliquer ni les raisons de l'exode rural et de l'immigration, ni les solutions possibles, bref de ne pas être révolutionnaires par le théâtre. « Il n'y a pas de théâtre révolutionnaire », a répondu un des comédiens, il nous appartient de poser les problèmes de façon modeste : aux travailleurs ensuite de débattre des solutions. Elles ne furent pas débattues ce jour-là, d'autres manifestations sui-

valent, mais des adresses furent échangées, pour continuer le travail, les discussions.

CATHERINE HUMBLLOT.

La mort de Jean Gabin

UN TÉLÉGRAMME DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé à Mme Jean Gabin un télégramme de condoléances : « Madame, c'est avec une vive émotion que j'ai appris la disparition brutale de Jean Gabin. Au cours de sa exceptionnelle carrière de grand artiste, son nom a été associé, pendant cinquante années, aux principaux chefs-d'œuvre du cinéma français. La force de sa personnalité en faisait un personnage en lui-même, dépassant son rôle, et exprimant un aspect caractéristique du tempérament français, humain, vaillant, et direct. »

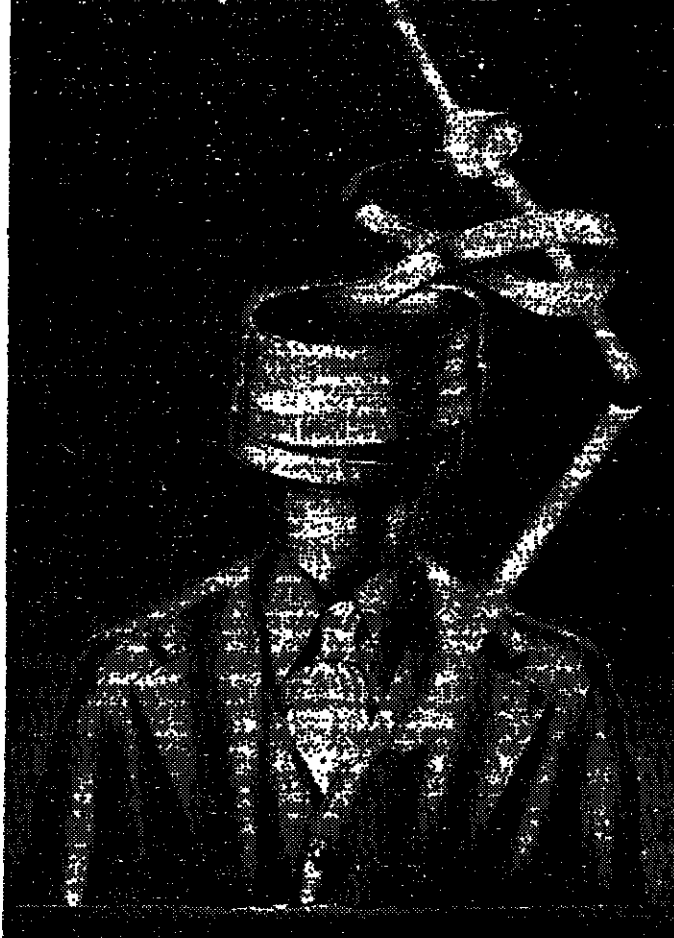
« En vous faisant part de mes sentiments de sympathie, je vous prie de trouver ici, madame, pour vous-même et pour votre famille, l'expression de mes sincères condoléances. »

Les obsèques de Jean Gabin auront lieu mercredi 17 novembre, à 15 h. 45, au Père-Lachaise ; il s'agira d'une cérémonie de création, le comédien disparu ayant exprimé la volonté que ses cendres soient dispersées au large du Finistère en souvenir de son engagement en 1943 dans les Forces navales françaises libres.



Winston. Quand on sait ce que le plaisir veut dire.

FESTIVAL CINÉMATOGRAPHIQUE INTERNATIONAL DE PARIS



MERCREDI

SÉLECTION OFFICIELLE : L'AGNESE VA A MORE
de Giulino Mantello / Italie / 9 h - 13 h - 20 h
XICA DA SILVA
de Carlos Diegues / Brésil / 11 h - 15 h 30 - 22 h

PREMIÈRE VISION EN FRANCE : PRIVATE ROAD
de Barney Platts-Miles / G.B. / 11 h - 17 h 30 - 20 h
PANORAMA 76 : LE DENIER D'ARGENT
de Jaroslav Balík / Tchécoslovaquie / 9 h - 15 h - 17 h 30

INCUNABLES : FEMMES FRIVOLES
avec Rudolph Valentino / U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 20 h

PRÉSENCE DU CINÉMA ALLEMAND :
VERA ROMEKE IST NICHT TRAGBAR
de Max Wilutski / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS :
QU'EST CE QUE TU VEUX JULIE
de Charlotte Dubreuil / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE :
L'EAU VIVANTE
de G. Kokhan / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS :
UNE PAGE FOLLE - LE CARREFOUR
de Teinosuke Kinugasa / 9 h - 13 h

CINÉMA ITALIEN DES ANNÉES 30 :
UOMINI SUL FONDO
de F. de Robertis / 11 h - 22 h

JEUDI

SÉLECTION OFFICIELLE :
WELCOME TO LOS ANGELES
de Alan Rudolph / U.S.A. / 11 h - 15 h 30 - 22 h
TODO MODO de Elio Petri / Italie / 9 h - 13 h - 19 h 45
avec M. Mastroianni - G.M. Volonte - M. Melato - M. Piccoli

PREMIÈRE VISION EN FRANCE
VERA ROMEYKE IST NICHT TRAGBAR
de Max Wilutski / R.F.A. / 11 h
LA DÉCHÉANCE DE FRANTZ BLUM / 20 h

PANORAMA 76 : LES DÉRACINÉS
de Lamine Merbah / Algérie / 9 h - 15 h 30 - 17 h 30

INCUNABLES : U.S.A. / 9 h - 15 h 30 - 17 h 30 - 20 h
THE BOND de Charlie Chaplin
THE SAPHEAD de Herbert Blache

PRÉSENCE DU CINÉMA ALLEMAND :
PROFESSEUR HOFER
de Peter Lilienthal / 11 h - 17 h 30 - 20 h

REGARD SUR LE CINÉMA FRANÇAIS
LE FOU DE MAI
de Philippe DeFrance / 13 h - 15 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA SOVIÉTIQUE
NE SOIS PAS TRISTE
de Georgie Daniela / 13 h - 17 h 30 - 22 h

REGARD SUR LE CINÉMA JAPONAIS :
ET POURTANT NOUS SOMMES NÉS
de Yasujiro Ozu / 9 h - 13 h

CINÉMA ITALIEN DES ANNÉES 30 :
LA NAVE BINACA
de Roberto Rossellini / 11 h - 21 h 45

HOMMAGE A JEAN GABIN / OLYMPIC ENTREPOT
Mer. : Quai des brumes - Jeudi : La bête humaine
THEATRE 71 / T.S. 655-43-45
Mer. : 20 h 30 The Saphead - 22 h Le mécano de la générale
Jeudi : 20 h 30 Die wild ente - 22 h Stadt, Land und so weiter
STUDIO LOGOS / HOMMAGE A MARCEL PAGNOL
Mer. : Angèle - Jeudi : Marins

RECAMIER

PHEDRE

de Jean Racine
20 h 30 : 17-18-22-27 novembre
17 h : 21-28 nov.

EN ALTERNANCE

TOUT CONTRE UN PETIT BOIS

de Jean-Michel Ribes
20 h 30 : 18-20-24-25-26-28-30 novembre

BOURSEILLER

U.G.C. OPÉRA LUXEMBOURG STUDIO GIT LE CŒUR

"moi, pierre riviére, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère..."
un film de René Allio
"Une date dans l'histoire du cinéma..."
NOUVEL OBSERVATEUR

Théâtre DAUNOU

Raymond GÉROME
Denis MANUEL
Patrice ALEXANDRE

LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY

d'Oscar WILDE

CRITIQUES UNANIMES

« C'est inquiétant, c'est troublant. » — P. Marcarob, *Le Figaro*.
« Troublante performance. » — F. Chalot, *France-Soir*.
« Une résurrection réussie de Wilde. » — Ph. Tesson, *Le Canard Enchaîné*.
« C'est un spectacle de qualité. » — D. Jamet, *L'Aurore*.
« La révélation de la soirée : Patrice Alexandre. » — J. Vigor, *La Croix*.
« L'adaptation et la mise en scène sont un modèle d'intelligence, de goût et de fidélité. » — D. Jamet, *Le Journal du Dimanche*.
Location au théâtre, dans les agences, par correspondance.

MARSHMAN PATRICK - ELYSÉES LINCOLN - QUARTIER LATIN - QUINTETTA - IMPÉRIAL PATRICK - REX - MONTFARNASSE 85 - ST-LAZARE PASQUET - LES NATION - FILM ST-JACQUES - CAMBRIENNE - ROYAL PASSY - ELICIT PATRICK

LE MONDE FOU, FOU, FOU DE MEL BROOKS
UN CHEF D'ŒUVRE DU BURLESQUE ECHEVELÉ
VERVE, FORCE VISUELLE DES GAGS
FRANCE 2

DERNIÈRE FOLIE MEL BROOKS

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (*) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. Tovaritch, de J. Deval ; 18 h. 30, le Piano, la Comédie et le Magasin, de J.-M. Straub ; 20 h. 30, Introduction à la musique, de Schoenberg, et Mols et Aaron, de J.-M. Straub ; 22 h. 30, le Cercle rouge, de J.-P. Melville.

Les exclusivités

L'ÂLE OU LA CUISSE (Fr.) : ABC, 2° (22-05-54), Berlitz, 2° (742-80-33), Cluny-Palace, 5° (022-07-76), Quintette, 5° (022-35-40), Soquel, 7° (231-44-11), Ambassade, 9° (229-10-08), Mercury, 9° (225-78-80), Gaumont-Sud, 14° (228-25-12), Cambronne, 15° (734-42-90), Victor-Hugo, 16° (727-49-75), Wapler, 18° (237-50-70), Gaumont-Cambetta, 20° (797-02-74).
ANATOME D'UN RAFFINÉ (Fr.) : Le Claf, 5° (227-90-90).
AROUND THE STONES (A. v.o.) : Vidéocine, 5° (225-60-50).
GARRY LYNDON (Ang. v.o.) : Hautefeuille, 5° (633-79-38), Gaumont-Rive-Gauche, 5° (569-50-50), Gaumont-Champs-Élysées, 5° (329-04-07).
V.F. : Impéria, 2° (743-72-30), Gaumont-Sud, 14° (231-51-10), Sluff (It. v.f.), Caméo, 8° (770-20-80).
LA CARRIÈRE D'UNE FEMME DE CHAMBRE (It. v.o.) : Studio Média, 5° (633-25-97), Biarritz, 5° (206-71-33).

(723-03-22) : V.F. : Cinémond-Opéra, 5° (770-01-90), Albéa, 15° (333-07-68), Miramas, 14° (220-41-02), Grand-Favola, 15° (531-44-58).
CIAO MANRATTAN (A. v.o.) : Acropolis-Christine, 5° (225-55-55).
COMPTON DE FAMILLE (A. v.o.) : Marbeuf, 5° (223-47-19) - V.F. : Hausmann, 5° (770-01-33).
CORNER OF THE CIRCLE (A. v.o.) : Le Marais, 5° (278-47-86).
LE CORPS DE MON ENNEMI (Fr.) : Rax, 5° (236-53-01), Bretagne, 5° (222-57-97), UGC-Opéra, 5° (223-71-08), Normandie, 5° (229-41-18), Paramount-Opéra, 5° (078-34-37), Liberté, 15° (243-01-59), UGC-Capitole, 15° (231-06-19), Paramount-Orléans, 14° (340-43-51), Magic-Convention, 15° (228-26-64), Minut, 16° (228-98-75), Paramount-Malliot, 17° (758-34-34), Paramount-Montmartre, 18° (609-34-25), Secrétan, 18° (206-71-33).

COURES APRES MOI QUE JE T'ATTRAPE (Fr.) : Erimaga, 5° (228-15-71), UGC-Opéra, 5° (261-80-32), Paramount-Gaîté, 15° (228-99-34).
CRIA CUERVOS (Esp. v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5° (633-57-39), Elysées-Lincoln, 5° (229-32-14).
V.F. : Saint-Lazare-Pasquier, 5° (237-33-43), 14-Juillet-Parnasse, 5° (228-58-00), Calypso, 17° (704-10-61), Hausmann, 5° (770-01-33).
LA DERNIÈRE FOLIE (A. v.o.) : Quintette, 5° (022-35-40), Quarter-Latin, 5° (224-84-03), Elysées-Lincoln, 5° (229-35-14), Marignan, 5° (229-35-14).

(329-32-62) : V.F. : Rax, 2° (229-32-62), Impéria, 2° (022-35-40), Montparnasse-5, 5° (344-14-71), Saint-Lazare-Pasquier, 5° (237-33-43), Les Nations, 15° (243-04-57), P.L.M. St-Jacques, 16° (229-55-03), Cambronne, 15° (734-42-90), Royal-Pump, 18° (227-41-18), Clutchy-Palace, 18° (227-41-18).
DU CÔTÉ DES TENNIS (Fr.) : Studio de la Harpe, 5° (022-35-43), Saint-Lazare-Pasquier, 5° (237-33-43), Elysées-Lincoln, 5° (229-32-14), Studio Raspail, 14° (223-33-60), Olympe, 14° (223-33-60).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) : St-André-des-Arts, 5° (228-49-18), Balzac, 5° (230-32-70).
V.F. : Ombra, 2° (223-50-35), Jean-Séba, 5° (074-46-25), Clutchy, 5° (074-77-44), Gaumont-Convention, 18° (228-42-37).
FACE À FACE (Sud. v.o.) : Vendôme, 5° (073-97-32), St-Michel, 5° (226-79-17), Marbeuf, 5° (227-47-19).
V.F. : Bonneville-Montparnasse, 15° (244-25-02).
GOZILLA 1988 (Jap. v.o.) : Hollywood-Boulevard, 17° (710-10-41), U.G.C. - Capitole, 15° (231-06-19), Miramar, 15° (236-41-03).
LE GRAND SOIR (Sud. v.o.) : Rax, 2° (229-32-62), 14-Juillet-Parnasse, 5° (228-58-00).
LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A. v.o.) : Bretagne, 5° (222-57-97), U.G.C.-Opéra, 5° (223-71-08), Elysées-Lincoln, 5° (229-35-14).
V.F. : Rax, 2° (229-32-62).

BOBINO

Jean-Claude Dauzonne présente



GEORGES BRASSENS
accompagné par PIERRE NICOLAS
avec
LES WALGARDIS
SYLVIE JOLY
MICHEL MELLA
JEAN SOMMER
PIERRE DUDAN

MERCREDI

DES ACTEURS PRESTIGIEUX...
ROBERT DE NIRO... DOMINIQUE SANDA... GÉRARD DEPARDIEU...
JEAN DE MARCCELLO / LE MONDE



1900

DEUXIÈME ACTE

ROBERT DE NIRO - DOMINIQUE SANDA - GÉRARD DEPARDIEU
FRANCISCA BERTINI - LAURA BERTI - WISNER BRUNS - STEFANA CASINI
STELING HADEN - ANNA HENKEL - ELLEN SCHMERS - ALBA VALLI - ROMOLO VALLI
et avec STEFANO SANDRELLI et avec TONY D'AMICO
Musique originale de NINO ROTTI - Musique de NINO ROTTI
Chœurs de l'Orchestre National de France - Orchestre National de France
Production de NINO ROTTI - Distribution de NINO ROTTI
INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS

MERCREDI
NORMANDIE - UGC OPÉRA (angle Capucines/Dauphine)
SAINT-SÉVERIN - OLYMPIC ENTREPOT - 14-JUILLET PARNASSE

SERAIL
Un film d'EDUARDO DE GREGORIO

LESLIE CARON
BULLE OGIER
MARIE-FRANCE PISIER
CORIN REDGRAVE

مركز الفن العربي

SPECTACLES

LETTRES

INNOCENT (IL, v.o.) : Cluny, 12 (72-72-25).
LE JARDIN DES SUPPLICES (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
JOSEY WALES, HORS LA LOI (A, v.o.) : Paris, 12 (72-72-25).
LA MARGE (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
LES DOUX TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
LES DOUX TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
LES DOUX TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).

MONSIEUR KLEIN (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
MONSIEUR KLEIN (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).
MONSIEUR KLEIN (Fr.) : Paris, 12 (72-72-25).

U.C.C. Opéra : Paris, 12 (72-72-25).
U.C.C. Opéra : Paris, 12 (72-72-25).
U.C.C. Opéra : Paris, 12 (72-72-25).

Les films nouveaux
L'AFFICHES ROUGES : Paris, 12 (72-72-25).
L'AFFICHES ROUGES : Paris, 12 (72-72-25).
L'AFFICHES ROUGES : Paris, 12 (72-72-25).

MERCREDI
EN VERSION ORIGINALE
MARBEUF - CAMEO - LUXEMBOURG
L'EVENEMENT
du festival du film américain
DEAUVILLE 76
PARISCOP
"112 minutes d'éclats de rire"
J.M. Bescos
BILLY DEE WILLIAMS JAMES EARL JONES
RICHARD PRYOR
BINGO
THE BRIDGES
TRAVELLING ALL STARS & MATTY KINGS
THE BRIDGES
TRAVELLING ALL STARS & MATTY KINGS

Patrick Grainville : j'ai voulu faire un roman d'aventures baroque

(Suite de la première page.)

— La Lorraine, Nancy et la place Stanislas étaient au cœur de la Lorraine. L'abbé gravillais autour de Deauville, son champ de courses, ses routes. Dans les Flamboyants, vous voilà en Afrique. La connaissez-vous bien ?

— Pour écrire un roman sur un pays, je ne crois pas nécessaire d'y avoir vécu. Tout passe, j'étais déjà attiré par l'Afrique, je lisais beaucoup de livres sur elle, sans doute écrits par d'effrayants colons. Puis je l'ai lue, et je l'ai retrouvée comme étudiant à la Cité universitaire, où je me suis lié avec beaucoup d'Africains. Je ne suis allé que deux fois en Afrique : d'abord en Afrique du Nord, puis, il y a un an et demi, à Pointe Noire, en Côte d'Ivoire. Mon roman était déjà commencé. Les thèmes et les documents que j'ai lus ont plus nourri mon imagination que mon voyage. Toutefois, le bidonville de Mandouka, par exemple, je l'ai vu de train, aux abords de Brazzaville.

— Et c'est Amin Dada qui vous a servi de modèle pour votre personnage de Tokor ?

— Lui et plusieurs autres. Par exemple, le bonnet de l'écorce, je l'ai emprunté à Mobutu. Mais Tokor, pour moi, c'est aussi, c'est surtout Dostoïevski.

— En un peu plus sanglant, non ?

— Les dictateurs africains que nous connaissons de nom, beaucoup plus encore. Les masses, ces gens qui ressemblent aux aventures de Bécassins par rapport à ce qui se passe là-bas. Néanmoins, j'ai de la sympathie pour mon personnage. D'où l'ambivalence.

— Un jugement d'Henry de Montherlant ?

Les débuts de Patrick Grainville ont été soutenus par Henry de Montherlant. Voici la lettre que celui-ci lui adressait après la lecture de la Tolson, son premier roman :

« Vous avez un prodigieux talent. On voit cela quand on a lu vos dix premières lignes. Votre style est copié tout. Votre profusion d'images, votre sens épique et hallucinatoire. Je savais bien, dès votre thèse, que vous étiez un écrivain mais pas à ce point-là. Si vous gardez vos dons naturels (si le putrescent Paris ne les abîme pas), et si vous trouvez un « grand sujet » qui vous permette de les exercer en profondeur, vous pouvez écrire un chef-d'œuvre.

« Vous êtes tellement personnel que, dès votre premier livre, on pourrait écrire : « A la manière de Patrick Grainville. »

« Je n'ai pas écrit souvent à un débutant une lettre comme celle-ci.

« Croyez-moi cordialement votre. »

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— La Lorraine, Nancy et la place Stanislas étaient au cœur de la Lorraine. L'abbé gravillais autour de Deauville, son champ de courses, ses routes. Dans les Flamboyants, vous voilà en Afrique. La connaissez-vous bien ?

— Pour écrire un roman sur un pays, je ne crois pas nécessaire d'y avoir vécu. Tout passe, j'étais déjà attiré par l'Afrique, je lisais beaucoup de livres sur elle, sans doute écrits par d'effrayants colons. Puis je l'ai lue, et je l'ai retrouvée comme étudiant à la Cité universitaire, où je me suis lié avec beaucoup d'Africains. Je ne suis allé que deux fois en Afrique : d'abord en Afrique du Nord, puis, il y a un an et demi, à Pointe Noire, en Côte d'Ivoire. Mon roman était déjà commencé. Les thèmes et les documents que j'ai lus ont plus nourri mon imagination que mon voyage. Toutefois, le bidonville de Mandouka, par exemple, je l'ai vu de train, aux abords de Brazzaville.

— Et c'est Amin Dada qui vous a servi de modèle pour votre personnage de Tokor ?

— Lui et plusieurs autres. Par exemple, le bonnet de l'écorce, je l'ai emprunté à Mobutu. Mais Tokor, pour moi, c'est aussi, c'est surtout Dostoïevski.

— En un peu plus sanglant, non ?

— Les dictateurs africains que nous connaissons de nom, beaucoup plus encore. Les masses, ces gens qui ressemblent aux aventures de Bécassins par rapport à ce qui se passe là-bas. Néanmoins, j'ai de la sympathie pour mon personnage. D'où l'ambivalence.

— Un jugement d'Henry de Montherlant ?

Les débuts de Patrick Grainville ont été soutenus par Henry de Montherlant. Voici la lettre que celui-ci lui adressait après la lecture de la Tolson, son premier roman :

« Vous avez un prodigieux talent. On voit cela quand on a lu vos dix premières lignes. Votre style est copié tout. Votre profusion d'images, votre sens épique et hallucinatoire. Je savais bien, dès votre thèse, que vous étiez un écrivain mais pas à ce point-là. Si vous gardez vos dons naturels (si le putrescent Paris ne les abîme pas), et si vous trouvez un « grand sujet » qui vous permette de les exercer en profondeur, vous pouvez écrire un chef-d'œuvre.

« Vous êtes tellement personnel que, dès votre premier livre, on pourrait écrire : « A la manière de Patrick Grainville. »

« Je n'ai pas écrit souvent à un débutant une lettre comme celle-ci.

« Croyez-moi cordialement votre. »

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

— La Lorraine, Nancy et la place Stanislas étaient au cœur de la Lorraine. L'abbé gravillais autour de Deauville, son champ de courses, ses routes. Dans les Flamboyants, vous voilà en Afrique. La connaissez-vous bien ?

— Pour écrire un roman sur un pays, je ne crois pas nécessaire d'y avoir vécu. Tout passe, j'étais déjà attiré par l'Afrique, je lisais beaucoup de livres sur elle, sans doute écrits par d'effrayants colons. Puis je l'ai lue, et je l'ai retrouvée comme étudiant à la Cité universitaire, où je me suis lié avec beaucoup d'Africains. Je ne suis allé que deux fois en Afrique : d'abord en Afrique du Nord, puis, il y a un an et demi, à Pointe Noire, en Côte d'Ivoire. Mon roman était déjà commencé. Les thèmes et les documents que j'ai lus ont plus nourri mon imagination que mon voyage. Toutefois, le bidonville de Mandouka, par exemple, je l'ai vu de train, aux abords de Brazzaville.

— Et c'est Amin Dada qui vous a servi de modèle pour votre personnage de Tokor ?

— Lui et plusieurs autres. Par exemple, le bonnet de l'écorce, je l'ai emprunté à Mobutu. Mais Tokor, pour moi, c'est aussi, c'est surtout Dostoïevski.

— En un peu plus sanglant, non ?

— Les dictateurs africains que nous connaissons de nom, beaucoup plus encore. Les masses, ces gens qui ressemblent aux aventures de Bécassins par rapport à ce qui se passe là-bas. Néanmoins, j'ai de la sympathie pour mon personnage. D'où l'ambivalence.

— Un jugement d'Henry de Montherlant ?

Les débuts de Patrick Grainville ont été soutenus par Henry de Montherlant. Voici la lettre que celui-ci lui adressait après la lecture de la Tolson, son premier roman :

« Vous avez un prodigieux talent. On voit cela quand on a lu vos dix premières lignes. Votre style est copié tout. Votre profusion d'images, votre sens épique et hallucinatoire. Je savais bien, dès votre thèse, que vous étiez un écrivain mais pas à ce point-là. Si vous gardez vos dons naturels (si le putrescent Paris ne les abîme pas), et si vous trouvez un « grand sujet » qui vous permette de les exercer en profondeur, vous pouvez écrire un chef-d'œuvre.

« Vous êtes tellement personnel que, dès votre premier livre, on pourrait écrire : « A la manière de Patrick Grainville. »

« Je n'ai pas écrit souvent à un débutant une lettre comme celle-ci.

« Croyez-moi cordialement votre. »

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

— J'ai voulu faire un roman-épique des Flamboyants. Tokor, c'est le dragon primitif. En lui s'incarnent les anciennes croyances de l'Afrique : le totémisme, le fétichisme, le sorcellisme. Sur le plan de l'histoire, il est condamné. A l'âge de l'ordinateur, des Mirages et des tanks, la magie n'a plus cours. Tokor est vaincu par le scientifique. Mais celui-ci, en dispersant ses membres, lui donne un fin mythique, digne de lui et sauve ainsi cette parole de délier qui est indispensable aux hommes.

— Il y a de l'action dans les Flamboyants, mais aussi d'énormes descriptions tourbillonnantes. Vous ne craignez pas de laisser le lecteur avec cette succession de morceaux de bravoure, d'une rhétorique très recherchée ?

MERCREDI
REX - ERMITAGE - MIRAMAR - UGC ODÉON - UGC Gobelins - MURAT - CLUNY Écoles - CYRANO Versailles - ARTEL Nogent
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - CARREFOUR Pantin
C2L Saint-Germain - ARGENTEUILL
Après "LE MONDE DU SILENCE"
Enfin, le nouveau grand film du COMMANDANT COUSTEAU
LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE
Plongez-vous dans les aventures du Commandant Cousteau.
Neuf volumes magnifiquement illustrés en couleurs 50 F
Collection Odyssée
FLAMMARION

MERCREDI : STYX • ENTREPOT • LA CLEF

«Un an avant sa stupéfiante "Jeanne Dielman", Chantal Akerman avait déjà choisi sa voie de cinéaste.»

CHANTAL AKERMAN
NIELS ARESTRUP
CLAIRE WAUTHRON
je tu il elle
UN FILM DE CHANTAL AKERMAN

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne La ligne TC
40,00 46,70
42,00 49,04
9,00 10,93
70,00 81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Deserts insertion
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne La ligne TC
28,00 32,00
34,00 39,70
38,00 44,37
40,00 46,70
28,00 32,69

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois régionaux

LA SOCIÉTÉ GABONNAISE DE CELLULOSE
recherche son

contrôleur de gestion

Le poste est à créer dans une entreprise réalisant un projet industriel de grande envergure en 1980-2400 personnes - 25 à 30 Milliards C.F.A.

Dépendant du directeur administratif et financier, travaillant étroitement avec la direction générale, le titulaire sera chargé de la conception, de la mise en place et de l'exploitation d'un système intégré. Il sera responsable de la gestion budgétaire (établissement et suivi) à court et moyen termes.

Ces fonctions nécessitent :

- un diplôme d'études supérieures
- 5 ans d'expérience d'un système de gestion dans une importante entreprise industrielle
- des qualités d'animateur
- un esprit créatif
- des capacités pédagogiques.

Le poste est à pourvoir rapidement, dans un premier temps à Paris, puis au Gabon à compter du 2ème semestre 1977.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à SOGACEL, 183, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-s-Seine.

IMITE 514 MINIERE
AFRIQUE
FRANCOPHONE
recherche :

UN CHEF
APPROVISIONNEMENTS

Formation INGENIEUR en fonction d'assurer sur trois plans (substantiels agents) :

- Magasinage gestion d'un stock de 45 millions de C.F.A.
- Achats
- Transit, transports locaux

Le candidat doit avoir une solide expérience de gestionnaire.

- Rémunération des intérimaires à 150 000 francs français/an
- Bonne condition de vie (famille assurée)
- Logement (école)
- Copie 2 mois par an
- Voiture de service

Adresser C.V. manuscrite et 2 photos à n° 45 004, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

ORGANISME MINIER
MAROC
cherche

GÉOLOGUE
SPECIALISÉ EXPLOITATION

spécialisé exploitation, géol. technol. et commercial.

Contacteur S.R.P.M., 5, avenue Moulay-Hassen, Rabat, MAROC

RECHERCHONS
INGENIEUR ou AUTODIDACTE

Cadre supérieur d'expérience, 40 ans minimum, très bonne santé, très actif, sans autre organisation et commensal, de préférence connaissances T.P. et construction, gestion automatisée.

Aspiré à l'indépendance, (belle situation), Nationalité indifférente et francophone.

POUR TRÈS IMPORTANT CHANTIER AFRIQUE
FRANCOPHONE RÉALISÉ PAR CONSORTIUM
INTERNATIONAL DE 1^{er} ORDRE

- Volume estimé des travaux : 200 millions de F.C.F.A. durée 6 ans ;
- Valeur du matériel : 17 millions de F.C.F.A. ;
- Valeur des stocks : 3 millions de F.C.F.A. sur 80.000 articles répartis en 5 magasins.

POSTE A POURVOIR :
RESPONSABLE DES
APPROVISIONNEMENTS
ET MAGASINS

Pouvant justifier des qualités et de l'expérience nécessaires à ce poste.

Résidence sur place à proximité capitale. Logement, voiture de fonction.

Rémunération à l'échelle des responsables. Avantages divers. Régimes sociaux.

Déclaration assurée.

Adresser C.V. manuscrite détaillée avec photo et prétentions sous référence 5.552 à PUBLIFRANCE, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

directeur
général

Un groupe financier qui crée une nouvelle affaire au Pays Basque recherche un homme de premier plan capable de développer une société d'investissement. Il aura pour mission de prendre des participations dans des sociétés régionales, de faire les études préliminaires, d'assurer le montage financier et le contrôle.

Agé d'au moins 30 ans, d'origine Basque, le candidat retenu sera de formation supérieure et joindra à une expérience acquise au sein d'une banque d'affaires ou d'une grande entreprise, le sens des opportunités et une grande créativité. Lieu de résidence : Bayonne.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 1023/M (à mentionner sur l'envoi).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Nos installations industrielles comprennent une ville de 4.000 habitants, dont une centaine de familles françaises.

Il y trouve, outre les habitations, des équipements sanitaires et sociaux, des installations de loisir et de sport, des écoles, restaurant et hôtel.

Cet ensemble a besoin d'un

ADMINISTRATEUR

Bien entendu vous disposez d'un encadrement de gestion, d'une équipe d'entretien courant et vous sous-traitez les travaux importants et périodiques à des ateliers extérieurs.

Mais vous devez décider vous-même des points sur lesquels doit porter votre action et découvrir les grandes orientations à donner à la vie de la cité et à ses installations nouvelles en vue du bien-être de ses habitants.

Que vous soyez de

FORMATION SUPÉRIEURE

SCIENTIFIQUE OU LITTÉRAIRE

vous aurez à observer, réfléchir, proposer, construire.

Cette opportunité vous est offerte assortie d'un contrat ferme et de solides garanties sociales. Vos enfants peuvent recevoir une instruction jusqu'en 3^e inclusive.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence M.L.M. A

CETAGE
50, AVENUE AMIRAL LEMOINEUR 75750 MARLY LE ROY

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION DE
FOURS ET MACHINES POUR
L'ALIMENTATION recherche pour sa filiale italienne installée à MILAN

DIRECTEUR GENERAL

Cette filiale réalise un C.A. annuel de 2,5 milliards de Lires, dispose d'une unité de fabrication et emploie une soixantaine de personnes.

Connaissances parfaites de l'italien exigées.

Envoyer CV et prétentions à SOCIÉTÉ PAVAILLER - Z.I. - 26500 BOURG-LES-VALENCE.

Importante banque RECRUTE

UN OPÉRATEUR-PUPITREUR

confirmé - 2 ans d'expérience minimum sur 370 DOS

Nationalité française exigée

Poste à pourvoir à ABIDJAN

Adresser candidature man. avec C.V. et photo à SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Direction Afrique, 20 bd Haussmann, 75009 PARIS

Notre parc d'engins vaut près de

100 MILLIONS DE FRANCS

Nous dépensons environ annuellement 20 millions en pièces de rechange et renouvellement de matériel. Notre division de maintenance compte 25 agents de maîtrise et 70 ouvriers. Ceci justifie à sa tête, au sein de notre siège minier en Afrique Noire francophone, la présence d'un

INGENIEUR A.M.

d'au moins 30 ans, ayant une expérience confirmée de l'entretien de gros matériel T.P.

Nous disposons d'installations sociales suivant vos enfants jusqu'en 3^e incluse.

Si vous êtes candidats à ce poste important garanti par un contrat à durée illimitée et assorti des avantages « expatriés », écrivez avec C.V. explicite sous référence ENGINS à :

CETAGE
50, AVENUE AMIRAL LEMOINEUR 75750 MARLY LE ROY

Société Française appartenant à un important Groupe Multinational

recherche

UN MICROBIOLOGISTE INDUSTRIEL

Le candidat retenu, d'au moins 30 ans, sera titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un Doctorat de Sciences.

Il devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans le domaine de la sélection et l'analyse de souches microbiennes destinées à la production industrielle de métabolites secondaires.

Reportant au Directeur des Recherches, il sera responsable d'un Service et disposera d'une large autonomie sur le plan de l'organisation de son travail.

Env. C.V. liste des travaux scientifiques et prêt au « MONDE » - Réf. 7918, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
recherche pour son unité de fabrication (1000 personnes) située en HAUTE-NORMANDIE

DIRECTEUR FINANCIER

Rendant compte au Directeur Général, il réorganisera, coordonnera et contrôlera les activités des différentes sections : comptabilité analytique, contrôle de gestion, informatique et procédure.

Les principales qualités demandées sont : tempérament d'animateur et sens des responsabilités.

DE FORMATION SUPÉRIEURE (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) le candidat retenu aura acquis une expérience d'au moins 5 années dans les services financiers d'un Cabinet d'Audit ou d'une Société multinationale.

La pratique de l'anglais courant est une condition indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à No-85060, CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société industrielle en développement, dépendant de groupes français importants et implantée en PENINSULE IBERIQUE

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de formation supérieure (Sup de Co. Expertise comptable, etc.). Agé de 35 ans minimum, il doit avoir l'expérience d'une direction administrative et financière en milieu industriel et si possible directement en usine.

La connaissance de l'espagnol est exigée. La connaissance du portugais et de l'anglais souhaitée.

Il aura la responsabilité de toute la comptabilité, de la trésorerie, des plans de financement et de la facturation, ainsi que des divers services administratifs (personnel, achats, expéditions, etc.).

Le lieu de travail est en permanence hors de France. Il existe de réelles perspectives d'avancement pour le candidat qui aura démontré avec compétence ses qualités d'organisation.

Env. C.V. déta. et prêtant sa réf. CA 80 à

PROFILS
5, avenue du Puits, 06000 NICE

SOCIÉTÉ MINIERE
AFRIQUE NOIRE

recherche d'urgence pour REMPLACEMENT de 6 MOIS minimum avec possibilité de contrat définitif :

un MÉDECIN

OMNIPRATICIEN

EXPERIMENTÉ EN OBSTÉTRIQUE, PETITE CHIRURGIE, et si possible PATHOLOGIE TROPICALE

Petit hôpital bien équipé en personnel et matériel. Population d'environ 4.000 personnes.

Ecrire sous numéro 83.418, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

un nouveau service concernant l'emploi

Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la revue hebdomadaire de la semaine de la semaine suivante :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions recherchées :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples	<input type="checkbox"/> Direction technique et administrative
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicitaires	<input type="checkbox"/> Fonctions relations publiques
<input type="checkbox"/> Information	<input type="checkbox"/> Fonctions relations publiques
<input type="checkbox"/> Production culturelle	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente
<input type="checkbox"/> Ingénierie	<input type="checkbox"/> Répétition commerciale et technique
<input type="checkbox"/> Fonctions organisation et recherche	

2) Renseigner dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines durant lequel vous souhaitez vous abonner :

Mois de la commande	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1 ^{er} trimestre	20	30	32	34	36	38	40	42	44	46	48	50
2 ^e trimestre	40	50	52	54	56	58	60	62	64	66	68	70
3 ^e trimestre	60	70	72	74	76	78	80	82	84	86	88	90
4 ^e trimestre	80	90	92	94	96	98	100	102	104	106	108	110

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de semaines durant lequel vous souhaitez vous abonner et le nombre de semaines durant lequel vous souhaitez vous abonner.

RECHERCHONS : RECHERCHONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au siège de la Société de l'Information.

(Ce grandeur avec sera accordée la semaine suivant celle de la réception du bon de commande)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.22.06, de 9h à 18h.

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ SOCIÉTÉ : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre de chèques ou ch. postal (CCP 4207-23 Paris)

Le directeur de la Caisse générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe recrute deux

ASSISTANTES SOCIALES

diplômées d'Etat

L'un des deux postes est à pourvoir au Centre social de Saint-Martin.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. complet et détaillé, devront être adressées à :

M. le Directeur de la Caisse générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe, rue Lefèvre, B.P. 406 97139 Pointe-à-Pitre.

ACHETEUR
en matériel pétrolier. ANGLAIS EXIGÉ

Se présenter : SRS 64, rue de Provence - 9^e 75009 PARIS

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE
(Suisse)

offre plusieurs postes de

BIBLIOTHECAIRES

DIPLOMÉS (ES)

(expérimentés ou débutants). Connaissances d'anglais, notions d'allemand. Candidats doivent être capables de travailler de manière indépendante.

Offres avec C.V. et copies de certificats à :

Service du personnel de l'EPFL 20, av. de Cour, CH-1007 LAUSANNE (Suisse).

SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES

recherche pour son établissement de

FORT-DE-FRANCE

UN ADJOINT ANTILLAIS

en chef comptable homme de terrain, D.E.C.S. Agé 30 ans minimum.

Ayant bonne expérience comptable.

Connaissance en informatique souhaitée.

Rémunération en rapport.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez en joignant un C.V. détaillé et photo à :

C.V. 120, CONTEXTE Publicité 10, avenue de l'Opéra Paris-1^{er}

INGENIEUR ROUTIER

pour GABON avec forte expérience contrôle réseau routier

Envoyer C.V. à ALAMEDDINE 51, bd de Cimiez NICE

GRANDE ENTREPRISE MULTINATIONALE

SPECIALISÉE DANS LES PROBLÈMES DE VENTILATION

RECHERCHONS POUR SA

DIRECTION RÉGIONALE DE NORMANDIE

DEUX INGENIEURS DIPLOMÉS

DEBUTANTS ou 1 à 2 ANS D'EXPERIENCE

Seront en contact avec la clientèle exclusivement industrielle et appelée :

- à étudier et résoudre les problèmes ;
- à leur proposer et vendre matériels et assemblages, correspondant à ses besoins.

Formation assurée et larges possibilités d'avancement au sein du groupe.

Adresser C.V. manuscrite très complète à CAMPBELL, B.P. 57, 75824 Paris Cedex 17, s/réf. 87, qui transmettra.

CHEF DE DEPARTEMENT
INJECTION PLASTIQUE

STRASBOURG - 100.000 F.

La Société est No 1 dans son domaine. L'évolution de ses techniques l'amène à créer un département INJECTION PLASTIQUE. Elle dispose d'un parc de 30 presses et réalise elle-même une partie des moules. Elle confiera les responsabilités : conception et réglage des outillages, sous-traitance, choix des matières, atelier presses à un Cadre très expérimenté dans cette technique, de plus de 35 ans, de formation Ingénieur mécanicien ou I.T.S. Industrie des Plastiques.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 670M.

مركز الامم المتحدة

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
(C.A. supérieur à 2 milliards de Francs)
recherche pour son

SECRETARIAT GENERAL

CADRE DE HAUTE COMPETENCE

VOTRE MISSION :
- Participer à la définition et à l'amélioration des méthodes administratives régissant les relations avec les unités.
- Définir et contrôler l'implantation des méthodes et des moyens des services généraux (télécommunications, transports, entretiens...) et piloter les budgets de fonctionnement correspondants.
- Etablir des prévisions de dépenses et budgets de l'activité gestion immobilière et suivre les dépenses.

POUR REUSSIR, IL FAUT :
- Etre diplômé de l'enseignement supérieur
- Présenter une expérience de plusieurs années dans l'organisation administrative et la gestion Industrielle

Déplacements circonscrits à la région parisienne.
Adresser lettre, C.V. avec photos et prétentions sous le No 84913, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, q.1r.

SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

à vocation internationale

recherche

pour important chantier de Tunnel
en **MÉTROPOLE**

UN INGÉNIEUR

ÉLECTROMÉCANICIEN confirmé

ayant pratique travaux similaires.

Large possibilité évolution de carrière, dans divers secteurs d'activités France et étranger.

Connaissances anglais souhaitées

URGENT - Ecrire avec curriculum vitae, n° 84902, CONTEXTE PUBL., 20, av. Opéra, PARIS (1^{re}), qui tr.

etap

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE 3.000 PERSONNES - LYON - RECHERCHE CADRE DE PERSONNEL HAUT-NIVEAU

Formation supérieure, ayant 3 à 10 ans d'expérience industrielle et une bonne connaissance des problèmes de personnel.

En position d'adjoint au départ, il disposera d'environ quatre ans pour être en mesure d'assumer

LA RESPONSABILITÉ DE LA TOTALITÉ DE LA FONCTION PERSONNEL.
POSTE IMPORTANT POUR CANDIDAT DE VALEUR.

Ecrire sous référence OD 254 AM.

INSTRON MACHINES D'ESSAIS POUR MÉTALLURGIE DE HAUTE RENOMMÉE.

RECHERCHE POUR SA FILIALE FRANÇAISE (BUC 78) POUR ORGANISER ET GÉRER PRODUCTION DE MATÉRIELS TECHNIQUEMENT ÉVOLUÉS DANS DOMAINE MACHINES D'ESSAIS DE VIBRATIONS PETITES SÉRIES

INGÉNIEUR PRODUCTION A.M. OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE

Ce poste intéressant et d'avenir au sein d'une société en plein développement implique :

- Une expérience fabrication, usinage, gestion atelier montage, planning, sous-traitance d'environ 5 ans;
- La sensibilité de l'évaluation des coûts et prix de revient;
- Des connaissances Études et Méthodes et de séquences qualité d'automatisme.

SITUATION Avenir pour CANDIDAT JEUNE, DYNAMIQUE et ORGANISATEUR.

Ecrire sous référence NC 248 CM.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE - 3.000 PERSONNES - LYON - RECHERCHE

POUR L'INTÉGRER À SON ÉQUIPE DE DIRECTION GÉNÉRALE

CADRE SUPÉRIEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Il sera chargé d'animer et contrôler les 4 secteurs :
• Comptabilité, organisation administrative, informatique;
• Juridique et administratif;
• Personnel;
• Approvisionnements.

POSTE DE PREMIER PLAN POUR CANDIDAT formation supérieure, ayant 10 à 15 ans d'expérience, l'habileté des responsabilités à un niveau de direction, de solides connaissances de gestion générale dans entreprise à caractère industriel.

Ecrire sous référence PE 251 AM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL (10 USINES) - PARIS-LA DÉFENSE - RECHERCHE

DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ

HEC, ESSEC, ESCP + DIPLOME EXPERT COMPTABLE.

POSTE DE PREMIER PLAN
• Pour candidat 35 ans minimum disposant d'une expérience confirmée en comptabilité, fiscalité, contrôle de gestion;
• Avoir des qualités d'animateur et le sens du travail en équipe.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 150.000 F +

Ecrire sous référence TE 241 AM.

etap

4 rue Massenet
75016 PARIS
discretion absolue

ingénieur commercial bâtiment

La Société : spécialiste du G.O., a une forte activité dans le domaine de l'habitat : logement social, promotion, modérés.
(C.A. 76 : plus de 350 millions). Elle est implantée à PARIS et à TOURS ; son développement est assuré en FRANCE mais aussi à l'ÉTRANGER.

La mission : de l'ingénieur commercial est globale : prospection de la clientèle, sélection des appels d'offre, direction de l'étude d'avant projet avec les services fonctionnels, remise de prix, négociation et signature du marché avec le client. Il est secondé en permanence par un technicien.

Le candidat : a une formation Grandes Ecoles (ENPC, ECP, ETP...), une expérience de 3 ou 4 ans de conduite de travaux et il souhaite adhérer aux aspects techniques et de gestion qu'il a abordé antérieurement une dimension commerciale.

Envoyer C.V. et photo à No 84242 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

société générale de fonderie

LEADER SUR LE MARCHÉ DU CONFORT DE L'HABITAT
C.A. consolidé 76 préva : 2,2 milliards
effectif 16.000 personnes
recherche

1 AUDITEUR SENIOR

MISSION : sous l'autorité du chef du service audit interne il sera chargé de développer cette fonction dans les établissements et les filiales du groupe S.G.F.

FORMATION : les candidats devront être diplômés d'une grande école (HEC, ESCP, ESSEC).

EXPERIENCE : ils auront pratiqué pendant 4 ans minimum les méthodes modernes de l'audit dans un cabinet important.

Possibilité d'évolution dans un groupe en expansion. Lieu de travail Paris 16^{ème}.

Déplacements fréquents et de courte durée en France et à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.F. Service du Personnel 6, place d'Iéna PARIS 16^{ème}.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Plusieurs années d'expérience dans

UN DÉPARTEMENT COMMERCIAL

ont fait de vous un Chef d'Entreprise véritable. Vous savez vendre et avec le tonnel du C.A., mais vous savez aussi gérer un service commercial et de gestionnaire vous permet aussi de diriger efficacement.

Vous êtes enfin INGÉNIEUR électromécanicien ou électronique.

Notre société, spécialisée dans la vente, l'installation et la maintenance de biens d'équipement vous propose un poste de

DIRECTEUR D'AGENCE

dans une

grande ville du Sud-ouest

où vous serez chargé, dans le cadre des objectifs définis par notre direction commerciale, de l'animation d'une cinquantaine de personnes.

Envoyez C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 84901 à AXIAL Publicité, 31, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra.

Site fabrication de tuyaux flexibles recherche pour usine de Bray-sur-Seine (77) - 100 km. de PARIS

INGÉNIEUR

Art et Métiers ou équivalent. 3 ans minimum 3 ans d'expérience. Age : environ 30 ans. Responsabilités importantes dans le service.

Possibilité de voyage de courte durée à l'étranger et en France. Anglais ou allemand souhaité.

Ecr. avec C.V., photo et prét. au n° 7201, « Le Monde », P.O. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Emploi société 150 km. de Paris recr. pour service informatique

CHEF D'EXPLOITATION

sur ordinateur 3^e génération. Qualités requises : méthodes et logique, sens du commandement et des responsabilités.

Adresser C.V. détaillé et prêt. à n° 230.232 M, Régie-Presses, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante Société de Services Techniques recherche pour la région

RHONE-ALPES (base Lyon)

UN MANAGER

35 ans minimum, pour gérer, animer et contrôler un effectif commercial, technique et administratif de 60 personnes.

Grande souplesse d'adaptation, sens de l'organisation, personnalité dynamique, excellents contacts humains.

Diplôme souhaité (Management), ainsi qu'une expérience dans les domaines : industriel, construction, assurances, finance, technique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 84003.

COFAP 40, rue de Châteauroi 75010 Paris 9^e tr.

CIDIS

DISQUES PHILIPS ET POLYDOR

recherche

pour son usine de LOUVIERS

SERVICE INFORMATIQUE

PROGRAMMEUR

CONFIRMÉ

Formation I.U.T. ou similaire

Déjà des obligations militaires. Réelles possibilités d'évolution pour candidat ayant des compétences certaines.

Salaire appréciable. Avantages sociaux importants. Participation Restaurant d'entreprise. Activités sportives variées.

Env. C.V., photo, prêt. à M. le Chef du Personnel CIDIS, 26 av. Winston-Churchill - 27400 LOUVIERS.

Compagnie Minière

exploitant dans le Sud du Massif Central un gisement uranium qui emploie environ 120 personnes, recherche pour concevoir et mettre sur pied sa gestion comptable et son service du personnel un

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

Ce poste convient à un Diplômé d'École Supérieure de Commerce ayant environ 5 ans d'expérience de gestion.

Après avoir accompli sa mission, il pourra éventuellement former son successeur et évoluer dans d'autres Sociétés du même Groupe.

Ecrire avec C.V. expédier s/réf. MOLAU à :

CETAGEP

Très importante Groupe INFORMATIQUE, rech.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

RÉGION SUD-EST

Téléph. pr. rendez-vous : (93) 87-20-83 ou adresse C.V. à n° 8314 P.M.F., 69, r. de Provence, Paris-9^e.

adjoint à directeur d'usine

90 000 F +

PAPIER ET CARTON ONDULÉ

Un groupe français spécialisé dans la fabrication et la transformation du papier recherche un ingénieur capable de succéder le Directeur de son usine de Normandie. Selon son expérience initiale, il se verra confier soit l'unité actuelle de fabrication de papier, soit le développement d'une nouvelle unité de fabrication de carton ondulé.

Ce poste convient à un ingénieur Grande École de 30 ans minimum ayant acquis une solide expérience dans la branche papier carton.

Le développement du groupe donne aux candidats de valeur des possibilités d'évolution.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence : 62538/M (à mentionner sur l'envoi).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

MOTOROLA Semiconducteurs

CENTRE ELECTRONIQUE DE TOULOUSE

Dans le cadre de l'expansion de l'unité de fabrication WAFER PROCESSING.

sélectionne pour secteurs :

- IMPLANTATION IONIQUE
- EPITAXIE
- METALLISATION EN COUCHE MINCE SOUS VIDE
- PHOTOLITHOGRAPHIE

diplômés écoles d'ingénieurs ou doctorat de physique du solide.

DEBUTANTS OU QUÈS ANNEES D'EXPERIENCE en WAFER PROCESSING

Anglais courant. Stages prévus aux U.S.A.

Adr. CV+Photo+Prétentions à :

MOTOROLA BP 3411 - 31023 TOULOUSE

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

de dimension internationale recherche

PHARMACIEN

Directeur de Production

Diplômé I.P.I.

- Il sera responsable de l'atelier de production, 150 personnes (personnel 24h/24).
- Il devra participer à la croissance technologique de cet atelier et à son expansion constante.

Outre l'aspect technique, cette fonction implique un sens aigu des relations humaines.

Expérience des formes stériles souhaitable. Anglais indispensable.

Quelques déplacements à l'étranger sont à envisager.

Ce poste, placé sous la responsabilité du Directeur de l'usine, est à pourvoir à l'usine située à 70 km Sud-Ouest Paris.

Adresser C.V. et prêt. à n° 84476, CONTEXTE PUBL., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

JEUNE INGÉNIEUR

(titulaire ou 2 ans d'expérience maximum) et si possible options électrotechnique industrielle ou génie chimique ou thermique industrielle.

Il évoluera dans notre direction technique centrale ou participera à des études d'équipement et de procédé.

Notre société, qui est un potentiel professionnel lui permettra d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités techniques, ou de projection au plan national, ou international.

Anglais nécessaire. Affectation 100 km au sud de Paris.

Envoyer C.V., photo, lettre motivation à n° 83532, P.A. SVP, 37, rue du Général Foy, 75005 PARIS.

Une banque privée (Paris 8), liée à un important groupe financier, cherche son

responsable informatique

Il prépare le choix du nouveau matériel, un ordinateur de classe 3 (IBM 3-15, HB niveau 82...), et assure le démarrage en formant l'équipe actuelle.

Ce poste convient à un chef de projet ayant une bonne expérience de la banque, ainsi que la mise en œuvre d'un moyen système, et désireux, aujourd'hui, d'élargir ses responsabilités.

Ecrire à J. THILY ss réf. 3127 LM

Carrières de l'informatique.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,27
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
fabriquant et commercialisant ses produits
de haute technologie, utilisés dans les
industries de pointe,
Recherche pour son siège en France,
proche banlieue ouest,

1 ingénieur technico-commercial

de formation d'ingénieur Électricité ou
Électronique 30 ans minimum - bonne
connaissance de l'anglais - expérience
industrielle souhaitée.

Après un stage de formation dans ses
usines en Europe, cet ingénieur aura pour
mission la prospection et la négociation
de contrats auprès des industries électro-
niques professionnelles.

Salaire élevé, nombreux avantages, dont
voiture de fonction.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
No 84.979 Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche
pour le développement dans le sec-
teur tertiaire d'importants projets in-
formatiques utilisant des bases de
données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se
compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocéssing.

Envoyer CV (sous référence 11.430 M)

Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11
92081-Paris-La Défense.

GIE

BENDIX POIDS LOURDS

DIVISION DE D.B.A.

recherche pour son usine de DRANCY (93)
(effectif : 1.000 personnes)

1 INGÉNIEUR A. et M. ou équivalent

CHEF DE FABRICATION

EXPERIENCE EN FABRICATION MECANIQUE
petite et moyenne série

Ecrire exclusivement à la Direction des Affaires Sociales de la Division
B.P.L.-D.B.A., 126, route de Stalingrad, (93) DRANCY.
Discretion absolue assurée.

Société Française en pleine expansion,
filiale d'un Groupe International, recherche pour
le Siège de sa Division Internationale
à PARIS

ADJOINT AU CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

- chargé des missions suivantes :
- Rapports mensuels des filiales,
- Consolidation des comptes des filiales,
- Suivi de la Trésorerie,
- Contrôle Budgétaire, etc...

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur
disposant d'au moins 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction ou ayant
3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit.

Anglais parlé et écrit exigé - un DECS serait apprécié.

Ce poste peut permettre à un élément de valeur de se prouver dans
un environnement enrichissant et de faire carrière dans la Société.

Envoyer curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à No 85.341
CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE

Leader mondial en élastomères silicone
recherche pour poursuivre son expansion

1 RESPONSABLE MARKETING (H. ou F.) DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure mécanique ou électricité
- EXPERIENCE DE LA VENTE (4 ans)
- ANGLAIS COURANT

- Responsable de plusieurs lignes de produits, il (ou elle) en assurera le développement technico-commercial.
- Participera à l'élaboration du budget et des objectifs il (ou elle) en assurera l'accomplissement.
- De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

EN PLUS D'UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE EN EUROPE PUIS AUX U.S.A., NOUS
OFFRONS UN POSTE DE GRANDE RESPONSABILITÉ AVEC UN SALAIRE ATTRAYANT. UNE
VOITURE DE FONCTION EST FOURNIE.

Adresser curriculum vitae détaillé + photo + rémunération désirée, à :

Monsieur le Directeur Général
GENERAL ELECTRIC SILICONES FRANCE
B.P. 677 - 93004 - CERGY - Cedex

Import. société de Mécatronique
CADRE FINANCIER
RESPONSABLE
DE LA TRÉSORERIE
Minim. 3 ans exp. bancaire.
Compt. gestion d'entrep. souh.
Avis à la négociation.
Formation E.S.C. ou équival.
Adresser C.V., présent, et photo
à A.O.I.P., 8 & 14, rue Charles
Fourier, PARIS (13^e).

ORGANISME PATRONAL
SES SERVICES TECHNIQUES
DE PARIS

UN INGÉNIEUR
en plomberie sanitaire,
ayant une bonne expérience
châtriers (10 ans minimum).

UN INGÉNIEUR
30 ans minimum,
expérience chantiers
tout corps d'état
pour restauration, amélioration
de l'habitat ancien.

DE TOULOUSE
UN INGÉNIEUR
POLYVALENT
Grandes écoles
(T.P., Arts et Métiers)
ou équivalent
pour notre usine régionale,
expérience bâtiment 5 ans min.

Ces personnes seront chargées
de l'information, de l'assistance
technique et de la formation des
professionnels du bâtiment.
Adresser C.V. et prétentions
sous n° 81.203 B,
BLEU, 17, rue Labat,
94000 VINCENNES.

LES ENTREPRISES DATA rec.
INGÉNIEURS SYSTEMES
pouvant apporter aide technique
clients dans service gestion.
Diplôme grandes écoles.
97, rue Réaumur, 75002 Paris.
22-43-15 - 22-43-25.

telesystemes

recherche pour participer au dévelop-
pement de ses activités dans le domaine
des réseaux de téléinformatique :

INGENIEURS (réf.1)

- ayant une formation Grande Ecole ou
Universitaire,
- possédant au moins 3 ans d'expérience
pratique dans la conception et la réalisa-
tion de systèmes,
- possédant une bonne connaissance des
matériels mini-ordinateurs et des logiciels
d'exploitation en temps réel.

Ces ingénieurs participeront à l'élabora-
tion de réponses à des appels d'offre, à
l'établissement de devis techniques et à
la réalisation des projets.

ANALYTES PROGRAMMEURS (réf.2)

- ayant une formation DUT informatique
CNAM ou équivalent,
- possédant 1 à 2 ans d'expérience réelle
sur miniordinateurs type TELEMECA-
NIQUE T 1600, CII MITRA 15.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à
TELESYSTEMES

Direction des Systèmes de Téléinformatique
117 rue du Bac, 75007 PARIS

BAM

Société dynamique France-
Allemande
700 millions de C.A., négociation
et gestion de contrats
biens d'équipement
offre un poste de

CHEF DES SERVICES FINANCIERS (10 personnes)

- Superviser le suivi financier
des contrats.
- Superviser la comptabilité.
- Assurer relations avec les
banques.
- Gérer la trésorerie.
- Etablir les documents de fin
d'année.
- Coordonner établissement des
documents de bord.

Prévoir :
• Expérience de plusieurs an-
nées.
- Langue allemande et bonne
connaissance de l'anglais in-
dispensables.
- Esprit d'analyse et de syn-
thèse.
- Autorité.

Adresser lettre manuscrite et C.V.
à Christian Dulcy BAM recrut.,
14, r. Gabriel-Péri, Montrouge,
92121 ou télécopier au :
456-28-28 poste 244.

BAM

Société de matériel électronique
médecine POURCENTAGE
important de son chiffre
de vente global à

COLLABORATEUR
d'entreprise, capable diriger
réseau commercial français
et international.

(Proposé avec fax s'abonner)
Ecr. n° 4245, à P. Lichau S.A.,
10, rue de Louvois,
75003 Paris Cedex 02, qui trans.

Le département ETUDES TECHNIQUE-ECONOMIQUES souhaite s'adjointre un

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

ayant un intérêt marqué pour la technique.
L'activité du département porte essentiellement
sur l'évaluation de projet d'investissements non-
reux et de plans de développement correspondant
dans le secteur privé et public, sur les analyses
sectorielles, sur des scénarios décisionnels et leurs
conséquences prévisionnelles dans le secteur public.

Le département MECANIQUE DES FLUIDES APPLIQUES recherche un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

pour assister le Chef de département dans ses
tâches de négociation auprès de plus de 100 clients
appartenant à toutes les branches industrielles
avec lesquelles nous développons et améliorons des
procédés nouveaux.

De grande école, complétée pour l'un par une
formation économique, pour l'autre par une for-
mation commerciale, ils seront de préférence âgés
de 28 ans minimum et auront d'excellentes qua-
lités de négociateur, si possible déjà expérimentés
dans la vente de services.

Les ingénieurs intéressés envoient leur curriculum vitae
rémunération soumise à M. LEMAITRE,

BERTIN et CIE
recherche, développement, applications industrielles,
Boite Postale n° 3 - 78370 PLAISIR.

Filiale d'un important groupe français,
située dans la région parisienne, recherche
pour sa DIRECTION INDUSTRIELLE

UN AGENT TECHNICO- COMMERCIAL

25 ans min., de niveau B.T.S. et ayant une
expérience confirmée de la négociation dans
le domaine de l'isolation thermique.

Déplacements fréquents en province. Salaire
non inférieur à 70.000 F + frais.

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., résumés, photo et prétentions
sous réf. 6236 à

PL Pierre Lichau 10, rue de Louvois
75003 Paris cedex 02 qui transmettra

SMITH KLINE

14.000 personnes-40 Filiales-2,5 Milliards de Frs
proposé pour l'une de ses filiales en France
les Laboratoires GREMY-LONGUET
la responsabilité de

PHARMACIEN CHEF DE PRODUCTION

pour son
USINE DE LIMAY - 78 (près de MANTES)
(150 personnes)

CE POSTE dépendra directement du Directeur
de l'Usine. Le candidat retenu sera responsable
des programmes de fabrication et de condi-
tionnement.

LE TITULAIRE choisira une expérience
de 3 années, au moins, dans une Usine
pharmaceutique.
Il devra être capable d'assumer avec méthode et
efficacité, les problèmes techniques et les
contacts humains de sa charge.

LA RÉMUNÉRATION sera résolument compé-
titive en fonction des références acquises.

IL EST INDISPENSABLE D'ENVISAGER LE
DOMICILE À PROXIMITÉ DE MANTES - 78.

Ecrire avec C.V., photo, desiderata et rémuné-
rations actuelles à DIRECTION DU PERSONNEL
rte. MEPE, 15, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX.
DISCRETION ET REPONSE ASSURÉES.

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE cherche pour son siège à PARIS

un responsable informaticien de haut niveau

susceptible, dans un délai de 2 à 3 ans de prendre
la direction d'un ensemble de Services dans le
cadre de l'Organisation et de l'Informatique
de l'entreprise.
Il devra, au préalable, faire preuve de ses com-
pétences, en réorganisant, gérant et animant
efficacement l'équipe des Etudes qui comprend
30 personnes.

Pour exercer les fonctions proposées, une solide
expérience des techniques informatiques, de la
conception d'applications et de la direction
d'équipes est indispensable. 140.000 F+

Ecrivez, sous réf. M 376, à Hélène REFREGIER
qui étudiera confidentiellement votre candidature.

ISERTI
SELECTION 49, av. de l'Opéra
75002 PARIS

Important Groupe Industriel Français
à vocation internationale

Prévisions économiques

Dans le cadre du développement de ses opérations à l'étranger ce Groupe crée,
à son Siège de Paris, un nouveau poste d'Economiste.
Assistant du Chef du Service Prévisions Economiques, il sera principalement
chargé des études concernant l'exportation. Ce poste nécessite de nombreux
contacts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.

Un collaborateur rapidement opérationnel étant recherché, les candidats
de formation économique, option économétrie exigée, auront au moins un
à deux ans d'expérience, connaîtront l'allemand ou l'anglais, auront, si pos-
sible, des notions en informatique.

Adresser lettre man. + CV + photo + rémunération act. sous réf. 206/B à
SPERAR, 12 rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX qui transmettra

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Leader dans le domaine des mini-ordinateurs
et constructeur de grands systèmes de réputation mondiale.

ingénieurs software (LOGICIEL)

pour fournir une assistance à la clientèle sur
FDP-11 et DECSTREMS 10/20

- une solide expérience (3 ans minimum) en Temps Réel industriel
ou en Gestion.
- la connaissance approfondie d'un système d'exploitation d'un
langage assembleur et d'un langage évolé.
- la maîtrise de la langue anglaise.

Le développement de notre groupe est tel que chacun peut y trouver
une évolution de carrière à la mesure de ses capacités et de ses ambitions.

Adresser votre C.V. et photo en précisant la ville de votre choix à
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Direction du Personnel
18, rue Sarrien - Cédex L 225 - 94633 RUNGIS

digital

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL recherche pour son SERVICE JURIDIQUE

Un juriste d'entreprise

Sous l'autorité du Chef du Service Juridique, il aura pour mission de conseiller et d'assister les responsables du groupe en droit commercial français ou étranger.

Il participera à la négociation et à la rédaction des contrats ainsi qu'à la création et au suivi des sociétés du groupe.

- Les candidats seront licenciés en droit et auront une expérience minimum de 3 ans acquise au sein d'un groupe multinational ou d'un cabinet de juristes internationaux;
- excellente connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 11.400 M PLEIN EMPLOI, 156, boulevard Hausmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Procofrance S.A.

ENGINEERING PETROLE ET PETROCHIMIQUE recherche dans le cadre de son expansion

CONTROLEUR BUDGETAIRE CONFIRME (SENIOR COST CONTROLLER)

Il sera responsable du suivi du budget et des prévisions de coût de contrats à l'exportation dans l'industrie de raffinage pétrolier et l'industrie pétrochimique.

Un ingénieur (A. & M.) possédant une expérience de 5 années minimum dans cette fonction auprès d'un engineering pétrolier ou une compagnie pétrolière aura la préférence.

Anglais indispensable.

INGENIEURS

- PROCÉDES, expérimenté
- MECANICIEN (machines tournantes)
- THERMICIEN
- CHAUDRONNERIE

Pour tous ces postes une solide expérience en ingénierie pétrole est exigée. Une pratique courante de l'anglais sera un atout.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à : M. J.H. Mauduit-Larive, Chef du Personnel, PROCOFRANCE S.A., 8, rue de Penthièvre 75008 Paris.

DIRECTEUR COMMERCIAL

90.000 F +

Nos clients nous ont confié la surveillance de leurs locaux et nous installons pour ce faire tout système de protection relié à des stations centrales qui nous permettent de faire intervenir immédiatement la police ou les pompiers.

Il nous faut maintenant restructurer notre entreprise, élargir du terrain, augmenter la qualité de nos services, resserrer nos liens avec nos clients.

Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous parlez couramment l'anglais, vous êtes à la fois un fonceur et un bâtisseur, vous avez des relations dans tous les milieux, vous souhaitez trouver un poste où vos responsabilités croissent.

Dans ces conditions, nous aimerions faire équipe avec vous.

Merci d'envoyer votre curr. vitae sous réf. 3.281 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN nous confie le recrutement de

UN INGENIEUR SYSTEME DE HAUT NIVEAU

De formation supérieure, ayant une expérience de quelques années en DOS - VS sous VM (370/158 - 1500 K)

Il sera chargé :

- d'apporter un renfort à l'équipe système actuelle et surtout
- par une surveillance constante des besoins dans la société d'être le Conseil en matériel (terminaux et réseau en particulier). Une bonne connaissance du marché des périphériques et du télétraitement est donc souhaitée.
- autre des qualités techniques, le candidat devra avoir un excellent contact humain et une grande curiosité naturelle.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prêt.

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Conseil en Recrutement 9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

INGENIEURS D'APPLICATION

Notre entreprise est de taille à vous assurer une brillante carrière et vous permettre d'affiner votre personnalité. Nous sommes difficiles parce que nous réussissons. Nous voulons engager 5 candidats de grande qualité. Ces jeunes cadres seront dépourvus des O.M., débutants ou possédant 2 à 3 années d'expérience professionnelle. Ils doivent avoir une très solide formation d'ingénieur. A Paris, ils deviendront négociateurs à haut niveau dans un domaine à technologie avancée et en plein essor.

Ces ingénieurs auront l'initiative des contacts commerciaux ainsi qu'une activité dynamique et créatrice de type engineering.

Formation : 9 mois dont 3 aux USA.

Départ : 15 janvier 1977.

Les dossiers de candidature seront examinés avec rapidité. Ils comporteront une lettre manuscrite avec CV détaillé, une photo récente et, si possible, un numéro de téléphone avec heures d'appel. Ils seront envoyés à Monsieur ARNAUD, 149, rue Saint-Hippolyte - 75001 PARIS.

HERTZ FRANCE

LOCATION DE VOITURES recherche pour son service ASSURANCES AUTOS

UN RESPONSABLE SPECIALISTE MATERIEL ET CORPOREL

Le candidat devra, entre autres, assurer les relations avec notre compagnie d'assurance. Anglais courant souhaitable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel, 2, rue de Marly, 75150 LES CLIGNAN. Réponse et discrétion assurées.

GENIE CIVIL - T.P. EXPORT Une importante Entreprise filiale d'un groupe industriel de premier plan, recherche

ingénieur étude de prix

Afin de lui confier la responsabilité de l'élaboration des études de prix des projets à l'exportation, l'Homme d'entreprise, âgé au minimum de 35 ans, de formation supérieure (A. & M., T.P. ou équivalent), il devra posséder quelques années d'expérience acquise si possible sur d'importants chantiers à l'étranger.

Connaissances en matière d'études, de prix, de méthodes et de financement à l'exportation souhaitées. Anglais apprécié et disponibilité pour voyages indispensables.

Env. C.V., photo et prêt s/ réf 304 M au Cabinet Jean-Claude MAURICE - Conseil en Gestion du Personnel 42, rue Legendre Paris 17e

Dans le cadre de son développement

CENTI

renforce son équipe SYSTÈME et fait appel à des professionnels ayant pratiqué OS/VS ou I.M.S. (D.B. - D.C.) ou GECOS Série 6000

SI VOUS ETES :

INGENIEUR SYSTEME (Référence IS. 2.)

PROGRAMMEUR SYSTEME (Référence PS. 2.)

Envoyez-nous votre C.V. et vos prétentions à CENTI, 124, rue de la Bastille, 75004 PARIS (9) des postes sont disponibles à Paris et en Province.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE Grande banlieue Nord de Paris recherche

CHEF DU SERVICE

« Métaux en Feuilles »

Ingénieur Grandes Ecoles, 35 ans minimum, le titulaire du poste aura une solide expérience des problèmes pratiques et théoriques de la mise en forme des métaux en feuilles (découpage, emboutissage, chaudronnerie...).

Il dirigera une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de travaux de recherche et d'assistance technique dans ce domaine.

Ce poste de responsabilité nécessite, outre des connaissances techniques, une bonne aptitude à la conduite des hommes.

Anglais souhaité.

Adr. C.V., photo et prêt N° 84.833 CONTESSÉ Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS, CEDEX 01.

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN nous confie le recrutement de

DEUX UNIVERSITAIRES DEBUTANTS

DESIREUX DE FAIRE UNE CARRIERE DANS L'INFORMATIQUE

Les candidats recherchés ont effectué environ 3 années d'études supérieures scientifiques qui peuvent ne pas être informatiques, car :

LA SOCIÉTÉ LEUR ASSURE UNE FORMATION COMPLETE A CE METIER

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prêt.

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE Conseil en Recrutement 9, rue Alfred de Vigny 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE à vocation internationale recherche

UN CADRE COMMERCIAL

DE HAUT NIVEAU

Ayant de 5 à 10 ans d'expérience dans les domaines du commerce et du négoce des métaux et déchets de métaux non ferreux. Parlant anglais couramment et si possible allemand.

MISSION : après formation de 1 an en France, peut être chargé de la création puis du développement d'une antenne commerciale dans un pays européen.

Adresser C.V. dét. à No 84748 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DISTRIBUTION

TEXTILE-NOUVEAUTÉ recherche

CADRE HAUT NIVEAU SPÉCIALISTE V.P.C.

pour conception, réalisation catalogues de vente et gestion des services d'exécution (orientation achats, commandes, prix de vente, suivi approvisionnement et livraisons, administrat., statistiques)

Rigoureusement indispensable :

connaissance V.P.C. branche textile, gestion d'un service et aptitude à diriger du personnel

Ecrire pour premier contact avec C.V. et photo (retournée) à G. MARTIN, 38, rue des Mathurins, 75008 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

JEUNE VÉTÉRINAIRE

De vos études vous avez gardé le goût de l'expérimentation et du travail concret. En outre vous voulez vivre la réalité économique d'une entreprise.

Société CHIMIQUE et PHARMACEUTIQUE INTERNATIONALE intensifiant nos activités en France dans le domaine de l'élevage, nous vous proposons un poste de

Développement

des spécialités vétérinaires.

Vous assurerez l'expérimentation des produits nouveaux, la constitution des dossiers de visa et par la compétence propre à votre formation, participerez, dans le cadre d'une équipe jeune, à l'ensemble de l'activité d'un département en pleine expansion.

Ecrivez-nous en joignant C.V. détaillé et prêt, à No 84753 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

RESPONSABLE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

Société chimique 100 personnes 70 km Ouest de PARIS

Ce poste nécessite une très bonne pratique de l'Anglais

Il conviendrait à un homme ayant déjà une expérience des procédures anglo-saxonnes et désireux d'élargir ses fonctions en participant à la gestion générale d'un établissement.

Adr. C.V., prêt sous le n° 12.314 M à CEM Publ. 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS recherche pour son service TÉLÉBANQUE

Collaborateurs

Intégrés dans une petite équipe, ceux-ci devront assurer les tâches de Conseillers auprès d'une clientèle privée de haut standing.

Les candidats devront donc :

- soit posséder un diplôme d'études supérieures type I.E.P. de 2e ou équivalent avec 2 ans d'expérience bancaire minima ;
- soit avoir acquis, au sein d'une Banque, une expérience professionnelle adaptée aux postes à pourvoir.

Env. C.V., lettre manuscrite, et photo (sous réf. 7) à S.F.P.B. - Direction du Personnel, Boite postale 141 - 75006 PARIS, CEDEX 02.

Grande entreprise implantée à RUEIL-MALMAISON (matériel IBM 370/158) offre carrière

analyste-programmeur à débutants

formés ou non à l'informatique.

- Avant fait au moins deux années d'études scientifiques après le baccalauréat
- libérés de leurs obligations militaires.

La C.G.I., chargée du recrutement et de la formation, recevra vos candidatures. Envoyez C.V. et photo à Dominique JAMET C.G.I., 84, rue de Granville - 75007 PARIS.

compagnie générale d'informatique

GROUPE D'IMPRIMERIES RENOMMÉES ET DE SOCIÉTÉS DE SERVICES pour l'élaboration et le développement des postes

attachés commerciaux

Homme ou femme, résultats importants selon qualités de vendeur perspectives très élevées pour l'avenir du diplôme Ecole commerciale

Introductions personnelles appréciées

lettre manuscrite, C.V. et photo

à CONTESSÉ PUBLIÉE n° 84362 qui transmettra

de l'avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 071

DIRECTEUR COMMERCIAL recherche

ADJOINT

Jeune diplômé Ecole de Commerce

Adresser C.V. et photo Société FRUITDAM-ORANGINA, 45-50, rue Aristide-Briand, 92300 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ LA DÉFENSE recherche

ANALYSEUR PROGRAMMEUR bon niveau

Expérience analyse gestion nécessaire. Connaissance langage COBOL exigée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prêt, et photo, à : C.F.P. - Tour Franklin, CEDEX 11 - 92081 PARIS - LA DÉFENSE

Discrétion assurée.

propriétés

assées du
le
téléphone

Jean CONTESSE

Décès

Georges BOULANGER

de cette ville, Guy Mollet. Il avait ensuite été conseiller municipal de Calais. Il était, à sa mort, conseiller municipal de Cenac (Dordogne).]

S. 3. - 2 10 11 (250 11 11-10 11 30),
apls d'Orient.

A L'HOTEL DROUOT

des indépendants de la Seine (C.N.I.)

45, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.

— M. Bernard et Philippe Ginsberg.
Mme. Elise Natanson

Remerciements

renforcées de cuir dans le m

... (690 F).

Visites et conférences

890 F) et d'autres en Alpaca
même ton (690 F).

Anniversaires

Atelier : 47 Passage des Panoramas - P

STERN

Pour la femme

**Pour la femme
qui demande à une montre
d'être plus qu'un bijou:
la Lady-Datejust de Rolex.**



Faire en sorte de ne pas laisser s'installer des kilos en excès, ce n'est pas seulement sauvegarder les apparences, c'est aussi veiller à sa santé. Poids et élimination sont liés. L'eau minérale naturelle de Contrexéville favorise l'élimination. Aussi, quand le maintien de votre poids vous pose des problèmes, Contrex a un rôle utile à jouer.

VLSR PF 124 H 378

Lippmann & Co. - 77-14

**CHEZ
JACQUES DEBRAY
TAILLEUR
LES COSTUMES
« HOMMES FORTS »
DE
GUY DORMEUIL
31, BOULEVARD MALESHERBES
ANG. 15-41
FERME LE LUNDI**

JEAN KAY LE TACITURNE

POLICE

POLICE

LA FÉDÉRATION AUTONOME RENOUVELLE SA DEMANDE DE PARITÉ AVEC LA GENDARMERIE

« Les policiers sont tellement mécontents que, s'il n'y avait pas le syndicat responsable, nous en viendrions à une exposition. » C'est ce qu'a déclaré à l'assemblée générale de la Fédération autonome des syndicats de policiers (FASP), a décrit, dans une conférence de presse, organisée, lundi 15 novembre à Paris, l'état d'esprit de cent cinq mille policiers, qui continuent de réclamer l'abolition réelle des parités judiciaires, entre la gendarmerie et la police, et protestent contre les insuffisances du budget du ministère de l'Intérieur pour 1977.

Ainsi, après la manifestation du jeudi 18 octobre et les rassemblements en province, l'Inde de la police nationale (qui groupe le syndicat des commissaires de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil et la F.A.S.P. a organisé une campagne de signatures, du 10 au 17 novembre dans les services, et un rassemblement est prévu le 17 novembre devant le ministère de l'économie. Les finances afin de déposer les motions qui auront été signées par les policiers.

SOCIALISME ET ENTREPRISE
25, rue du Louvre, Paris
ORGANISE UNE
CONFÉRENCE - DÉBATS
AVEC
JACQUES DELORS
FORMATION ET PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES
DES CADRES
JEUDI 18 NOV. 1976 - 20 H. 45 - 32, RUE OLIVIER-NOYER
SALLE M. L. KING - PARIS-14^e - MÉTRO FÉNELLY

Opel EuroKadett
BRUNOY GARAGES S.A.R.L.
13, rue de la République
BRUNOY-ESSONNE
TEL. 922.80.95

LA VIE ÉCONOMIQUE

COMMERCE EXTÉRIEUR

« Commissions » et « intermédiaires » à l'exportation

Depuis quelques mois, l'opinion occidentale découvre avec quelque stupéur certaines des pratiques du commerce international. Le comportement de certaines compagnies pétrolières a donné lieu à de belles séances au Sénat américain. Les révélations sur les « pots-

de-vin » de Lockheed ont pris l'allure d'un scandale international. Aujourd'hui, c'est au tour du groupe Thomson, l'un des principaux exportateurs français de matériels militaires et électroniques, d'être sur la sellette.

Dans son édition du 10 novembre, le *Canard enchaîné* accuse « Thomson-C.S.F. d'avoir fait disparaître en Suisse 71,2 millions de francs ». De quoi s'agit-il ? En 1973, la société signe un contrat avec un Etat étranger pour la livraison de divers matériels militaires. Au fur et à mesure des livraisons et des paiements, qui s'élevaient sur deux ans, des transferts de fonds sont effectués vers la Suisse. Ils sont destinés, en principe, à payer des commissions à ceux que l'on nomme pudiquement des intermédiaires. Un virement de 60 millions de francs aurait été effectué sur deux comptes numérotés : 11,2 autres millions de francs auraient été versés à quelques autres personnes, toujours en Suisse.

Or, selon le *Canard enchaîné*, un inspecteur de la direction des douanes n'aurait pas trouvé, au cours d'un contrôle de justification au versement de telles sommes, le contrat prévoyant une vente sans intermédiaires et sans commissions. Il existe, fait-on remarquer, 72 millions de francs versés en Suisse, se demande notre confrère ? A camoufler des bénéfices ? A alimenter les caisses de partis de la majorité ?

Nul ne peut jurer de rien. Pourtant, dans les milieux industriels, les suppositions apparaissent peu crédibles. Il existe, fait-on remarquer, bien des méthodes plus simples et moins dangereuses pour dissimuler des bénéfices, gonfler les rémunérations des dirigeants ou financer des partis. De toute façon, lorsqu'une entreprise française signe, dans un pays tiers, un contrat (pour des ventes d'armes notamment), elle dépose un dossier auprès des services spécialisés du ministère de l'économie et des finances. Ne serait-ce que pour légaliser la pratique des pots-de-vin à l'exportation, qui la garantit en cas de non-paiement.

Les commissions à verser, couvertes elles aussi par l'assurance, sont précisées, par écrit ou plus souvent oralement. Les services du ministère, parfaitement au fait

des pratiques et des pourcentages en vigueur dans chaque pays, examinent le bien-fondé des commissions, les noms des bénéficiaires et le mode de versement envisagé. Dans certains cas, ils refusent leur autorisation : lorsque le taux est jugé trop élevé ou lorsque le versement de la commission risque d'entraîner une rupture du contrat à l'initiative de l'acheteur, et le versement de dommages et intérêts.

Lorsque l'avis est favorable et implique un transfert de devises vers l'étranger — les « intermédiaires » ont une préférence pour la Suisse — la Banque de France en reçoit notification, conformément au régime du contrôle des changes. Les versements s'effectuent en général au fur et à mesure du paiement du matériel. A chaque fois l'autorisation de transfert doit recevoir le visa de la direction générale des douanes, qui vérifie à son tour que le transfert en devises à l'étranger a bien eu lieu et que le bénéficiaire n'est pas un résident français.

Chez Thomson, on se refuse à tout commentaire sur les « révélations » du *Canard enchaîné*. Pour leur part, les habitués du commerce international n'y voient rien d'extraordinaire. Le montant de la commission est « normal », disent-ils (moins de 10 % du contrat) ; et l'identité de tous les titulaires des deux comptes numérotés aurait été communiquée, comme cela est prévu, aux hauts fonctionnaires. Quant à la clause du contrat, qui est l'une des pièces maîtresses du rapport de l'inspecteur des douanes, les spécialistes avancent une explication. Il existe des intermédiaires avoués et d'autres qui le sont moins. Certains ne tolèrent la pratique des pots-de-vin : d'autres veulent officiellement la bannir et incluent dans les contrats des clauses excluant toute commission, tout intermédiaire.

On peut s'étonner, se scandaliser ou considérer que les hommes étant ce qu'ils sont, il en ira toujours ainsi. Reste que les pots-de-vin, loin de disparaître, se généralisent. Limités naguère à certains contrats et à quelques

Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...

SI VOUS VOULEZ DES JOLIES DOUCES COMME LE CRANE DE CHARLIE BROWN...

...ESSAYEZ LES "PRÊT-A-RASER" DE GILLETTE!

NOUVEAU Gillette PRÊT-A-RASER à lame simple

NOUVEAU Gillette PRÊT-A-RASER JETABLE à deux lames jumelées

C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette

Des bruits courent sur S.M.O. : « Ils engagent des vendeurs. »

Seulement les meilleurs.

Les meilleurs, pour nous, ne sont pas ceux qui se contentent de courir après les plus grosses commissions. (Rassurez-vous, chez S.M.O., elles sont confortables). Mais ceux qui ont à cœur de se tenir à jour en permanence avec un métier où les découvertes scientifiques vont plus vite que les technologies d'application. (Nous pensons par exemple aux microprocesseurs).

Les meilleurs, pour nous, sont toujours ceux qui, au sein de leur équipe — il y a une cinquantaine d'équipes de vente chez S.M.O. — dépassent un peu chaque jour le strict travail qui leur est demandé pour augmenter leur rayonnement personnel et progresser dans la hiérarchie de l'entreprise.

Les meilleurs, vous le savez bien, sont ceux qui prennent leur destin en main. Alors, si vous avez une bonne expérience en matière d'équipement de bureau, de mécanique ou d'ordonnancement et si vous êtes intéressé par un emploi stable au sein d'une équipe solide dans une affaire en pleine progression, il serait bon que vous écriviez sans tarder à une S.M.O. pour ouvrir le dialogue.

Il y a 15 S.M.O. en France : à Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Paris-Vélizy, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes.

Vous vous sentez concerné ? Pour quoi alors ne pas écrire au Directeur de l'une d'elles ?

S.M.O.
Siège Social : 2-4, avenue de l'Europe
78140 Vélizy - Tél. : 946.86.38

Pour recevoir gratuitement le S.M.O. envoyez ce bon : Vous recevrez :
Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
S.M.O. BP 93
78140 Vélizy

Défense du franc...

Offrez du CHAMPAGNE !
toutes marques chez KIATOU
SIÈGE : 44, rue du Bac et
SUCCURSALE : 6, rue de la Renaissance (angle r. Marbeuf)
Commandes : 222-37-08

La Pompadour

QUINZAINE des MANTEAUX
tweed, camel, cashmere
MANTEAUX DE FOURRURES
PELISSES, PEaux LAINES
TOUTES TAILLES
du 40 au 62
Prix exceptionnels
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin

CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.

Le Monde du 17 novembre 1976

Vient de paraître L'INFORMATISATION du DECALQUE

Première étude sur le moyen d'adopter un complément électronique, le calculateur programme OBBO type MEGA 7600 à la comptabilité par décalque.

Ce système permet d'automatiser tous les calculs, contrôles, ventilation, la paie, en conservant les avantages du décalque et sans bouleverser les structures de l'entreprise.

La comptabilité par décalque en régime électronique

Veuillez me faire parvenir gratuitement "L'Informatisation du décalque"

M. _____
Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____
OBBO - 8 rue de Maubeuge - Paris 9^e - 878.25.50 et 25.06

CORRESPONDANCE

« Garçon, un demi... »
A la suite de notre article, intitulé « Garçon, un demi... » (le Monde du 4 septembre), qui faisait état du prix anormalement élevé de certains boissons-pilotes (café et bière) consommés à la terrasse de certains cafés parisiens, nous sommes cités, un lecteur des Yvelines, M. Mario Fabre, a écrit à la direction générale de la concurrence et des prix pour demander « quels moyens vous pourriez mettre en service pour mettre bon ordre à cette anarchie des prix ». M. Fabre a reçu du ministère de l'économie et des finances la réponse suivante, qu'il a bien voulu nous communiquer :

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai aussitôt fait procéder à une enquête auprès des établissements en cause, dont les résultats sont les suivants :

1° Le Café de la Paix, 1819 Club, le Fouquet's et le Thérèse sont des établissements classés dans la catégorie luxe. A ce titre, ils sont dispensés de l'obligation de servir des boissons-pilotes et peuvent par ailleurs déterminer librement les prix des consommations qu'ils offrent à leur clientèle. De ce fait, même si les tarifs pratiqués paraissent élevés, ils n'appellent aucune observation du point de vue de la réglementation des prix. En revanche, ces établissements sont soumis à certaines mesures particulières de publicité des prix, et doivent remettre à leurs clients des tickets ou notes mentionnant les prix des consommations servies et le système en usage en matière de service.

2° Le contrôle effectué a permis de constater que deux des établissements en cause ne respectaient pas strictement les règles de publicité prévues.

3° Les autres établissements cités dans l'article en cause, au nombre de onze, sont soumis aux dispositions de la convention relative aux prix des boissons et des débits de boissons, conclue le 16 avril 1976, entre le préfet de Paris et les représentants professionnels. Ils sont tenus à ce titre de présenter des boissons-pilotes tant au comptoir que dans la salle ou à la terrasse, à des prix ne dépassant pas les tarifs limités.

Sur les onze établissements vérifiés, neuf pratiquaient des prix supérieurs à ceux actuellement autorisés. Les infractions relevées ont permis de relever des infractions dans un certain nombre d'entre eux qui ont fait, en conséquence, l'objet d'un procès-verbal.

صلى الله عليه وآله وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Dérapiage incontrôlé

LE CADRE ÉCONOMIQUE

	Croissance (2)		Respect des équilibres économiques			Taux d'inflation (en %)
	Taux de production industrielle (en %)	Investissements productifs (en %)	Taux de salaires (en %)	Déficit budgétaire (1) (en %)	Solde balance commerciale (1) (en %)	
ats-Unis	+ 5	+ 2	8	- 3,9 (- 65,6 mD)	- 1,2 (- 19 mD)	5
Allemagne fédérale....	+ 3	+ 2	6 à 7	- 4,4 (- 50 mD)	+ 2,9 (+ 33 mD)	2
France	+ 5	0	16	- 1,3 (- 20 mD)	- 3,6 (- 53 mD)	11
Grande-Bretagne	0	- 18	12	- 10 (- 11 mD)	- 5,7 (- 6,4 mD)	16
Italie	+ 10	- 10	16	- 10 (130 mD)	- 3,5 (- 490 mD)	14

(1) Exprimés en valeurs nationales milliards de dollars, DM, etc.) et en pourcentage du produit national brut. Le solde commercial annuel CAF FOB est calculé en multipliant par quatre celui des trois derniers mois.
(2) Exprimés en valeur nominale et en rythme annuel.

Les Neuf à la recherche de concessions pour relancer le dialogue Nord-Sud

La conférence sur la coopération économique internationale — dite dialogue Nord-Sud — reprend ses travaux mardi 16 novembre. Les résultats — bien piètres jusqu'à présent — pourraient influencer la décision des pays de l'OPEP d'augmenter le prix du pétrole. On prête à certains de ceux-ci l'intention de demander le report de la réunion de l'Arabie saoudite pour le 15 décembre, — parce qu'à cette date devrait se tenir à Paris la conférence plénière du dialogue Nord-Sud en présence des ministres des affaires étrangères des vingt-sept pays participants.

Bruxelles (Communautés européennes). — Que faut-il proposer pour permettre à la conférence de Paris de reprendre dans un climat plus positif et pour contribuer par là même à amener les pays producteurs à faire preuve de modération lorsqu'ils se réuniront au Qatar afin de fixer les nouveaux prix du pétrole ? Telle est la question à laquelle les ministres des affaires étrangères des Neuf, réunis lundi 15 novembre à Bruxelles, se sont efforcés de répondre. La question préalable n'a pas été posée d'ordre tactique : à quel moment est-il judicieux pour la Communauté d'arrêter puis d'annoncer les nouvelles concessions qu'elle est prête à faire ?

La France souhaitait que les Neuf se prononcent dès cette session, de telle sorte que les travaux des quatre commissions de la conférence de Paris s'en trouvent facilités et que, dans le cas où les décisions prises le report de la réunion au début de l'année prochaine, prévue en principe pour décembre, cet ajournement n'interviendrait pas dans une ambiance de crise.

D'autres pays membres, et surtout l'Allemagne, estimaient préférable de réserver le dossier au Conseil européen qui se tiendra les 29 et 30 novembre, à La Haye. C'est finalement une solution de compromis qui a prévalu. Les principales orientations politiques seront définies par le Conseil

Pour éviter l'échec complet de la conférence de Paris, les Neuf seraient prêts à faire quelques concessions. Mais, preuve de l'absence de vues communes, les premiers ministres français et britannique ont fait le 15 novembre, sur la hausse du prix du pétrole, des déclarations divergentes. Alors que M. Callaghan indiquait à Londres que « toute hausse ralentirait inévitablement le rythme de la reprise économique dans les pays industrialisés et accroîtrait le niveau du chômage », M. Raymond Barre affirmait, au Caire, que la France serait « en mesure de faire face à la hausse du prix du pétrole ».

De notre correspondant

européen de La Haye indique avec clarté que les Neuf ne sont pas prêts à faire des concessions. Dans le cas où les conclusions des chefs de gouvernement seraient trop modestes par rapport à l'objectif dont il a été chargé d'examiner la réalisation — la création progressive d'une union européenne, — M. Tindemans envisagerait, a-t-il déclaré aux journalistes, de « reprendre sa liberté ».

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Une réponse au COMECON

Les Neuf ont aussi approuvé le texte d'une lettre qui sera remise dans les prochains jours, par les soins de la présidence néerlandaise, à M. Olaszewski, vice-ministre de Pologne et président en exercice du comité exécutif du Comecon (l'organisation économique des pays de l'Est). Il s'agit de la réponse à la proposition du Comecon de février dernier de négocier avec la Communauté et ses États membres un accord incluant des dispositions commerciales. En fait, les Neuf rejettent pour l'essentiel les propositions du Comecon, qu'ils considèrent comme une manœuvre de Moscou pour empêcher l'établissement de relations constructives entre la C.E.E. et l'un des pays de l'Est.

La Communauté se déclare disposée à négocier un mini-accord avec le Comecon (un projet de quatre pages est annexé à la lettre) : il s'agirait d'établir de simples relations de travail entre les deux organisations, autrement dit de favoriser les échanges d'informations, notamment statistiques, dans les domaines où la Communauté et le Comecon sont complémentaires. En revanche, elle appelle l'offre qu'elle a faite en novembre 1974 de négocier bi-

latéralement avec chacun des pays du Comecon. Il reste à savoir si l'Union soviétique se satisfera de cette sorte de mise au point de la Communauté, qui, même rédigée en termes amicaux, ressemble étrangement à une fin de non-recevoir. Les ministres des affaires étrangères se sont également entretenus des relations futures entre le Portugal et la C.E.E. « Nous avons reconnu la vocation du Portugal à entrer dans l'Europe », a commenté lundi soir M. de Giscard d'Estaing. M. Soares effectuera une tournée des capitales du Marché commun en février. C'est vers le mois de mars, en fonction des impressions recueillies, que le bonhomme fera officiellement acte de candidature à la Communauté. Enfin, le Conseil a longuement parlé du rapport Tindemans sur l'union européenne, en la présence du premier ministre belge. Celui-ci attend que le Conseil

Le fait saillant de la dernière évolution mensuelle est sans conteste le clivage croissant entre pays forts et pays faibles.

Il se constate d'abord sur le tableau monétaire. Alors que les taux américains et allemand au jour le jour ont tendance à baisser sensiblement, à moins de 5 % ou 2 % pour le premier et même à 1 % pour le deuxième, leurs homologues anglais, italiens et français sont au contraire poussés irrésistiblement vers le haut à des niveaux respectifs de 15 %, 17 % et 12 %.

Il est frappant d'observer les récents efforts de la France pour revenir à des chiffres plus raisonnables, proches de 10 %. La manœuvre est difficile, car les taux sont imposés par les puissances fortement divergentes qui s'exercent toujours sur les monnaies, alors qu'il s'efforcent justement d'équilibrer ces tensions. Sans beaucoup de succès !

La récente réévaluation du deutchmark, bien que modeste, n'a pas réussi à réduire la pression. La spéculation reste toujours « collée », comme disent les spécialistes, sans avoir dénoué ses positions. Et le clivage monétaire, qu'il s'exprime en tendances mensuelles positives ou négatives par rapport au dollar ou par les positions respectives des monnaies dans notre panier simplifié,

continue à s'accroître. Ainsi, depuis fin 1975, le deutchmark a gagné près de 13 %, alors qu'au contraire la livre et la lire ont chuté de 17 % et le franc de 7 %. Seule l'Italie a pu arrêter un peu la dégringolade en rétablissant à la hâte la tarification des achats de devises de ses nationaux, mesure exceptionnelle et critiquable, un moment abandonnée.

En passant du tableau monétaire et financier à celui qui reprend les données économiques des cinq pays, on peut faire les mêmes observations. Rien d'étonnant puisque l'un est le reflet de l'autre et qu'ils expriment les mêmes déséquilibres et divergences entre pays.

Ici c'est la différence, à nouveau grandissante, des taux d'inflation qui frappe le plus. Alors que les prix américains reculent encore un peu, de 6 à 5 %, et que les Allemands tombent même à 2 %, les Anglais et les Italiens, en sens inverse, s'envolent à nouveau à 15 % et 17 %, et les Français à plus de 11 %.

Ce qui est préoccupant dans ce clivage monétaire et économique, c'est qu'il a tendance à s'aggraver de lui-même dans une sorte de ronde infernale accablée. D'abord, la saignée relative des pays forts accentue la faiblesse des pays faibles. De plus, ces derniers, comme les adeptes d'une même cordée mal assu-

rée, s'entraînent les uns les autres dans leur chute : c'est l'exemple du franc accroché à la livre. Dans chacun des pays, les taux d'inflation s'accroissent, amplifiant encore plus la chute monétaire, celle-ci aggravant à son tour le déficit commercial, la hausse des prix des produits importés, donc à nouveau l'inflation et la dépréciation monétaire, etc.

Un pays échappe difficilement par ses propres moyens à ce tourbillon une fois qu'il y est entraîné. Depuis de longs mois, la Grande-Bretagne, accablée par ses 6 ou 7 milliards de balances sterling, en fait la dure expérience. La France est entraînée elle aussi par le courant et lutte difficilement contre ce danger qui menace le succès du plan Barre. Seul un nouvel effort international peut arrêter ce dérapage. Pour le moment, on n'en est qu'aux premiers pas. Mais le simple fait qu'on ait parié d'une aide massive de 15 milliards de dollars des pays les plus riches (États-Unis, Allemagne et Japon) à la Grande-Bretagne a suffi à redonner du tonus à la livre. Celle-ci, à la grande surprise des spécialistes, est remontée de 3 % en une seule journée, entraînant le franc dans son sillage et provoquant une détente des taux d'intérêt français. Progrès oui, mais combien fragile encore.

MAURICE BOMENSATH.

EFFETS MONÉTAIRES ET FINANCIERS

	MASSE MONÉTAIRE Taux de croissance mensuelle (1) (en %)	TAUX D'INTERET Jour le jour (en %)	« prime rate » (2) (en %)	POSITIONS DE CHANGE PAR RAPPORT		BOURSE : tendance mensuelle (écart douze mois) (en %)
				au dollar (3)	à un panier de six monnaies (4)	
DOLLAR	5	5	6,5	—	103,4 (103,2)	— 8 (+ 10)
DEUTSCHEMARK	10	0,5 à 3	6,5	2413 (+ 1 %)	112,4 (118,7)	0 (— 3)
FRANC FRANÇAIS	10	10,5 à 12	11,65	4,98 (0 %)	93,2 (92,7)	— 1 (— 20)
LIVRE	25	15	14,5	0,6160 (— 1 %)	82,6 (83,7)	+ 5 (— 14)
LIRE	20 à 25	17	20	865,8 (— 1 %)	81,6 (83,5)	— 5 (— 16)

(1) Il s'agit de la masse monétaire au sens strict, dite M1, corrigée des variations saisonnières.
(2) Le « prime rate » est le taux à court terme consenti aux meilleurs clients.
(3) Position récente et tendance mensuelle en %.
(4) Entre parenthèses : valeur du mois précédent. Les cinq monnaies sont complétées par le yen.

cinq atouts que vous ne trouverez nulle part ailleurs, pour installer vos bureaux.

- 17 000 m² de bureaux disponibles à vos mesures
- des conditions financières privilégiées
- une situation géographique stratégique
- un personnel nombreux et qualifié sur place
- des équipements urbains bien conçus

Ces bureaux existent en toute dimension, à partir de 13 m², aménagés ou bruts de décoffrage, "open space" ou cloisonnés. Selon vos besoins, trois formules vous sont proposées : location simple (bail de 3, 6 ou 9 ans), vente avec paiement comptant, vente avec crédit sur 15 ans. Un exemple : à Sarcelles, avenue du 8 Mai 1945, des bureaux aménagés de 300 m² sont disponibles à 260 F le m² en location à 3.300 F le m² en vente. Le crédit sur 15 ans accordé sur 70 % du prix de vente hors taxes, est remboursable mensuellement à un taux particulièrement exceptionnel.

Sarcelles
ville nouvelle

Pour recevoir des renseignements complémentaires, veuillez nous téléphoner ou nous retourner le coupon-réponse ci-dessous.

4, place de Navarre 95200 Sarcelles
tél. : 990 71 01 tél. : 990 75 94 tél. : 990 67 19

GSCIC PARIS

Sciez :
Personne responsable :
Adresse :
tél. :
Lieu de résidence :
Séjour :
Classement :
Classement :

UN CONCOURS SUR TITRE EST OUVERT POUR LE RECRUTEMENT D'UN DIRECTEUR DE LA RÉGIE DÉPARTEMENTALE DES TRANSPORTS DE L'AIR

Les candidats devront être âgés de 30 à 50 ans et justifier de connaissances approfondies dans la gestion financière et technique d'une entreprise de transport, avoir le goût des contacts commerciaux et une solide expérience en matière d'animation du personnel dans la recherche du développement de la clientèle.

Emoluments annuels de début et de fin de carrière : 60.000 F-80.000 F environ.

Les candidatures devront être adressées à Monsieur le Préfet de l'Ain - Secrétaire Général, avant le 15 décembre 1976, avec fiche d'état civil, curriculum vitae, titres, diplômes, etc.

Renseignements : Préfecture - Direction des Finances et des Collectivités Locales - Troisième Bureau - Tél. : 21-22-23.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FISCALITÉ

Devant l'ampleur des protestations
Le gouvernement pourrait apporter des correctifs à l'application de la taxe professionnelle

Industriels, commerçants, artisans, prestataires de services et professions libérales reçoivent actuellement du fisc les avis de payer la taxe professionnelle qui remplace à partir de cette année l'ancienne patente. — Le 15 décembre au plus tard. Dans beaucoup de cas, le montant de cet impôt local est considérablement augmenté par rapport à 1975 : doublé, triplé ou même quadruplé.

Le Conseil national du patronat français a vivement réagi : « Le remplacement de la patente par la taxe professionnelle, représente, pour beaucoup d'entreprises, une augmentation importante, parfois même catastrophique, de leurs charges par rapport à 1975 », a déclaré, lundi 15 novembre, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F. « Il y a là une situation qui, par elle-même, est difficilement tolérable », a poursuivi M. Ceyrac, « et c'est la raison pour laquelle nous demandons la révision de la loi sur deux points : nous demandons que, pour 1976, un plafond soit prévu pour les augmentations, et nous demandons que pour 1977 la hausse ne dépasse pas 6,5 %. Dès l'année prochaine, la loi devrait être fondamentalement révisée ».

Le C.N.P.F. a mené une enquête sur le sujet. Dans un communiqué, l'organisation patronale affirme que « de nombreuses entreprises sont hors d'état de supporter les hausses de la nouvelle taxe professionnelle » et que « le gouvernement avait été alerté le 8 octobre dernier sur ce supplément de charges imposé ».

Le ministre délégué aux finances, reconnaît le C.N.P.F., a recommandé à ses services « d'user largement de leur pouvoir de dérogation et de leur possibilité d'accorder des délais de paiement ». « Mais il ne suffit pas, pour le C.N.P.F., de régler un certain nombre de cas aberrants. La taxe professionnelle frappe très lourdement l'ensemble des entreprises et sa répartition même entre les entreprises entraîne des transferts de charges très supérieurs aux prévisions les plus pessimistes ».

SÉCURITÉ SOCIALE

MANIFESTATION DE LA C.G.T. À PARIS CONTRE LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

A l'appel de la C.G.T. qui organisait, seule, lundi 15 novembre, une journée de protestation contre les mesures et projets du gouvernement dans les domaines de la fiscalité et de la Sécurité sociale, des délégations de militants se sont rendues dans les préfectures pour déposer des pétitions.

A Paris, une manifestation regroupant trois mille personnes selon les organisateurs, à peine deux mille selon nos estimations, s'est déroulée de l'Assemblée nationale à la place des Invalides, où M. Jacques Lambert, secrétaire fédéral, a pris la parole : après avoir critiqué la politique menée par le gouvernement et regretté l'absence de la C.G.T. et de la F.N.T. qui « aujourd'hui ont choisi la passivité », M. Lambert a lancé un appel à la création d'un large front syndical.

La C.G.T. d'autre part fait savoir que ses représentants dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale participeront à nouveau aux réunions de ces conseils. Le 26 avril dernier, la C.G.T. avait décidé de suspendre provisoirement sa participation.

Journée de protestation C.G.T.
 La journée du lundi 15 novembre a d'autre part été marquée par des manifestations organisées par la C.G.C. Des délégations de cadres C.G.C. se sont rendues dans les préfectures et y ont remis des pétitions dans lesquelles elles exposent le refus des cadres d'être les principales victimes des réformes de l'impôt et de la Sécurité sociale.

Location de voitures ?
Eurêka !
europcar
 645.21.25

UN DÉCRET FIXE LES MODALITÉS DE L'EMPRUNT LIBÉRAIRE

Le décret du 12 novembre, paru au Journal officiel du 14 novembre, fixe les modalités de l'emprunt libératoire qui doit permettre, le cas échéant, d'acquiescer soit à l'intégralité du supplément d'imposition de 4 % frappant les contribuables (dont l'impôt sur le revenu de 1975 payable en 1976, compris entre 4 500 et 20 000 F, soit la moitié de la contribution exceptionnelle de 8 % frappant les contribuables dont l'impôt excède 20 000 F).

Les titres de l'emprunt sont constitués par des certificats libératoires et inaliénables, émis au pair sous la forme nominative, souscrits en numéraire, par chèque ou par virement à la caisse des comptes du Trésor débiteurs du rôle (perceptions) et domiciliés à ladite caisse. Ces certificats sont remboursables au bout de cinq ans et portent intérêt au taux actuariel brut de 6,50 %. Les intérêts, versés au terme des cinq ans en même temps que le capital de l'emprunt, sont soumis à imposition (prélèvement libératoire de 33 1/3 % ou impôt sur le revenu). Le remboursement anticipé de l'emprunt peut être obtenu par le souscripteur, ou ses ayants droit dans les cas suivants : mariage, décès du souscripteur ou de son conjoint, mise à la retraite, licenciement et invalidité.

CONJONCTURE

Nombre record de chômeurs et chute sensible des offres d'emploi en octobre

Si, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a très légèrement diminué, passant de 941 200 en septembre à 935 400 en octobre (— 0,62 %), il a, en revanche, fortement augmenté en données observées (« le Monde » du 16 novembre) pour dépasser de nouveau le cap du million : 1 025 300 en octobre contre 955 400 en septembre (+ 7,31 %).

Jamais, officiellement, un tel chiffre n'avait été atteint, même au plus fort de la crise économique : en octobre et novembre 1975, on avait, en effet, respectivement enregistré 1 015 600 et 1 020 100 demandes d'emploi non satisfaites (1). Selon les statistiques du ministère du travail,

48 % de ces demandes émanent de jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Autre signe de cette nouvelle dégradation de la situation de l'emploi : en données corrigées des variations saisonnières comme en données observées, la chute des offres d'emploi non satisfaites est sensible. Dans le premier cas, elles sont passées de 1 212 000 en octobre, de 1 212 000 à 1 168 800 (— 3,55 %), et, dans le second cas, de 1 429 000 à 1 211 100 (— 15 %).

L'an dernier à pareille époque les offres d'emploi non satisfaites avaient également baissé, mais dans une proportion nettement moindre : de 1 053 300 à 1 011 100 en données corrigées (— 4 %) et de 1 147 000 à 1 049 000 en données observées (— 8,55 %).

PIERRE DROUIN.

FAITS ET CHIFFRES

• M. GISCARD D'ESTAING recevra jeudi 18 novembre le chef d'une entreprise de carrosserie et d'accessoires pour automobiles de la région parisienne, M. Gruau, qui lui a écrit pour lui exposer les problèmes des chefs d'entreprises moyennes et avec lequel le président de la République a une entente, selon son porte-parole, M. Jean-Philippe Lécat, « avoir une conversation personnelle ».

• LES PRIX INTERNATIONAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ont augmenté de 5,4 % en octobre par rapport à septembre et de 58,5 % par rapport à octobre 1975. Les prix des matières premières alimentaires sont ceux qui ont le plus augmenté : 10,8 % en un mois, 79,3 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont été plus « sages » : 2,1 % en un mois, 39,4 % en un an.

• UN COMMANDO DE VIGNE-CONS a établi, le 18 novembre, un barrage sur la RN 113 à Balthazay (Aude) et a intercepté une dizaine de camions-citernes dont quatre ont été vidés de leur contenu. Au total, 1 100 hectolitres de vin ont été répandus sur la chaussée. Tous ces camions venaient de Sète. L'un d'eux appartenait à une société dont le responsable est M. Doumenge, P.D.G. de la société de négoce Intégragris (A.F.P.).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE CENTRALE DE CRÉDIT COOPÉRATIF

Les Caisse régionale de crédit maritime mutual (qui possèdent une centaine de guichets) exercent leur activité dans tous les départements côtiers au profit de la pêche artisanale et de la conchyliculture. La loi du 11 juillet 1976 a élargi leur compétence aux activités connexes de la pêche et des cultures marines, ainsi que d'une façon générale, à toutes les activités d'intérêt maritime. Elle a précisé également leur nature d'établissement à statut légal spécial, caractérisées par leur fonctionnement administratif et financier, ainsi que par leurs rapports financiers avec les caisses centrales de crédit coopératif.

Le décret d'application, paru au Journal officiel du 7 novembre, fixe leur organisation et leur fonctionnement administratif et financier, ainsi que les modalités de leur activité de crédit coopératif des pêcheurs particuliers en la matière. L'article 13 prévoit notamment que « la Caisse centrale de crédit coopératif

est chargée de veiller à l'application par les caisses régionales et les unions des décisions de portée générale prises par le ministre de l'économie et des finances en matière de crédit et de gestion financière des établissements de crédit. Elle est chargée en tant que de besoin des modalités d'application, après consultation d'un comité financier institué près d'elle ».

Chargée en outre de la surveillance de leurs comptes, la Caisse centrale de crédit coopératif se voit ainsi reconnaître dans le rôle d'organisme financier central des Caisse régionales de crédit maritime mutual.

L'ensemble des nouvelles dispositions doit permettre au Crédit maritime mutual de prendre un nouvel essor dans les régions littorales, d'offrir ses services à de nouvelles catégories d'épargnants, et de diversifier ses activités et ses ressources, avec l'appui du groupe du Crédit coopératif.

BERTIN ET Cie

Nette progression
 Le chiffre d'affaires du premier semestre 1976 de la Société Bertin s'élève à 38 600 000 F contre 36 100 000 F durant la même période de 1975, soit une augmentation de 6,9 %.

En ce qui concerne les contrats et marchés signés au cours du premier semestre 1976, leur montant s'élève à 76 630 000 F contre 52 785 000 F au premier semestre 1975, soit une progression de 45,17 %.

SOCIÉTÉ DE PARIS ET DU RHONE

Le chiffre d'affaires E.T. du groupe du 31 septembre 1976 s'est élevé à 801 120 450 F, dont 400 849 410 F pour les filiales, contre 633 536 134 F pour la même période de 1975, dont 334 339 680 F pour les filiales.

Avec les filiales européennes, le chiffre d'affaires E.T. s'élève à 833 millions 351 600 F contre 638 610 584 F. La progression s'élève à 35,10 % pour la seule activité automobile Paris-Rhône et à 30 % avec l'ensemble des filiales.

La Société Paris-Rhône a publié récemment sa situation prévisionnelle au 30 juin 1976. Celle-ci fait apparaître un résultat après impôts de 10 millions 175 580 F pour la période.

Les prévisions d'évolution du chiffre d'affaires pour l'exercice, tant pour la Société Paris-Rhône que pour ses filiales, permettent, sauf événement imprévu, de confirmer le rétablissement de la rentabilité. Celle-ci devrait permettre de reprendre, avec la prudence dictée par les circonstances, une politique dynamique d'investissements de production et de confirmer les perspectives de reprise d'un dividende, évoquées par le président, M. Chibé, lors de son allocution devant l'assemblée générale des actionnaires du 23 juin 1976.

UFIMEG

Les recettes locatives de l'exercice 1975-1976, c'est-à-dire le 30 septembre 1976, ont enregistré une forte croissance, passant de 22 971 000 F à 27 562 000 F, soit une augmentation de 20 %.

Par contre, les produits financiers ne se sont élevés qu'à 3 283 000 F contre 7 181 000 F, en raison des nouveaux investissements réalisés au cours de l'exercice, dont la plus grande partie ne procède pas des recettes qui pendant l'exercice 1975-1976.

Les recettes totales passent ainsi de 30 052 000 F à 30 765 000 F. Le report à nouveau important, constitué lors des deux exercices précédents, normalement, comme prévu, d'assurer la progression du dividende.

BIS

Numéro 1 du travail temporaire en France
 Le chiffre d'affaires — hors taxes — des neuf premiers mois de l'exercice 1976 s'est élevé à 150 617 419 F contre 361 533 583 F pour la même période de l'exercice 1975, ce qui représente une augmentation de 54,4 %.

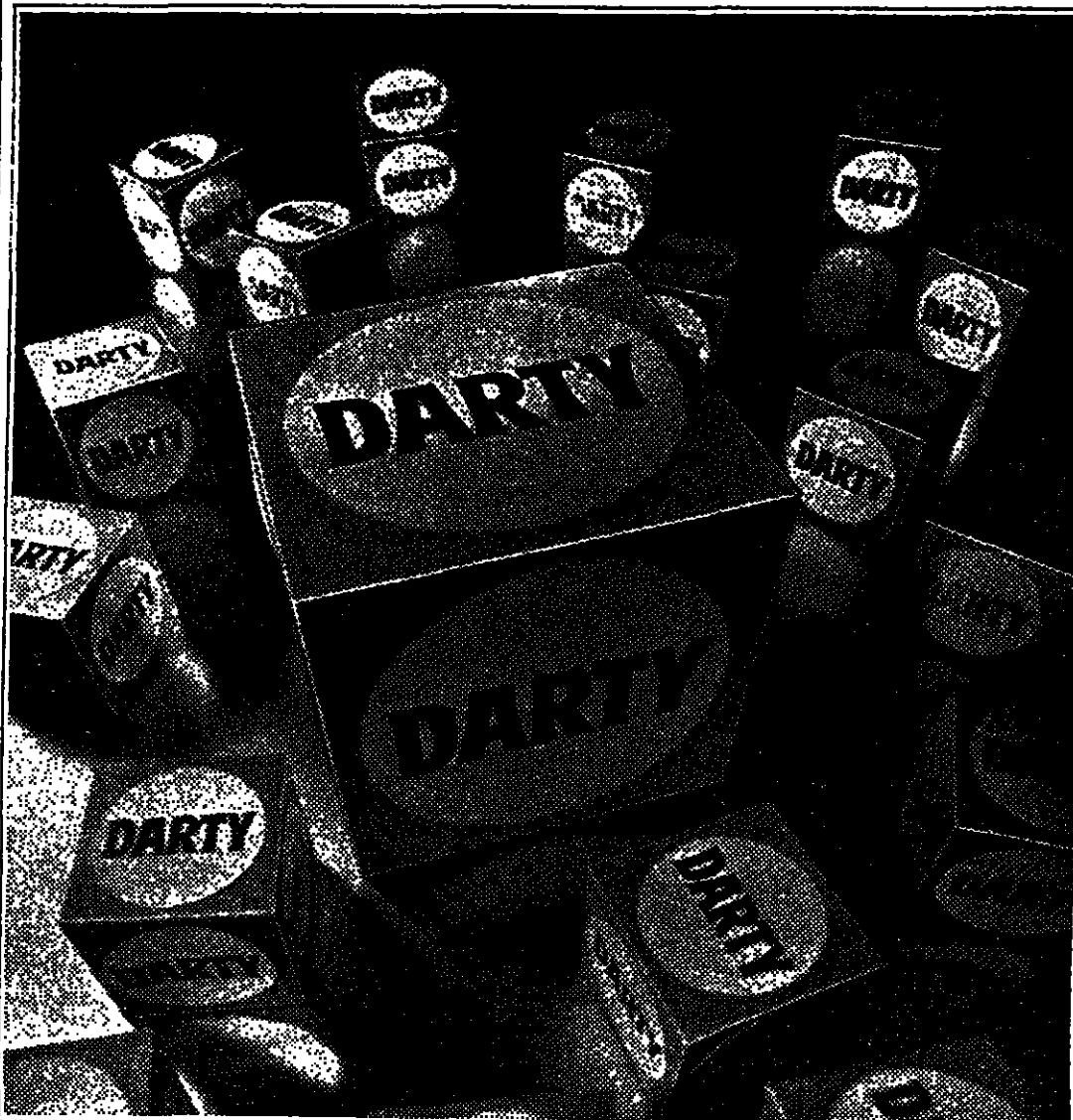
GARANTIE FINANCIÈRE

Loi du 2 janvier 1970.
 Décret du 20 juillet 1972.

La Banque internationale pour l'Afrique occidentale, 8, avenue de Messine, 75008 Paris, informe le public qu'il a été mis fin à la garantie financière accordée depuis le 19 février 1974 à International Office-Mine Gerber, affaire personnelle, 30, rue des Acacias, 75017 Paris, concernant ses activités de transactions immobilières. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs à dater de la présente publication (article 44 du décret n° 72-678 du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 qui restent couvertes par la Banque internationale pour l'Afrique occidentale à condition d'être produites par la créance dans les trois mois de présente publication, au siège ci-dessus indiqué.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de International Office-Mine Gerber.



En 4 ans, DARTY multiplie son chiffre d'affaires par 6 et ses bénéfices par 7,5

(en millions de francs)	1966	1971/1972	1975/1976
Chiffre d'affaires	10	110	650
Bénéfices	0,1	4	29,6

Cette progression traduit le succès de « la grande surface spécialisée », nouvelle forme de distribution inventée par DARTY. DARTY poursuit aujourd'hui son implantation dans les régions parisiennes et lyonnaises. Il abordera bientôt d'autres centres d'expansion.

DARTY à la bourse de Paris



BALD-4.10.1976 - Une note d'information émise par la CDB (n° 76-130) en date du 28 septembre 1976 est disponible au siège social de la Société, 129 Avenue Gallieni-93140 SOUSBOY, et auprès des Banques et Agences de Change.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS.
15 NOVEMBRE

Calme et très irrégulier.

Jugeant peu convainquants les résultats des élections législatives partielles de dimanche, la Bourse est redevenue assez indécise en ce début de semaine, et, par voie de conséquence, la tendance a été très irrégulière. Par solide, les valeurs françaises ont même légèrement fléchi, dans un marché très calme.

La construction électrique a, comme à l'accoutumée, fait le frais de la baisse d'activités boursière, la moitié des actions inscrites dans cette rubrique s'étant repliées. Sur les quarante titres enregistrés en baisse durant la séance, une vingtaine ont subi des pertes égales ou supérieures à 2 %.

A l'inverse, l'on a encore relevé plus de trente hausses, légères pour la plupart cependant. Seule vedette du jour : la C.G.E. avec un gain de 3,6 %. Un compartiment est resté bien orienté : le secteur bancaire.

Visiblement, ni l'élection de MM. Chirac et Tiberi ni le recul des communistes n'ont suffi à rassurer les opérateurs, surtout attentifs à l'avance socialiste. Dans l'attente du deuxième tour, beaucoup ont jugé préférable de s'abstenir, n'accordant que peu d'attention à la nouvelle baisse des taux d'intérêt.

La hausse de l'or s'est poursuivie sur les indications de Londres et des marchés américains. Pour la première fois depuis plus d'un an, le lingot a franchi la barre de 23 000 F pour s'inscrire à 23 120 F (+ 225 F).

Les pièces ont, elles aussi, assez vivement progressé, le napoléon s'ajugeant 410 F à 237,40 F (après 237,20 F). A noter que le prix du métal précieux a été un peu moins élevé à Paris (138 dollars l'once) qu'à Londres (138,20 dollars). Le volume des transactions a augmenté : 13,48 millions de francs contre 11,72 millions.

Taux du marché monétaire
Effets privés 10 3/16 %

LONDRES

Irrégulier
Faute d'une demande suffisante, la hausse initiale ne se confirme pas. Fermeté des pétroles et rechute des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE 15/11	COURS 16/11
War Loan 3 1/2 %	23 3/8	23 5/16
Bechem	338	335 1/2
British Petroleum	574	584
Shell	482	488 1/2
Victors	119	117
Imperial Chemical	398	386
Courtauld	23	22
De Beers	282	283 1/2
Western Holdings	16	16 1/8
Anglo-Tinian Zinc Corp.	158	161
Westwicks	21	21 1/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSER Base 100 : 31 dec. 1975.)

	12 nov.	15 nov.
Valeurs françaises ..	78,4	78,5
Valeurs étrangères ..	106,5	106,3

C= DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 dec. 1961.)

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

REYLLON FRERES. — Attribution gratuite de trois actions nouvelles pour deux actions anciennes portant jouissance au 1^{er} janvier 1978. Le capital sera porté à

SOCIÉTÉ DE PARIS ET DU RHONE. — Résultat après impôts du premier semestre : 10,17 millions de francs contre une perte de 7,99 millions de francs au 30 juin 1975. La rémunération du capital, supprimée en 1974 et en 1975, pourrait être reprise. Dernier dividende payé : 5,10 F net par 1973.

DU PONT DE NEMOURS. — Les actionnaires encaisseront le 14 décembre, en plus du dividende trimestriel ordinaire de 1,25 dollar, une somme supplémentaire de 0,50 dollar par titre.

B.S.N.-GERVAIS-DANONE. — Chiffre d'affaires consolidé des neuf premiers mois : 8652 millions de francs (+14,4 %). La plus forte progression a été enregistrée dans le verre plat (+22 %).

SACHLOR. — Chiffre d'affaires consolidé hors taxes au 30 septembre : 5 861 millions de francs contre 5 436 millions de francs.

taxes des neuf premiers mois : 530,61 millions de francs (+ 52,4 %).

NEW-YORK

Reprise technique

La semaine a mieux commencé que la précédente s'était achevée. Une assez forte reprise technique s'est en effet produite lundi à Wall

sest-on été proche jusqu'à Wall Street, et, en clôture, l'indice des industriels enregistrait une hausse de 7,73 points, à 938,42. Le mouvement cependant n'a pas été immédiat. Durant la majeure partie de la séance, la bourse s'est pourvue, et ce n'est qu'une heure avant le coup de cloche final que les cours ont amorcé leur remontée.

L'activité a été modérée : 16,71 millions des titres ont changé de mains, contre 15,53 millions vendredi.

L'impulsion a été en grande partie donnée par les vendeurs à découvert qui, au vu des très bas niveaux des cours, ont procédé à des rachats assez importants. Mais les opérateurs ont, semble-t-il, été sensibles aux propos tenus par M. Carter dans sa conférence de presse. Ce dernier a

manifeste le désir de maintenir M. Burns à la tête de la Réserve fédérale. Nouvelle rassurante pour les milieux financiers, qui approuvent, en général, la politique menée par ce dernier.

Indices Dow Jones : transports, 213,93 (+1,62); services publics, 22,86 (+0,19).

VALEURS	COURS	
	12/11	15/11
Alcoa	51 5/8	52 1/4
A.T.T.	51 3/4	52 ...
Boeing	42 1/4	41 3/4
Citic Manhattan Bank	28 1/2	26 5/8
De Pont de Nemours	126 7/8	123 1/8
Eastman Kodak	34 3/4	36-3/8
Exxon	43 1/2	49 1/8
Ford	55 ...	55 1/8
General Electric	29 7/8	51 ...
General Foods	28 7/8	29 7/8
IBM	52 ...	52 ...

Year	21	178	24
M.	28	174	264
.....	30	178	30

Kemecott	25 1/2	26 1/8
Mobil Oil	55 3/4	55 3/4
Pfizer	26 1/4	26
Schlumberger	92	92 1/2
Texas	25 1/2	25 3/8
J.A.I. Inc.	22 1/2	22 7/8
Union Carbide	56	56 5/8
U.S. Steel	46 1/8	46 3/4
Westinghouse	15 3/8	15 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
1 dollar (en yens)	15/11 294 75	15/11 294 70

BOURSE DE PARIS - 15 NOVEMBRE - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ À TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les noms. Elles sont corrigées la semaine d'après la semaine d'édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour

[illegible]

DES CHANGES	COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-------------	----------------------	----------------------

OFFICIEL	COURS marché	COURS JEANES	DES BILLETTS échange de gré à gré contre francs	MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
----------	-----------------	-----------------	--	---------------------	-------	-------

FIGES	préc.	15/11	autres banques	MONNAIES ET DEVISES	préc.	15/11

4 985	4 989	4 99		
5 991	5 995	5 99	Or fix (this on base).....	21376 .. 22225 ..

206 508	206 185	206 30	21870	22128
20 950	20 025	29	21875	227 40
12 461	12 465	19	233 30	

13 461	13 446	13 39	Pièce française (18 fr.)	199	207
84 620	84 370	84 26	Pièce suisse (20 fr.)	209	217
7 293	7 300	7 13	Union latine (20 fr.)	204	210

(E T).....	2 122	2 304	2 13	Union notes (20 fr.).....	204	210 10
S).....	2 122	2 203	2 25	Sovereign.....	212	210 50
	5 777	5 770	5 550	Pièce de 20 dollars.....	1808	1044

84 248	94 378	94 ..	Pièces de 10 dollars	808	1044
197 086	197 188	198 76	Pièces de 5 dollars	532	532
15 818	15 283	15 76	Pièces de 25 centes	335	50
			Pièces de 50 centes	822	

.....	16 818	16 888	16 25	Plèce de 50 pesos.....	882 ..	876 ..
.....	117 928	117 858	117..	Plèce de 10 florins.....	212 28	214 ..
.....	284 075	284 325	283 76			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LES RESULTATS DES ELECTIONS AU QUEBEC

4. **DIPLOMATIE**
— La fin de la visite de M. Barre en Egypte.

4. **EUROPE**

5. **PROCHE-ORIENT**

— L'IBAN : les « casques verts » espèrent prochainement vers Tripoli.

6. **L'EVENEMENT**

— Les institutions algériennes.

7. **ASIE**

— CHINE : provoquent un incident diplomatique, M. Li Hsien-nien exclut tout « simulacre de détente » avec Moscou.

8-10. **POLITIQUE**

— Avant le second tour des élections législatives partielles.

— Les travaux de l'Assemblée nationale.

— La candidature de M. d'Ornano à la mairie de Paris.

11. **DEFENSE**

— Les psychologues dans le brouillard.

12. **SOCIÉTÉ**

— Les psychologues dans le brouillard.

13. **JEUNESSE**

— Le conseil national de la J.F.C.

13. **EDUCATION**

— La rentrée à l'U.E.R. de droit à Malakoff.

LE MONDE DE LA MEDECINE

PAGES 15 A 17

— Pouvoir médical et pouvoir politique : « Des jalons incertains, une science aléatoire », point de vue par le professeur Jean-Charles Soule.

— Du bon usage des rayons.

18. EQUIPEMENT ET REGIONS

— A PROPOS DE... : les écologistes dans l'arène.

28 à 31. **ARTS ET SPECTACLES**

— CINÉMA : un Comencini inédit.

— THÉÂTRE : la Charette, par les Comédiens émérites de Grenoble.

30. **POLICE**

30. **JUSTICE**

30. **SPORTS**

— Les fédérations face à l'hérésie 80 des Jeux olympiques.

40 à 42. **LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**

— COMMERCE EXTÉRIEUR : « commissions » et « intermédiaires » à l'exportation.

— EUROPA : les Neuf à la recherche de concessions pour relancer le dialogue Nord-Sud.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15)

— Annonces classées (23 à 37) : Aujourd'hui (12) ; Bouze (48) ; Carnet (38) ; « Journal officiel » (18) ; Loterie nationale (18) ; Radiologie (18) ; Mots croisés (18).

Le numéro du « Monde », daté 18 novembre 1976, a été tiré à 654 789 exemplaires.

A CÉDER

affaire exceptionnelle sur grande arène dans quartier commerçant

BIJOUTERIE HORLOGERIE

C.A. + de 1.000.000

Tél. : M. Germain 607.39.50

parlez ANGLAIS...

LOGOS

centre privé de formation à Villa Ornano 75018 PARIS Tél. : 355.09.05

TOURS Tél. : 30.58.31 NANTES Tél. : 47.70.90 ORLÉANS Tél. : 38.81.80

TEXAS INSTRUMENTS

calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez, 152, Bd. St-Germain - 226-42-31

Initiation gratuite de 9 à 19 h. (Fermé le lundi).

Sevres "33"

PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX

33, rue de Sevres, Paris Tél. : 548.66.73

LES PLUS BELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (10ème)

La candidature de M. Michel d'Ornano à la mairie de Paris suscite des réactions réservées de la part de l'U.D.R.

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, a déclaré, lundi 15 novembre, qu'il accepterait de conduire les listes de la majorité présidentielle dans la capitale aux élections municipales de mars 1977. Après ces élections, les cent neuf conseillers de Paris désigneraient le maire de Paris, comme le prévoit notamment le nouveau statut de la capitale, adopté par l'Assemblée nationale en décembre 1975.

« J'avais demandé un délai de réflexion et je suis maintenant en mesure de faire savoir que j'ai accepté », a-t-il déclaré. M. d'Ornano, ministre d'Etat, pour l'Industrie, a précisé que cette mission, a-t-il précisé, M. d'Ornano, qui a ajouté : « Le fait que Paris aura un maire en mars prochains est une grande nouveauté. Et si les conseils municipaux, dans le passé, ont rempli leur tâche avec beaucoup de compétence, beaucoup de passion, Paris sera désormais administré par un maire, son maire, et par ses élus ».

M. d'Ornano a conclu : « J'espère apporter aux Parisiens l'expérience que je peux avoir de la gestion, gestion municipale et gestion aussi d'un grand ministère, celui que j'occupe à l'heure actuelle ».

Cette déclaration, M. d'Ornano l'a faite après avoir rencontré les responsables du C.D.S. de la capitale et M. Christian de La Malène, député U.D.R. de Paris, rapporteur général du budget de la Ville et leader des gaullistes à l'Hôtel de Ville.

L'entrée en lice de M. Michel d'Ornano dans l'arène parisienne a suscité diverses réactions. Après celles, défavorables, de M. Georges Sarre (P.S.) et Jean Gajet (P.O.), conseillers de Paris, un autre élu de la capitale vient de prendre position. M. Pierre Mistère, conseiller de Paris, président de la fédération de Paris des radicaux de gauche, affirme : « La désignation de M. d'Ornano traduit en clair l'inquiétude du gouvernement en ce qui concerne le résultat des prochaines élections municipales pour qu'il en soit arrivé à penser que personne parmi les élus, à Paris, n'était capable ni de composer ses listes ni de les présenter aux élections ».

Côté majorité, M. Pierre Bas,

député U.D.R. et président du groupe Paris-Majorité (treize-huit élus) à l'Hôtel de Ville, a déclaré, lundi 15 novembre : « La désignation de M. d'Ornano implique que nous ne refusons aucun contact. Nous nous entendrons avec lui. Mais cela ne veut pas dire que nous acceptons qu'il soit élu à la mairie de Paris ».

M. Christian de La Malène, député U.D.R. de Paris, rapporteur général du budget de la Ville et leader des gaullistes à l'Hôtel de Ville, a déclaré, lundi 15 novembre : « Je suis sûr que M. d'Ornano aura le soutien de la majorité de la capitale ».

De son côté, M. Raymond Bourgeois, président du Comité national des indépendants, a déclaré : « On observe que la désignation de M. Michel d'Ornano par le président de la République comme candidat officiel au poste de maire de Paris n'a pas été précédée de consultations. Le maire de Paris devra être jugé par les Parisiens sur ses quatre-vingt personnes. Il ne saurait être nommé ».

Enfin, le C.D.S. de Paris remarque que « le succès de Jean Thiberge dans le 7^e arrondissement illustre bien les chances de la majorité des lors qu'elle est unie. Cette unité est donc indispensable ».

(Publika)

Un calculateur conversationnel chez Duriez

Le SR 60 de Texas Instruments est très puissant et très simple. Il fait le pont entre la calculatrice et l'ordinateur.

Son tableau d'affichage 82 x 240 %, à 20 caractères, dialogue avec vous en clair, vous pose des questions en toutes lettres, attend votre réponse avant de calculer.

Résultats affichés ou imprimés. 46 fonctions scientifiques. 40 mémoires et 480 pas de programmes (extensibles à 450 et 5760). Programmes et contenus des mémoires stockables sur cartes. Polyédriques adaptables : prochainement : mémoire/cassette ; machine à écrire ; table de calcul.

TEXAS INSTRUMENTS calculatrices électroniques

(Toute la gamme) chez Duriez, 152, Bd. St-Germain - 226-42-31

Initiation gratuite de 9 à 19 h. (Fermé le lundi).

TRADUCTIONS

ABC 448 N.D. DES VICTOIRES PARIS 21 Tél. : 254.33.00

PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

LES PLUS BELLES COLLECTIONS

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 695 F

Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (10ème)

ble pour la bataille municipale. Le C.D.S. affirme : « Après la délibération des secrétaires généraux de la majorité et l'arbitrage du premier ministre, Michel d'Ornano est depuis son acceptation le leader incontestable de cette majorité ». Le C.D.S. connaît-il le C.D.S. pour réussir le programme qui sera soumis aux Parisiens, s'appuyant non seulement sur des personnalités acceptées de leurs collègues communistes et socialistes de la capitale, mais aussi sur les forces politiques justement représentées. Le C.D.S. fort d'une implantation considérable dans les présidents sortants de la capitale, appuiera la réussite de cette entreprise ».

Il est certain que les résultats des élections législatives partielles de dimanche ne peuvent que confirmer l'attitude des élus parisiens de l'U.D.R., qui ont toujours mal accepté la prétention des gaullistes de s'attribuer la majorité, notamment dans la capitale.

L'U.D.R. tient la majorité à l'Hôtel de Ville et à toujours fait preuve de beaucoup d'indépendance et de fermeté. Les diverses tentatives de rassemblement qui s'opèrent dans la capitale ne vont pas, dans ce climat, faciliter la tâche de M. d'Ornano pour constituer dans les dix-huit secteurs de la capitale des listes uniques.

La vente d'un réacteur français à l'Irak

M. LECAT RAPPELLE LE RÔLE DU CONSEIL DE POLITIQUE NUCLEAIRE EXTERIEURE

Les projets d'exportation de matériel nucléaire sont soumis au Conseil supérieur de politique nucléaire extérieure et sont donc subordonnés à ses décisions, a rappelé, lundi 15 novembre, M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée. Interrogé au sujet des informations parues dans la presse relatives à un projet français de vente à l'Irak d'un réacteur nucléaire de recherche (le Monde du 30 octobre et du 11 novembre), M. Lecat a déclaré : « Le président de la République a créé au début de septembre le Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les ministres concernés, afin que ce Conseil examine dans tous leurs éléments les projets de centres d'exportation, les réacteurs, les exportations, les réacteurs, les exportations ».

Un décret pris le 15 novembre, dans la séance, à la présidence de la République, a approuvé, le 15 novembre, le projet de loi relatif à la vente d'un réacteur nucléaire de recherche à l'Irak. Le projet de loi, qui a été adopté par le Conseil des ministres, a été transmis au Conseil supérieur de politique nucléaire, qui présidera, et qui réunira le premier ministre et tous les minist